NUMÉRO ANNIVERSAIRE

L'Histoire

30 ANS QUI ONT CHANGÉ L'HISTOIRE

Débats, révélations, polémiques, découvertes

MENSUEL DOM'S 7,50€ - DOM'S 950 XPF - ITALIA 1.000 XPF - BEL 7,50€ - LUX 7,50€ - ALL 7,90€ - ESP 7,50€ - GR 7,50€ - TA 7,50€ - PORT CONT 7,50€ - CAN 9,95 $CAN - CH 12,50 FS - MAR BIZ DH - ISSN 0182748

T 01842 - 331 S - F: 6,50 € - RD

COMTES DE CHAMPAGNE

TAITTINGER

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION

l'Histoire
www.histoire.presse
Service abonnements
Tél. France : 0825 003 690 (0,15 €/mn)
Tél. étranger : 00 33 3 44 62 52 17
Tél. administration : 03 44 62 52 17
Courriel : lhistoire@presse-info.fr
REVUE MENSUELLE CRÉÉE EN 1978,
ÉDITÉE PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS
SCIENTIFIQUES, 74, AVENUE DU MAINE,
75014 PARIS, TÉL. : 01 44 10 10 10
Rédaction, documentation, réalisation
Tél. : 01 44 10 10 10. Fax : 01 44 10 54 47
Courriel rédaction : courrier@histoire.presse.fr
Abonnements
Service abonnements L'Histoire :
B 603, 60732 Saint-Geneviève Cedex.
Tarif France : 1 an, 11 n^os : 56 €, 1 an, 11 n^os + 4 n^os Collections de L'Histoire : 76 €.
Tarif international : nous contacter.
Belgique : Edigroup, Bastion Tower, étage 20, place du Champ-de-Mars, 5, 1050 Bruxelles Suisse : Edigroup, Case postale 393, 1225 Chêne-Bourg
ANCIENS NUMÉROS ET ÉCRINS :
L'Histoire - 24, Chemin Latéral - 45390 Puiseaux
DIFFUSION LIBRAIRIES DIF'POP'
Tél. : 01 40 24 21 31. Fax : 01 40 24 15 88
Directrice de la rédaction - rédactrice en chef
Valérie Hannin (54 31)
Conseillers de la direction
Michel Winock, Jean-Noël Jeanneney
Rédactrice en chef adjointe responsable des Collections
Séverine Nikel (54 32)
Rédactrice en chef adjointe
Héloïse Kolebka (54 34)
Secrétaire générale de la rédaction
Cécile Rey (54 33)
Rédaction
Juliette Rigondet (54 35), Géraldine Soudri (54 43), Olivier Thomas (Site internet) (54 37)
Responsable des partenariats et des relations extérieures
Carole Rouaud (54 57)
Comité de rédaction
Pierre Assouline, Jacques Berlioz, Patrick Boucheron, Bruno Cabanes, Pierre Chuvin, Joël Cornette, François Dufay, Jean-Noël Jeanneney, Philippe Joutard, François Lebrun, Pap Ndiaye, Olivier Postel-Vinay, Didier Pourquery, Yves Saint-Geours, Maurice Sartre, Laurent Theis, Olivier Wieviorka, Michel Winock
Correspondants
Claude Aziza, Antoine de Baecque, Jean-Louis Biget, Catherine Brice, Françoise Briquel-Chatonnet, Philippe Burrin, Jacques Chiffoleau, Alain Dieckhoff, Jean-Luc Domenach, Hervé Duchêne, Olivier Faron, Édouard Husson, Gilles Kepel, Marc Lazar, Jacques Marseille, Gabriel Martinez-Gros, Marie-Anne Matard-Bonucci, Nicolas Offenstadt, Pascal Ory, Anthony Rowley, Philippe Salvadori, Pierre-François Souyri, Catherine Virlouvet, Nicolas Werth, Annette Wieviorka
Conception graphique et réalisation de la couverture : Claude Maggiori
Première maquettiste
Marie Toulouze (54 39), assistée de Catherine Auclaire (rédactrice graphiste) (54 40)
Premier secrétaire de rédaction
Raymond Lévêque (54 41)
Documentation-rédaction
Sophie Marcus-Antier (54 36)
Ont collaboré à ce numéro
Serge Cortesi (conception logo), Franck Strippe (formatage gabarits), Jérémy Suarez (iconographie), Jean-Baptiste Trochu (rédaction)
Directeur délégué
Frédéric Texier
Assistante de direction
Christie Mazataud (1374)
Responsable de fabrication
Christophe Perrusson (13 78)
Directrice commerciale et marketing
Virginie Marliac (54 49)
Marketing direct et abonnements
Directrice : Virginie Marliac (54 49)
Chargée du marketing direct : Estelle Castillo (54 51)
Responsable de la gestion : Isabelle Parez (13 60)
Diffusion (diffuseurs/dépositaires)
Évelyne Miont (13 80)
Publicité
LE POINT COMMUNICATION - 01 44 10 10 10
Publicité commerciale
Directeur de la publicité :
Raphaël Fitoussi (12 12)
Assistante et secteur culture :
Françoise Hullot (12 13)
Publicité littéraire
Directrice de clientèle :
Mathilde Ganther-Bassetti (13 31)

1978-2008
Quoi de neuf en histoire ?

En mai 1978 était publié le premier numéro de *L'Histoire*. Trente ans déjà. Qui ont tout changé. Rien là pour surprendre les gens de métier, méfiants par méthode sur la question des invariants. Mais à ce point…

La grande histoire n'y est pas pour rien. Mona Ozouf nous rappelle comment, en 1989, la prise de la Bastille a été chahutée par un séisme inattendu, dont l'épicentre était à Berlin. La chute du socialisme réel annonçait-elle la « fin de l'histoire » ? L'optimisme hégélien fit long feu : la guerre du Golfe, le génocide au Rwanda, le coup de tonnerre du 11 Septembre dans le ciel de New York arrachaient le nouveau siècle à l'utopie. L'histoire reprenant ses droits, les historiens se remettaient au travail. Avec un autre œil et de nouvelles curiosités. Lénine avait des habits neufs. Et Mahomet aussi.

Sur d'autres fronts, d'autres offensives. Celles-là venues de la « société civile », des obscurs, des oubliés, des maltraités de l'histoire. Les juristes leur ont fait un énorme cadeau : un chef d'accusation imprescriptible, inventé pour juger les nazis à Nuremberg, entre dans le droit français en 1964. Mais le crime contre l'humanité est sans fond. La soif de réparation est immense. Il faut des coupables. Il faut des experts. Les historiens sont de nouveau à pied d'œuvre. Et débattent.

Enfin, il y a la science, la « vraie », qui est venue à son tour bouleverser le métier. Avec le Web s'est opéré en quinze ans un des plus grands bouleversements de l'histoire de l'humanité. Aussi considérable que l'invention de l'écriture peut-être. De quoi voir autrement l'histoire culturelle. De quoi la faire autrement aussi. Un outil qui donne un sacré coup de fouet aux ambitions scientifiques de l'histoire quantitative et comparative. Sans parler de l'ADN qui nous ôte nos illusions sur Hatshepsout.

Biologistes et anthropologues qui ne manqueront pas non plus d'alimenter l'histoire du genre : est-on bien sûr de savoir encore ce qu'est une femme ? Et un homme ? Évoque-t-on la même chose quand on parle d'amour, de plaisir, de souffrance aujourd'hui et il y a deux mille ans ? Voit-on la beauté, et même les couleurs comme les fidèles assis au XIII^e siècle dans la cathédrale de Chartres ? Sait-on ce qu'il y avait dans la tête des Grecs ?

Les prochaines années, c'est sûr, repousseront encore les limites du questionnement. Il y aura d'autres archives, d'autres révélations, d'autres chantiers. Et d'autres numéros de *L'Histoire*. Douter de tout et vouloir tout savoir. Décidément, l'historien est fils de son temps.

L'Histoire

SOMMAIRE

N°331 - MAI 2008

Couverture : *de gauche à droite et de haut en bas : Rue Vavilov-Grèco, Pour Turetsky-Grèco, AGE-Lermage, Jean Lermage, Noel Quidu-Gamma, Rue des Archives, Roy Raphe, Nicolas Tikhomiroff-Raphe, Centre national Jean Moulin-Keystone, Roger-Viollet, Erich Lessing-Magnum, Rue des Archives, Jean Lermage, Diego Goldberg/ Cotbo Sygma.*

Toute l'actualité de l'histoire sur www.histoire.presse.fr
Et un contenu spécial pour célébrer les 20 ans du magazine.

TOUTES LES RÉFÉRENCES
Sur le site de L'Histoire aussi, toutes les références et les bibliographies des articles de ce numéro.

6 Je me souviens… c'était en 1978

Par **MICHEL WINOCK**

1978
8 Naître, aimer et mourir autrefois
Par **FRANÇOIS LEBRUN**
10 *Le Puy-du-Fou - Le mémorial de Serge Klarsfeld - Le rapport Nora-Minc*

1979
12 Le cuisinier avance masqué
Par **PASCAL ORY**
14 *Marianne selon Maurice Agulhon - Apocalypse Now - L'historien et l'animal*

1980
16 Le négationniste et la chambre à gaz
Par **ANNETTE WIEVIORKA**
18 *CNN - Carlo Ginzburg - L'IHTP*

1981
20 Géographie de l'au-delà
Par **JACQUES BERLIOZ**
22 *Georges Duby et les femmes - L'idéologie française - Indiana Jones*

1982
24 Le corps… enfin !
Par **ALAIN CORBIN**
26 *Umberto Eco - Soboul - Claude Nicolet*

1983
28 Mitterrand professeur d'histoire
Par **PHILIPPE JOUTARD**
30 *Cathares - Sanghor - Massada*

1984
32 Les lieux de mémoire, ou comment ils m'ont échappé
Par **PIERRE NORA**
34 *Foucault - La revue Vingtième Siècle - Braudel - Le prix des colonies*

1985
36 L'État est né au Moyen Âge
Par **PATRICK BOUCHERON**
38 *Shoah - L'histoire de la vie privée - Le Désenchantement du monde*

1986
40 Sida : « la peste du millénaire »
Par **OLIVIER POSTEL-VINAY**
42 *Orsay - Tous gays ! - Bottéro*

1987
44 Procès Barbie : l'histoire entre au tribunal
Par **HENRY ROUSSO**
46 *L'IMA - Maus - Découvertes à Pompéi*

1988
48 Les femmes ont-elles un genre ?
Par **MICHELLE PERROT**
50 *L'histoire polonaise se refait - Le mémorial de Caen - Raul Hilberg*

1989
52 89, l'année sans pareille
Par **MONA OZOUF**
54 *Fouilles au Louvre - Les Annales - « Histoire parallèle »*

1990
58 Nous n'aurons plus peur de l'Allemagne
Par **PIERRE MONNET**
60 *Sade en « Pléiade » - Pessac, première - La Stasi*

1991
62 Et Jésus dans tout ça ?
Par **MAURICE SARTRE**
64 *Les archives soviétiques - Hibernatus - Napoléon III réhabilité ?*

1992
66 Pourquoi les hommes font la guerre
Par **BRUNO CABANES**
68 *Le sommet de Rio - Arte - Des hommes ordinaires par Browning*

1993
70 Louis XIV n'est plus un roi absolu
Par **JOËL CORNETTE**
72 *Le mémorial de l'Holocauste - Vendée - Bourdieu*

1994
74 Esclaves, les chaînes se brisent
Par **OLIVIER PÉTRÉ-GRENOUILLEAU**
76 *La jeunesse de Mitterrand - La grotte Chauvet - Les 50 ans du D-Day*

1995
78 Vichy aussi, c'est la France
Par **JEAN-PIERRE AZÉMA**
80 *Le phare d'Alexandrie - Le Passé d'une illusion - La Grande Bibliothèque*

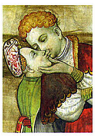
1996
82 « France, qu'as-tu fait de ton baptême ? »
Par **LAURENT THEIS**
84 *Saint Louis par Jacques Le Goff - Qu'est-ce qu'un intellectuel ? - L'An Mil*

1997
86 Le communisme, dépôt de bilan
Par **NICOLAS WERTH**
88 *L'affaire Aubrac - La chaîne « histoire » - Le Choc des civilisations*

1998
90 Tuer au nom de Dieu
Par **JOËL CORNETTE**
92 *Mussolini et les Juifs - Dreyfus - Les Rendez-Vous de Blois*

1999
94 La guerre d'Algérie en face
Par **GUY PERVILLÉ**
96 *L'histoire culturelle - La tempête - www.histoire.presse.fr*

2000
102 Internet. Qu'est-ce que ça change ?
Par **JEAN-NOËL JEANNENEY**
104 *Le bleu - Gladiator - Zeugma*



2001
106 Le nouveau visage de Mahomet
Par **GABRIEL MARTINEZ-GROS**
108 *Bamiyan - Napoléon empaisonné ? - Toumaï - Archives maçonniques*

2002
110 Le déclin américain : un fantasme ?
Par **JUSTIN VAÏSSE**
112 *Hugo - Le frère de Jésus - IEHCA*

2003
114 Léonard de Vinci superstar
Par **PATRICK BOUCHERON**
116 *Goodbye Lenin! - Le père Desbois - Le tricentenaire de Saint-Pétersbourg*

2004
118 Immigrés, leur histoire est aussi la nôtre
Par **PAP NDIAYE**
120 *Agnès Sorel - Archives - La Chute*

2005
122 Colonisation : le retour du refoulé
Par **MICHEL WINOCK**
124 *Tardi - Versailles - Rome en série*

2006
126 Pourquoi les Grecs déchaussent leur pied droit
Par **MAURICE SARTRE**
128 *Les Bienveillantes - Le Quai Branly - Indigènes*

2007
130 Europe : naissance d'un personnage historique
Par **YVES SAINT-GEOURS**
132 *Hatshepsout - Rémus et Romulus - La Cité de l'immigration*

2008
134 L'histoire a un avenir…
Par **PIERRE ASSOULINE**
136 *La Chine - Mariage présidentiel - Violence de masse*

RETROUVEZ PAGE 98 LES RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

ABONNEZ-VOUS PAGE 137

Ce numéro comporte quatre encarts jetés : Britannica et ADL Partner (abonnés) ; L'Histoire (kiosques France et export, hors Belgique et Suisse) et Edigroup (kiosques Belgique et Suisse).

RUE DES ARCHIVES/AGIP

L'animateur Bernard Pivot
Son émission « Apostrophes » fait les beaux jours de la télévision.

N° 1

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Le Premier ministre israélien Menahem Begin à Washington, le 21 mars
Ce sont les débuts des pourparlers de paix.

N° 2

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Georges Marchais, le secrétaire général du PCF
Sa verve fait le bonheur des médias.

RUE DES ARCHIVES/COLL. CEFP

***Woody Allen dans* Annie Hall**
Le film reçoit l'Oscar du meilleur film.

Il y a trente ans paraît le premier numéro de *L'Histoire*.

Je me souviens… c'était en 1978

Par **Michel Winock**

L'Histoire est née il y a trente ans, à l'âge finissant de l'artisanat. En ce temps mémorable, nous n'avions pas d'ordinateur personnel ; nous tapions encore nos articles sur notre Olivetti ou notre vieille Remington, et les plus prévoyants se servaient de papier carbone. Internet n'existait pas, et nous n'imaginions pas encore vraiment la révolution informatique qui se profilait. Et pas davantage la téléphonie mobile. Dans sa tombe Gutenberg riait encore.

C'ÉTAIT LE TEMPS DE LA GUERRE FROIDE

Dans ce monde ancien, la planète était encore divisée par les blocs de la guerre froide. Le cactiforme Leonid Brejnev paraissait en mesure de porter le dernier coup à l'évanescent Jimmy Carter. Mais le bloc communiste donnait carrière à ses propres divisions. La Chine faisait cavalier seul, deux ans après la mort du « Grand Timonier », qui fascinait encore quelques gogos. Je me souviens d'une émission de Bernard Pivot où, face à un couple d'anciens maoïstes revenus de leurs illusions, un ambassadeur français, gaulliste à tous crins, vantait avec une assurance immodérée la Chine éternelle que Mao avait perpétuée. Il est vrai que, peu de temps auparavant, le R.P. Cardonnel, plein d'effusions sacerdotales, avait déclaré dans une interview à *Playboy* (on n'est pas bégueule) : « *En Chine, j'ai retrouvé un Évangile vécu !* » Le dominicain était plus discret sur les vertus du Vietnam, entré en guerre contre le Cambodge : était-il pensable que deux États communistes puissent se chercher des noises pour des questions de frontière !

Simone de Beauvoir, qui venait d'avoir 70 ans, se posait en « féministe radicale », et déclarait : « *J'ai pensé que la victoire des femmes serait liée à l'avènement du socialisme. Or, le socialisme, c'est un rêve, il n'existe nulle part. Les pays que nous appelons socialistes aujourd'hui ne le sont pas du tout.* »

En Europe, tandis que la transition démocratique allait son train en Espagne, l'Allemagne et l'Italie étaient en proie au terrorisme de l'ultragauche.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Jacques Chirac et la danseuse Ludmilla Tcherina
Le premier maire de Paris entend bien se faire un nom.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Jimmy Carter, 39e président des États-Unis
Il veut une présidence morale ; on lui reproche sa faiblesse.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Le chanteur Serge Gainsbourg
Il fête ses 50 ans et ses vingt ans de carrière.

Dans leur prison, Baader et deux de ses camarades se suicidaient, mais on avait découvert avec effroi le cadavre de Hands Martin Schleyer, le patron des patrons allemands, dans un coffre de voiture. C'est ce qui arriva aussi en Italie au député Aldo Moro, kidnappé et assassiné par les Brigades rouges. Des années de chien.

Un grand espoir avait lui au Proche-Orient : l'extraordinaire décision du président égyptien Sadate de se rendre à Jérusalem, pour discuter avec Begin et les Israéliens. Le voyage avait eu lieu en novembre 1977, à la fureur des États arabes autres que l'Égypte. En décembre, s'était réunie ce qu'on avait appelé la « conférence du refus » à Tripoli, où les représentants de la Libye, de l'Algérie, de l'Irak, du Yémen du Sud, de la Syrie, avaient rivalisé en compagnie des délégués palestiniens dans la condamnation de Sadate et de toute perspective de règlement pacifié. Il fallut par la suite déchanter : les propositions de Sadate se révélaient « *inacceptables* » par Begin et les siens.

SOPHIE BASSOULS/SYGMA

Je me souviens que c'est en 1978 que Georges Perec publia « Je me souviens »

En France, Valéry Giscard d'Estaing présidait au son de l'accordéon. Mais non sans appréhension, car les élections législatives du mois de mars 1978 étaient loin d'être gagnées d'avance. Le président nous avait amusés avec ses vœux de bonne année, en plagiant un air célèbre : « *Si tous les gars de France voulaient se donner la main…* » Ce n'était pas du répertoire de l'opposition. Certes, l'union de la gauche était brisée depuis septembre 1977, et les communistes semblaient n'avoir plus d'ennemi que les socialistes. Georges Marchais roulait de gros yeux et tapait du poing sur la table, tandis que François Mitterrand restait de marbre. Tout de même ! Les sondages n'étaient pas rassurants. L'opinion ne prisait guère Raymond Barre, un Premier ministre qui la fatiguait de ses discours *ex professo* : le nombre des chômeurs avait dépassé le million. A la veille du premier tour, les intentions de vote hissaient la gauche en tête. C'est finalement la droite qui l'emporta. La grande nouveauté était que le Parti communiste était devancé par le Parti socialiste, du jamais vu depuis 1936. Les deux « partis frères » se renvoyèrent avec aigreur la responsabilité de la défaite. Et Giscard respira, en attendant la prochaine échéance.

Je me souviens que Jacques Chirac était maire de Paris, et qu'il avait poussé une grosse colère parce que Jimmy Carter, de visite en France, avait négligé de venir le saluer à l'Hôtel de Ville. Giscard, lui, était sémillant après la défaite des partis de gauche aux élections. *Paris-Match* l'avait suivi à Authon, dans la petite église où il était venu avec Anne-Aymone pour la messe. Il était arrivé, très fringant, au volant de sa voiture, une Rancho vert bouteille.

Notre monnaie s'appelait alors le franc et partait chaque année un peu plus en quenouille. La pierre résistait. On avait tout de même la possibilité d'acheter un appartement de quatre pièces dans le XVe arrondissement de Paris pour 650 000 francs, un peu plus de 300 000 euros d'aujourd'hui. C'est trop peu de dire que le prix de l'immobilier était deux fois moins élevé. Mais les monnaies fluctuaient dangereusement d'un pays à l'autre dans l'Europe des Neuf : en avril, on décida de créer le Système monétaire européen, qui devint vite le « serpent monétaire ».

GAINSBOURG FÊTAIT SES 50 ANS

En ce même mois d'avril, la presse relatait la libération du baron Empain, président du groupe industriel Empain-Schneider, enlevé à Paris, revenu à la liberté après soixante-trois jours de séquestration. Ses ravisseurs avaient exigé une rançon de 80 millions de francs. La chronique des faits divers fit pleurer davantage des millions de fans sur la mort accidentelle de Claude François qui était devenu le chanteur de romances le plus populaire. Serge Gainsbourg fêtait ses 50 ans et ses vingt ans de carrière : un coffret de 77 chansons était mis en vente par Philips.

Au cinéma, les Oscars et les Césars ne s'y trompèrent pas : à Paris, c'est Alain Resnais qui fut couronné, pour *Providence* ; à Hollywood, l'Oscar du meilleur film revenait à Woody Allen, pour *Annie Hall*. Dans les journaux, on se demandait si Jacques Dutronc, qui avait troqué la chanson pour le cinéma, n'était pas en train de devenir, après ses deux derniers films, *Sale rêveur* et *L'État sauvage*, un « nouveau Jean Gabin ».

C'était l'époque où les livres d'histoire tenaient le haut des vitrines des libraires. L'idée vint à Michel Chodkiewicz, le nouveau PDG du Seuil, de lancer un magazine d'histoire sur le modèle de *La Recherche*, dont il avait été directeur pendant des années. La réussite de la revue scientifique l'encourageait à lui donner une petite sœur. Ainsi fut fait et le premier numéro de *L'Histoire* parut en mai 1978.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Leonid Brejnev, l'homme fort de l'URSS
La division du monde en deux blocs semble immuable.

N°5

N°7

N°6

RUE DES ARCHIVES/AGIP

Le roi Juan Carlos et le président Giscard d'Estaing
En visite dans l'Espagne à nouveau démocratique.

'1978

Dès son premier numéro, *L'Histoire* rend compte de la « nouvelle histoire », celle des mentalités.

Naître, aimer et mourir autrefois

Par **François Lebrun**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, François Lebrun est spécialiste de l'histoire de la famille et du christianisme sous l'Ancien Régime. Son premier article dans L'Histoire date de 1978.

« *Nous n'avons pas d'histoire de l'Amour, qu'on y pense. Nous n'avons pas d'histoire de la Mort.* […] *J'indique une direction de recherche et je ne l'indique pas à des isolés. Je demande l'ouverture d'une vaste enquête collective sur les sentiments des hommes et leurs modalités.* » Ce vœu était formulé en 1941 par Lucien Febvre dans les *Annales d'histoire sociale*. De fait, la naissance, le mariage, la mort, tels sont, pour s'en tenir à l'essentiel, les champs ouverts par des historiens regroupés pour la plupart (mais non pas tous) autour de cette revue fondée par Marc Bloch et Lucien Febvre en 1929. Ce qu'on appelle la « nouvelle histoire ».

ARIÈS, MANDROU, VOVELLE…

Il aura fallu attendre pourtant près de vingt ans pour que ce souhait trouve un premier écho. En 1960, Philippe Ariès publie *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime* et, l'année suivante, Robert Mandrou, *Introduction à la France moderne, 1500-1640*. Dans son livre au titre insolite à cette date, et pour la première fois, Philippe Ariès fait de l'enfant un objet d'histoire. Sa place dans la famille connaît en France, selon lui, un changement considérable, qui s'amorce à la fin du XVII[e] siècle et s'accélère et se généralise dans les années 1760 : c'est alors que l'on « découvre » l'enfance, en même temps que l'on prend conscience de la spécificité de l'enfant au sein de la famille et que naît l'amour maternel. Les débuts de la limitation volontaire des naissances vont de pair avec l'apparition de la famille moderne : on veut moins d'enfants pour mieux élever et éduquer ceux que l'on a souhaité avoir. Quant à Robert Mandrou, le disciple le plus proche de Lucien Febvre, il sous-titre son livre *Essai de psychologie historique* et en fait un manifeste en faveur d'une jeune « *histoire des mentalités* ».

Moins de vingt ans plus tard, à la fin des années 1970, ces approches novatrices ont gagné du terrain. Les premiers numéros de *L'Histoire*, en mai et juin 1978, en apportent la preuve avec deux articles, l'un de Philippe Ariès sur « La contraception autrefois », l'autre de Michel Vovelle sur « L'homme et la mort ». Philippe Ariès, présenté par la revue comme « *l'un de ceux qui ont contribué depuis quelques dizaines d'années au profond renouvellement de l'historiographie française* », revient dans ce texte sur l'hypothèse, qui lui est chère, selon laquelle il faut voir dans le développement des pratiques contraceptives depuis le XVIII[e] siècle moins une réaction « libératrice » à l'égard de l'attitude répressive de l'Église que « *le surgissement d'un rapport nouveau à la vie et à la famille* ». Le mois suivant, c'est Michel Vovelle qui signe un beau texte sur « L'homme et la mort » ; en réalité un long compte rendu de deux ouvrages récents, *La Mort à Paris aux XVI[e], XVII[e] et XVIII[e] siècles*, de Pierre Chaunu, paru en 1978, et *L'Homme devant*

9 mai : Aldo Moro assassiné
Le président de la Démocratie chrétienne italienne avait été enlevé le 16 mars par les terroristes des Brigades rouges.

FAB/AKG-L'ILLUSTRATION

25 juillet : le premier bébé-éprouvette
Elle s'appelle Louise Brown, elle est née à l'hôpital d'Oldham, en Grande-Bretagne.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

16 octobre : un pape polonais
Jean Paul II incarnera l'opposition catholique aux régimes communistes.

RUE DES ARCHIVES/RDA

Détail d'une fresque représentant la « Fontaine de Jouvence » peinte au XVe siècle par Giacomo Jaquerio (Saluzzo, château de la Manta).

'1978

CORBIS-SYGMA

Rendez-vous en Vendée
Au centre du bocage vendéen, entre Cholet et la Roche-sur-Yon, le château du Puy-du-Fou est acheté en 1977 par le conseil général de Vendée. Celui-ci accepte la proposition de Philippe de Villiers, jeune énarque de 28 ans, qui propose d'utiliser les jardins du château non pour un quelconque son et lumière, mais pour des représentations régulières, animées exclusivement par des bénévoles de la région. Du 16 juin au 5 août 1978, 300 « acteurs » jouent devant 80 000 spectateurs la vie d'un paysan vendéen à travers les siècles. Trente ans après, la « cinéscénie » du Puy-du-Fou a abandonné peu à peu son idéologie de droite, mais est plus vivante que jamais. F. L.

J.P. PAIREAULT/GAMMA

L'informatisation de la société
En février 1978, Simon Nora et Alain Minc remettent au président de la République, Giscard d'Estaing, un rapport administratif sur le processus d'informatisation de la société. En raison de ses aspects les plus inquiétants, en particulier les effets de l'informatique sur l'emploi, il n'est autorisé à paraître qu'au lendemain des élections législatives. Écrit dans un langage clair, souvent brillant, publié par la Documentation française, le rapport est repris en poche au Seuil ; 125 000 exemplaires seront vendus entre 1978 et 1986. L'ouvrage annonce les bouleversements attendus par la révolution de la télématique – l'association de l'informatique et des télécommunications – et préconise le pilotage par l'État de ce changement social, dans un projet de société globale. M. W.

La liste de Serge Klarsfeld
Dans l'ouvrage le Mémorial de la déportation des Juifs de France, *Serge Klarsfeld établit la liste, convoi par convoi, avec les noms, les prénoms et les lieux de naissance, des 75 721 Juifs déportés de France. G. S.*

H. LEVINE/SIPA

la mort, de Philippe Ariès, en 1977. « *Ces deux livres*, écrit-il, *nous introduisent par des voies complémentaires aux actuelles recherches de l'histoire des mentalités qui se penche avec prédilection sur l'évolution des attitudes collectives, la vie, l'amour, la mort.* » Cinq ans plus tard, Michel Vovelle donne lui-même l'exemple en publiant, en 1983, *La Mort et l'Occident, de 1300 à nos jours*, vaste enquête sur l'évolution des réactions devant la mort depuis huit siècles dans le monde occidental (*cf.* « *L'extrait* », *p. 11*).

Dès ces premiers numéros, *L'Histoire* remplissait ainsi l'ambition qu'elle s'était fixée à sa création : « *Il fut un temps où les historiens n'écrivaient que pour leurs confrères et leurs élèves, où les non-spécialistes n'avaient accès qu'à une histoire anecdotique et édifiante.* […] *Ce que vous trouverez dans* L'Histoire, *c'est donc une histoire ouverte : les différentes écoles historiques y auront droit à la parole.* » On peut dire qu'en 1978, en dépit de certaines réticences, la cause est largement gagnée. Il n'est que de feuilleter les manuels scolaires rédigés à partir de cette date dans le cadre des nouveaux programmes de 1977 pour se rendre compte que l'histoire des mentalités (dite bientôt histoire culturelle), et, plus largement, la « nouvelle histoire » a pris tout naturellement sa place dans l'ensemble d'une discipline désormais plus ouverte à toutes les réalités du passé.

LA QUERELLE DE L'AMOUR MATERNEL

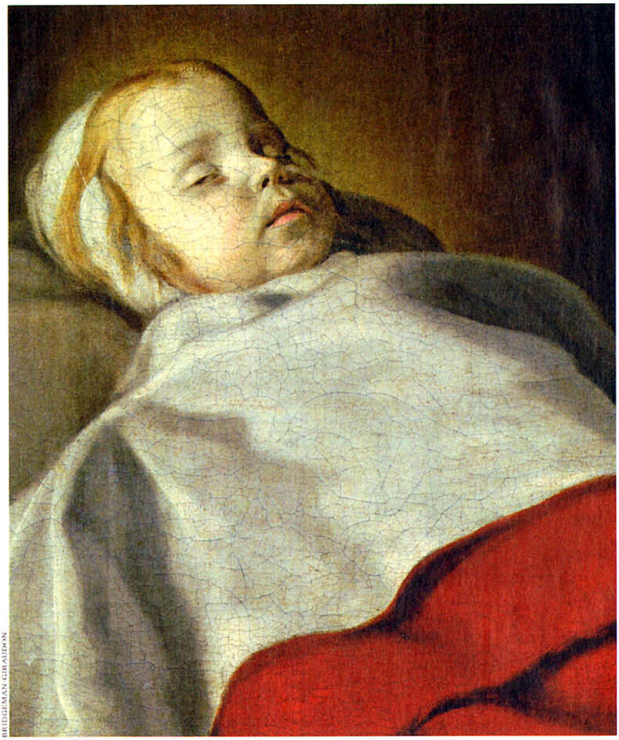
Il faut dire que l'histoire des mentalités s'est trouvée épaulée à ses débuts par la naissance d'une nouvelle discipline, la démographie historique. C'est au cours des années 1950 que le démographe Louis Henry préconise l'exploitation d'une source pratiquement négligée jusque-là : les registres paroissiaux de baptêmes, mariages et sépultures, pour restituer les grandes données de la population française avant le XIX^e^ siècle – natalité, nuptialité, mortalité ; il s'agit notamment de pratiquer, dans le cadre d'une paroisse, la « reconstitution des familles » à partir des actes de mariage. Longtemps, la méthode Henry a été utilisée dans de nombreuses monographies paroissiales.

Qu'y avait-il dans la tête des mères confrontées si souvent à la mort de plusieurs de leurs enfants ?

C'est le mérite de Pierre Goubert d'avoir élargi ce modèle monographique à une dizaine de paroisses du Beauvaisis, fournissant ainsi une assise démographique solide à son étude sociale parue en 1960 sous le titre *Beauvais et le Beauvaisis, de 1600 à 1730*. Pierre Goubert écrira lui-même en 1973 : « *La pratique de la démographie par l'historien lui a apporté bien plus que la démographie. Elle l'a introduit et entraîné, de manière inattendue, vers les domaines le plus difficilement accessibles de la nature humaine : ces mentalités dites profondes, religieuses ou pararegieuses, ces évolutions collectives des attitudes et des conduites.* » Un tel glissement se comprend aisément. Comment, au-delà des structures démographiques et des faits de conjoncture, l'historien démographe,

historien avant d'être démographe, n'aurait-il pas cherché du côté de l'histoire culturelle et de la psychologie collective les facteurs d'explication au mouvement saisonnier des mariages ou aux débuts de la limitation volontaire des naissances ?

Parmi les données chiffrées les plus neuves et les plus irréfutables que fournit l'exploitation des registres paroissiaux, figure la mortalité infantile dans la France d'Ancien Régime : un enfant sur quatre, en moyenne, meurt avant l'âge de 1 an (ce qui correspond à un taux de mortalité infantile de 25 %, alors qu'il est aujourd'hui inférieur à 1 %) ; en outre, un enfant sur deux meurt avant l'âge de 15 ans. Comment, dans le cadre d'une telle hécatombe, l'attitude d'une mère du XVII[e] ou du XVIII[e] siècle face à la mort de plusieurs de ses jeunes enfants n'aurait-elle pas été profondément différente de celle d'une mère d'aujourd'hui confrontée à la mort de son enfant au berceau, d'autant plus insupportable qu'elle est exceptionnelle ? Pour autant, peut-on parler d'indifférence à propos de la première, en négligeant tout un contexte, d'abord religieux, notamment la profonde consolation de savoir le salut éternel du petit disparu assuré grâce au baptême ? D'où l'importance attachée à la réception du sacrement dès la naissance.



BRIDGEMAN-GIRAUDON

Portrait d'un enfant mort, *vers 1650, école française (Besançon, musée des Beaux-Arts et d'Archéologie).*

Dans le numéro 2 de *L'Histoire*, en juin 1978, Emmanuel Le Roy Ladurie dresse un bilan de « Dix années de recherches historiques » en histoire médiévale et moderne : il y accorde une place privilégiée à ceux qui, dit-il, ont fait « *progresser nos connaissances des mentalités, des mœurs, des groupes sociaux* », élargissant ainsi le champ historique. *L'Histoire* a contribué dès ses premiers numéros à cette appropriation capitale.

L'EXTRAIT

« *Oui, en pesée grossière et en vue cavalière, c'est bien avec les phases où la mort resserre son étau – déclin du Moyen Age, "tragique" XVII[e] siècle démographique – que coïncident jusqu'à un certain point et une certaine date, les crispations de la sensibilité collective sur la mort. Oui, également, dans l'immense monde rural de la société traditionnelle en Occident, le réseau des rites et des gestes autour de la mort, a duré somme toute tout ce qu'a vécu l'ancien régime démographique. Mais il est évident que le champ des représentations collectives ne saurait se réduire à cet influx mécaniquement répercuté. L'époque très contemporaine, passant du modèle post-romantique de la mort 1900 au "tabou" qui s'instaure dans la première partie du siècle, pour conduire à la redécouverte de ces dernières années, montre bien qu'à l'intérieur d'un modèle démographique donné des médiations plus complexes sont à l'œuvre, entre les conditionnements démographiques et la sensibilité collective.* »

M. Vovelle*, La Mort et l'Occident, *Gallimard, 1983

Le numéro 1 de L'Histoire, *paru en mai 1978, s'est vendu à 40 000 exemplaires. Au sommaire figurent six grands articles de dix à douze pages chacun, signés par Georges Duby (« La femme, l'amour, le chevalier »), René Rémond (sur le 13 mai 1958), Philippe Ariès (« La contraception autrefois »), Philippe Joutard (« La Cévenne camisarde »), et une quinzaine d'articles plus courts sur les Auvergnats de Paris, le Cambodge, les soldats de la Révolution… En fin de magazine : informations sur les colloques, les expositions ou les livres ; rubriques singulières comme « Les demeures de Clio », « Le voyage dans le temps » ou la gastronomie historique confiée à Platine (Jean-Louis Flandrin). L'adresse « A nos lecteurs » fait état de l'ambition du nouveau magazine : être « un moyen d'information permanent sur tout le champ de la recherche historique ».*

N° 1, mai 1978

Comment Platine, *alias* Jean-Louis Flandrin, a inventé la gastronomie historique.

Le cuisinier avance masqué

1er février : Khomeyni au pouvoir
L'Iran devient une république islamique.

GAMMA

1er juillet : Simone Veil présidente du Parlement européen
Les 7 et 10 juin s'est tenue la première élection au suffrage universel dans les neuf États de la Communauté européenne.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

24 décembre : l'URSS envahit l'Afghanistan
C'est le début d'une guerre de dix ans.

P. LOCHON/GAMMA

Par **Pascal Ory**

Il y a Platine et Platine. Mais quelque part, au fond, c'est le même. Le plus ancien s'appelait d'abord Bartolomeo Sacchi. Humaniste italien, né en 1421, mort en 1481, passé à la postérité pour avoir publié dans les années 1470 un livre de prescriptions sanitaires nourri de nombreuses recettes de cuisine sous le nom de *Platina – Platine* pour les Français. Le second s'appelait d'abord Jean-Louis Flandrin. Historien français, né en 1931, mort en 2001, passé à la postérité pour avoir fondé dans ce pays, dans les années 1970, l'histoire des sensibilités alimentaires. Dès le numéro 1 de *L'Histoire*, c'est sous le pseudonyme de Platine qu'il allait publier une vingtaine de chroniques, placées d'emblée par leur auteur sous le vocable de la « gastronomie historique ».

Spécialiste d'histoire culturelle, Pascal Ory publie en juin chez Complexe L'Invention du bronzage. *Son premier article dans* L'Histoire *date de 1978.*

Derrière ce simple exposé factuel se profilent des enjeux de grande importance et quelques points de discussion. Rien de moins que le basculement de toute une historiographie, témoignant lui-même d'un changement, à proprement parler historique, des sensibilités collectives de l'Occident : excusez du peu…

APRÈS LA SEXUALITÉ, L'ALIMENTATION

Associé à l'aventure expérimentale de l'université de Vincennes (Paris-VIII), tout en ayant séminaire ouvert à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Jean-Louis Flandrin est un pur produit de l'école des Annales. A ce titre, il s'engage dans une recherche sur le système familial de l'Ancien Régime. Poussant l'audace plus loin que ses maîtres, dont l'atypique Alphonse Dupront, il rencontre sur son chemin la sexualité et en fait, avec sa spécialité, un objet d'histoire légitime. Jusqu'aux abords des années 1980, ses publications poursuivent sur cette aire, mais seuls quelques amateurs savent qu'en 1977 il a franchi un pas de plus dans les *terrae incognitae* en ouvrant à Vincennes un séminaire sur l'histoire de l'alimentation.

Un trait commun réunit ces deux recherches : elles appartiennent à l'ordre des objets « ignobles » (non nobles), que le savant, terrifié par son propre corps, n'accepte de prendre en considération que sur le tard du XXe siècle, progrès de l'hédonisme aidant. Mais c'est aussi une question de méthode. La manière dont Flandrin les aborde signe un détachement progressif d'avec les postulats suivant lesquels l'univers des représentations resterait en dernière instance déterminé par l'économique : en matière de sexualité comme d'alimentation, les sociétés fonctionnent en fait dans une dialectique entre contraintes matérielles et représentations – sans quoi on ne comprendrait rien, par exemple, aux tabous alimentaires.

Le mouvement historiographique dont Flandrin est ainsi le cristallisateur va suivre une ligne significative. Au-delà de l'établissement des productions, des échanges et des consommations

JOSSE/LEEMAGE

alimentaires (Frédérique Audoin-Rouzeau, *alias* Fred Vargas, est aussi une historienne de l'alimentation carnée…), les perspectives sont de plus en plus marquées par les deux instances qui se tenaient au départ les plus éloignées de ce champ : le politique et le culturel.

L'humaniste italien Platine a publié dans les années 1470 un livre de prescriptions sanitaires nourri de nombreuses recettes de cuisine

LE RESTAURANT : UNE RÉVOLUTION DU XVIIIe SIÈCLE

Ces deux regards expliquent l'ouverture de chantiers nouveaux, à commencer par l'histoire du restaurant, cette révolution du XVIIIe siècle finissant, qui annonce la Révolution tout court. On s'intéresse enfin à la figure du cuisinier, le plus ordinaire comme le plus illustre, façon Carême. On a même compris ce qu'était la gastronomie, non pas le synonyme pompeux de « grande cuisine », mais une littérature critique apparue dans la foulée du restaurant et dont les évolutions épousent celles de la société.

A l'agenda de la recherche actuelle figurent désormais aussi bien l'alimentation de cour que l'« invention de la tradition » régionaliste, la généalogie de la « sécurité alimentaire » comme

Ci-dessus : miniature du XVe siècle (Paris, musée du Petit Palais. Ci-contre : portrait de Platine (XVIIe siècle).

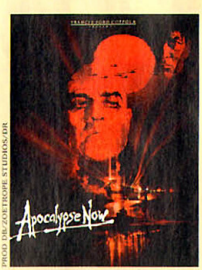
COSTA/LEEMAGE

'1979

F. GUILLOT/AFP

Chère Marianne

En 1979, Maurice Agulhon publie le premier volume de ce qui deviendra une trilogie. Après La République au village *tiré de sa thèse d'État en 1970, sa curiosité alliée à son amour de la Provence le fit s'interroger sur la figure de Marianne, présente dans tous les villages du Sud sous forme de buste, de fontaine publique, plaquée ou juchée en haut d'une colonne. Il publia d'abord dans des revues d'ethnologie : le sujet n'était pas encore « historique ». Il fallut attendre* Marianne au combat *pour que les historiens s'emparent sans complexe de cet objet qu'est la statue ou le monument, plutôt réservé jusque-là aux historiens de l'art. La transformation de Marianne, de symbole révolutionnaire en figure partisane puis en incarnation de la nation, parcours éminemment politique, ouvrait de nombreuses pistes passionnantes.* **C. B.**



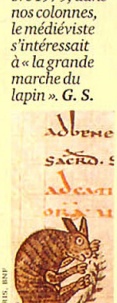
PHOTOS12.COM/ETPOP/STUDIOCANAL

Au cœur de l'enfer

Film de la folie épique et de la guerre comme spectacle visionnaire, Apocalypse Now *marque une étape dans la représentation foisonnante de la guerre du Vietnam, le conflit qui a le plus fasciné le cinéma américain. Après* Voyage au bout de l'enfer *de Cimino, c'est là l'apogée du film de guerre initiatique où, en douze stations successives, le héros, le mercenaire Willard, remonte le fleuve des enfers pour être introduit « au cœur des ténèbres » (d'après le titre de la nouvelle de Conrad adaptée par Coppola). Là, après les bombardements au napalm, les pièges de la guérilla, l'épreuve de la jungle, les excès de la drogue, il est confronté à Kurz, ex-colonel qui s'est constitué un royaume autonome et mégalomane. Mais ce à quoi Willard fait face, c'est à la folle culpabilité d'une Amérique impériale qui, en s'enlisant dans la violence des guerres coloniales, semble avoir perdu ses valeurs fondatrices.* **A. de. B.**

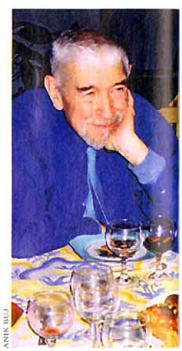
Un zoo de papier

Criquets, rats, puces, chats : les animaux ont une histoire à laquelle Robert Delort consacra en 1984 un livre pionnier. Dès le mois de septembre 1979, dans nos colonnes, le médiéviste s'intéressait à « la grande marche du lapin ». **G. S.**


PARIS, BNF

celle du livre de cuisine. C'est sur de telles bases que s'est ouverte, en Italie, l'université des sciences gastronomiques, dirigée par Albert Capatti, et que s'est constitué, en France, le réseau de l'Institut européen d'histoire et des cultures de l'alimentation (IEHCA).

De cette évolution l'œuvre de Jean-Louis Flandrin fut la matrice, comme en témoigne son livre posthume sur *L'Ordre des mets*. Mais son rôle d'inspirateur est mieux illustré encore par sa codirection, avec Massimo Montanari, de *l'Histoire de l'alimentation*, qui reste encore, douze ans après sa sortie et à l'échelle internationale, irremplacée.


ANNE RIEU

Sous sa plume surgissaient des objets de délice, « sauces légères du Moyen Age » ou « ancien service à la française »

MOIS APRÈS MOIS LES CHRONIQUES D'UN GOURMAND

Peut-être, cependant, le plus original de son action se situe-t-il dans la constitution d'un réseau de sociabilité à la fois intellectuelle et gourmande, mais aussi pour remonter à la source, dans cette « Chronique de Platine », tenue assez régulièrement entre 1978 et 1982, et dont témoigne encore aujourd'hui, outre *Les Collections de L'Histoire*, une anthologie publiée en 1992. Grâce à elle, le lecteur découvrait avec délices des objets inédits, devenus depuis des classiques, qui s'appelaient ici « sauces légères du Moyen Age », là « ancien service à la française ». Entre lecteur séduit, amateur insensiblement transformé en chercheur et jeune vocation suscitée par cette découverte, la « gastronomie historique » créait un espace nouveau, entre érudition et réflexion fondamentale.

La relecture des chroniques, au mois le mois, permet, au reste, d'ajouter au moins trois éléments un peu occultés aujourd'hui. Le premier est que Jean-Louis Flandrin n'a pas été le seul rédacteur de la rubrique, dont il resta le « chef » ; ainsi l'un des articles les plus stimulants, consacré en septembre 1981 à l'étonnante histoire de « La raie au beurre noir » (n° 37), est-il dû aux historiens Mary et Philip Hyman. Le deuxième est que le propos initial du maître d'œuvre n'est pas simplement informatif mais bel et bien normatif : « *Dégager les principes d'une gastronomie culturelle, historique, et trouver les règles – provisoires, sans doute – qui conviennent à notre personnalité* » (chronique du n° 1). On aura déjà noté le paradoxe : des règles, mais provisoires. Platine le gastronome rêve de « *discerner le stable du mouvant, le naturel du culturel* », mais Flandrin l'historien subodore que « *nous n'en*

sommes encore qu'à rassembler le matériau historique qui devrait permettre de les formuler un jour », ces fameuses règles. Évidemment, depuis, on ne les a pas encore lues. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y ait pas, ici comme ailleurs, des universaux. Mais la formulation attendra un peu.

UN BANQUET ANNUEL

Et ce point s'éclaire sans doute à la considération d'un dernier élément. Même si, avec le temps, la personnalité cachée derrière le pseudonyme était devenue un secret de Polichinelle chez les universitaires, Flandrin en avait bel et bien fait, pour reprendre ses propres mots, un « masque », qui lui permettait de dire plus et autrement : *« dédoublement de la personnalité »* (c'est toujours lui qui parle) significatif – qu'on ne saurait trop recommander à chacun d'entre nous…

A la mort de Jean-Louis Flandrin ses disciples, ses amis – c'était synonyme – décidèrent de prolonger le fort sentiment d'affection qui les réunissait autour de lui en créant une société de ses amis (présidée successivement par Georges Carantino, Patrick Rambourg et Michèle Barrière), qui continue à vivre sur les deux modes lancés à l'époque du séminaire de Vincennes et des chroniques de *L'Histoire* : d'une part, un séminaire libre accueilli par la Maison des sciences de l'homme de Paris, de l'autre, un banquet historique annuel, préparé de longue main. Faire de l'histoire en faisant de la cuisine, autrement dit unir le plaisir du sens à celui des sens : ce programme très flandrinien est toujours d'actualité. On pourrait rêver qu'il ne se limitât point au domaine de l'alimentation.

L'EXTRAIT

Les recettes de sauces de maître Martino, *cuisinier italien du patriarche d'Aquilée au milieu du XV^e^ siècle. « Aillée blanche : prends des amandes bien mondées et pile-les et quand elles seront à moitié pilées, mets dedans la quantité d'ail que tu voudras ; et tu pileras le tout ensemble en y jetant un peu d'eau fraîche pour ne pas faire d'huile. Puis tu prendras de la mie de pain blanc et tu mouilleras dans du bouillon dégraissé de viande ou du fumet de poisson… ; et tu pourras servir cette aillée en toute saison, en gras comme en maigre, comme il te plaira. »*

« Verjus au fenouil : prends de l'ail si cela te plaît et de la fleur de fenouil, le plus doux et meilleur que tu pourras avoir, et pile-les très bien ensemble en mettant du verjus nouveau, et avec ce verjus tu détremperas cette matière et la passeras par l'étamine ; et fais qu'elle soit un peu salée, autant qu'il est besoin. »

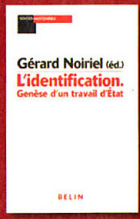
Platine,* L'Histoire *n° 35, juin 1981

N° 85, janvier 1986

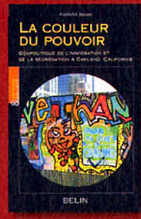
L'HISTOIRE AUX ÉDITIONS BELIN

« Histoire et Société », « Socio-histoires », « Histoire de l'éducation », « Europes Centrales », « Littérature et politique », « Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine », Revue « Genèses », « Annales de démographie historique »…

des collections et des revues pour apprendre et comprendre



L'identification est une des modalités fondamentales du lien social… elle est aussi à la base du travail de l'historien.
Coll. « Socio-Histoires », dirigée par Gérard Noiriel et Michel Offerlé.
272 p. – 24 €



Discrimination positive, tolérance zéro, multiculturalisme… Des clés de compréhension, voire des solutions *made in USA* à méditer.
Coll. « Histoire et Société ».
384 p. – 25 €

Comment, grâce à une série de livres de lecture, l'école a façonné dans l'Europe du XIX^e^ le grand rêve de nation…
Coll. « Histoire de l'éducation », dirigée par B. Belhoste, P. Caspard, J.-N. Luc et A. Prost.
896 p. – 40 €

La guerre du côté japonais. Un grand classique de la littérature japonaise. Une œuvre puissante et magnifique contre l'enrégimentement.
Coll. « Littérature et politique », dirigée par Claude Lefort.
400 p. – 25 €

Au sommaire, notamment de ce dernier numéro, une relecture du « dossier secret » : homosexualité et antisémitisme dans l'Affaire Dreyfus.
Revue dirigée par Pierre Milza et Daniel Roche.
Prix du numéro : 25 €

Ce volume réunit des textes de Claude Lefort pour la plupart devenus introuvables. Tous analysent avec lucidité les tumultes du XX^e^ siècle. Préface de Claude Mouchard.
1 056 p. – 42 €

Éditions Belin - 8, rue Férou 75278 Paris cedex 06 - 01 55 42 84 00 - Librairie sur place - Site : www.editions-belin.com

'1980

C'est alors que, en France, le négationnisme émerge dans l'espace public.

Le négationniste et la chambre à gaz

4 mai : Tito est mort
Le président yougoslave était au pouvoir depuis 1953.

RUE DES ARCHIVES/RCA

3 octobre : attentat contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris
Il y a 4 morts et 30 blessés. On craint le retour de l'antisémitisme en France.

GAMMA

4 novembre : Reagan président
Le candidat républicain est élu 40e président des États-Unis.

RUE DES ARCHIVES/RCA

Par **Annette Wieviorka**

En septembre 1980, Pierre Vidal-Naquet publiait dans la revue *Esprit* un important article : « Un Eichmann de papier. Anatomie d'un mensonge ». Il ne s'agissait pas à proprement parler de répondre aux propos de ceux qui niaient l'existence des chambres à gaz, et par là même le génocide des Juifs, mais de « *démonter pièce à pièce les arguments pour en démasquer le faux-semblant* », de comprendre « *non seulement le comment mais aussi le pourquoi* ».

Annette Wieviorka est spécialiste de la Shoah. Elle a notamment publié Auschwitz, soixante ans après *(Robert Laffont, 2005). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1988.*

HANNAH ASSOULINE

LES SEULS ARGUMENTS DE ROBERT FAURISSON

La négation du génocide des Juifs avait émergé dans l'espace public à la fin des années 1970. En octobre 1978, l'ancien commissaire aux Questions juives de l'État français Louis Darquier de Pellepoix, qui avait trouvé refuge dans l'Espagne de Franco, donnait une interview à *L'Express*. Il y affirmait qu'« *à Auschwitz on n'a gazé que les poux* ». Le 29 décembre 1978, Robert Faurisson, maître de conférences en littérature à l'université de Lyon, qui harcelait par courrier depuis des mois personnalités diverses et médias, réussissait à publier dans *Le Monde* « Le problème des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz ». La publication par le quotidien du soir valait légitimation : nier les chambres à gaz relèverait de la libre opinion.

La pensée de Robert Faurisson n'est guère complexe. Elle se réduit à une fameuse petite phrase, répétée pratiquement à l'identique depuis trois décennies : « *Les prétendues chambres à gaz hitlériennes et le prétendu génocide des Juifs forment un seul et même mensonge historique.* » Elle s'appuie sur l'affirmation d'une impossibilité technique du gazage et sur l'inexistence d'un document d'archives qui reproduirait un ordre explicite de Hitler de procéder à l'assassinat de tous les Juifs. Cependant, jusqu'à la fin des années 1970, ce genre de propos, malgré une profusion de publications, était resté confiné dans de tout petits cercles extrêmes, de droite, autour de Maurice Bardèche – dont le livre *Nuremberg ou La Terre promise* (1948) est saisi après sa parution ; de gauche, autour de Paul Rassinier, déporté à Dora, qui met en cause les témoignages de déportés avant de nier l'existence des chambres à gaz. Au contraire, les années 1980 voient la négation du génocide juif, liée à un antisémitisme que la capitulation du nazisme et la révélation de ses crimes avaient rendu tabou, émerger dans l'espace public.

UN NOUVEL AVATAR DE L'ANTISÉMITISME

C'est le vieil antisémitisme d'une droite extrême qui, après avoir été disqualifiée par sa collaboration avec l'Allemagne nazie, réapparaît dans le champ politique. Mais c'est aussi un antisémitisme d'extrême gauche qui se cache derrière l'antisionisme. Il s'agit ainsi pour cette extrême gauche tiers-mondiste de délégitimer l'État d'Israël. L'ouvrage de

Roger Garaudy *Mythes fondateurs de la politique israélienne*, en 1995, en sera l'expression la plus achevée et la plus odieuse.

D'emblée le « négationnisme » (le terme qui apparaît dans *Le Syndrome de Vichy* d'Henry Rousso, en 1987, tend à remplacer celui de « révisionnisme ») suscite de violentes réactions, chez les victimes, chez leurs descendants, dans les associations d'anciens déportés et chez les intellectuels. Pierre Vidal-Naquet choisit de disséquer le fonctionnement mental de ces « assassins de la mémoire », leurs motivations, les finalités de la négation. Pour lui, il n'est pas question de répondre directement à des arguments qui n'en sont pas puisqu'ils défient la raison.

LA CONTRE-OFFENSIVE DES HISTORIENS

D'autres, au contraire, choisissent de répondre « scientifiquement » : puisque les « négateurs » se sont engouffrés dans les lacunes de la recherche, il faut combler celles-ci. Ils se focalisent sur le lieu principal de la négation, du fait de son poids réel et symbolique : Auschwitz. Prenant au mot les négateurs, ils se font positivistes, traquant les malfaçons ou les approximations dont l'histoire des camps avait été l'objet ; ils proposent de revenir aux faits, rien qu'aux faits, minutieusement établis, minutieusement vérifiés, pour laisser à leur contestation la marge la plus faible possible.

D'emblée, des historiens choisissent de répondre scientifiquement aux négateurs, revenant aux faits, rien qu'aux faits, minutieusement établis

Ce furent d'abord les études chiffrées. La première, en 1981 (*Les chambres à gaz ont existé*, Gallimard), due à Georges Wellers, survivant d'Auschwitz, qui rejoint à son retour de déportation les fondateurs du Centre de documentation juive contemporaine. Contrairement à ce qui était inscrit dans la pierre du monument international érigé à Birkenau en 1967, ce n'étaient pas 4 millions d'êtres humains qui avaient été tués à Auschwitz (chiffre qu'avait imposé la commission soviétique installée après la découverte des camps d'Auschwitz par l'Armée rouge en janvier 1945), mais plutôt entre 1 et 2 millions. Un second comptage effectué en 1998 par un historien du musée d'Auschwitz, Franciszek Piper, qui l'établit autour d'1 million, semble définitif.

Mais Auschwitz-Birkenau n'était pas le seul camp « centre de mise à mort » pour reprendre l'expression de Raul Hilberg. On en trouvait cinq autres (Chelmno, Belzec, Treblinka, Sobibor, Majdanek), tous sur le territoire de la Pologne de 1939, rayée de la carte par les nazis. On les distingua soigneusement des camps de concentration, destinés aux résistants et opposants politiques, dont certains, comme Dachau, avaient été ouverts dès 1933 sur le sol allemand.

Vinrent ensuite les études sur le fonctionnement des chambres à gaz. Un pharmacien, Jean-Claude Pressac, proche de Faurisson, conçut dans les archives du musée d'Auschwitz un doute sur les thèses de son mentor. Avec l'aide de Serge et Beate Klarsfeld, il se fit « *spécialiste des archives techniques*

L'EXPRESS DOCUMENT

"A AUSCHWITZ, ON N'A GAZÉ QUE LES POUX"

Louis Darquier de Pellepoix, à Madrid, en 1965. Ci-dessous : dans un autobus parisien pendant l'Occupation.

© L'EXPRESS DU 28 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 1978/DR

En octobre 1978, L'Express publie un entretien-choc de l'ancien commissaire aux Questions juives Darquier de Pellepoix.

1980

CHRIS SANDERS/CORBIS

Cable News Network

*Tout le monde a tout de suite dit « CNN ». La chaîne d'informations américaine en continu, lancée par le milliardaire Ted Turner, s'est imposée avec une telle évidence qu'on s'est demandé comment on faisait avant. Le génie de son inventeur aura été d'anticiper la soif mondiale d'informations et d'images bien avant qu'Internet n'y mette son grain de sel. La guerre du Golfe (1990-1991) lui donna l'occasion d'une couverture vingt-quatre heures sur vingt-quatre, permettant aux téléspectateurs du monde entier de suivre le conflit en temps réel. En cinq langues : anglais, espagnol, japonais, turc, allemand. Le BBC World Service était battu sur son terrain historique, même s'il s'est réveillé depuis et que la concurrence a fait naître une manière de CNN arabe de qualité avec Al-Jazira. Façon de rappeler que l'information télévisée, ça sert aussi à faire la guerre. Sa devise : « Be the first to know ». **P. A.***

JOHN FOLEY/GODALE

Un institut pour le temps présent

*En 1980 était inauguré l'Institut d'histoire du temps présent, une unité propre du CNRS chargée de structurer le champ émergent de l'histoire du passé proche. Fondé par François Bédarida (1926-2001), il succédait au Comité d'histoire de la deuxième guerre mondiale, un organisme créé en 1951 qui avait eu notamment en charge l'histoire de la Résistance. Rompant avec la vision historiographique de l'après-guerre, l'IHTP a mené des recherches sur l'histoire de Vichy et sur la Shoah dont le souvenir faisait retour au même moment. Il s'est consacré depuis à l'étude du XX^e^ et du XXI^e^ siècle, en particulier dans leur dimension tragique, s'attachant à définir une nouvelle approche critique de la relation entre passé et présent, entre recherche et demande sociale. **H. R.***

DR

Histoire d'un meunier

*Carlo Ginzburg restitue l'univers de Menocchio, meunier dans un village du Frioul au XVI^e^ siècle. Le Fromage et les vers est l'ouvrage phare de la « microhistoire », courant venu d'Italie et du monde anglo-saxon. **C. B.***

d'Auschwitz » pour les traquer dans les lieux les plus divers : musée des camps d'Auschwitz-Birkenau, archives spéciales de Moscou, placées sous la tutelle du KGB où les Soviétiques avaient rassemblé les documents pillés en Europe par les nazis.

La chute du mur de Berlin en novembre 1989 lui permit de circuler librement en Allemagne de l'Est et de se rendre directement dans l'ancienne entreprise fournisseuse des camps de concentration en fours crématoires, la Topf und Söhne. Il y retrouva les archives concernant la crémation des corps. Son travail permit d'établir « scientifiquement » la réalité matérielle des installations de gazage et de crémation, déjà bien établie par les témoignages des membres des Sonderkommandos, ces petits groupes de Juifs contraints de vider les chambres à gaz et de brûler les leurs, ou des nazis jugés lors de divers procès.

LE DERNIER PROCÈS S'EST TENU EN 2007

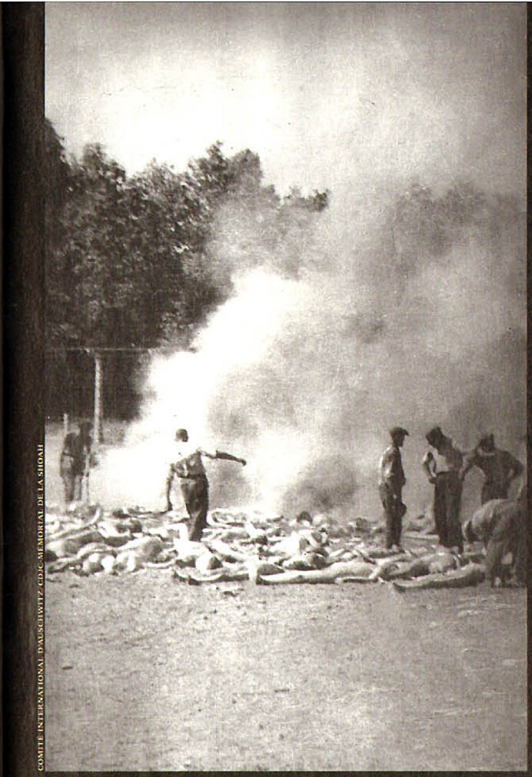
L'émotion suscitée par la négation du génocide entraîna une autre riposte, juridique celle-là : le 30 juin 1990, l'Assemblée nationale adopta une loi proposée par un député communiste, Jean-Claude Gayssot, qui modifiait celle du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse et tendait à *« réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe »* ; elle prévoyait des peines pour *« ceux qui auront contesté [...] l'existence d'un ou de plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 »*.

Véritable reportage photo fait par les SS, L'Album d'Auschwitz *regroupe 200 clichés sur Birkenau en 1944*

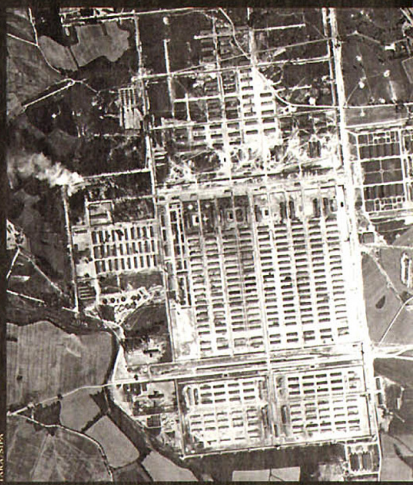
En novembre 1990, dans *L'Histoire* n° 138, Madeleine Rebérioux s'interrogeait sur cette loi dite « Gayssot », exprimant le sentiment de nombreux historiens : *« Est-ce devant les tribunaux que doit se jouer le sort de ceux qui se baptisent indûment "révisionnistes" ? Est-ce ainsi qu'ils peuvent et doivent être combattus ? Est-ce au droit de dire l'histoire ? Est-ce à la loi – donc au tribunal chargé de l'invoquer et de l'appliquer – de dire la vérité historique ? »* L'historienne rappelait que *« la loi impose des interdits, elle édicte des prescriptions, elle peut définir des libertés. Elle est de l'ordre du normatif. Elle ne saurait dire le vrai »*.

CDJC - CL AUSCHWITZ

La multiplication des recherches sur le génocide des Juifs depuis une trentaine d'années, la place qu'il tient désormais dans les programmes scolaires de la plupart des pays démocratiques permettent de relativiser les effets, aujourd'hui très marginaux, du négationnisme. Le dernier procès lié à un négationniste français s'est probablement tenu en 2007. Un procès quelque peu ubuesque. A l'origine, une plainte en diffamation de Robert Fauris-



COMITÉ INTERNATIONAL D'AUSCHWITZ - CDJC-MÉMORIAL DE LA SHOAH



TARA/SIPA

Les témoignages photographiques sur Auschwitz sont rares. Ils proviennent essentiellement de trois sources : 1. Les photos aériennes prises par les Alliés d'avril 1944 au début de 1945 (ci-dessus : le camp de Birkenau où l'on distingue la fumée des crématoires). 2. Les quatre photos prises clandestinement par un membre du Sonderkommando (ci-contre : les corps de ceux qui viennent d'être gazés sont brûlés à l'air libre). 3. Les photos prises en 1944 à Birkenau par les SS (page de gauche).

LE CONTREPOINT

La mémoire du génocide des Juifs *fut longtemps absente des camps d'Auschwitz. Ceux-ci furent transformés dès leur libération en musée d'État retraçant principalement le martyrologe polonais. Dans les blocs d'Auschwitz 1 furent installées une exposition générale comportant notamment les reliques (cheveux, prothèses…) de ceux qui furent assassinés, et, à partir des années 1960, diverses expositions nationales. Le monument international édifié en 1967 à Birkenau ne précisait pas que les victimes des gazages étaient dans leur presque totalité des Juifs et des Tsiganes. A la fin des années 1980, alors que les voyages de groupe à Auschwitz, entre autres de lycéens, se multiplient, des voix, issues notamment de diverses communautés juives, se font entendre pour réclamer que le site de Birkenau soit mieux entretenu et devienne un lieu de mémoire de la destruction des Juifs d'Europe.*

Annette Wieviorka

son contre Robert Badinter et Arte. L'ancien garde des Sceaux aurait médit de Faurisson en affirmant l'avoir fait condamner comme « *faussaire de l'histoire* » en 1981. Les débats tenus les 12 mars et 12 avril 2007 devant la 17e chambre correctionnelle de Paris, débats exceptionnellement filmés et qui sont l'objet d'une publication (*La Justice et l'Histoire face au négationnisme. Au cœur d'un procès*, Fayard, 2008), aboutirent à un jugement, rendu le 21 mai 2007, déboutant Faurisson de sa plainte. Ce dernier ne fit pas appel.

Le négationnisme est-il mort ? En Occident peut-être. Il reste un des vecteurs par lequel transite l'antisémitisme, notamment celui d'une partie du monde arabe ou musulman. En témoignent l'énorme succès de l'ouvrage de Roger Garaudy dans les pays arabes ou l'écho rencontré par la conférence sur l'Holocauste organisée à l'initiative du président iranien Mahmoud Ahmadinejad : celle-ci réunit à Téhéran, les 11 et 12 décembre 2006, tous les négationnistes ou autres néonazis du monde.

N° 156, juin 1992

'1981

10 mai : François Mitterrand président
Le candidat socialiste remporte 52,2 % des suffrages exprimés.

LE SEGRETAIN/SIPA

18 septembre : abolition de la peine de mort en France
Le projet de loi a été brillamment défendu par Robert Badinter.

MONDE-JEUE DES ARCHIVES

6 octobre : Sadate assassiné
Le président égyptien est tué par un groupe islamique. Sa mort met en péril le processus de paix avec Israël.

KEYSTONE

Jacques Le Goff l'établit dans un maître livre : le Purgatoire est né au XII^e siècle.

Géographie de l'au-delà

Par **Jacques Berlioz**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Jacques Berlioz est directeur de l'École des chartes. Son premier article dans* L'Histoire *date de 1987.*

On ne saurait le nier, *La Naissance du Purgatoire*, ouvrage massif (509 pages) que Jacques Le Goff publie en 1981 chez Gallimard, dans la prestigieuse « Bibliothèque des histoires », claquait dans son titre même comme une provocation. Alors que le Purgatoire semblait appartenir de façon immémoriale aux fondements les plus certains du christianisme, ce lieu de l'au-delà avait donc aussi une histoire : *« Dès les premiers siècles, les chrétiens ont cru confusément en la possibilité de racheter certains péchés après la mort. Mais dans le système dualiste de l'au-delà, entre Enfer et Paradis, il n'y avait pas de lieu pour l'accomplissement des peines purgatoires. Il fallut attendre la fin du* XII^e *siècle pour qu'apparaisse le mot* Purgatoire, *pour que le Purgatoire devienne un troisième lieu de l'au-delà dans une nouvelle géographie de l'autre monde. »* Tout est dit, ou presque.

CE QUE NOUS APPRENNENT LES PRÉDICATEURS

Mais que diable Jacques Le Goff allait-il faire dans cette galère ? L'historien était-il devenu théologien ? Tout remonte au début des années 1960. Jacques Le Goff qui tient alors séminaire à l'École pratique des hautes études s'intéresse aux mentalités liées à l'insécurité et aux résonances des calamités ; il part à la recherche des éléments folkloriques que contiennent les Vies de saints de l'époque mérovingienne, et, de façon plus large, la culture cléricale : il y rencontre Merlin, le pays de Cocagne, l'homme sauvage…

Il redécouvre aussi une source documentaire de grand prix, et quelque peu oubliée : les récits exemplaires ou *exempla*, ces historiettes que les prédicateurs glissaient dans leur sermon pour faire passer auprès de leur public un discours théologique qui devenait ainsi moins ardu, plus accessible. Loin de les considérer comme anecdotes négligeables, Jacques Le Goff se met alors à faire l'étude systématique de ces récits dans lesquels il voit un moyen inespéré d'accéder à la si fuyante « culture populaire ».

Parmi ses sources privilégiées, Étienne de Bourbon, infatigable prédicateur qui a sillonné au XIII^e siècle la France et laissé plus de 3 000 anecdotes. L'historien est frappé par la masse impressionnante de récits liés au Purgatoire.

De fil en aiguille, il en vient à établir comment s'impose une croyance. C'est-à-dire comment les châtiments subis par les morts voués aux *« peines purgatoires »* et au *« feu purgatoire »*, selon les expressions des Pères de l'Église, c'est-à-dire voués aux feux purificateurs, ont été dans la seconde moitié du XII^e siècle et au début du XIII^e localisés en un lieu *« jusque-là étranger à la doctrine chrétienne de l'au-delà »*.

UNE IDÉE DE SAINT AUGUSTIN

La Naissance du Purgatoire est d'abord un bel exemple d'une histoire prise dans la longue durée, notion chère à Fernand Braudel et à l'école dite des Annales dont Jacques Le Goff est un pilier. Une histoire qui, loin de réfuter la chronologie, l'affine plutôt. *« Certes*, écrit Jacques Le Goff, *on ne date pas une croyance comme un événement, mais il faut repousser l'idée que l'histoire de la longue durée soit une histoire sans dates. »*

Un immense chantier est ouvert pour comprendre le Purgatoire, Jacques Le Goff analyse les imaginaires antiques où apparaît déjà l'idée selon laquelle certains méchants peuvent être purgés après la mort. Il relit l'Ancien et le Nouveau Testament, l'Épître de saint Paul (I Cor., III, 13) où il est dit que *« le feu éprouvera l'œuvre de chacun »*. Il scrute les textes des II^e et III^e siècles, Clément d'Alexandrie et Origène, mais démontre que le véritable père du Purgatoire est en fait saint Augustin (mort en 430). C'est lui qui imagine pour les défunts aux péchés légers une purification (très pénible, dans un *« feu purgatoire »*) antérieure au Jugement dernier. C'est lui aussi qui affirme l'utilité des prières des vivants pour les morts. Grégoire le Grand (mort en 604) viendra l'appuyer en décrivant des morts en train d'expier avant le Jugement dernier.

« Il y fait sombre et un vent chaud et violent y souffle. Les pécheurs y subissent les assauts des serpents et des crapauds. Ils souffrent atrocement »

Rien de neuf dans les siècles suivants. Le Haut Moyen Age marque une *« stagnation doctrinale »*, même si, entre V^e et X^e siècle, les récits des visions et des voyages imaginaires des moines prouvent que l'idée d'un lieu réservé au feu purgatoire fait son chemin.

UNE DE SES BOUCHES SE TROUVE EN IRLANDE

C'est véritablement au XII^e siècle que « naît » le Purgatoire, avec l'individualisation précise d'un lieu. *Le Purgatoire de saint Patrick*, œuvre en latin de la fin du XII^e siècle, offre une saisissante description des tourments du Purgatoire. Un chevalier, revenu de pénitence du Purgatoire dont l'entrée se situe en Irlande, raconte ce qu'il a vu. Il y fait sombre et un vent chaud et violent y souffle. Les pécheurs y subissent les assauts des serpents et des crapauds. Ils sont per-

Page de gauche : un démon entraîne les damnés en enfer. Détail du Couronnement de la Vierge *d'Enguerrand Quarton, 1453 (Villeneuve-les-Avignon, musée de l'Hospice). Ci-contre : une âme au Purgatoire (l'église des Morts, Campanie).*

CHOMAGE-LEBRAGE

DR

Le fascisme à la française

Bernard-Henri Lévy, revenu de ses années gauchistes, porte-drapeau des « nouveaux philosophes », jette en 1981 un gros pétard dans la république des idées. Marx avait écrit L'Idéologie allemande *; il y va, lui, de son* Idéologie française. *Qu'est-ce à dire ? Les Lumières, Voltaire, Rousseau, Condorcet, la Révolution des droits de l'homme, l'éloge de Napoléon par Henri Heine ? Victor Hugo ? Émile Zola ? De Gaulle ? Non : le maréchal Pétain ! Car le pétainisme, qui a commencé bien avant Pétain, est la quintessence de la francité, un précipité du « fascisme à la française » : l'esprit antilibéral, antidémocratique, autoritaire, terrien, la haine de l'argent, de l'Amérique, des Juifs… Les citations défilent hors contexte, les amalgames concourent de témérité, le ton est péremptoire. Les historiens s'indignent. Le livre connaît un grand succès.* **M. W.**

J. FOLEY/OPALE

BRIDGEMAN-GIRAUDON

Georges Duby aime les femmes

C'est en tant qu'historien de la société chevaleresque que Georges Duby, professeur au Collège de France depuis 1970, accède à une notoriété publique sans cesse croissante. Son livre de 1981, Le Chevalier, la Femme et le Prêtre. Le mariage dans la France féodale *(Hachette) marque sans doute un tournant décisif dans une évolution qui le mène de l'histoire économique et sociale de ses débuts à l'histoire des sensibilités et de la culture. Il y met en scène une contradiction entre, d'une part, les stratégies matrimoniales de la noblesse où la femme n'est qu'une monnaie d'échange et, d'autre part, l'idéologie de l'Église pour laquelle le mariage n'est sacré qu'en tant qu'il est fondé sur le consentement mutuel des époux. Au-delà de l'histoire traditionnelle des structures familiales, point ce qui va devenir la nouvelle passion de Georges Duby : l'histoire des femmes.* **P. B.**

Un prof casse-cou

Un jour, par dépit de ne pouvoir porter à l'écran les aventures de Tintin reporter faute de s'entendre avec Hergé et ses avocats, Steven Spielberg s'est rabattu sur un ersatz créé pour l'occasion. Ainsi est né Indiana Jones, professeur, archéologue, baroudeur et casse-cou. **P. A.**

PROD DR/LUCASFILM-PARAMOUNT/DR

cés de clous ardents ou suspendus à des crochets de fer. Certains sont plongés dans des cuves pleines de métal en ébullition, jusqu'aux genoux, au ventre, à la poitrine ou aux yeux, selon la peine à supporter. Dans les tourments qui y sont infligés, ce lieu est donc proche de l'enfer. Le XIII^e^, « siècle de l'organisation », voit le triomphe du Purgatoire. Face à l'hostilité des « hérétiques » vaudois et cathares, et à celle des chrétiens d'Orient, l'Église catholique a tendance à radicaliser sa position sur le sujet. Le Purgatoire est alors prêché (à travers les récits exemplaires) avant d'être exprimé par le génie poétique de Dante dans la *Divina Commedia* au début du XIV^e^ siècle.

Mais si le XII^e^ siècle marque la véritable naissance du Purgatoire, c'est que, explique Jacques Le Goff, c'est le moment où apparaît le substantif « Purgatoire ». *« Je crois en effet,* écrit-il, *que les changements linguistiques faibles, s'ils se situent à des endroits stratégiques du discours, sont le signe de phénomènes importants. »* Les « peines purgatoires » sont désormais fixées en un endroit précis, accessible depuis la Terre. Une des bouches du Purgatoire ne se trouve-t-elle pas en Irlande ? Une autre en Sicile ? Cette attention au vocabulaire est fondamentale. Jusque-là la localisation de ces lieux restait vague. *« Où sont les lieux purgatoires ? »* s'émouvait le cardinal Robert Pullus, mort vers 1146.

« Changer la géographie de l'autre monde, écrit Jacques Le Goff, c'est opérer une révolution mentale. C'est, à la lettre, changer la vie »

W. STEVENS/GAMMA

S'affirme ainsi un troisième lieu de l'au-delà, dûment nommé, intermédiaire entre l'Enfer et le Paradis, intermédiaire imposé et contrôlé par l'Église, et qui élimine *de facto* tous les autres. Dans ce « nominalisme » (par la revendication de la puissance du nom), Jacques Le Goff met en valeur la notion d'espace, notion alors neuve et pionnière (et que les médiévistes n'exploitent à plein que depuis quelques années). Changer la géographie de l'autre monde, c'est opérer une révolution mentale. *« C'est, à la lettre,* écrit-il, *changer la vie. »*

UNE « COMPTABILITÉ DE L'AU-DELÀ »

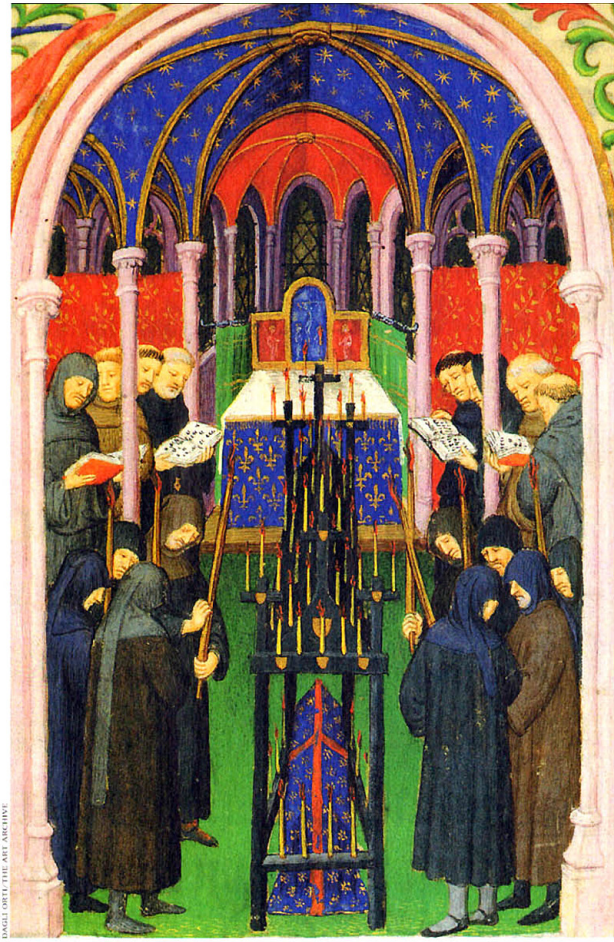
Mais le Purgatoire n'est pas seulement un lieu. Il modifie aussi la perception du temps. Celui qu'on y passe est un temps intermédiaire, entre mort individuelle et Jugement dernier ; il n'est pas éternel. Il ouvre ainsi à un *« vertige arithmétique »*, à une *« comptabilité de l'au-delà »*, pour reprendre la belle expression de l'historien Jacques Chiffoleau : par les suffrages des vivants, par les prières, les messes ou les offrandes, le séjour dans les tourments des âmes du Purgatoire peut être plus ou moins long. Les morts n'hésitent d'ailleurs pas à apparaître aux

vivants pour leur demander d'effacer quelques péchés véniels, comme de payer une dette contractée quand ils étaient ici-bas : le remboursement leur vaut adoucissement et réduction des peines. L'enjeu n'est pas anecdotique puisque le temps de l'au-delà se voit proportionné au temps du monde terrestre. Les premiers concernés sont les proches du défunt. La solidarité familiale est alors mise à l'épreuve.

Le temps du Purgatoire est un temps individuel, qui relève de la responsabilité de chacun. Même saint Bernard de Clairvaux fut accusé d'avoir fait un (court) séjour au Purgatoire pour avoir condamné la fête de l'Immaculée Conception.

Ainsi cette magistrale étude nous mène à l'idée que le Purgatoire n'est pas une question réservée aux théologiens. Au schéma ternaire de l'au-delà (qui glisse un intermédiaire entre enfer et paradis) répond une structure de la société qui devient plus complexe : entre les grands (laïcs et ecclésiastiques) et les humbles (travailleurs ruraux et urbains) s'impose une nouvelle catégorie sociale, celle des bourgeois. Non que le Purgatoire soit une invention bourgeoise ! Mais il est un maillon important de la transformation de la chrétienté féodale.

Tout cela est bien loin de nous. Après un regain de faveur au XIXe siècle, le Purgatoire n'est plus aujourd'hui qu'un état, une « étape » de purification. Ultime avatar d'une croyance dont Jacques Le Goff a établi la genèse, fixé les enjeux idéologiques, en une magnifique leçon d'histoire.



DAGLI ORTI / THE ART ARCHIVE

Des funérailles. Miniature du XVe siècle, extraite d'un livre de prières (Paris, bibliothèque Mazarine).

LE CONTREPOINT

« L'extraordinaire bouleversement des relations entre les morts et les vivants provoqué par l'urbanisation, les migrations et les mortalités, a aussi permis au nouveau culte de s'implanter durablement. Les âmes du Purgatoire viennent en effet élargir le cercle des défunts, intégrer la famille des morts à l'ensemble plus vaste et accueillant des chrétiens qui purgent leurs fautes avant de gagner le Paradis. Elles se coulent à la place des revenants, ou même parfois, se substituent plus ou moins à ces ancêtres perdus ou absents que les mortalités, la guerre et les malheurs du temps ont définitivement éloignés. Le Purgatoire devient alors un lieu d'accueil idéal, non seulement pour les âmes en peine des sociétés rurales traditionnelles, mais aussi pour toutes les âmes des déracinés de la grande crise de la fin du Moyen Age. Sa fonction n'est pas seulement d'offrir une alternative plus optimiste à l'histoire du salut [...], mais aussi de proposer un autre moyen de communication entre les morts et les vivants au moment où précisément leurs rapports sont bouleversés et se transforment en profondeur. »

Jacques Chiffoleau, La Comptabilité de l'au-delà, *École française de Rome, 1980*

N° 6, novembre 1978

FEMME NUE ALLONGÉE SUR UN CANAPÉ, VERS 1850 - RMN/DR

décennies, concerne l'histoire de ce que les philosophes considèrent comme le « corps propre », c'est-à-dire le corps pour soi, le corps objet de représentations intimes, conçu avant tout comme lieu de sensations ; corps de la subjectivité de la chair – lequel, il est vrai, échappe au moi dans le sommeil, la fatigue, la possession, l'extase, la mort.

Les journaux intimes révèlent des êtres qui se tenaient à l'écoute de leur corps, de leurs désirs, de leurs souffrances

Dans le même temps commence d'intéresser le jeu des oppositions qui s'instaurent entre ce corps pour soi et le corps pour autrui, dans la mesure où le premier se trouve soumis au regard, au dédain, au désir de l'autre, notamment au cours de la relation sexuelle.

Cette histoire de la conscience, de l'écoute du corps propre et de ses rapports à celui de l'autre accompagne, depuis ces quelque trente ans, l'attention croissante portée à la singularité de l'individu. En témoigne l'engouement actuel pour des biographies qui font une large place à la sensibilité de celui qui est présenté aux lecteurs. Cette histoire reflète aussi l'emprise de la notion anthropologique de culture somatique – c'est-à-dire de tout ce qui concerne le corps –, qui s'impose, en France, depuis la publication des travaux de Marcel Mauss. Sans oublier le rôle des spécialistes d'histoire littéraire qui se consacrent à l'analyse de l'écriture de soi.

La nouvelle histoire du corps puise abondamment dans une série de sources jusqu'alors peu exploitées dans cette perspective : journaux intimes, agendas, consultations épistolaires, formes diverses de parole ou d'écriture enjointes par les médecins. Ces documents révèlent des êtres qui se tenaient tous à l'écoute de leur corps, des signes de son bien-être et plus encore de son mal-être. Ils montrent des personnes soucieuses de discerner ce qui définissait leur idiosyncrasie (c'est-à-dire leur manière propre de désirer, de jouir et de souffrir), de vérifier si elles se conformaient aux usages voulus par la nature et de mesurer les risques de leur conduite. Dans son volumineux journal, tenu entre 1847 et 1881, le Suisse Henri-Frédéric Amiel a poussé à l'extrême de telles analyses.

Au milieu du XIXe siècle, le daguerréotype s'arrête avec complaisance sur la représentation de la nudité féminine, tout en demeurant fidèle aux canons et aux thèmes de l'académisme (Paris, musée d'Orsay).

LE « TOURNANT SENSUEL »

Ces sources – et il en est d'autres – permettent l'élaboration d'une histoire aux multiples objets. Certains se révèlent délicats, ainsi la quête, aujourd'hui en plein essor de la part des historiens et des anthropologues, qui concerne la hiérarchie établie entre les sens. Nombre de travaux ont été

'1982

A la recherche des sensations des hommes du passé, de leurs plaisirs et de leur mal-être.

Le corps... enfin !

RUE DES ARCHIVES/AGIP

28 janvier : la gauche française vote la loi de la décentralisation
Désormais, communes, départements et régions ne sont plus soumis à la tutelle de l'État.

ALAIN MINGAM-GAMMA

6 juin : début de l'offensive israélienne au Liban
Les 16 et 17 septembre, des centaines de civils palestiniens et arabes sont massacrés par des milices chrétiennes dans les faubourgs de Beyrouth, à Sabra et Chatila.

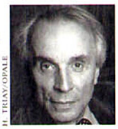
RUE DES ARCHIVES/AGIP

1er octobre : Helmut Kohl chancelier
Le candidat chrétien démocrate est élu chancelier de la République fédérale d'Allemagne.

Par **Alain Corbin**

Bien avant 1978, le corps constituait un élément majeur de l'histoire des arts plastiques, de la médecine voire de la théologie morale, sans, pour autant, être revendiqué comme objet spécifique de la recherche historique. Depuis lors, au sein même de ces territoires traditionnels, la manière de le percevoir et de l'analyser a profondément évolué.

Pionnier de l'histoire du corps et de la sensibilité, Alain Corbin a dirigé, avec Georges Vigarello et Jean-Jacques Courtine, une Histoire du corps *(3 vol., Le Seuil, 2005-2006). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1979.*



H. TRAYDOPALE

LA MALADIE, LA POSTURE, L'HYGIÈNE

On s'intéressa aux définitions successives de la santé et de la maladie, du normal et du pathologique ; au retrait, à la fin des temps modernes, de la théorie des humeurs héritée de l'Antiquité au profit de la médecine anatomo-clinique ; à l'étude de la pratique sociale des médecins puis à l'ascension d'une bio-politique.

Des travaux furent consacrés à l'évolution des postures et des maintiens, à l'attention nouvelle portée à l'hygiène du corps et, plus largement, dans le sillage du sociologue Norbert Elias, au développement de la civilité (c'est-à-dire à la façon dont il convient de se comporter dans l'espace social). Ce dont témoigne, à titre d'exemple, le basculement des images : le corps encore perçu comme malléable à l'aube du XIXe siècle semble, par la suite, véritable machine respiratoire qu'il convient d'exercer afin d'assurer sa rectitude. Émancipées des canons de l'hygiène antique, des représentations et des disciplines nouvelles concernant la toilette et les usages de l'eau se sont diffusées. Ainsi, cette dernière a peu à peu cessé d'inspirer la méfiance ; ce qui a autorisé au XIXe siècle la fréquence de bains que l'on a pris de moins en moins froids.

L'attention des spécialistes s'est, un temps, focalisée sur la circulation sociale de normes hygiéniques longtemps antagonistes, sur l'imposition, plus ou moins difficile selon les milieux, des injonctions résultant de la révolution pastorienne des années 1880. Les nouvelles exigences de propreté du visage, des mains et du linge de corps, l'inspection des élèves par les instituteurs de l'école primaire, tout comme l'obligation de se tenir droit pour éviter la scoliose ont suscité bien des travaux. L'importance de la loi sur l'hygiène publique, promulguée en 1902 et qui imposait de nouvelles pratiques hygiéniques, notamment l'installation de toilettes et de douches à l'intérieur des usines et des ateliers, a été abondamment soulignée.

DANS L'INTIMITÉ DE LA CHAIR

Tout ce qui précède concerne, pour l'essentiel, le corps conçu comme un objet physique, matériel, qui peut être contemplé, senti, touché, que les savants mesurent, manipulent, explorent, réparent et dissèquent, dont les spécialistes analysent et travaillent le mouvement. Or, la plus évidente novation, au cours des trois dernières

1982

DR

Polar médiéval

Le Nom de la rose, *polar métaphysique d'Umberto Eco, connaît un succès mondial. Étonnant lorsque l'on songe à l'érudition de ses passages sur les débats internes à l'ordre franciscain au début du XIVe siècle. Le sémiologue de Bologne impose une vision du Moyen Age qui se fonde sur un lent et patient travail des sources : c'est donc une fiction romanesque qui, pour le grand public, donne accès à l'histoire médiévale la plus exigeante.* ***P. B.***

DR

L'adieu à Soboul

La mort d'Albert Soboul en septembre 1982 marque le déclin de l'école « jacobine » et marxiste de l'histoire de la Révolution française, battue en brèche par François Furet et quelques autres. ***F. L.***

PARIS, MUSÉE D'ORSAY - JOSSE/LEEMAGE

DR

Les racines de la République

Avec L'Idée républicaine en France. Essai d'histoire critique, 1789-1924, *Claude Nicolet, historien reconnu de la République romaine, s'abandonne à sa seconde passion : l'histoire politique contemporaine. Ou plus exactement l'histoire des idées politiques. Son originalité profonde consista à aller rechercher les racines de l'idée républicaine non seulement dans les sources canoniques ou philosophiques depuis Condorcet, mais dans des textes de la « pratique ». Dépoussiérant Renouvier, Jules Barni, Comte ou Littré, il redonna à l'idée républicaine son autonomie, sa force et sa cohérence doctrinale.* ***C. B.***

consacrés au primat de la vue et de l'ouïe en Occident, alors que l'odorat voire le toucher étaient disqualifiés. Les historiens ont aussi étudié les modifications des seuils de tolérance à l'intensité des messages sensoriels : la sensibilité des Parisiens du XIXe siècle aux bruits, au tapage, aux trépidations, aux odeurs fortes, à la lumière, aux denrées alimentaires, par exemple.

Les modes d'appréciation, c'est-à-dire ce qui relève de l'esthétique, appartiennent aussi à cette histoire du corps sensible. Ainsi, les hommes du Moyen Age s'attachaient particulièrement à l'éclat, à la densité, à la saturation des couleurs. Ils appréciaient, à leur manière, la contiguïté et les contrastes. Juxtaposer le rouge et le vert ne créait alors qu'une opposition faible. En revanche, associer du jaune et du vert semblait un contraste brutal. Le parfum a peu à peu délaissé la profondeur de la chair et des cheveux pour s'en tenir à la surface de la peau.

Les plaisirs du corps et ses douleurs, leurs représentations sociales, leurs manières de se dire, les interdits qui pèsent sur leur expression ont suscité de brillants travaux. Les plus fascinants concernent la diffusion de l'anesthésie et les façons d'exprimer la souffrance, sans oublier ceux consacrés aux sensations voluptueuses, que l'on connaît – même indirectement – par les descriptions détaillées que nous ont laissées les médecins notamment.

Les usages de l'ouïe et de l'odorat dessinent un peuple amateur de fracas et d'odeurs fortes face aux élites désodorisées

Les modes de réception des messages sensoriels conduisent à distinguer, à exclure ou à intégrer des populations au sein des sociétés et des diverses cultures. C'est ainsi que les usages de l'odorat et de l'ouïe contribuent, au XIXe siècle, à dessiner un peuple, sorte de marais humain, amateur de fracas, tolérant aux odeurs fortes face à des élites qui s'efforcent de se désodoriser et de faire silence.

BRIDGEMAN GIRAUDON

L'écoute de la sensibilité au froid, au chaud, à l'alternance de la nuit et du jour, à celle des saisons, aux météores – c'est-à-dire aux nuages, à la pluie, à la grêle, à la neige –, la manière d'éprouver ce qui est défini comme un beau ou un mauvais temps : ces données font écho à l'histoire ancienne du mal-être somatique dont témoignent, successivement, l'*acedia* au Moyen Age, la mélancolie et le *spleen* à l'aube du XVIIIe siècle, avant que ne s'im-

Leçon d'anatomie du docteur Nicolaes Tulp *peinte en 1632 par Rembrandt (La Haye, Mauritshuis Museum).*

L'EXTRAIT

« ***Flairer, faire preuve d'acuité olfactive,*** *affectionner les lourdes senteurs animales, reconnaître le rôle érotique des odeurs sexuelles engendre le soupçon ; de telles conduites, apparentées à celles du sauvage, attestent la proximité bestiale, l'ignorance du code des usages ; en bref, l'échec des apprentissages qui définissent l'état social. L'odorat figure tout au bas de la hiérarchie des sens, en compagnie du toucher.*

» Cependant depuis l'Antiquité, les médecins ne cessent de répéter que, de tous les organes des sens, le nez est le plus proche du cerveau et donc de "l'origine du sentiment". Sens des affects et de leur mystère – Rousseau dira de l'imagination et du désir –, l'odorat ébranle le psychisme plus profondément que l'ouïe ou que la vue ; il semble plonger aux racines de la vie. Bientôt, il apparaîtra comme le sens privilégié de la réminiscence, le sens de l'intimité. »

Alain Corbin, **Le Miasme et la Jonquille,** ***Flammarion, 1982***

pose la notion de maladie « psychosomatique ».

Cette série d'éléments dessine une histoire dont le Canadien David Howes souhaite avec force le développement. A la tête d'une pléiade de chercheurs très actifs, il prône un « *tournant sensuel* » de la discipline historique, à son avis par trop asservie à l'intellectualisme et trop négligente à l'égard de tout ce qui concerne l'usage des sens.

Certes, la distinction établie ici entre deux manières de faire l'histoire du corps est quelque peu artificielle. Ainsi, dès la fin du XVIII[e] siècle, l'évolution des pratiques d'hygiène reflète, dans l'intimité de l'individu, un nouveau souci du corps, lequel induit un travail inédit des apparences. La façon neuve de faire l'histoire de la douleur et des manières de s'en protéger par l'anesthésie, les antalgiques ou analgésiques est inséparable, en Occident, du lent retrait du rôle rédempteur de la souffrance dans la pensée chrétienne et de l'effacement des pratiques de la mortification. Le sport, construit initialement selon les valeurs sociales de la force et de la ruse, se fonde sur un corps désormais perçu comme centrale de sensations ; ce qui suscite la diffusion d'une nouvelle forme d'écoute de son bien-être ou de son malaise. L'histoire des manières de ressentir intimement le plaisir et de le manifester est inséparable de celle des normes sociales concernant la nudité, les figures de la transgression et du scandale. Ainsi, le corps-objet, socialement « normé », et le corps pour soi se nouent dans l'histoire de la caresse, à peine esquissée.

N° 63, janvier 1984

'1983

L'histoire est délaissée par l'école primaire… La France se mobilise.

Mitterrand professeur d'histoire

F. THOMAS/HOA-QUI

1er mars : le disque sera compact
Polygram commercialise le Compact Disc (CD) en France ; les 80 000 premiers disques mis sur le marché sont écoulés en moins de deux mois.

WITT/SIPA

11 septembre : le FN prend Dreux
L'alliance RPR-FN permet au candidat frontiste Jean-Pierre Stirbois de devenir maire-adjoint de la ville d'Eure-et-Loire.

RUE DES ARCHIVES/AGIP

5 octobre : Lech Walesa prix Nobel de la paix
L'ancien ouvrier du chantier naval de Gdansk avait fondé en 1980 le syndicat indépendant Solidarnosc, instrument de la démocratisation de la Pologne.

Par **Philippe Joutard**

Le 31 août 1983, le président de la République François Mitterrand déclare en conseil des ministres redouter que « *les carences de l'enseignement de l'histoire* » n'entraînent la « *perte de la mémoire collective des nouvelles générations* ». Il venait de prendre connaissance d'un rapport officiel de René Girault, professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne, sur l'état de l'histoire à l'école. Que s'était-il passé ?

Membre du comité de rédaction de L'Histoire *depuis le premier numéro, Philippe Joutard a notamment publié* Réussir l'école. Pour une politique éducative *(avec Claude Thélot, Le Seuil, 1999).*

DES ÉCOLIERS PRIVÉS D'HISTOIRE

Il faut remonter vingt ans en arrière, dans la décennie 1960. L'histoire à l'école ne cessait alors de perdre du terrain : diminution d'horaires, suppression dans l'enseignement technique et – décision hautement symbolique – disparition dans les concours d'officiers de marine et d'armée de l'air. La mesure la plus lourde de conséquences est prise en 1969 : la scolarité obligatoire étant prolongée depuis 1959 à 16 ans, l'histoire est supprimée en tant que telle à l'école primaire pour être reportée au collège. Elle subsiste dans un ensemble vague de disciplines d'« éveil » qui comprend la géographie, les sciences et l'éducation artistique et manuelle.

Finis les programmes impératifs et les belles leçons sur Saint Louis. A leur place, il y aura des enquêtes et des recherches documentaires destinées à éveiller la curiosité de l'enfant. Comme le ministère ne sait pas très bien comment faire, il laisse les instituteurs sans instructions d'application, ni formation. Le résultat ne se fait pas attendre : un maître sur quatre abandonne totalement l'histoire, un autre quart lui accorde un intérêt épisodique, l'autre moitié, fidèle, hésite entre l'enseignement traditionnel et l'éveil par thèmes. La confusion est totale.

Les années 1970 ne sont pas plus favorables à la discipline. Toutes les modifications, tous les projets de réforme (avortés ou non) prévoient alors une diminution du temps consacré à l'histoire, qui disparaît même complètement du programme des sections scientifiques du lycée. Dans l'indifférence générale ; mais au grand dam de la très vigilante APHG (Association des professeurs d'histoire et géographie) qui, forte de ses quelque 15 000 adhérents, cherche pendant plus de dix ans – en vain – à alerter l'opinion.

MITTERRAND INTRODUIT LE SUJET DANS SA CAMPAGNE

Puis, brusquement, tout change : le 20 octobre 1979, le très populaire Alain Decaux s'indigne dans *Le Figaro Magazine* : « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants ». Son article reçoit un large écho tout au long du premier semestre 1980, la presse entière s'intéresse au sujet : « Le sabotage incompréhensible de l'histoire de France », « France, ton histoire fout le camp » sont deux titres parmi bien d'autres qui barrent les premières pages de deux

DIEGO GOLDBERG/CORBIS-SYGMA

Le 21 mai 1981, jour de son investiture à la présidence de la République, François Mitterrand rend hommage, au Panthéon, à Jaurès, Moulin et Schœlcher.

1983

LONDRES, BL - HERITAGE IMAGES/LEEMAGE

Cathares, le retour
Cette année-là paraît le premier numéro de la revue Heresis, « Revue d'hérésiologie médiévale ». *Créée à Carcassonne par Anne Brenon, archiviste paléographe, elle se donne pour tâche, dans son avant-propos, de* « rassembler les témoignages trop rares, trop dispersés, trop souvent déformés, qui nous sont parvenus de cette réalité cathare » (Philippe Wolff). *Loin des interprétations ésotériques souvent délirantes, le catharisme se voit enfin étudié, notamment par Jean-Louis Biget, en relation avec la société du Midi qui l'accueille et les données politiques qui le favorisent. On sait qu'il a touché d'abord les élites. Et que l'Église médiévale eut tendance à codifier l'hérésie, voire à l'« inventer », pour asseoir ses propres prétentions.* ***J. B.***

JOHN FRUMM HEMIS.FR

Massada le film
L'armée romaine campe au pied de Massada, forteresse où s'est réfugiée, après la chute de Jérusalem en 70 ap. J.-C., une poignée de combattants juifs. A partir de cet épisode l'Américain Boris Sagal réalise une série télévisée en quatre parties de quatre-vingt-dix minutes, d'après un roman d'E. K. Gann, The Antagonists *(1970, traduit en français en 1971 chez Stock sous le titre* Massada*). Cette série, filmée entièrement en décors naturels, a fidèlement reconstitué les gigantesques travaux d'approche, dont la rampe d'accès qui permit l'assaut final en mai 74 (ou 73). Massada, lieu symbolique et mythique du sionisme, sert aussi ici de prétexte pour évoquer l'enlisement des soldats américains au Vietnam face à une résistance acharnée.* ***C. A.***

P. BOUCHON/AFP

Senghor à l'Académie française
Poursuivant une politique d'ouverture entamée avec l'entrée de Marguerite Yourcenar dans l'auguste assemblée du quai Conti, l'Académie française élit Léopold Sédar Senghor, premier immortel africain. Plus que le politique, c'est le poète que l'Académie accueille, le chantre de la négritude, du métissage et de la civilisation de l'universel. ***P. N.***

hebdomadaires, *Les Nouvelles littéraires* et *La Vie*, en mars 1980.

L'Histoire bien sûr n'est pas absente du débat. Dans son billet de première page en janvier 1980 on peut lire : « *Une société qui évacue insensiblement l'histoire de ses écoles est une société suicidaire ; une société sans mémoire est une société sans défense.* » Le 3 mars, le thème a même les honneurs du journal télévisé de 20 heures sur Antenne 2. Rencontres et colloques se multiplient. L'ancien Premier ministre du général de Gaulle Michel Debré organise un colloque sous l'égide du Comité pour l'indépendance et l'unité de la France : on y rencontre aussi bien le gaulliste Maurice Druon, académicien et auteur des *Rois maudits*, que Louis Mexandeau, agrégé d'histoire et socialiste. Les parlementaires de toutes tendances bombardent de questions écrites le ministre de l'Éducation nationale. Le groupe RPR dépose même en juin 1980 un projet de loi d'orientation sur l'histoire, qui cependant ne sera jamais discuté.

Dans Le Figaro Magazine *du 20 octobre 1979, le très populaire Alain Decaux s'indigne : « On n'apprend plus l'histoire à vos enfants »*

JEAN-REGIS ROUSTAN/ROGER-VIOLLET

Sentant le vent, le candidat Mitterrand introduit le sujet dans son programme électoral en proposant de développer l'enseignement de l'histoire. Une fois élu, il veille personnellement sur un dossier auquel il est sensible. N'a-t-il pas tenu à ce que sa cérémonie d'investiture ait lieu au Panthéon, face aux « grands hommes » ? Faut-il rappeler que ce jour-là il est allé déposer trois roses sur les tombes de Schœlcher, Jaurès et Jean Moulin ? Ce n'est pas lui qui, comme son prédécesseur Valéry Giscard d'Estaing, aurait l'idée de supprimer la commémoration du 8 mai. C'est ainsi qu'est confié à René Girault le rapport et que le président de la République fait sa déclaration.

« LA CHRONOLOGIE EST IRREMPLAÇABLE »

Une commission nationale est mise en place, présidée par Jacques Le Goff. Un grand colloque est organisé du 19 au 21 janvier 1984 à Montpellier. Il est inauguré par le Premier ministre, Pierre Mauroy, en personne. Celui-ci déclare que « *l'apport de la chronologie est irremplaçable* » et que « *les méthodes traditionnelles fondées sur la mémorisation et l'acquisition de connaissances ne doivent pas être abandonnées* ». On a convoqué les plus grands noms de la science historique : Mona Ozouf, Jacques Le Goff… Le colloque est clôturé par le ministre de l'Éducation nationale, Alain Savary, qui s'engage à rétablir un enseignement historique à tous les niveaux.

En réalité, avant même cette rencontre, un enseignement d'histoire classique a été réintroduit en cours moyen. Depuis, tous les programmes qui

se sont succédé contiennent des indications chronologiques précises – contrairement à ce que l'on dit encore trop souvent.

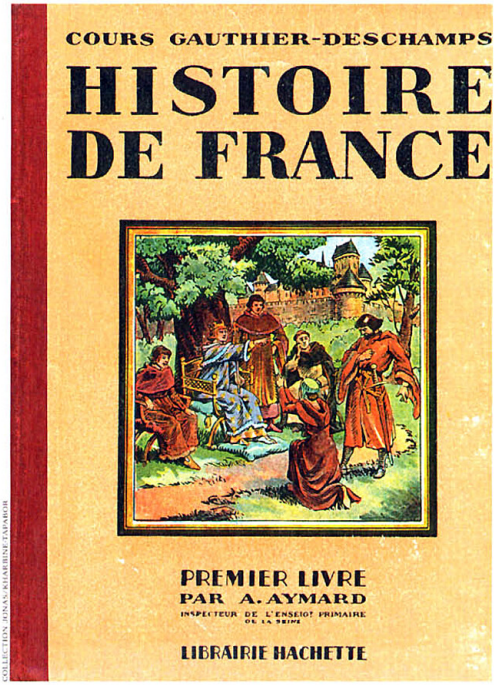
UNE PASSION FRANÇAISE

De cette crise abondamment médiatisée on peut tirer deux conclusions. La passion pour l'enseignement de l'histoire quasi unanime à partir de 1979 succède à une non moins grande indifférence dans les quinze années précédentes. La politique officielle de mise en cause de l'histoire à l'école a été initiée alors que le président de la République était le général de Gaulle dont on connaît l'attachement à l'histoire nationale, et l'un de ses Premiers ministres fut Michel Debré, si actif quinze ans plus tard dans la défense de l'histoire de France à l'école.

C'est dire que le phénomène transcende les clivages idéologiques et politiques, et même les personnes, si importantes soient-elles ; il relève de la société tout entière. Le phénomène renvoie à la conception que celle-ci se fait du rapport au passé. Pendant ce que Jean Fourastié a appelé « les Trente Glorieuses », la modernisation du pays, la fin des campagnes devaient s'accompagner, pour la plupart des décideurs et des experts, d'une rupture avec une « culture humaniste » dont l'histoire était un des pôles. C'était aussi le temps où les mathématiques prenaient progressivement la place du latin et du grec comme instrument de sélection au lycée et où les autoroutes, comme à Lyon, pénétraient au cœur des quartiers historiques.

Dans les années 1970, l'ambiance a totalement changé : dans un contexte d'inquiétude face à l'avenir qui échappe, chacun recherche ses racines et découvre sa mémoire. Les livres d'histoire connaissent un succès sans précédent : songeons au tirage inespéré de *Montaillou, village occitan* d'Emmanuel Le Roy Ladurie. Les revues se créent (*L'Histoire* par exemple !) et trouvent leur public. Le patrimoine devient une valeur dominante.

La poussée mémorielle n'est pas propre à la France. Mais elle a pris en France une ampleur et une coloration exceptionnelles. Connaît-on beaucoup de pays où l'enseignement de l'histoire à l'école est capable de mobiliser la presse entière, plusieurs ministres dont deux chefs de gouvernement, et un président de la République ? C'est là que réside l'originalité française. La mémoire en France est d'abord historique. Si l'histoire est une passion française, elle se trouve au cœur de son identité, de la même façon que l'école est au cœur de l'identité républicaine. La conjonction des deux explique aisément l'émotion dans un pays qui s'interrogeait déjà sur son devenir. François Mitterrand l'avait compris.



Couverture d'un manuel d'histoire de France pour les enfants des classes élémentaires, dans les années 1930. L'illustration représente Saint Louis rendant justice sous un chêne.

LE TÉMOIGNAGE

« C'est l'Association des professeurs d'histoire et géographie, dont je suis membre, qui m'a alerté sur les lacunes de l'enseignement de l'histoire dans le primaire. Tout s'est enchaîné très vite. J'ai publié un article dans Le Figaro dimanche *et il a attiré l'attention de Louis Pauwels, directeur du* Figaro magazine *qui m'a ouvert ses colonnes. Jamais quelque chose que j'avais écrit n'avait provoqué un tel enthousiasme médiatique. Le goût des Français pour l'histoire explique l'ampleur qu'a pris le débat – on peut en voir encore une preuve dans les querelles autour de Guy Môquet. Les Français lisent moins d'histoire aujourd'hui : les deux volumes de mon* Histoire des Françaises *ont été tirés ensemble à 500 000 exemplaires en 1973 ; en 2002, mon dernier grand succès,* L'Avorton de Dieu. Une vie de saint Paul, *a atteint 150 000 exemplaires – un excellent tirage pour les temps actuels, mais cela souligne l'amoindrissement du lectorat. »*

Alain Decaux

N° 202, septembre 1996

Le succès international des « Lieux de mémoire » masque mal un terrible malentendu.

Les lieux de mémoire, ou comment ils m'ont échappé

Par **Pierre Nora**

RUE DES ARCHIVES/RDA

16 octobre : mystère autour de l'assassinat du petit Grégory Villemin
Le meurtrier n'a jamais pu être identifié. Le dossier sera définitivement clos en 2011.

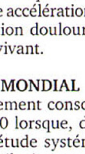
L. MAGUS/GAMMA

31 octobre : on a tiré sur Indira Gandhi
Le Premier ministre de l'Inde est assassiné par deux sikhs. Son fils aîné, Rajiv, lui succède.

D. BARRETT/GAMMA

10 décembre : Desmond Tutu prix Nobel de la paix
Le chef de l'Église anglicane sud-africaine a soutenu la lutte non-violente contre l'Apartheid.

On n'en est plus très conscient aujourd'hui, raison de plus pour le rappeler : le combat que nous avons mené à quelques-uns, dans ma génération, pour imposer la légitimité d'une histoire toute contemporaine de la France, René Rémond en tête, portait dans ses flancs la révolution de la mémoire. Cette histoire supposait le témoignage des acteurs, la collecte et la critique des mémoires, la conscience d'une accélération rapide du temps, une opération douloureuse et non sans risque sur le vivant.



HANNAH GHALI

Membre de l'Académie française, fondateur de la revue Le Débat, *Pierre Nora a dirigé* Les Lieux de mémoire *paru chez Gallimard entre 1984 et 1992. Son premier article dans* L'Histoire *date de 1982.*

UN PHÉNOMÈNE MONDIAL

J'en ai pris brutalement conscience à la fin des années 1970 lorsque, décidé à me consacrer à une étude systématique du sentiment national, il m'a paru plus excitant de remplacer l'histoire des thèmes et des idées par la dissection minutieuse des objets, lieux et formules où s'était cristallisé le sentiment d'appartenance. Quelle n'avait pas été ma surprise de m'apercevoir, par exemple, que les trois couleurs n'avaient guère attiré jusque-là que la curiosité des généraux en retraite de la guerre de 1914 et que la seule étude sérieuse de *La Marseillaise* venait du musicographe de la garde républicaine ! Et de proche en proche, le tout à l'avenant : un engrenage qui devait me conduire beaucoup plus loin que prévu.

C'était précisément le moment – en étais-je alors bien conscient ? – où la France elle-même opérait, entre les années 1975 et 1980, sa propre métamorphose mémorielle, dans des conditions que la longue réalisation de mon entreprise, étalée sur dix ans (1980 à 1990), m'a permis d'analyser pour finir : « L'ère de la commémoration ». Il apparaissait alors progressivement que le phénomène que j'avais cru propre à la France n'était, en réalité, que la modalité nationale d'un phénomène mondial, une vague de fond mémorielle qui allait, sous des formes variées, déferler sur tous les pays et tous les continents ; la France n'ayant eu que le douteux privilège d'en avoir subi le premier assaut et d'en avoir concentré toutes les formes.

MÉMOIRE DES OUVRIERS, DES JUIFS ET DES BRETONS

Mémoire donc, mais encore ? S'était immédiatement imposée à moi la tripartition République-Nation-France, comme un démontage de l'*Histoire de France* selon Lavisse, dont tout l'effort avait précisément consisté, sous la III[e] République, à fondre dans une synthèse les trois entités, pour faire apparaître la République à enraciner comme la nation accomplie d'une France définitivement réalisée. En revanche, j'ai mis du temps à comprendre que les « lieux » auxquels j'avais affaire étaient à la croisée de deux mouvements qui leur donnaient leur profondeur et leur actualité, mais relevaient de deux registres de « mémoire » différents.

Le 2 octobre 2005, des habitants de Bourdonné, dans les Yvelines, célèbrent en costumes d'époque le centenaire de la mort du poète José Maria de Heredia, décédé en 1905 au château du village.

Il y avait, en effet, d'un côté, l'érosion rapide d'une tradition de mémoire à la fois vécue par la collectivité et transmise par l'école et par l'enseignement. Et d'autre part une éclosion brutale, récente, d'une « mémoire » de groupes, celle des ouvriers, des femmes, des Juifs, des immigrés, des Corses ou des Bretons, bref de toutes les minorités qui se mettaient à revendiquer leur histoire propre (à se « l'approprier » disait-on alors) comme partie intégrante de leur affirmation d'identité. Le phénomène spécifique à la France étant que c'était l'histoire nationale qui avait pris en charge la mémoire de la collectivité, oblitérant de sa généralité l'histoire particulière de chacun des groupes qui vivaient, en ces années-là, leur émancipation sociale et leur intégration nationale.

Une vague de fond mémorielle allait, sous des formes variées, déferler sur tous les pays et tous les continents ; la France en a subi le premier assaut

Épuisement d'une mémoire collective et nationale d'un côté, mise à feu mémorielle de chacun des groupes, sociaux, religieux, sexuels ou provinciaux de l'autre. On s'est mis, par exemple, au même moment, à parler de la « mémoire paysanne » et de la « mémoire juive ». Mais la première naissait de la disparition d'un monde rural, de la fin d'une collectivité qui avait si longtemps constitué, surtout en France, le type même de la « collectivité-mémoire » et ne pouvait soudain revivre que par son histoire. La « mémoire juive », au contraire, était l'effet d'une conscience naissante, celle d'une non-histoire (l'assimilation) qui prenait conscience d'elle-même sous la forme d'une « mémoire ».

Autrement dit ce qu'il y avait à comprendre était le contraire de ce que l'on croyait spontanément ; sans doute parce que l'idée de mémoire avait été jusque-là attachée à celle de minorité. Les Français, donc, appelaient leur « histoire » – et une histoire qui les avait faits Français – une sédimentation de mémoire qu'ils commençaient à sentir menacée de dissolution ; et en revanche, ce que chacun des groupes qui composaient la France appelait tout à coup sa « mémoire », était, en fait, sa propre histoire. On admettra peut-être que cette inversion n'était pas évidente. C'est pourtant elle qui a donné sa singularité, en France, à la dynamique de la mémoire et de l'histoire. Et qui a fait probablement le succès des *Lieux de mémoire* : près de 100 000 exemplaires vendus.

LES RAISONS D'UN SUCCÈS

Leur problématique, on le voit, s'inscrivait tout entière dans le cadre national. Sans doute, chacun des éveils mémoriaux mettait-il profondément en question une dimension essentielle de la tradition nationale. Pour n'en prendre que deux, parmi ceux qui ont paru les plus fondamentaux, la mémoire féminine et la mémoire juive. La première s'est annoncée comme l'envers de l'histoire nationale tout entière, faite et écrite par les hommes, une véritable subversion ; l'autre a paru mettre en cause

1984

Foucault l'inclassable
« Lorsque parut l'Histoire de la folie, *certains historiens français des mieux disposés (dont l'auteur de ces lignes) n'ont pas vu d'abord la portée du livre ; Foucault montrait simplement, pensais-je, que la conception de la folie qu'on s'est faite à travers les siècles avait beaucoup varié. Nous le savions déjà. Nos ancêtres se sont fait d'étranges idées sur la folie, la sexualité, la punition ou le pouvoir. Mais tout se passait comme si nous admettions silencieusement que ce temps de l'erreur était révolu, que nous faisions mieux que nos aïeux et que nous connaissions la vérité autour de laquelle ils avaient tourné. "Ce texte grec parle de l'amour selon les conceptions de l'époque", disions-nous ; mais notre idée moderne de l'amour valait-elle mieux que la leur ? Nous n'oserions pas le prétendre, mais y pensons-nous sérieusement, philosophiquement ? Foucault y a sérieusement pensé. »* **Paul Veyne, Foucault, sa pensée, sa personne, Albin Michel, 2008**

La revue du siècle
Que voulions-nous en lançant Vingtième Siècle ? *Combler une lacune de l'édition scientifique, faire une revue savante d'histoire contemporaine qui suive le cours du temps jusqu'à nos jours et scrute ses dernières décennies, quand tout est devenu bousculade, nouveautés, mondialisations en tout genre. Le succès de la revue, jamais démenti depuis lors, a beaucoup dû sans doute à l'initiative de François Bédarida, Michel Winock et moi-même, à l'aide immédiate des meilleurs historiens du XXe siècle, à celle, indéfectible, des Presses de Sciences-Po. Et à* L'Histoire *qui nous avait sacrément instruits dans l'art et les exigences de la publication en histoire.* **J.-P. R.**

Braudel à l'Académie
Le pape de la « nouvelle histoire », auteur d'une thèse sur la Méditerranée au temps de Philippe II (1949) qui a révolutionné la temporalité historique, est reçu à l'Académie le 14 juin, peu avant sa mort en 1985. **J.-B. T.**

Le prix des colonies
Une question controversée à laquelle Jacques Marseille répond alors dans nos colonnes. Entamant avec L'Histoire *une collaboration toujours remarquée.* **G. S.**

une France bien antérieure à Vichy puisque c'était celle de l'antisémitisme médiéval et chrétien : voir *Le Dernier des Justes* d'André Schwarz-Bart, prix Goncourt 1959.

On pourrait en dire autant de chacun des mouvements mémoriaux de ces années-là. Mais, en définitive, ils se présentaient plutôt comme des appels ou des rappels, comme l'exigence d'une reconnaissance et d'une justice rendue, une demande d'inscription au grand registre de l'histoire nationale, plutôt qu'une revendication accusatrice et destructrice de l'histoire nationale. C'est le contraire aujourd'hui. Le retournement s'est opéré en plusieurs étapes.

Les trois couleurs n'avaient guère attiré jusque-là que la curiosité de généraux en retraite de la guerre de 1914-1918

Au départ la notion de « lieu de mémoire » était une forme de distance critique par rapport à une histoire nationale unitaire, téléologique, spontanément habitée par une intention auto-célébratrice et commémoratrice d'elle-même : décomposition des éléments constitutifs, dimension historiographique, mise en valeur du symbolique. Ou, pour hausser le ton, « déconstruction » derridienne, « archéologie » foucaldiste ou, si l'on préfère, « généalogie » nietzschéenne. Mais tel était déjà l'empire du mémoriel que l'outil forgé pour dissoudre le commémoratif était aussitôt saisi pour devenir l'instrument par excellence de la commémoration tous azimuts. D'où le malentendu, qui a certainement contribué au succès du livre et à son rebondissement international.

LA DICTATURE DU PRÉSENTISME

Au cours des années 1990, le renversement est allé beaucoup plus loin et la demande de reconnaissance est devenue une revendication identitaire accompagnée d'exigences réparatrices des préjudices causés, réparations juridiques, financières, politiques. Pour ne prendre que l'exemple des commémorations nationales, autrefois marquées par deux dates majeures, le 14 juillet et le 11 novembre, il est clair que les dernières, à savoir la journée commémorative des persécutions racistes et antisémites (16 juillet), l'hommage aux harkis (25 septembre) et la journée « des mémoires de la traite négrière et de l'esclavage » (10 mai) relèvent plutôt de la repentance et des rassemblements associatifs que de la liturgie républicaine.

Avec le temps, la mémoire a perdu son sens et son statut ; et c'est là le plus grave. Elle est devenue le maître mot d'une époque enfermée dans son présent, en-soi et pour-soi. Bien pis : elle tend à tenir lieu d'histoire dont elle remplace de plus en plus souvent le mot. Une histoire qu'on voudrait enfin dispensée des contraintes de la distance critique et des complications encombrantes, une histoire débarrassée de la chronologie et des tristes pondérations. Une histoire enfin simple à comprendre et facile à juger. Mais si la mémoire finit par manger l'histoire, plane alors une menace : la disparition symétrique et complémentaire du sens des deux mots.

Deux « lieux de mémoire ». *Les trois couleurs du drapeau national* par Monet (Rouen, musée des Beaux-Arts). *Les funérailles de Hugo* en 1885.

L'EXTRAIT

« L'histoire d'un symbole s'ouvre toujours sur une énigme : le mystère de ses origines. La version la plus communément admise, acceptée par les manuels, diffusée par la légende fait naître l'emblème tricolore à la date très précise du 17 juillet 1789 : arrivé à Paris trois jours après la prise de la Bastille, le roi Louis XVI est reçu à l'Hôtel de Ville par Bailly, il accepte en un geste de réconciliation, de placer à son chapeau, aux côtés de la cocarde blanche qui est supposée y avoir été fixée, un ruban bleu et rouge, les couleurs de la ville… En fait, il semble bien que l'emblème aux trois couleurs existait déjà depuis quelques jours, né tout simplement du souci de La Fayette, commandant de la garde nationale, de fournir un signe commun de reconnaissance aux troupes dont il venait de prendre la tête : ainsi unit-il le blanc de l'uniforme des gardes françaises, ralliées au mouvement insurrectionnel, au bleu et au rouge de la milice parisienne. »

Raoul Girardet, « Les Trois Couleurs », Les Lieux de mémoire, *t. I*, Gallimard, 1984

N° 23, avril 1981

La Chambre des lords en 2004. Dès le XIIIe siècle, sous Henri III, la monarchie anglaise s'est dotée d'un Parlement.

'1985

5 mars : Thatcher fait plier les mineurs
C'est la fin de la grève des mineurs britanniques, qui aura duré un an.

PHOTOSHOT/ROGER-VIOLLET

11 mars : Gorbatchev à la tête de l'URSS
Le nouveau secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique met en place un programme de libéralisation et de démocratisation.

RUE DES ARCHIVES/SUD. Z.

10 juillet : le Rainbow Warrior coulé à Auckland
Les services secrets français sont rapidement suspectés d'avoir organisé l'attentat qui fit un mort.

ROSS WHITE/AFP

Un grand programme de recherche conduit à cette surprenante conclusion.

L'État est né au Moyen Age

Par **Patrick Boucheron**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Patrick Boucheron est médiéviste. Son premier article dans* L'Histoire *date de 1996.*

DR

Si, par extraordinaire, un président de la République en exercice oublie un peu la solennité de sa fonction pour mettre en avant sa personne privée, il se trouve toujours un commentateur charitable pour lui opposer *Les Deux Corps du roi* d'Ernst Kantorowicz. Dans ce livre publié en 1957, et qui fit date, le grand spécialiste démontrait que le corps du prince, mortel et misérable, incarne une idée qui le dépasse et lui survit, celle de l'État, unie mystiquement au corps politique du royaume. Que l'on puisse ainsi évoquer d'obscures théories de la théologie politique médiévale pour éclairer notre présent politique prouve bien qu'il existe une conscience collective des origines anciennes de l'idée d'État.

Pourtant, on fait traditionnellement remonter la naissance de l'État au XVII[e] siècle. Tandis que le Moyen Age est plus aisément associé aux chevaliers belliqueux qu'aux clercs de la Chambre des comptes créée par les derniers Capétiens en 1320. On est tout prêt à envisager la puissance de l'autorité royale en tant que pouvoir de contrainte ; on imagine moins spontanément combien l'État administratif, peu à peu détaché de la personne souveraine, pouvait reposer sur l'échange, la réciprocité et le consentement de la société politique.

Les historiens du pouvoir, allant à l'encontre de bien des idées reçues, imposent l'idée d'une genèse de l'État moderne à la fin du Moyen Age. Les prémices s'en trouveraient dans les années 1260-1280 dans les monarchies anglaise, française et ibérique.

TOUT COMMENCE DANS L'ANGLETERRE DU XIII[e] SIÈCLE

Encore faut-il s'entendre sur les mots : en quoi l'État de la fin du Moyen Age peut-il être qualifié de « moderne » ? Si l'on veut désigner par là le développement d'un appareil d'État administratif en matière de justice et de finance, alors le fait est incontestable, notamment depuis la parution en 1971 de la grande synthèse de Bernard Guenée (*L'Occident aux XIV[e] et XV[e] siècles. Les États*, PUF). L'histoire du développement institutionnel des États occidentaux est, pour une bonne part, celle de l'avance du royaume d'Angleterre au XIII[e] siècle. Les autres monarchies ont suivi, à commencer par la France, stimulée par la concurrence étatique, puis la guerre de Cent Ans (1337-1453).

Car avec la guerre, l'État moderne hérite du féodalisme son moteur le plus puissant. Ainsi se met en place un engrenage historique que l'on peut décrire de manière schématique : l'État, pour financer la guerre, doit lever l'impôt ; et, pour justifier l'impôt, développer des assemblées représentatives (Parlement en Angleterre, *Cortes* en Castille, états généraux en France…), en vertu du principe de droit romain martelé par tous les théoriciens politiques du Moyen Age, « Ce qui concerne tout le monde doit être approuvé par tout le monde ».

C'est là sans doute l'autre legs, plus important

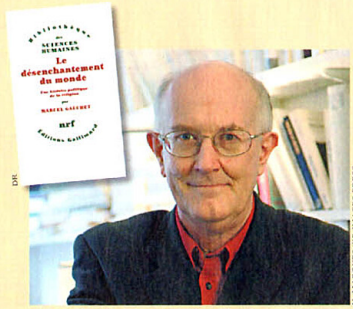
REUTERS/JAMIE WILKINSON/THE DAILY MAIL/POOL

'1985

PHOTO DR © LANZMANN/DR

Le tournant Shoah

Durant les neuf heures trente de projection de Shoah, *Claude Lanzmann, à la suite d'une enquête qui a duré dix ans, affirme qu'on ne peut* « ni reconstituer, ni illustrer, ni filmer » *l'extermination des Juifs, mais qu'on doit tenter de démonter ce* « système d'élimination totale » *en confrontant entre elles les paroles et les images, enregistrées au présent, de témoins, de survivants, de bourreaux. Non pas en les plaçant face à face mais en replongeant ces voix dans les lieux ou les souvenirs des faits. Ni l'archive, ni le document, ni la reconstitution, mais la mise en scène de la parole et des gestes du témoignage contemporain.* Shoah, *en faisant resurgir cette mémoire, a marqué une date dans l'histoire, conférant à l'extermination des Juifs le statut d'une borne monumentale et traumatique dans la représentation que les sociétés occidentales se font d'elles-mêmes.* **A. de B.**



DR

N. MARQUES/AR IMAGES PRESS

Le chef-d'œuvre de Gauchet

Un des livres marquants de l'année 1985 fut assurément Le Désenchantement du monde *de Marcel Gauchet. Sous ce titre emprunté à Max Weber, l'auteur ne donnait pas une énième version de* « la mort de Dieu » *; son sous-titre,* Une histoire politique de la religion, *nous indiquait l'objet de la démonstration : la* « sortie de la religion », *non pas comme foi ou croyance individuelle, mais comme séparation consommée entre la Terre et le Ciel. En termes philosophiques : le passage de l'hétéronomie première à l'autonomie moderne des sociétés. Embrassant hardiment l'histoire de l'humanité, Marcel Gauchet décrivait* « l'épuisement du règne de l'invisible », *l'indépendance de la cité vis-à-vis des dieux. Histoire d'une scission, dont les instruments auront été la naissance de l'État et le triomphe du christianisme. La sphère terrestre a progressivement acquis une consistance autonome. L'homme y a trouvé sa dignité et son angoisse à vivre dans l'incertitude.* **M. W.**

Vous avez dit vie privée ?

Comment trouver une expression historienne à « l'archéologie du sujet » *appelée de ses vœux par Michel Foucault ? Réunis dans une de ces innovantes entreprises éditoriales mises en œuvre par Le Seuil, Philippe Ariès et Georges Duby répondent par le concept de* « vie privée ». **P. B.**

DR

encore, du féodalisme à l'État naissant : sa nature fondamentalement contractuelle. Nous devons, pour le comprendre, faire un effort de dépaysement intellectuel, tant est profonde dans notre culture politique l'idée (héritée du *Contrat social* de Rousseau) que c'est à la démocratie qu'est liée l'idée de contrat.

DE LA CRISE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE NAÎT L'INTERROGATION SUR LA GENÈSE DE L'ÉTAT

Cette révision complète de la grille d'interprétation de l'histoire politique du Moyen Age n'est pas le fait des intuitions d'un historien isolé, ou de l'influence d'un livre audacieux : c'est au contraire le fruit d'un patient et laborieux travail collectif, dont les péripéties valent la peine d'être racontées. La nomination, en 1983, de l'anthropologue Maurice Godelier à la tête des sciences humaines au CNRS accompagne un changement de cap : en rapport étroit avec le ministère de la Recherche (alors dirigé par Jean-Pierre Chevènement), les historiens sont invités à faire émerger de grandes thématiques susceptibles de faire bouger la société. Ce faisant, on inaugurait un mode d'organisation de la recherche qui – pour le meilleur et pour le pire – s'est imposée aujourd'hui mais qui bousculait alors bien des habitudes : la programmation sur projet.

« Ce qui concerne tout le monde doit être approuvé par tout le monde ». C'est là le legs fondamental du féodalisme à l'État naissant : sa nature contractuelle

Celui que proposait alors Jean-Philippe Genet, professeur à l'université Paris-I et grand spécialiste de l'Angleterre médiévale, pouvait sembler dans l'air du temps puisqu'il s'agissait d'historiciser la notion d'État. Le tournant de la rigueur initié par le gouvernement Mauroy en 1983 rendait peut-être plus sensible cette « crise de l'État-Providence » que Pierre Rosanvallon avait décrite deux ans plus tôt. Avec le recul, les conditions politiques de l'émergence de cette nouvelle interrogation semblent tout sauf fortuites : *« Il est possible qu'on ne puisse se poser le problème de la genèse de l'État qu'à partir du moment où la mort de l'État devient envisageable »*, s'interroge aujourd'hui Jean-Philippe Genet.

Le programme connaît un coup d'arrêt brutal en 1986, avec le retour de la droite au pouvoir, mais trouve à se relancer – et, là encore, le fait n'est pas politiquement anodin – au niveau européen, et ce jusqu'en 1992. Prosopographie des élites dirigeantes, fiscalité et finances publiques, résistance et identités communautaires, propagande et légitimation : de grands chantiers sont lancés, une trentaine de colloques sont organisés, des dizaines d'ouvrages collectifs publiés (ainsi *L'État moderne : Genèse. Bilans et perspectives,* dirigé par Jean-Philippe Genet en 1990). Le bilan est considérable ; il suscite des enthousiasmes, des réticences, des incompréhensions parfois.

LES CITÉS ITALIENNES, LABORATOIRE DE LA MODERNITÉ

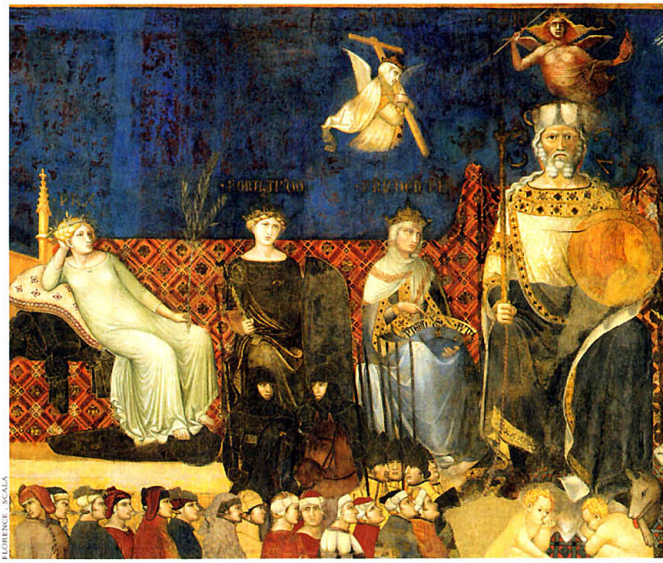
Les Italiens ne s'y retrouvaient pas toujours : comment intégrer dans cet ensemble l'expérience politique originale de leurs cités-États sinon comme des « ratés » du développement étatique ? En matière de techniques administratives (que l'on songe, par exemple, à la levée de l'impôt par le *catasto* florentin de 1427), les États italiens apparaissent pourtant comme des laboratoires de la modernité.

Quel est, au total, le bilan d'une telle entreprise ? Il concerne moins sans doute la chronologie de l'émergence de l'État que sa définition même. Les historiens ont souvent envie de ramener les évolutions majeures, ou supposées telles, dans leur période de prédilection (ils y ont parfois même intérêt). Il ne s'agissait donc pas seulement, pour les médiévistes, d'antidater la naissance de l'État, mais bien de l'envisager différemment : en mettant l'accent sur la nature culturelle de la société politique et sur la nécessité d'un échange entre gouvernants et gouvernés.

L'ABSOLUTISME SERA UNE RÉGRESSION POLITIQUE

Cette idée va à l'encontre d'une tendance naturelle des historiens – surtout français, il faut bien le reconnaître – à juger de la performance d'un État sur sa puissance de coercition et à célébrer ses progrès dès qu'un souverain gouverne plus durement ses sujets. Ce qui renvoie peut-être à une certaine culture politique contemporaine, mais en rien au *regimen* médiéval, cet art de gouverner selon lequel Charles V est à la tête d'un État plus « moderne » que Louis XI. Car si ce dernier ne prend plus la peine de convoquer les états généraux après 1468 et, d'une manière générale, recherche avec moins d'ardeur que Charles V le consentement de la société politique, c'est qu'il cède à une tentation absolutiste qui, loin de constituer un « progrès » de l'État, représente plutôt une régression politique.

Il n'est pas certain, pourtant, que ce renouvellement historiographique ait pleinement réussi sa sortie hors de la « tribu des médiévistes ». Pour ne prendre qu'un exemple : dans son livre récent sur *L'Avènement de la démocratie*, Marcel Gauchet, pourtant si attentif aux progrès de la science historique, n'en tient à peu près aucun compte. S'il concède du bout de la plume que l'évolution politique des États monarchiques au Moyen Age en faisait « *les creusets d'une lente alchimie politique* », il ne s'agissait là que de « *virtualités inapparentes* » en attente d'une « *révolution moderne* » susceptible de les mettre à jour. Or celle-ci apparaît d'un coup, dans le grand basculement luthérien, qui provoque « *le surgissement de l'État et l'éloignement du divin* ». Les médiévistes ont encore à batailler pour forcer les défenses d'une philosophie politique traditionnelle pour qui le Moyen Age demeure encore l'âge obscur des promesses inabouties.



FLORENCE, SCALA

Détail de la fresque du « Bon gouvernement » peinte par Lorenzetti en 1338-1339, dans la Salla della Pace du Palais public de Sienne.

LE CONTREPOINT

Et si ce Moyen Age, qui a inventé l'État, *avait en même temps continué d'exercer et de louer la violence ? Les études les plus récentes montrent qu'elle est partout, chez les nobles comme chez les non-nobles, mais elle n'est pas pour autant une source de désordre. Régulée par des lois tacites, elle est rarement illimitée. Les rixes consistent à répandre en public le sang de la vengeance pour défendre l'honneur que l'injure a pu blesser. Puis, entre les parties adverses, la réparation prépare la paix. Ce lien entre l'honneur et la violence ne disparaît pas avec la naissance de l'État : il l'accompagne. Les juges répriment l'homicide, mais ils savent apprécier le « beau fait ». En accordant sa grâce, le roi se donne les moyens de gérer le pardon et l'oubli et, s'il punit, il ménage l'honneur de la partie lésée. Il puise ainsi dans sa miséricorde les moyens de mieux exercer sa contrainte. Son pouvoir en sort renforcé, moins pour exercer le monopole de la violence que pour apprivoiser les valeurs d'honneur : l'État est né avec la société autant que contre elle.*

Claude Gauvard

N° 116, novembre 1988

'1986

Le virus du sida reçoit son nom en 1986 : VIH. Signant le terrible retour des épidémies.

Sida : « la peste du millénaire »

SUSANA VERA/REUTERS

1er janvier : l'Europe cap au Sud
L'Espagne et le Portugal intègrent la CEE. Le 28 février, signature définitive de l'Acte unique européen qui promet d'ici à 1992 un véritable marché intérieur.

ALAIN NOGUES/CORBIS

19 mars : Mitterrand invente la cohabitation
Après le succès de la droite aux législatives, le président fait appel à Jacques Chirac pour former un gouvernement.

RIA NOVOSTI

26 avril : l'enfer à Tchernobyl
Explosion d'un réacteur de la centrale nucléaire d'Ukraine. L'URSS reconnaît l'existence de l'accident deux jours plus tard.

Par **Olivier Postel-Vinay**

« *L'une des choses qui nous sépare de nos ancêtres et rend notre expérience profondément différente de celle d'autres âges est la disparition de la maladie épidémique comme facteur important dans la vie de l'homme.* » Ainsi s'exprimait en 1983 l'historien britannique William H. McNeill, auteur du classique *Plagues and Peoples* (« Pestes et Peuples », non traduit en français). C'est dire à quel point l'épidémie de sida rencontra d'abord l'incrédulité. En 1984, alors que la panique gagnait, la ministre américaine de la Santé, Margaret Heckler, assura qu'un vaccin serait prêt à être testé deux ans plus tard. Tant était grande la foi dans la capacité de la médecine moderne et de la science à lutter contre ces fléaux du passé. En 2008, nous n'avons toujours pas de vaccin ni même d'espoir sérieux d'en fabriquer un.

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Olivier Postel-Vinay est journaliste scientifique. Il a récemment publié* La Revanche du chromosome X *(Lattès, 2007). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1998.*

DR

80 000 MORTS EN 1986

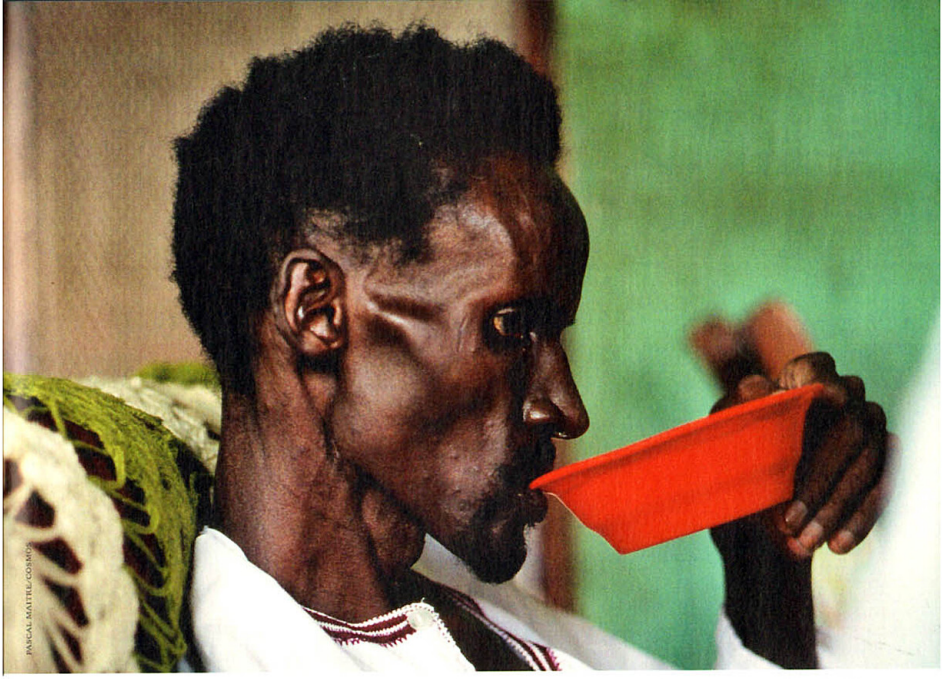
C'est en 1986 que le virus du sida reçut son nom, le VIH (virus de l'immunodéficience acquise). La maladie elle-même avait été découverte en 1981 chez de jeunes homosexuels californiens. « Sida » (syndrome immunodéficitaire acquis) est la version francisée du nom anglo-saxon *aids*, donné à la maladie en 1982. Le virus avait, quant à lui, été identifié début 1983 grâce à des chercheurs français à partir d'une biopsie pratiquée sur un jeune homosexuel.

En 1986, le nombre de cas officiellement recensés dans le monde était de l'ordre de 80 000. On compte aujourd'hui 2 millions de morts par an. L'épidémie semblait encore principalement américaine et européenne ; les trois quarts des victimes se trouvent aujourd'hui en Afrique noire. Et alors que la maladie semblait ne concerner au départ que des homosexuels et des toxicomanes, elle touche actuellement autant les femmes (et bientôt davantage) que les hommes. Les jeunes de moins de 15 ans représentent 330 000 décès annuels.

CE N'EST PAS LA PESTE

Très vite le sida a intéressé les historiens, confrontés *in vivo* à toutes les étapes du surgissement de ce qui menaçait d'être une grande épidémie – comme le monde n'en avait pas connu depuis la grippe espagnole qui tua plus de 20 millions de personnes à la fin de la Grande Guerre. La première question, pas nécessairement la plus facile, était de discerner si cette épidémie était d'un genre nouveau. Et, si c'était le cas, de comprendre en quoi elle se distinguait des autres grandes épidémies de l'histoire.

Alan FriedmanKien, l'un des premiers chercheurs américains à avoir travaillé sur la maladie, avait prédit « *la peste du millénaire* ». Il faut relativiser. Relisons Thucydide à propos de la peste d'Athènes (peut-être une épidémie de variole ou de typhus) : « *Ceux dotés d'une forte constitution*



PASCAL MAITRE/COSMOS

Un malade du sida en Ouganda, 2005. Les trois quarts des victimes du virus se trouvent aujourd'hui en Afrique.

ne résistaient pas mieux que les faibles. La maladie les emportait tous, même ceux qui étaient traités avec le plus grand soin. Le plus terrible était le désespoir de ceux qui comprenaient qu'ils étaient atteints. Ils tombaient aussitôt dans un abattement qui réduisait encore leurs chances de résister. Terrible aussi était le spectacle de ceux qui mouraient comme des mouches pour avoir contracté la maladie en soignant des victimes. Soigner autrui fit sans doute plus de morts que toute autre cause. » C'est évidemment à la Peste noire, qui toucha l'Europe en 1348, qu'on l'a aussi comparé. Là aussi relisons les descriptions.

Le sida n'est pas une peste, pour la simple raison qu'il n'est pas aisément transmissible : il faut un contact sanguin, que ce soit par un acte sexuel, une seringue ou bien sûr une transfusion. Rien à voir avec l'extrême contagiosité des « pestes », au sens propre et figuré, qui secouèrent diverses parties du monde au cours de l'histoire. On estime que la Peste noire tua entre la moitié et les deux tiers de la chrétienté.

On est loin d'un tel bilan avec le sida. Dans les pays riches, la maladie est restée étroitement circonscrite à certains milieux (homosexuels, toxicomanes) et, grâce aux médicaments, elle est passée du statut de mal fatal à celui de maladie chronique. En Afrique, le fléau est terrible, mais ne doit pas faire oublier que les diarrhées dues à l'eau impure tuent chaque année 2 millions d'enfants de moins de 5 ans, le paludisme 800 000. Le sida est devenu une maladie des pauvres, liée à l'ignorance, au manque de moyens et à la déstructuration des sociétés traditionnelles due à l'explosion démographique et urbaine. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 96 % des 6 800 nouvelles personnes infectées chaque jour le sont dans les pays à revenu faible ou moyen. Au début du XXIe siècle, si on y mettait les moyens, on pourrait enrayer la pandémie. C'est bien autre chose que l'impuissance absolue devant le fléau qui faucha les Européens de la fin du Moyen Age.

Très vite, le sida intéressa les historiens, confrontés in vivo à ce qui menaçait d'être une des plus grandes épidémies que le monde ait connues

UN VIRUS ANCIEN, LENT À SE DIFFUSER

Le sida n'est pas non plus vraiment une maladie nouvelle. Comme le soulignait en 1989 le grand historien de la médecine Mirko Grmek dans son *Histoire du sida*, écrite à chaud, les premiers cas avérés remontent à 1959 en Europe et en Afrique, et tout permet de penser que la maladie existait bien avant mais n'avait pas été identifiée, la notion de système immunitaire étant récente. On mourait de tuberculose ou de toute autre infection, sans que le médecin pût voir que les moyens de défense moléculaires de l'individu étaient en fait directement atteints. En revanche, et c'est là que la nouveauté intervient, les cas de sida restaient isolés, s'étendant au maximum à une famille ou à quelques proches.

1986

PARIS, LOUVRE - JOSSE/LEEMAGE

Tous gays !

Avec Christianisme, tolérance sociale et homosexualité *(Gallimard), paru en langue anglaise en 1980, l'historien américain John Boswell (mort du sida en 1994 à l'âge de 47 ans) conciliait érudition et militantisme : il s'efforçait de retrouver les traces d'une homosexualité implicitement admise, quoique revêtue des formes plus larges de l'amitié masculine, dans une série de textes de la première partie du Moyen Age. Discutable, l'analyse attira néanmoins l'attention sur l'existence probable d'une relative tolérance à l'égard des relations charnelles entre hommes avant le XIIIe siècle. J. T.*

LUDOVIC MAISANT/HEMIS.FR

Orsay : aimons-nous le XIXe siècle ?

Grâce à l'ouverture du musée d'Orsay, le XIXe siècle artistique sort enfin du purgatoire. Jusqu'alors trop proche de nous pour être dépaysant, un peu triste, marqué par les notables, le XIXe ne se portait pas très bien et, de sa production artistique, seuls les impressionnistes semblaient pouvoir émerger dignement. Les premiers frissons d'un intérêt renouvelé pour l'art du XIXe siècle commencent à se manifester lors des débats fiévreux autour de la conception du musée d'Orsay, dont la partie historique est confiée à Madeleine Rebérioux. Critiques de l'œuvre architecturale de Gae Aulenti, empoignades sur ce qui peut aller à Orsay et ce qui doit rester en dehors, affirmation d'une « unité » de la production du XIXe ou bien saucissonnage par « écoles » : toute cette effervescence témoigne néanmoins que le XIXe siècle a encore du mal à exister. C. B.

Dieu est né

Jean Bottéro fut un de nos plus grands assyrologues. Dans Naissance de Dieu, *il s'est fait aussi historien de la Bible. Collaborateur fidèle de* L'Histoire, *Jean Bottéro est mort en 2007. G. S.*

DR

Les historiens de la médecine restent perplexes quant aux processus qui au début des années 1980 ont provoqué l'épidémie, d'autant qu'il existe non pas un mais deux virus du sida, très différents l'un de l'autre, aux effets dissemblables et qui ne touchent pas les mêmes régions géographiques. Contrairement à ce qu'on a longtemps cru, nous savons aujourd'hui que l'épidémie s'est déclarée à peu près simultanément en Californie et en Afrique centrale. Pour ce qui est de la Californie les raisons paraissent claires : le sida s'est développé en raison de l'émergence d'une communauté homosexuelle hyperactive conjuguée à la banalisation de la toxicomanie par injection.

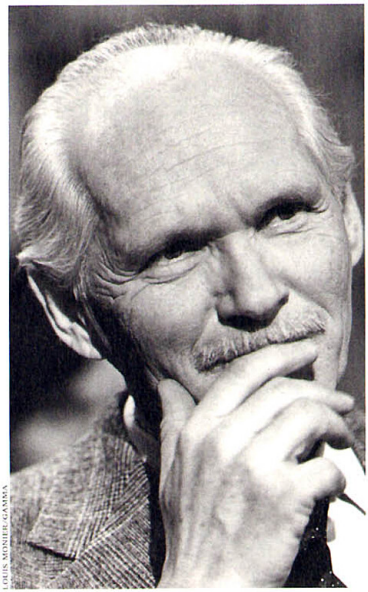
En Afrique centrale, c'est moins clair. Mirko Grmek et d'autres après lui font appel à la notion d'effet de seuil. Le succès du virus obéit aux règles de la sélection naturelle. Il évolue beaucoup plus vite que celui de la grippe, par exemple, ce qui contribue à expliquer notre impuissance à fabriquer un vaccin. Mais, que ce fût en Afrique ou ailleurs, jusqu'à une époque récente, les souches les plus virulentes disparaissaient avec leur hôte, mort avant d'avoir eu le temps d'en contaminer un autre. Puis est arrivé un moment où les souches les plus virulentes ont pu se transmettre à plusieurs personnes avant la mort du premier hôte.

Qu'est-ce qui a changé ? Le sujet n'est pas clos. On a invoqué la facilitation des moyens de transport mais il faut aussi compter avec le développement de la prostitution, favorisé par le gonflement très rapide des agglomérations urbaines, le contraste entre la richesse d'une caste privilégiée et la pauvreté de la masse, sans oublier la banalisation des courts séjours d'Occidentaux venus par avion. Il faut compter enfin avec les guerres qui ont ravagé cette région du monde depuis le début des années 1970, accroissant de manière spectaculaire la fréquence des viols.

L'épidémie de sida s'est déclenchée au moment précis où le virus de la variole venait d'être triomphalement éradiqué

UN REGARD NEUF SUR LES MALADIES

On voit la diversité et la profondeur des questions soulevées. Les regards se croisent. Le sociologue replacera l'épisode du sida dans le contexte de la remise en cause du culte du progrès. Comme le réchauffement climatique, la vache folle, l'islamisme radical et bien d'autres sujets qui mobilisent le « village global », le sida est aussi devenu un formidable champ d'exploration pour l'analyse rétrospective des erreurs collectives d'experts. Le biologiste, lui, va s'attacher à retracer le temps long de l'évolution du virus, en scrutant les messages codés laissés dans son ADN. Nous savons désormais, par exemple, que le plus répandu et le plus meurtrier des deux virus du sida nous vient du chimpanzé, l'autre provenant sans doute d'une espèce de singe plus éloignée de l'homme. L'historien des sciences et des techniques cherchera à analyser les raisons des controverses encore chaudes sur la cause de la



LOUIS MONIER/GAMMA

JOSSE LEMAGE

Le Triomphe de la mort de Pieter Bruegel l'ancien, XVIe siècle (Madrid, musée du Prado). A gauche : le grand historien des maladies Mirko Grmek.

LE CONTREPOINT

Les grandes pestes médiévales *ont suscité ces dernières années un vif intérêt qui doit beaucoup aux préoccupations actuelles touchant la santé publique. Désormais, on sait presque tout de la plus célèbre d'entre elles, la Peste noire, qui a ravagé l'Occident entre 1347 et 1352.*

La bactérie responsable de l'épidémie est le bacille Yersinia pestis. *Elle se transmet à l'homme par l'intermédiaire de rongeurs qui, atteints par une épizootie pesteuse, contaminent leurs puces. En 2003, Frédérique Audoin-Rouzeau a consacré à ce fléau un bel ouvrage d'archéozoologie (*Les Chemins de la peste, *PU Rennes). Elle a notamment montré le rôle essentiel du rat noir dans sa propagation. Si les sources du XIVe siècle n'évoquent pas de mort massive de rats noirs, c'est que ces derniers vivaient et mouraient cachés dans les greniers ou derrière les cloisons. Sous le pseudonyme de Fred Vargas elle a publié un roman sur les semeurs de peste :* Pars vite et reviens tard *(Viviane Hamy).*

Géraldine Soudri

maladie. Jusqu'à la fin des années 1990, des biologistes de premier plan ont soutenu que le virus seul ne pouvait déclencher la maladie, qu'il fallait un ou plusieurs « cofacteurs ». Un prix Nobel de chimie, Kary Mullis, a même cru pouvoir écarter complètement la responsabilité du virus.

L'histoire du sida montre en tout cas que l'épidémie a été provoquée par la réunion de trois facteurs : l'évolution des mœurs, celle des moyens de transport et celle des modes (ou des techniques) de transmission.

Mais ce n'est pas tout. Comme l'a souligné Mirko Grmek, il faut aussi replacer la problématique dans le contexte général de la compétition que se livrent les êtres vivants sur la planète. Comme les autres animaux (et les plantes), l'homme est un terrain de chasse pour les bactéries, virus et autres agents pathogènes. Or l'apparition du sida a curieusement coïncidé avec le moment où, grâce aux antibiotiques, aux vaccins et à une nouvelle culture de l'hygiène, l'humanité, au moins dans les pays riches, se sentait pour la première fois de son histoire à l'abri des principaux agents pathogènes. Fait symbolique, l'épidémie de sida s'est déclenchée au moment précis où le virus de la variole venait d'être triomphalement éradiqué. Si l'on considère l'homme dans l'écosystème global, le terrain avait été comme nettoyé pour permettre l'irruption d'agents pathogènes qui, même s'ils n'étaient pas à proprement parler nouveaux, n'étaient jusqu'alors pas sortis de leur petite niche écologique.

Mirko Grmek est allé jusqu'à dire que l'épidémie de sida a été rendue possible par la révolution technologique. On pourrait en dire autant de la floraison des bactéries résistant aux antibiotiques, qui représentent aujourd'hui une menace planétaire.

N° 74, janvier 1985

Le 11 mai, à Lyon, s'ouvre le premier procès en France pour « crime contre l'humanité ».

Procès Barbie : l'histoire entre au tribunal

4 avril : TF1 privatisée
50 % du capital de la chaîne française est attribué au groupe de Francis Bouygues.

C. MORIN/JDS/MAPPP

8 décembre : signature du traité de Washington
C'est le premier véritable accord de désarmement de l'ère nucléaire.

RIA NOVOSTI/GAMMA

JEFFREY L. ROTMAN/CORBIS

9 décembre : début de la première intifada
La « révolte des pierres », vaste soulèvement palestinien contre les forces israéliennes, s'étend en Cisjordanie et à Gaza.

Par **Henry Rousso**

Le 11 mai 1987, devant la cour d'assises de Lyon, s'ouvre le procès de Klaus Barbie, l'ancien officier SS, chef de la section IV du Sipo-SD de Lyon, chargé d'éradiquer la Résistance mais aussi d'arrêter et de déporter les Juifs entre 1942 et 1944. Le tribunal s'apprête à juger des faits vieux de plus de quarante ans : un délai inédit dans l'histoire judiciaire française. Ce procès a été rendu possible par l'application, pour la première fois dans une enceinte judiciaire, du principe de l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité. Cette disposition a été votée en décembre 1964, après l'annonce par la RFA de son intention de prescrire l'année suivante, en 1965, vingt ans après la guerre, les crimes de guerre nazis. Cette décision fut finalement abandonnée.

Directeur de recherches au CNRS, Henry Rousso a notamment publié Le Syndrome de Vichy *(Le Seuil, 1987). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1980.*

APPRÉCIER LES FAITS D'UNE ÉPOQUE RÉVOLUE

Le procès Barbie est important à plus d'un titre. Il inaugure une série d'actes judiciaires qui visent les crimes commis dans le cadre de la Solution finale, jugés pour la première fois comme tels en France. Il s'inscrit dans un mouvement de grande ampleur qui a vu, au début des années 1970, les souvenirs de l'extermination des Juifs s'installer dans l'espace public européen. C'est le cas, en particulier en Allemagne et en France, deux pays dans lesquels la justice va jouer un rôle déterminant de vecteur de mémoire, non sans soulever de nombreuses questions. Il l'est aussi car, sur le modèle du procès Eichmann de 1961 resté d'abord sans lendemain, il offre pour la première fois en France une tribune de grande écoute aux victimes de ce qui est désormais appelé la Shoah, une dénomination qui veut souligner la singularité de ce crime sans précédent.

Ce procès marque enfin un tournant culturel dont on ne mesure pas alors toutes les conséquences : il fait entrer l'histoire au tribunal et oblige magistrats, avocats, jurés, nés souvent pendant ou après la guerre, à apprécier des faits, à comprendre des contextes politiques ou psychologiques relevant d'une époque révolue. Le paradoxe atteint son comble lorsque, dans les procès suivants (Touvier, Papon), des historiens professionnels sont appelés à la barre pour pallier le fossé entre les crimes du passé et les jugements du présent.

Le déploiement à grande échelle de « politiques de repentance » et de réparations des crimes commis par le III[e] Reich depuis une vingtaine d'années peut induire une illusion rétrospective : compte tenu de l'ampleur des crimes nazis, la prise de conscience collective était à terme inéluctable ; et ce qui s'est produit à compter des années 1970 n'aura été qu'un juste retour des choses au regard du silence relatif qui a entouré la question de la Shoah après 1945. Pourtant, il n'était écrit nulle part que le combat isolé de quelques militants

de la mémoire entamé dans les années 1960-1970, en particulier celui de Beate et Serge Klarsfeld, devienne un jour l'objet d'un problème public d'échelle planétaire. En France, on peut même dire que l'irruption de la justice sur le terrain de l'histoire s'est faite de manière fortuite.

LA CONCURRENCE DES VICTIMES

Le 23 novembre 1971, dans la discrétion, le président de la République Georges Pompidou accepte de gracier un ancien milicien inconnu du grand public, Paul Touvier, condamné à mort par contumace à la Libération. Il s'en explique le 21 septembre 1972, une fois l'affaire révélée, dans une conférence de presse restée célèbre : *« Le moment n'est-il pas venu de jeter le voile, d'oublier ces temps où les Français ne s'aimaient pas ? »*

Le temps, au contraire, était venu de se souvenir. Plusieurs associations de victimes et d'anciens résistants, conseillées notamment par l'avocat Joe Nordmann, déposent à compter de juillet 1973 la première plainte pour « crime contre l'humanité ». Trente ans après les faits, c'est la seule inculpation possible. La marge de manœuvre juridique est étroite, sans même parler de l'hostilité des autorités politiques. Touvier a été jugé par contumace à la Libération pour collaboration, crime désormais prescrit. Le poursuivre pour crimes de guerre est impossible, la France n'ayant pas signé la convention de 1968 rendant ces crimes imprescriptibles (à cause de la torture en Algérie). Seule est donc possible une qualification de crime contre l'humanité, inédite dans l'histoire judiciaire française et délicate à appliquer au regard des faits incriminés (des exécutions d'otages).

Derrière ce débat technique se profile un problème de fond qui va monter en puissance dans les années suivantes : les crimes contre les résistants, réprimés pour leurs actes, semblent relever de la catégorie des crimes de guerre, et seraient donc prescrits ; ceux commis contre les Juifs, persécutés pour être nés juifs, entrent par définition dans la catégorie des crimes contre l'humanité, et sont imprescriptibles. C'est dans cette différence juridique propre au cas français que naît ce qu'on appellera plus tard, notamment lors de l'instruction contre Klaus Barbie, la *« concurrence des victimes »*. Avant de concerner d'autres traumatismes historiques dans les années 2000 (l'esclavage, le colonialisme…), cette « concurrence » a opposé deux catégories de victimes du nazisme : les résistants et les Juifs.

PETER TURNLEY/CORBIS

C'est en 1973 qu'est déposée en France contre Touvier, dans l'indifférence générale, une plainte pour crime contre l'humanité qui n'a aucune chance d'aboutir

L'ancien officier SS Klaus Barbie lors de son procès devant la cour d'assises de Lyon le 11 mai 1987. Il est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

LE COMBAT DES KLARSFELD

A la fin des années 1970, le dossier Touvier s'enlise, mais le processus continue de cheminer. Il connaît un tournant important avec la première inculpation en France pour crimes contre l'humanité, le 12 mars 1979. Elle concerne Jean Leguay, l'adjoint en zone Nord de René Bousquet, le secrétaire général à la police de Vichy, pour des faits qui entrent cette fois sans ambiguïté dans le cadre de

N° 82, octobre 1985

1987

Splendeur des Arabes
Malgré sa relation séculaire avec l'Islam et le poids de sa culture en Orient, la France, trop ottomane, trop maghrébine, trop attachée au sort des chrétiens, n'avait jamais beaucoup sympathisé avec le projet arabe. D'abord patronné par les Britanniques, le nationalisme arabe s'était directement heurté à elle en Syrie comme en Algérie. L'Institut du monde arabe, construit par Jean Nouvel, tenait de la réconciliation ; mais ses modernes mouchara-bieh plongeaient surtout dans un passé oriental toujours fascinant que les grandes expositions (Égypte, Damas et Cordoue, Orient de Saladin, Venise et l'Orient…) ont eu le talent d'imposer auprès d'un public toujours plus nombreux. Plus modestement mais non moins durablement, la bibliothèque de l'Institut compte aujourd'hui parmi les lieux de savoir les plus fréquentés à Paris. **G. M.-G.**

Découvertes érotiques à Pompéi
Des fouilles entreprises à partir de 1987 ont mis au jour, aux portes de la cité, des thermes suburbains, avec à l'intérieur huit fresques érotiques placées au-dessus de ce qui semble bien être des vestiaires. Luciana Jacobelli veut y voir une des premières formes de publicité pour attirer le client dans un établissement un peu excentré. Pietro Guzzo, l'actuel surintendant des fouilles, penche pour un établissement mixte, où les clients pouvaient trouver aussi des plaisirs tarifés. Pour Antonio Verone, il s'agirait tout simplement de provoquer l'occasion de faire des blagues cochonnes. Nihil nove sub sole. **C. A.**

Chats nazis
Dans Maus, Art Spiegelman *raconte les souvenirs d'un survivant de l'Holocauste : son père. Les Juifs sont des souris, les nazis des chats. Prix Pulitzer en 1992, ce roman graphique traite aussi de la difficulté pour la génération suivante de restituer un témoignage.* **O. T.**

la Solution finale, notamment la rafle du Vél' d'Hiv' de juillet 1942. Mais Jean Leguay décède en 1989 et le procès ne peut se tenir, l'action de la justice s'éteignant avec le mort de l'accusé.

En octobre 1979, s'ouvre en Allemagne le procès de trois des principaux responsables de la déportation des Juifs en France : Kurt Lischka, Herbert Hagen et Ernst Heinrichsohn. A la différence de la France, ce procès s'inscrit dans un processus de plus longue haleine, entamé en 1958 et en partie achevé en 1998, et qui a concerné plus de 100 000 personnes, dont 6 500 ont été condamnées. La conjonction des deux événements n'est pas fortuite. Elle est le résultat des actions collectives menées par le couple Klarsfeld et dont la conséquence n'est pas seulement de permettre de faire avancer des procédures judiciaires, mais aussi de mettre l'extermination des Juifs au cœur des débats sur la mémoire du nazisme.

Les plus grands spécialistes, parmi lesquels l'historien américain Robert Paxton, ont été appelés à témoigner lors des procès Touvier en 1994 et Papon en 1997

VERS UNE JUSTICE INTERNATIONALE

C'est ainsi qu'en France, après de nombreuses péripéties juridiques, grâce à l'action de certains magistrats désireux de faire aboutir ce type de dossiers, et grâce à la volonté de quelques personnalités politiques, dont Robert Badinter après 1981, s'ouvre en 1987 le premier grand procès pour crime contre l'humanité. Il sera suivi en 1994 du procès Touvier puis en 1997-1998 du procès de Maurice Papon.

Ce que le législateur de 1964 n'avait pas prévu, c'est que le crime contre l'humanité imprescriptible – une double innovation majeure dans les traditions juridiques en France comme dans de nombreux autres pays – devienne le levier principal pour juger, plusieurs décennies après les procès de Nuremberg et les procès d'épuration contre les collaborateurs, non seulement les crimes nazis, mais les complicités françaises dans la « Solution finale ».

Surtout, les procès tardifs relatifs au génocide des Juifs ont eu des conséquences majeures pour notre temps présent, certaines porteuses d'espoir comme l'émergence d'une justice internationale capable de réprimer les crimes d'État, d'autres pleines d'interrogations, comme l'émergence – parfois intrusive et envahissante – d'une écriture juridique et judiciaire de l'histoire, dont les récentes « lois mémorielles » françaises constituent l'exemple le plus inquiétant.

C'est principalement pour sa rafle de déportation des enfants de la maison d'Izieu (à l'été 1943) que Barbie a été condamné.

LA MISE AU POINT

Le crime contre l'humanité a été défini pour la première fois par l'accord de Londres du 8 août 1945, par lequel les Alliés ont mis en place les dispositifs juridiques et judiciaires permettant le procès des grands criminels nazis à Nuremberg. La définition recouvre alors « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain commis contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux… ».
Dans les décennies qui suivent, ce crime devient imprescriptible dans de nombreuses législations européennes (1964, pour la France), puis dans le cadre d'une convention internationale (1968). De manière concomitante, cette qualification a constitué l'élément fondateur d'un nouveau droit international destiné à prévenir et réprimer les crimes de masse. Elle a cependant suscité de nombreux débats, au même titre que la notion de « génocide ». Elle a été utilisée par le Tribunal pénal international pour la Yougoslavie (1993) puis celui pour le Rwanda (1994) qui ont complété la définition de 1945 en substituant l'« expulsion » à la « déportation » et en ajoutant l'« emprisonnement », la « torture » et le « viol ». La Cour pénale internationale (1998) a, quant à elle, allongé la liste des crimes relevant de ce chef d'accusation pour y inclure notamment l'« apartheid ». **H. R.**

ECRIVAINS
Les Editions Amalthée
recherchent
de nouveaux auteurs

Envoyer vos manuscrits:
Editions Amalthée
2 rue Crucy
44005 Nantes cedex 1
Tél. 02 40 75 60 78
www.editions-amalthee.com

'1988

10 mai : réélection de François Mitterrand
Michel Rocard est nommé Premier ministre.

ALEXIS DUCLOS-GAMMA

6 novembre : référendum sur la Nouvelle-Calédonie
Un scrutin d'auto-détermination du territoire est prévu en 1998.

J. LANGEVIN-CORBIS

30 novembre : création du Revenu minimum d'insertion
Six mois plus tard, 570 000 foyers français reçoivent le RMI.

POULET-SIPA

Une historienne américaine invite à prendre en compte la différence des sexes.

Les femmes ont-elles un genre ?

Par **Michelle Perrot**

*Professeure émérite à l'université de Paris-VII-Jussieu, Michelle Perrot a codirigé l'*Histoire des femmes en Occident *(Plon, 1990-1992). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1978.*

SIPA

« *On ne naît pas femme. On le devient* », écrit Simone de Beauvoir dans *Le Deuxième Sexe* (1949). Dans ce livre fondateur de la pensée féministe, scandale devenu best-seller, elle invitait à critiquer « l'éternel féminin ». Il n'y a pas de « nature », pas d'essence, seulement des « situations ». Pas d'être, mais seulement une « existence », produite par l'éducation qui, dès le berceau (on dirait aujourd'hui « dès le ventre de la mère »), s'empare de la petite fille et la conditionne en vue de son destin. Les « mythologies » et les pratiques fabriquent, façonnent l'image de « LA Femme » et en font l'« Autre » de l'Homme, qui est, lui, Verbe créateur et Loi ordonnatrice.

Simone de Beauvoir peut être considérée comme la mère du « genre », même si elle n'emploie pas le mot. Sa leçon, en dépit de son retentissement, notamment aux États-Unis, n'a guère été incorporée au moment de la publication du *Deuxième Sexe*. Le social primait alors sur le sexuel. Pour que se développe une histoire des femmes (laquelle n'était pas, du reste, la préoccupation première de Beauvoir : elle pensait qu'elles n'en avaient pas), il fallut la rupture introduite par le mouvement de libération des femmes et la prise de conscience qu'il provoqua à tous les niveaux du savoir et du pouvoir.

Au début des années 1970, aux États-Unis, en Grande-Bretagne, puis partout dans le monde occidental, surgirent des *women's studies* pluridisciplinaires qui mirent « les femmes » au cœur des programmes universitaires. Enseignements, recherches, publications se multiplièrent, appuyés sur des colloques, revues et réseaux d'autant plus efficaces qu'ils se déployaient au niveau international.

COMPRENDRE LES RESSORTS DE LA DOMINATION

En France, en dépit de fortes réticences académiques, l'essor des recherches fut vigoureux. Elles nécessitaient ingéniosité dans la quête des sources et renouvellement du questionnement. A travers discours et représentations, archives, écrits et documents oraux, objets de toute nature, on explora maternité, éducation, travail, religion, vie quotidienne. L'*Histoire des femmes en Occident, de l'Antiquité à nos jours*, publiée en 1990-1992, tenta une synthèse qui illustre les tendances de cette première historiographie : faire advenir les femmes au récit qui les ignorait, les rendre visibles, les saisir dans toutes les dimensions de leur existence individuelle et collective, comprendre les ressorts de la domination qu'elles subissent et de leur éventuel consentement, mais aussi ceux de leur résistance et la vitalité de leur culture. Les femmes n'étaient pas uniquement sujets, mais actrices de l'histoire, y compris (mais pas seulement) par les féminismes.

Sans doute y avait-il dans cette démarche un aspect empirique et descriptif que guettait le ronronnement. L'histoire des femmes pouvait se déve-

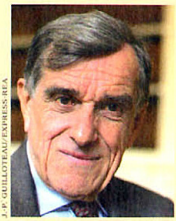
LIPNITZKI / ROGER-VIOLLET

Simone de Beauvoir en 1955. L'auteur du Deuxième Sexe *peut être considérée comme la mère du « genre ».*

'1988

V. KESSLER/AP-SIPA

Un musée pour la paix
Ce n'est pas un nouveau musée du Débarquement. Inauguré en 1988, le mémorial de Caen a une tout autre ambition : réinsérer le Débarquement dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale ; retracer l'histoire de la guerre, du traité de Versailles à la chute du mur de Berlin ; favoriser la cause de la paix. L'intérêt des objets présentés comme la qualité de la muséographie ont vite transformé le Mémorial de Caen en pôle attractif, visité par quelque 400 000 touristes par an. **O. W.**


J.-P. GUILLOTEAU/EXPRESS-REA

L'histoire politique se rebiffe
Longtemps méprisée car trop événementielle, l'histoire politique fait sa mue cette année-là avec un ouvrage collectif publié au Seuil sous la houlette de René Rémond : Pour une histoire politique. *Raoul Girardet avait donné le branle avec* Mythes et mythologies politiques *(1986) : l'historien de la société militaire s'intéressait à l'inconscient du politique. En 1986,* La Fièvre hexagonale *de Michel Winock proposait une approche sérielle des grandes crises politiques de la France contemporaine. Pierre Milza, lui, avait transformé l'histoire diplomatique en expliquant les relations entre États à travers les opinions publiques. Le manifeste des « nouveaux » historiens du politique porte également la trace de l'histoire culturelle du politique qui aboutit en 1999, sous la direction de Serge Berstein, au livre* Les Cultures politiques en France. **C. B.**

DR

MÉMORIAL DE LA SHOAH-CDJC

Le bilan
La Destruction des Juifs d'Europe *reste la somme inégalée sur la Shoah. Établissant la nature bureaucratique du crime, Raul Hilberg fait la description détaillée des opérations et le bilan des victimes.* **G. S.**

lopper tranquillement sur les flancs de l'histoire sans remettre en cause l'économie de son récit. C'est ce que dit Joan Scott dans un article fameux. L'historienne de Princeton invite à sortir de l'accumulation au bénéfice de l'audace réflexive ; à prendre en compte moins « les femmes » que la différence des sexes elle-même : le *genre*.

Distinct du sexe, simple marqueur biologique, le genre est l'organisation sociale de cette différence, il en construit le sens à travers les systèmes symboliques, politiques, le langage, principale (voire seule ?) réalité que connaît l'historien et qu'il lui faut décrypter. Joan Scott prend ses distances avec le marxisme (sa famille d'origine) et le primat de la classe, le structuralisme qui explique tout par la parenté, et la psychanalyse, centrée sur le phallus. Aucune de ces théories ne dit le mot de la fin. Elles sont traversées par le genre pour lequel l'historienne américaine revendique le statut de « *catégorie utile de l'analyse historique* » (titre de son article repris dans *Gender and the Politics of History*, 1988).

Comprendre le travail des femmes, par exemple, c'est d'abord le saisir dans les énoncés de l'économie politique, du discours patronal ou syndical, dans les représentations qui font s'exclamer Michelet : « *Ouvrière, mot impie, sordide…* » Pourquoi cette dépréciation de l'ouvrière, comme si l'usine et la machine étaient les antidotes de la féminité ? « *Courtisane ou ménagère* », seules issues féminines, surenchérit Proudhon. Pourquoi les femmes ont-elles eu tant de mal à sortir du domestique, à accéder à la production, au salaire (toujours d'« appoint »), à la qualification, au métier, à la profession ? Pourquoi, aujourd'hui encore, l'écart persistant entre leur niveau de responsabilités, leur rémunération et ceux de leurs collègues masculins ?

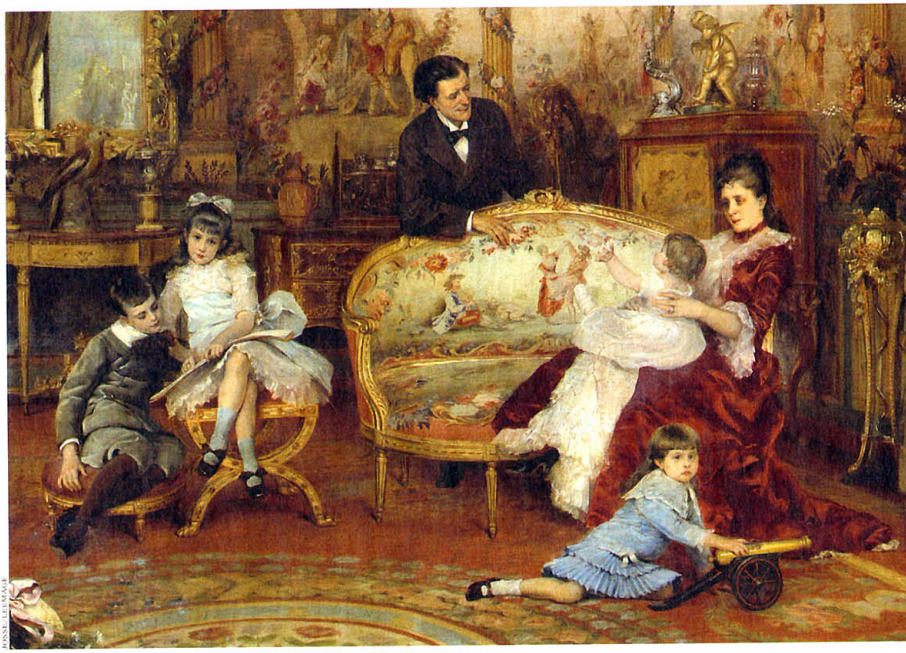
Depuis Joan Scott, on se demande pourquoi les femmes ont eu tant de mal à accéder au pouvoir

P. HAYS-NOUBIAN/OPALE

IL FAUT FAIRE MAINTENANT UNE HISTOIRE DES HOMMES

Le genre introduit des exigences et des dimensions nouvelles. D'abord, il appelle une histoire des hommes, actuellement en plein essor. Comment, par quels rites, par quelles pratiques (le service militaire, la guerre, le sport…) se construit la virilité ? Quelles sont les mutations de la paternité ? Y a-t-il un sexe du pouvoir ?

Ensuite, et surtout, il incite à prendre la différence des sexes elle-même comme objet central de l'enquête : comment a-t-elle été imaginée, organisée, perçue, à tous les niveaux du savoir, du pouvoir,



Scène de la vie conjugale au XIXe siècle (Victorien Sardou en famille) peinte par Auguste de Bréty. La femme épouse et mère gardienne du foyer est-elle une construction de l'histoire ? (Paris, musée de la Vie romantique.)

LE CONTREPOINT

La masculinité aussi a une histoire. *Pour « fabriquer » un homme à partir d'un garçon, l'éducation occupe une place essentielle, en particulier, au XIXe siècle, à l'école, au lycée, ou à l'internat. Endurcis par la discipline, éventuellement par l'absence de « commodités » (chauffage ou hygiène du corps), les garçons deviennent des « durs ». Avant la Grande Guerre, la caserne est un autre lieu essentiel de construction de la virilité. Le port de l'uniforme, le maintien du corps, l'embrigadement pendant plusieurs mois dans une communauté virile rendent à l'époque les hommes glorieux, c'est-à-dire « honorables ». Les garçons, jusque dans les années 1960, devaient ainsi passer par un certain nombre de rites d'initiation. Désormais, la question de l'identité est de plus en plus posée en termes de choix individuel et non de modèle auquel il faut adhérer. Il faut inventer, construire sa masculinité, éventuellement même l'assumer…*

***André Rauch*, L'Histoire n° 297, avril 2005**

de la symbolique, du langage ? Pourquoi la hiérarchie module-t-elle la différence et comment le fait-elle dans les divers types de sociétés et selon les époques ? Comment cette différence opère-t-elle dans des domaines aussi variés que la religion, la politique, la création, la race, la sexualité, la nation, le territoire, la ville, le corps… ? Le genre explore les frontières et leurs déplacements et, sur tous ces points, se révèle un instrument de lecture efficace.

Enfin, il conduit à déconstruire l'*évidence* de la différence : quand et comment a-t-elle été pensée ? L'est-elle toujours et partout ? Qu'en est-il des catégories ambivalentes et transgressives : androgynes, travestis, homosexuels, lesbiennes, transgenres ? Contestatrice du genre, Judith Butler (*gender Trouble*, 1990) estime qu'il reconduit souterrainement la dualité ; elle se fait l'interprète du *queer* (littéralement « étrange »), notion plus créatrice selon elle, qui ouvre la voie à la liberté de l'indifférenciation.

La plasticité du genre, son extension, son ouverture conceptuelle expliquent en partie son succès, considérable. Un peu partout, le genre s'est ajouté ou substitué aux « femmes ». Les *gender studies* ont remplacé les *women's studies*, au point que certaines craignent une nouvelle relégation des femmes. Un succès que Joan Scott estime suspect, préconisant même l'abandon de cet outil déformé. Du moins faut-il en resserrer l'usage, lui restituer sa rigueur analytique. Il est loin d'avoir épuisé ses effets. Pas plus que l'histoire des femmes, où, sur les personnes, les groupes, les lieux, les événements, il reste tant de pistes à explorer, tant de silences à dissiper.

N° 245, juillet-août 2000

'1989

En plein bicentenaire, le mur de Berlin s'effondre. On voit la Révolution autrement.

89, l'année sans pareille

Par **Mona Ozouf**

7 janvier : mort de Hirohito
L'empereur du Japon régnait depuis 1926. Son fils Akihito lui succède.

BETTMANN/CORBIS

4 juin : massacre de Tian'anmen
Une répression impitoyable de la part de l'armée chinoise met fin au mouvement qui avait débuté le 22 avril et fait des centaines de morts et des milliers de blessés.

J. LANGEVIN/CORBIS

PETER TURNLEY/CORBIS

9 novembre : chute du mur de Berlin
Symbole du « rideau de fer », il s'écroule sans résistance. C'est la vraie fin de la guerre froide.

Elle devait, cette année 1989, être vouée à la commémoration de la Révolution française, et selon le génie du préfixe, rassembler les Français – comme les historiens conviés à accompagner l'exercice – autour d'une euphorique mémoire familiale. Mais la Révolution est un événement étrange : elle a, dans son parcours erratique, déroulé des séquences si contradictoires, mobilisé des acteurs qui se sont tant combattus, détestés, excommuniés, guillotinés, que la fête de famille risque toujours de tourner au pugilat.

Car force est bien, quand on commémore, de choisir : chacun élit ses dates glorieuses, couronne ses grands hommes, décide de porter Condorcet au Panthéon, de n'y pas faire entrer Mirabeau, d'en tenir écarté Robespierre. Tout, par ailleurs, est-il commémorable dans la Révolution ? « *L'oubli et le silence,* dit Renan qui pense à la mémoire personnelle, *sont la punition que nous infligeons à ce que nous avons trouvé laid.* » Il n'en va pas autrement pour la mémoire collective.

UN FRÊLE PETIT CHINOIS

Il était donc inévitable de voir le bicentenaire réanimer le vieil affrontement de la gauche et de la droite et nourrir l'histoire binaire de la Révolution. Allait-on choisir de ne commémorer que 1789 ? Un choix bien frileux, bien timoré, disait-on à gauche, puisqu'il ignore délibérément l'an II, porteur d'une Révolution autrement plus prometteuse. Et choix pourtant inacceptable quand on pense, comme si souvent à droite, et avec Joseph de Maistre, que dès l'origine tout est « *miraculeusement mauvais dans la Révolution française* ».

Historienne et philosophe, Mona Ozouf est notamment l'auteur de Varennes. La mort de la royauté, 21 juin 1791 *(Gallimard, 2005). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1980.*

DIDIER MESSENS

Ces deux thèses affrontées avaient beau être défendues avec talent et pugnacité par Michel Vovelle et Pierre Chaunu, et prospérer sur la conviction identique que la Révolution est un bloc, qu'il faut en conséquence tout en prendre, ou tout en laisser, on pouvait craindre de voir le bicentenaire fournir un remake du centenaire, porteur des mêmes perplexités radoteuses. C'était compter sans un metteur en scène inattendu, présent derrière la toile et plus inventif que Jean-Paul Goude.

1989 : c'est l'année où Jaruzelski organise en Pologne le scrutin qui voit, contre lui, le triomphe des candidats de Solidarnosc ; où les Hongrois célèbrent la mémoire d'Imre Nagy et de ses camarades assassinés en 1956 ; où Gorbatchev, au bord du désastre, renonce à l'intervention militaire, en appelle aux élections et aux droits de l'homme. Et dont l'image phare est celle d'un frêle petit Chinois, son filet à provisions au bout du bras, campé sans broncher devant le premier char d'une massive colonne de blindés. Alors, sans défaite militaire, sans révolte nationale, sans émeute populaire, se casse le monde communiste et s'écroule

l'empire soviétique. Et les peuples qui sortent du communisme, les yeux fixés sur les vieux principes de la Révolution française, y voient sans doute un passé à honorer ; mais bien davantage encore un avenir à construire. Là tient la surprise de l'année : le soin de trancher la question du commémorable allait être donné, non aux nécessités de la mémoire, mais aux hasards de l'histoire.

L'HISTOIRE ENTERRE 1917 AU NOM DE 1789

De quoi s'agit-il en effet ? Du pied de nez fait par l'histoire réelle à l'histoire racontée : celle-ci faisait de 1789 un brouillon grossier, voire menteur, de la vraie Révolution à venir ; or celle-là signifie tout l'inverse : « *L'histoire,* écrit alors Edgar Morin, *enterre 1917 au nom de 1789* » ; car une fois abandonné le dispositif qui emboîtait la Révolution française dans une autre révolution destinée tout à la fois à la parfaire et à la contester, on voit à nouveau briller les principes mêmes que cette seconde révolution avait prétendu dépasser au nom de l'« égalité réelle » : les élections (plus du tout une trahison), le gouvernement constitutionnel (plus du tout une imposture), la propriété (moins une aliénation qu'une liberté) et les droits de l'homme. Ceux-ci, on les disait menteurs, on soulignait sans cesse leurs manquements à la règle qu'ils avaient eux-mêmes édictée. Désormais, on célèbre la règle, qui seule peut faire prendre conscience des écarts avec la réalité.

Le metteur en scène a fait pivoter le plateau, distribué autrement les lumières, Robespierre laisse la place à Sieyès, l'an II s'efface devant la Constituante

Le metteur en scène a donc fait pivoter le plateau, distribué autrement les lumières. L'an II, jadis vedette de l'historiographie, s'efface devant la Constituante, Robespierre cède la place à Sieyès. Ce n'est nullement priver d'intérêt l'histoire du chapelet d'événements incontrôlables qui constitue la Révolution, ni l'analyse des groupes et des factions, ni les portraits des militants. Mais l'histoire, à nouveau « *entrée en verve* », comme disait Saint-Simon, impose ses priorités. Le plus intéressant, désormais, c'est 1789, à la fois en situation de proximité affective et de questionnement intellectuel. Et plus du tout le 1789 de la tradition libérale, mais celui qui manifeste très tôt, dès la nuit du 4 août, de manière radicale et irréversible, l'ambition inouïe de fonder une société nouvelle sur des individus maîtres d'eux-mêmes.

Comprendre ce bouleversement de l'ordre du monde, c'est devoir du même coup sortir de l'ombre une historiographie tenue longtemps pour désuète. S'il s'agit en effet de rendre compte des raisons

GAMMA

Moment fort des célébrations du bicentenaire, le défilé, orchestré par Jean-Paul Goude sur les Champs-Élysées, le 14 juillet, est retransmis dans 102 pays.

1989

GUILLOT/ARCHIVES CDA/AMG

Sous le Louvre

Les travaux d'aménagement du Grand Louvre permettent à Michel Fleury et son équipe de réaliser l'une des toutes premières entreprises françaises d'archéologie préventive en milieu urbain. Les fouilles de la cour Carrée mettent au jour les structures de la grande tour du château de Philippe Auguste (1180-1223), mais aussi quelques objets spectaculaires (comme le casque de parade de Charles VI) et, surtout, d'innombrables témoignages sur la vie quotidienne du quartier à l'époque médiévale. Innovante dans ses méthodes et ses résultats, cette campagne archéologique l'a également été dans sa mise en valeur pour le grand public, comme en témoigne la reconstitution des bases de la grande tour dans la galerie souterraine du musée. ***P. B.***

ULF ANDERSEN/GAMMA

La gloire de Marc Ferro

Il faudrait citer l'émission « Histoire parallèle » à l'ordre de la nation car elle est doublement exemplaire : modèle d'histoire comparative à faire méditer par les étudiants et modèle de réconciliation entre deux peuples, français et allemand, qui ne s'aimaient pas. Il fallait la verve, la foi et la liberté de ton de Marc Ferro pour y parvenir. Sa connaissance du binôme histoire/image aussi et son œil pour décrypter la propagande à l'œuvre. Ça a duré de mai 1989 à juin 2001 sur la Sept d'abord puis sur Arte. On y a vu des milliers d'images de l'Europe, de l'Amérique et du Japon entre 1939 et la fin des années 1950, commentées à chaque fois avec un grand témoin. Des historiens souvent, des acteurs de l'histoire aussi, de Badinter à Gorbatchev en passant par Schröder ; 630 numéros : pas un de trop. ***P. A.***

DR

Révolution aux Annales

La crise est ouverte aux Annales. Nombre de postulats sont remis en cause : ainsi, le primat de la longue durée, chère à Fernand Braudel. En revanche, le poids des acteurs et l'autonomie des individus sont revalorisés. Le tournant est presque une révolution. ***C. B.***

PLAILLY/LOOK AT SCIENCES

La preuve par l'ADN

Les premières analyses de l'ADN de momies égyptiennes permettent de célébrer « l'archéologie moléculaire ». ***O.P. V.***

pour lesquelles la Révolution de 1789 est devenue la matrice de la société moderne, les explications socio-économiques et les intérêts de classe ont peu à dire. Vient en revanche l'heure de l'histoire politique et intellectuelle, naguère tenue pour désuète. Ce qui ne simplifie pas forcément la tâche des historiens. Car le triomphe apparent de la démocratie oblige aussi à scruter ses dilemmes et ses possibles dérives, tantôt utopiques et tantôt despotiques : et sur celles-ci, que le cours de la Révolution française a assez fait voir, les événements de 1989 braquent à nouveau le projecteur.

L'univers politique construit au nom du dépassement de 1789 vient en effet de donner à cette ambition son démenti le plus éclatant. Comment alors pourrait-on contourner le vieux problème de la Terreur ? Tel avait été le talon d'Achille de toute année commémorante, et le bicentenaire, en dépit des rodomontades de ceux qui voulaient tout célébrer, ne devait pas faire exception à cette règle non écrite. Pas plus qu'en 1889, les commémorations officielles n'ont pu aller au-delà de la victoire de Valmy : la Terreur est l'incommémorable de la Révolution.

ON NE PEUT PLUS JUSTIFIER LA TERREUR

Mais les historiens de gauche du XX^e^ siècle, fascinés par la révolution bolchevique, avaient, sans trop d'états d'âme, justifié la Terreur, et s'étaient appliqués à la minimiser et à la rendre presque invisible, bons disciples en cela du conventionnel Garnier de Saintes, pour qui la Terreur était le simple coup de vent qui débarrasse l'arbre de ses fruits véreux pour ne conserver que les sains. Le chef-d'œuvre de cette entreprise d'escamotage est la définition du *Dictionnaire de la Révolution française* d'Albert Soboul, signée Claude Mazauric, où la Terreur est *« la mise en forme légale et administrative de l'intimidation des opposants à la Révolution française pendant la période jacobine »*.

On avait oublié les historiens qui, au XIX^e^ siècle, se disaient fils de la Révolution mais condamnaient l'échafaud

Du coup, on avait oublié qu'il avait existé au XIX^e^ siècle des historiens et des hommes politiques, tels Louis Blanc, Quinet, Ferry, qui se reconnaissaient fils de la Révolution, mais condamnaient la Terreur. Écoutons Ferry, impitoyable contre *« la monstrueuse et puérile rêverie d'une société régéné-*

JOSSE - LEEMAGE

Un comité révolutionnaire en 1794, gravure du XVIIIe siècle.

LE CONTREPOINT

Paris est parfois myope. *On n'y a pas pris, durant des mois, la mesure de ce que le bicentenaire a porté à l'étranger – il y a trouvé des échos éclatants –, et dans les régions françaises. Les archives de la Mission gardent témoignage de la vitalité des manifestations qui, par milliers, à côté des moments majeurs, ont fait vibrer le pays en profondeur. On y a planté 15 000 arbres de la liberté, multiplié les expositions, les défilés, les reconstitutions : écoliers et lycéens ont participé ardemment. On y a bien compris l'intention politique qui célébrait l'entièreté de la Révolution : non, certes, la Terreur, contrairement à ce que dirent sottement certains dans une fraction de la droite (là où étaient les seuls adversaires véritables d'une mémoire apaisée et cependant si riche encore d'énergie sociale), mais la part lumineuse de l'héritage de la Convention. En août 1988, selon un sondage Sofres, 38 % des Français jugeaient positif le bilan global de la Révolution ; ils étaient 74 % à la fin de 1989.* ***Jean-Noël Jeanneney***

rée par l'échafaud, incroyable mélange d'atrocité et de candeur, d'austérité naïve et de rigueur implacable, de littérature et de cruauté, utopie pédagogique à la fois absurde et sanglante, à laquelle resteront éternellement attachés les noms de Saint-Just et de Robespierre ».

L'année 1989, dont l'enjeu pour tant de peuples était la sortie de la terreur et les retrouvailles avec le droit, remit donc en pleine lumière cette historiographie à laquelle le nom de François Furet reste attaché. Au risque d'ouvrir de nouveaux débats, les événements de 1989 contraignent à nouveau les historiens à affronter la question de la Terreur, de ses origines et de sa fonction : dès lors qu'on tient le social pour de bout en bout maîtrisable, qu'on croit la volonté humaine capable d'accomplir la régénération des individus et de soumettre l'existence collective à l'organisation rationnelle, n'est-on pas nécessairement amené à terroriser les individus ?

Énigme du surgissement de 1789. Énigme des embardées despotiques de la Révolution, comme de son arrivée dans le césarisme. Énigme, plus redoutable encore, du possible engendrement de 1793 par 1789. C'est que 1789 peut être considéré sous un double regard : première étape de l'ambitieuse utopie de l'homme nouveau, qui aura son prolongement dans la Terreur ; ou bien glorieuse révolution de l'État de droit et des droits de l'homme.

Deux visions, entre lesquelles les historiens peuvent débattre. Mais c'est la seconde que l'actualité de l'année du bicentenaire avait choisi de célébrer avec éclat.

N° 21, mars 1980

L'Histoire VOTRE MAGAZINE FAVORI VOUS OUVRE SES ARCHIVES...

LE MAGAZINE

N° 288 juin 2004
Dossier : Les mystères de Pompéi.
• Lettres de dénonciation sous Staline
• Hassan II, un sultan au XX^e siècle
• Le médecin et le crime sexuel
• Les cours d'amour d'Aliénor d'Aquitaine.

N° 289 juillet-août 2004
SPÉCIAL : Dieu et la politique. Le défi laïque.

N° 290 septembre 2004
Dossier : Les sacrifices humains, enquête sur un tabou.
• Débat : la France est-elle antisémite ?
• 1944 : l'insurrection de Varsovie
• Les criminels au Moyen Age
• Les gladiateurs, par Paul Veyne.

N° 291 octobre 2004
SPÉCIAL : Les Français, 1944-2004.

N° 292 novembre 2004
Dossier : La guerre d'Algérie.
• Entretien : la Normandie des Vikings
• Fallait-il mourir pour Verdun ? • Louis XIV, le roi très malade • Thucydide ou la gloire d'Athènes.

N° 293 décembre 2004
Dossier : Afrique, le berceau de l'humanité.
• "Le Monde" : l'aventure d'un journal
• Enquête sur le jihad, par Gilles Kepel
• Les étudiants au Moyen Age.

N° 294 janvier 2005
NUMÉRO ANNIVERSAIRE :
Le dossier Auschwitz.

N° 295 février 2005
SPÉCIAL : Sartre et son siècle.

N° 296 mars 2005
Dossier : Les explorateurs du Moyen Age.
• Le pédophile, le juge et le journaliste
• Le siècle d'Einstein • Archives : les paysans contre Staline • Jules Verne, écrivain engagé.

N° 297 avril 2005
Dossier : La virilité.
• Les derniers jours de Hitler • On a retrouvé la tombe du roi Arthur • 1975 : la chute de Saigon • Paris : le siècle de l'automobile.

N° 298 mai 2005
Dossier : Les Palestiniens.
• Enquête : Kheops, bataille autour d'une pyramide • Trafalgar : la mer sera anglaise ! • Le siècle du charbon
• Les révoltés du Languedoc

N° 299 juin 2005
Dossier : Léonard de Vinci, secrets d'un génie.
• Enquête : Chirac, Sarkozy, Lang : quels sont leurs héros ? • Japon : le combat des kamikazes • Les loups mangeurs d'hommes • La revanche des parias en Inde.

N° 300 juillet 2005
SPÉCIAL : La Chine, 2000 ans d'empire.
N° 301 septembre 2005
Dossier : Babylone, de Hammourabi à Saddam Hussein.
• Naissance de l'ONU • Montesquieu, le dissident • Guerre et paix au Moyen Age
• Enquête : Mahomet et la Shoah... Des sujets tabous à l'école ?

N° 302 octobre 2005
SPÉCIAL : La colonisation en procès.

N° 303 novembre 2005
Dossier : Faut-il réhabiliter Louis XVI ?
• Documents : Nuremberg, les nazis face à leurs crimes • Quand les criquets dévastaient l'Algérie • Les voyages d'Hadrien • Le jour où Yitzhak Rabin a été assassiné.

N° 304 décembre 2005
Dossier : Les hommes face aux catastrophes naturelles.
• De Gaulle président, la dernière victoire du Général • La déportation des Acadiens
• Visite à l'Exposition universelle de Paris
• La grippe aussi a une histoire.

N° 305 janvier 2006
SPÉCIAL : Dieu au Moyen Age.

N° 306 février 2006
Dossier : Noirs et Blancs. Apartheid, ségrégation, discrimination.
• La loi menace-t-elle les historiens ?
• Un grand roi : Pépin le Bref
• La catastrophe de Courrières
• Spielberg. Munich et le terrorisme.

N° 307 mars 2006
Dossier : Liberté ! La révolution des Lumières.
• Le Vatican et les orphelins juifs de la Shoah • Mohammed V, un roi pour le Maroc • Peut-on juger les juges ?
• Les rites d'initiation des jeunes Romains.

N° 308 avril 2006
Dossier : Les origines de la guerre d'Irak.
• Tchernobyl et la fin de l'URSS
• Les victoires d'Hannibal • A la table du pape • Il y a 800 ans, une caricature de Mahomet.

N° 309 mai 2006
Dossier : Le cas Freud.
• Le grand chantier de Versailles
• Jean Zay et le Front populaire • Sur les traces d'Ibn Khaldun • Esclavage : débat sur une commémoration.

N° 310 juin 2006
Dossier : La Peste noire, la plus grande épidémie.
• Marie-Antoinette : vie privée, vie publique • Guy Mollet, le socialisme et l'Algérie • Quand le sacrilège était puni de mort • Joseph Reinach, le premier dreyfusard.

N° 311 juillet-août 2006
SPÉCIAL : La guerre civile, 2000 ans de combats fratricides.

N° 312 septembre 2006
Dossier : Goebbels, itinéraire d'un chef nazi.
• Exclusif : Les étudiants lisent-ils encore ? • Mao : nouvelles révélations
• Pourquoi les Turcs prirent Constantinople • Anniversaire : Corneille, le mal-aimé.

N° 313 octobre 2006
SPÉCIAL : L'énigme Chirac.

N° 314 novembre 2006
Dossier : Catherine de Médicis. Elle a gouverné la France !
• Budapest, 1956 : chronique d'une révolution antitotalitaire • L'affaire Günter Grass • L'alchimiste et les secrets de jeunesse • Napoléon a-t-il gagné à Iéna ?

N° 315 décembre 2006
Dossier : L'affaire Judas : révélation ou mystification ?
•Génocide arménien, ce qu'on sait vraiment • La tapisserie de Bayeux : une BD médiévale • Qu'elle était belle la banlieue...

N° 316 janvier 2007
SPÉCIAL : Comment meurent les civilisations.

N° 317 février 2007
Dossier : Le retour de la censure, d'Abélard aux caricatures de Mahomet.
• Stasi : la RDA sous surveillance
• La Jeanne d'Arc de Jacques Le Goff
• Feuilleton : 2007, l'année Vauban (I).

N° 318 mars 2007
Dossier : Les brûlures de la colonisation.
• La saga "Libération" • Les esclaves fugitifs de la Rome antique • Il y a 40 ans, la pilule pour toutes ! • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (2).

N° 319 avril 2007
Dossier : Les mystères de Byzance.
• Présidentielle : le rôle de la télé et des sondages • Mobutu, le fossoyeur du Zaïre
• Feuilleton : 2007, l'année Vauban (3).

N° 320 mai 2007
Dossier : Les Chinois, la femme et le sexe.
• Les bourreaux nazis : la vraie histoire des Bienveillantes • L'art roman n'est pas ce que vous croyez • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (4).

N° 321 juin 2007
Dossier : La guerre des six jours.
• Les États Unis et la terreur nucléaire
• Le temps du voyage de noces
• Quand l'Afrique du nord était chrétienne
• Feuilleton : 2007, l'année Vauban (5).

N° 322 juillet-août 2007
SPÉCIAL : Amérique latine, les brûlures d'un continent.

N° 323 septembre 2007
Dossier : Le procès des Templiers.
• Guy Môquet, Sarkozy et le roman national • 1907, la France a peur !
• D'où venait la Richesse d'Athènes ?
• Feuilleton : 2007, l'année Vauban (6).

N° 324 octobre 2007
SPÉCIAL : Les crimes cachés du communisme.
• Galilée ou l'invention de la science moderne • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (7).

N° 325 novembre 2007
Dossier : 1914 – 1918 : Déserteurs, mutinés et embusqués
• Peut-on faire confiance à Wikipédia ?
• Rome : le juge et le jeune délinquant
• Conversions forcées au christianisme
• Feuilleton : 2007, l'année Vauban (8).

N° 326 décembre 2007
Dossier : Qui sont nos ancêtres ?
• Nankin, 1937 : le premier massacre de la Seconde Guerre mondiale • Qu'est-ce qui fait courir Drumont ? • Novgorod, la plus libre des villes de Russie • Feuilleton : 2007, l'année Vauban (9).

N° 327 janvier 2008
SPÉCIAL : Rome et les Barbares
• Les trois vies de Simone de Beauvoir
• Liban, naissance d'une nation

N° 328 février 2008
Dossier : Dieu contre Darwin
• Poutine, les Russes et la démocratie
• Comment Charlemagne gouverne son empire • L'âge d'or de Marseille

N° 329 mars 2008
Dossier : Martin Luther King, un rêve américain
• Boudicca, la Vercingétorix anglaise
• L'Inquisition, le prêtre et le sexe
• Friedländer, Hitler et les juifs

LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE

- N° 1 : Les années de Gaulle
- N° 2 : Versailles, le pouvoir et la pierre
- N° 3 : Auschwitz, la Solution finale
- N° 4 : Le temps des croisades
- N° 5 : L'amour et la sexualité
- N° 6 : Mille ans d'école
- N° 7 : L'empire américain
- N° 8 : 3000 ans sur la mer
- N° 9 : Paris, la traversée des siècles
- N° 10 : Les Juifs de France
- N° 11 : Le temps des colonies
- N° 12 : Les châteaux de la Loire
- N° 14 : La droite
- N° 16 : L'aventure des chevaliers
- N° 17 : Les guerres de Religion
- N° 18 : Hitler, le nazisme et les Allemands
- N° 19 : La Russie des tsars
- N° 20 : Napoléon
- N° 21 : 1914-1918, la Grande Guerre
- N° 22 : L'Orient ancien
- N° 23 : Indochine - Vietnam
- N° 24 : La Méditerranée d'Homère
- N° 25 : La Révolution française
- N° 26 : Le Moyen Age des hérétiques
- N° 27 : Les grandes batailles de la gauche
- N° 28 : Les drames de l'été 1945
- N° 29 : L'écriture depuis 5000 ans
- N° 30 : L'Islam et le Coran
- N° 31 : L'Espagne
- N° 32 : L'enfant et la famille
- N° 33 : Complots, secrets et rumeurs
- N° 34 : Quand les femmes prennent le pouvoir
- N° 35 : Les Anglais, un peuple pas comme les autres
- N° 36 : Héros et merveilles du Moyen Age
- N° 37 : Ils ont résisté à Hitler
- N° 38 : 2000 ans de mondialisation

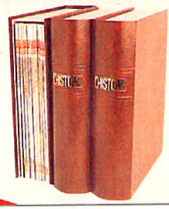
De véritables livres au prix d'un magazine.

Retrouvez l'intégralité des sommaires des numéros disponibles sur www.histoire.presse.fr

LES ÉCRINS L'HISTOIRE façon cuir

Pour conserver précieusement votre collection !

Disponibles en version 11 numéros (une année du magazine) et 15 numéros (une année du magazine + 4 numéros des Collections de L'Histoire). Ces écrins "façon cuir", siglés L'Histoire en lettres d'or, trouveront naturellement leur place dans votre bibliothèque.



INDISPENSABLE !

NOTRE MEILLEURE OFFRE

1 ANNÉE COMPLÈTE
11 NUMÉROS DONT 3 SPÉCIAUX
49 € au lieu de ~~82 €50~~

2000 2002 2003 2004 2005 2006 2007

40% de remise

TARIFS au 01/08/2007

	France	Export
L'Histoire (le magazine à l'exemplaire)	7,50 €	8,50 €
Les Collections de L'Histoire (à l'exemplaire)	8,30 €	9,30 €
ÉCRINS 11 numéros (à l'unité)	13,50 €	16,50 €
ÉCRINS 15 numéros (à l'unité)	15,00 €	18,00 €

LES PACKS DE L'HISTOIRE — NOUVEAU

Économisez jusqu'à 40 %

	Remise	France	Export
L'HISTOIRE			
Pack 3 numéros	10 %	20 €	23 €
Pack 6 numéros	15 %	38 €	41 €
Pack année complète	40 %	49 € 4 numéros offerts	54 €
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE			
Pack 4 numéros	10 %	30 €	33 €
Pack 8 numéros	12 %	58 € 1 numéro offert	63 €
ÉCRINS 11 NUMÉROS			
1 Pack de 2 écrins 11 numéros	10 %	24 €	27 €
2 Packs de 2 écrins 11 numéros	10 %	43 €	47 €
4 Packs de 2 écrins 11 numéros	15 %	82 € 1 écrin offert	90 €
6 Packs de 2 écrins 11 numéros	20 %	115 € 1 pack de 2 écrins offert	126 €
ÉCRINS 15 NUMÉROS			
1 Pack de 2 écrins 15 numéros	10 %	27 €	30 €
2 Packs de 2 écrins 15 numéros	10 %	49 €	53 €
4 Packs de 2 écrins 15 numéros	15 %	92 € 1 écrin offert	100 €
6 Packs de 2 écrins 15 numéros	20 %	130 € 1 pack de 2 écrins offert	141 €

Pour passer votre commande :

1 Repérez les numéros qui retiennent votre attention. Vous pouvez consulter **la liste intégrale des sommaires sur notre site Internet www.histoire.presse.fr** pour compléter votre commande avec des numéros plus anciens.

2 Profitez des avantages offerts par les Packs de L'Histoire et réalisez des **économies importantes pouvant aller jusqu'à 40 %** sur une année complète. Les packs sont plus économiques dès que votre commande dépasse 3 numéros ou 2 écrins.

3 **Complétez le bon de commande ci-dessous** en indiquant les numéros souhaités, la quantité et le prix correspondant. Si vous commandez depuis l'étranger utilisez les prix de la colonne de droite. Datez, signez et joignez votre règlement par chèque ou vos coordonnées de carte bancaire si vous choisissez ce mode de règlement.

BON DE COMMANDE

☐ **OUI, je souhaite recevoir dans les 3 semaines la commande ci-dessous.**

J'indique mes coordonnées :

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Code Postal : _____ Ville : _____

Email : _____

À retourner sous enveloppe affranchie à L'HISTOIRE - Service Abonnements, BP 65 - 24, chemin Latéral 45390 PUISEAUX • Tél. : 33 (0) 2 38 33 42 88 • Fax. 33 (0) 2 38 34 32 23 • Email : exptallandier@orange.fr

Règlement à l'ordre de L'Histoire par :

☐ Chèque ☐ Carte Bancaire ☐ Je souhaite recevoir une facture acquittée.

Numéro CB : _____

Je note aussi les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire, au niveau de la signature : _____

Expire fin : _____

Votre commande ne sera expédiée qu'à réception de votre règlement.

Signature obligatoire

V331

ARTICLES À L'UNITÉ	Quantité	Prix unitaire TTC	TOTAL TTC
L'Histoire (préciser les N°) _____		€	€
Les Collections de L'Histoire (préciser les N°) _____		€	€
Écrin 11 N°		€	€
Écrin 15 N°		€	€
LES PACKS L'HISTOIRE			
L'HISTOIRE			
Pack 3 N° (préciser les N°) _____		€	€
Pack(s) 6 N° (préciser les N°) _____		€	€
Pack(s) année complète (préciser les années) _____		€	€
LES COLLECTIONS DE L'HISTOIRE			
Pack 4 N° (préciser les N°) _____		€	€
Pack(s) 8 N° (préciser les N°) _____		€	€
ÉCRINS 11 NUMÉROS			
Pack(s) de 2 écrins 11 N°	1☐ 2☐ 4☐ 6☐	€	€
ÉCRINS 15 NUMÉROS			
Pack(s) de 2 écrins 15 N°	1☐ 2☐ 4☐ 6☐		
TOTAL DE MA COMMANDE			€

Loi informatique et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

La réunification de l'Allemagne a fait resurgir craintes et fantasmes… Aujourd'hui apaisés.

Nous n'aurons plus peur de l'Allemagne

11 février : fin de l'Apartheid
La libération de Nelson Mandela, après vingt-sept ans de captivité, amorce la fin de la ségrégation raciale.

© BOUVET-DE REKLE-GAMMA

13 juillet : la loi Gayssot réprime tout acte raciste, antisémite ou xénophobe
Son article 9 prévoit des sanctions pénales contre les négationnistes de la Shoah.

A. SYTNIL-CORBIS-SYGMA

P. PREL-GAMMA

3 octobre : l'Allemagne est réunifiée
Seize Länder sont administrés par la loi fondamentale de l'ancienne RFA. La RDA s'est dissoute « comme un sucre dans le café ».

Par **Pierre Monnet**

Chacun connaît la phrase que l'on prête à François Mauriac : « *J'aime tellement l'Allemagne que je préfère qu'il y en ait deux !* » Même si François Mauriac n'a sans doute jamais prononcé cette phrase, elle reflète une opinion largement partagée par les Français et leurs dirigeants peu après 1945. Cette défiance était fondée non seulement sur les blessures des conflits du XIXe et du XXe siècle, mais aussi sur une perception de la performance économique de l'Allemagne de l'Ouest après 1949 oscillant entre admiration et envie. La crainte d'une hégémonie allemande sur le continent a toutefois été amoindrie par la politique de réconciliation et de coopération menée plus particulièrement après la signature en 1963 du traité de l'Élysée par le général de Gaulle et le chancelier Konrad Adenauer.

Directeur d'études à l'EHESS, Pierre Monnet est historien de l'Allemagne médiévale. Il vient d'être nommé vice-président de l'université franco-allemande (Sarrebruck). Son premier article dans L'Histoire date de 1993.

80 MILLIONS D'HABITANTS, UNE MONNAIE FORTE

Mais cette crainte a resurgi lors de la réunification des deux Allemagne en 1990. Naissait alors un pays de plus de 80 millions d'Allemands disposant d'un mark fort, et remportant la même année la Coupe du monde de football ! Il faut se souvenir des titres de la presse française parlant dans les années 1990 du « retour de Bismarck », de la « tentation allemande » ou s'exclamant « Achtung ! » comme le fit *Le Figaro Magazine* du 29 septembre 1990. Il faut aussi se souvenir des hésitations initiales du président François Mitterrand à l'égard de la disparition de la RDA et son obsession de la reconnaissance préalable à toute négociation de l'intangibilité de la frontière Oder-Neisse séparant l'Allemagne de la Pologne.

D'où vient que le jugement de Mauriac, les avertissements tonitruants des médias et les interrogations des milieux politiques paraissent aujourd'hui largement dépassés ? La réponse réside sans doute dans un double changement. L'intégration coûteuse et difficile de l'ancienne RDA dans la République fédérale a transformé l'Allemagne, au point que l'on s'interroge aujourd'hui sur la pérennité du « modèle allemand ». Parallèlement, les perceptions françaises de l'Allemagne se sont modifiées : dans un monde plus complexe et incertain qu'il ne l'était en 1990, les deux pays sont confrontés aux mêmes problèmes induits par la globalisation, tandis que l'un et l'autre sont placés au cœur d'une construction européenne plus ardue à 27 qu'à 12. Une troisième raison doit être cherchée du côté de la chronologie : entrent en 2008 à l'université des étudiants allemands qui n'ont jamais connu la division de leur pays. De plus, le travail incessant de la mémoire sur le nazisme a abouti, trois générations après 1945, à une reconnaissance sans faille de la rupture de civilisation que constitue Auschwitz.

L'année 1990 occupe bien une place centrale

Scène de liesse à Berlin, le 3 octobre 1990, date de la réunification officielle de l'Allemagne. Pour la première fois, l'unité allemande s'est réalisée sans guerre ni changement de régime.

dans cette double mutation, celle de l'Allemagne et celle de nos perceptions de l'Allemagne. En effet, pour la première fois dans l'histoire contemporaine de ce pays, une révolution s'est opérée sans guerre ni changement de régime ; l'unité allemande ne s'est pas réalisée par un conflit avec ses voisins européens mais en accord avec eux.

Face à la réunification en marche, Le Figaro Magazine *y va, le 29 septembre 1990, d'un claironnant « Achtung ! »*

Pour la première fois aussi, État allemand et nation allemande coïncident : dans les consciences comme dans les faits, et à la différence de ce qui s'imposait en 1918 ou bien après 1945, il n'existe pas d'alternative politique ou territoriale à l'actuelle République fédérale allemande. C'est sans doute ce qui rend normal (ou en tout cas ni plus ni moins suspect qu'en France ou ailleurs) le retour depuis quelques années à une forme de « patriotisme ».

LIBERTÉ ET UNITÉ VONT DE PAIR

Pour la première fois toujours, liberté et unité vont de pair : les discussions autour de l'unification ont eu lieu dans le respect de la pluralité des opinions (un signe : Berlin n'est redevenu capitale que par 337 voix contre 320 lors du vote du Bundestag du 20 juin 1991). La réunion des deux Allemagne a achevé l'ancrage complet du pays dans un modèle occidental du parlementarisme, de la démocratie représentative et des droits de l'homme, fondements de la construction européenne.

C'est la raison pour laquelle Heinrich August Winkler, professeur émérite de l'université Humboldt de Berlin, achève sur l'année 1990 sa magistrale synthèse sur l'histoire de l'Allemagne au XIX^e^-XX^e^ siècle, *Le Long Chemin vers l'Occident* : la levée de l'hypothèque impériale, qui plongeait ses racines jusque dans l'Empire médiéval, permet une sortie du *Sonderweg*, de la « voie particulière », ce destin historique dont les Allemands se sont crus porteurs.

La réunification a, par la suite, entraîné de profondes mutations auxquelles la France ne pouvait rester aveugle. La réalisation et le financement de l'unification ont divisé les milieux sociaux et politiques. Un processus qui n'est pas étranger à l'alternance politique survenue en 1998, quand Gerhard Schröder, à la tête d'une coalition entre les sociaux-démocrates et les Verts, remplace le chrétien-démocrate Helmut Kohl, chancelier depuis 1982. Certains choix de l'Allemagne l'ont alors rapprochée un peu plus de la France : réformes du modèle de protection sociale, adaptation de l'économie à la concurrence mondiale, intégration des étrangers et immigrés (un droit du sol est introduit en Allemagne en 2000), distance prise pour la première fois par l'Allemagne vis-à-vis des États-Unis en 2002-2003 juste avant la guerre en Irak.

Tout cela explique peut-être que, depuis la réunification, un certain nombre de chantiers fondés sur le « moteur franco-allemand » aient abouti : la fondation d'une chaîne de télévision franco-alle-

1990

Pessac, première !
Le Festival international du film d'histoire de Pessac est né d'une volonté : celle d'Alain Rousset, maire de la ville et devenu depuis président de la région Aquitaine et de Jean Lacouture. Il s'est imposé grâce au travail d'une équipe de professionnels amateurs d'images et bien décidés à marier le cinéma et l'histoire : Jean-Noël Jeanneney, Jean-Pierre Rioux, Stéphane Khémis, Jean Labib, Pierre-Henri Deleau, Michel Eimer, Anne-Marie Cocula et Claude Aziza. Dès l'origine Arte a suivi (avec Klaus Wenger) et, bien sûr, l'équipe de L'Histoire. *La première édition était consacrée au « Temps des colonies ». D'emblée, le public a répondu présent. Rendez-vous en novembre ! **O. T.***

ARC/ULSTEIN BILD

Archives allemandes
*A première vue tout était simple : en même temps que la RDA s'effondrait, le siège de sa police politique, la Stasi, avait été pris d'assaut par une foule en colère ; un symbole honni disparaissait et, théoriquement, tout citoyen de l'ancienne RDA allait avoir accès à son éventuel dossier. En fait, les obstacles surgirent immédiatement. D'abord, on allait se trouver face à une masse sans équivalent de documents. Ensuite, dans le cadre de la réunification, c'est le gouvernement ouest-allemand qui prenait en charge cette affaire : un gouvernement qui avait signé des traités avec le régime de RDA pouvait-il se faire juge après avoir été partie ? Enfin, lorsqu'on eut pris la mesure des archives, on comprit que les informateurs avaient constitué un réseau très serré et que dans toutes les familles on trouverait des mouchards. **É. H.***

Sade en Pléiade
*Le choix est osé, puisque la querelle est encore vive entre adversaires et thuriféraires du Divin Marquis et de sa radicale obscénité. Mais en l'introduisant dans le saint des saints de la littérature légitime, Michel Delon souligne que Sade est une figure centrale du contemporain. **A. de B.***

JOSSE/LEEMAGE

mande, Arte, en 1991 ; le traité de Maastricht en 1992 ; le lancement du projet de monnaie unique, l'élaboration d'une politique de défense commune, etc. En 2003, lors du quarantième anniversaire de la signature du traité de l'Élysée, les deux Parlements ont siégé pour la première fois symboliquement ensemble à Versailles, un lieu franco-allemand chargé d'histoire si l'on songe à la proclamation du Second Empire allemand dans la galerie des Glaces en janvier 1871 ou bien à la signature du traité de Versailles en juin 1919.

11 000 FRANÇAIS VIVENT À BERLIN

Mais c'est dans les domaines de la culture et de la formation, les plus propres à modifier les perceptions réciproques, que les relations franco-allemandes ont le plus progressé. Toujours en 2003, en même temps qu'était décidée la tenue régulière de conseils communs des ministres français et allemands, le principe d'un manuel franco-allemand d'histoire était adopté. Cette entreprise, jusqu'alors unique en son genre, vise à doter les classes des lycées français et allemands d'un livre exactement semblable et proposant une lecture croisée des histoires respectives. De nombreux élèves de terminale, de part et d'autre du Rhin, utilisent aujourd'hui le premier tome couvrant la période de 1945 à nos jours (le premier tirage est aujourd'hui épuisé) ; le second, consacré à la période 1815-1945 (de Napoléon à Hitler !) et destiné aux classes de première, vient de paraître. Il n'a pas toujours été facile de se mettre d'accord. Bizarrement (de manière intéressante mais révélatrice), c'est la vision du rôle des États-Unis dans la guerre froide et la reconstruction de l'Europe qui a posé le plus de problèmes aux rédacteurs du manuel de terminale. Et bien des points achoppent encore *(cf. « Le contrepoint », p. 61).*

Après un siècle au moins d'obsession allemande, la France a cessé de se construire contre le puissant voisin

Plus ambitieuse encore, quand on sait à quel point la rivalité des universités a nourri par le passé l'opposition des deux peuples, apparaît la naissance en 1999 d'une université franco-allemande. Basée à Sarrebruck, elle est chargée de construire des programmes de formation et de diplômes conjoints dans toutes les matières au sein d'un réseau regroupant universités et grandes écoles des deux pays (www.dfh-ufa.org).

Tout n'est cependant pas idyllique dans ce bilan : le recul inquiétant de l'apprentissage de la langue du partenaire, la réduction du dispositif culturel de chaque pays chez le voisin (instituts français en Allemagne, instituts Goethe en France) ; les divergences dans le domaine économique qu'élargissent en particulier les différences d'appréciation du rôle de la monnaie commune (l'euro fort si cher aux Allemands).

Toutefois, la coopération institutionnelle reste sans équivalent dans le monde. Elle contribue à décrisper les imaginaires et à faire reculer les clichés : l'Allemagne peut séduire les Français. Son

football efficace peut convaincre (voir la Coupe du monde de 2006 en Allemagne), ses films peuvent attirer un large public (*Good Bye Lenin!*, *La Vie des autres*), sa musique peut même réveiller l'intérêt pour sa langue (Tokio Hotel) et la « movida » berlinoise n'est pas étrangère à l'installation dans la nouvelle capitale d'une communauté française dont la population est estimée à plus de 11 000 personnes en 2007.

Après un siècle au moins d'obsession allemande (culminant entre 1870 et 1945), la France a cessé de se construire contre le puissant voisin. Parce qu'elle a trouvé d'autres peurs (l'islamisme et la mondialisation). Parce que le débat sur les frontières de l'Allemagne a été remplacé par le débat sur les frontières de l'Europe. Parce que le pays, tout comme l'Allemagne, fait l'expérience depuis quelques années des limites apportées à la souveraineté d'un seul État unifié face à la mondialisation. Du côté allemand, la société, qui accepte le pluralisme et la diversité, a renoncé aux tentations autoritaires ou extrémistes. Et le pays s'est converti à un pacifisme rationnel qui guide ses relations diplomatiques et sa politique européenne.

S'il peut exister une domination allemande en Europe (par le chiffre de la population, par la force de son économie et celle de ses exportations qui la placent au premier rang mondial), l'Allemagne n'a pas le poids qu'on veut bien lui accorder en France. Surtout, depuis 1945, elle ne prétend plus en jouer dans un rapport de domination déséquilibré et agressif.

Il existe de part et d'autre une conscience partagée de la crise de son propre modèle et de celle que traverse le pays voisin : une analyse plus sereine, quelquefois froide, a remplacé les craintes et les soupçons. Puissent cette acceptation du réel (la France n'a pas intérêt à avoir une Allemagne faible), cette forme de normalisation et de standardisation des rapports franco-allemands ne pas conduire à une relative indifférence. Car la relation franco-allemande, peut-être plus que tout autre, a besoin d'enthousiasme, d'émotions et de héros.

Accolade de De Gaulle et du chancelier Konrad Adenauer après la signature du traité de l'Élysée en 1963.

© DR/DES ARCHIVES/AGIP

LE CONTREPOINT

Le deuxième volume du manuel franco-allemand (L'Europe et le monde, du congrès de Vienne à 1945, *Nathan-Klett*) *sera disponible pour les classes de première à la rentrée 2008. Pour l'occasion, les Français ont accepté de reculer d'un demi-siècle le programme officiel afin d'englober un XIXe siècle plus long mais aussi plus européen. Pour l'Allemagne, c'est en effet la fin de l'épisode napoléonien qui marque l'entrée dans l'histoire contemporaine. Le traitement et les interprétations de la Seconde Guerre mondiale n'ont pas soulevé de difficultés, ce qui a permis de faire une large place à la comparaison entre nazisme et stalinisme et à des débats historiographiques dont les manuels allemands sont friands. Quant à la Grande Guerre, l'attention s'est concentrée sur les souffrances des populations civiles, non seulement en France mais aussi en Allemagne et chez les autres belligérants, ainsi que sur les divers aspects du travail de deuil après guerre. Finalement, les véritables différences entre historiens français et allemands tiennent aux manières d'enseigner la discipline et à sa place dans l'enseignement.* **P. M.**

N° 149, novembre 1991

'1991

17 janvier : opération « Tempête du désert »
Suite à l'annexion du Koweït par l'Irak en août 1990, une coalition sous mandat de l'ONU fait reculer les troupes irakiennes.

GAMMA

Décembre : le World Wide Web est opérationnel aux États-Unis
Grâce à la « toile d'araignée mondiale », on connecte les réseaux d'Internet entre eux.

SPL-COSMOS

8 décembre : fin de l'URSS
Elle est officialisée par un communiqué commun de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine. L'URSS cède la place à la Communauté des États indépendants (CEI). Gorbatchev démissionne le 25.

P. TURNLEY-CORBIS

Sur Jésus on dispose maintenant d'une somme qui est aussi un modèle de méthode.

Et Jésus dans tout ça ?

Par **Maurice Sartre**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Maurice Sartre est spécialiste de la Syrie antique et de l'Empire romain d'Orient. Son premier article dans* L'Histoire *date de 1984.*

J.-C. PETITS-GESTE-COPALE

Pas une année sans trouver un tombeau, sans mettre au jour une découverte exceptionnelle… La vraie révélation cependant vint en 1991, avec le premier tome en anglais du livre de John Paul Meier, *Un certain Juif, Jésus. Les données de l'histoire* (deux tomes ont suivi jusqu'en 2001, aujourd'hui traduits en français, et un quatrième est attendu). Scrutant le moindre des témoignages avec un zèle jugé par certains excessif, l'auteur livre une somme irremplaçable et un modèle méthodologique, ne laissant rien hors du champ de la critique, y compris les miracles les plus improbables. Or John Paul Meier est un prêtre catholique de l'archidiocèse de New York. Preuve que la foi du croyant n'empêche pas le travail de l'historien et que les deux domaines peuvent être séparés sans dommage ni pour la science ni pour la foi.

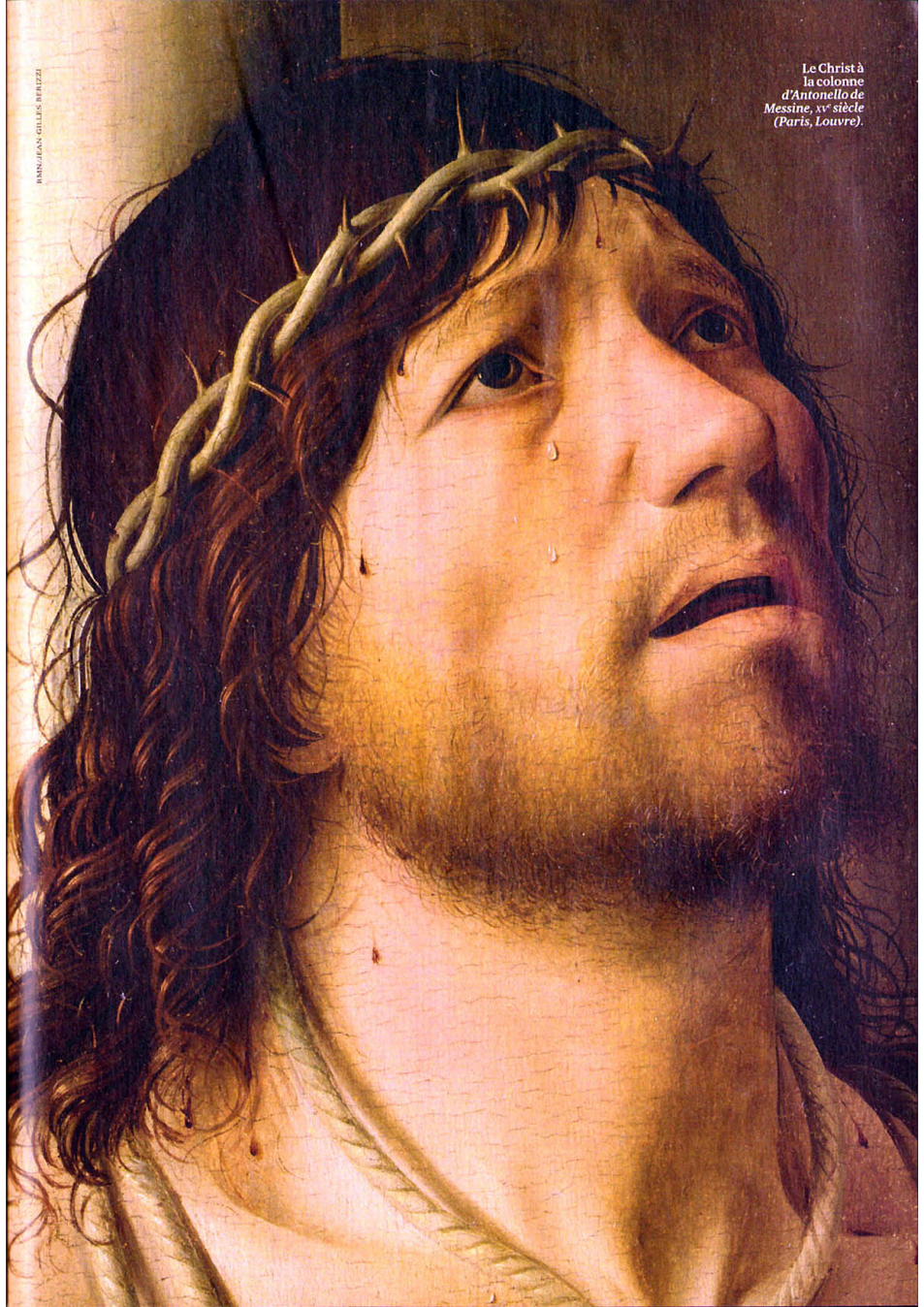
Au grand regret du pape Benoît XVI, semble-t-il. En effet, dans l'introduction du tome I de sa biographie de Jésus, publiée en 2007 – une première : jamais un pape en exercice n'avait proposé un livre sur celui qui est au cœur de sa foi –, il se place résolument dans une tradition abandonnée depuis le milieu du XX^e^ siècle : écrire une biographie qui allie les qualités de la critique historique aux exigences de la foi, c'est-à-dire concilier l'enquête scientifique avec la prise en compte de la dimension divine de Jésus. Étrange entreprise qui tente de combiner ce qui relève du rationnel – l'histoire – avec ce qui appartient au domaine de l'indémontrable – la foi en la divinité de Jésus.

Pourtant, il est un constat au moins que l'on peut partager avec le pape – le savant pour s'en réjouir, Benoît XVI pour le déplorer : les historiens, même chrétiens convaincus, ont pris toute la mesure des exigences de leur discipline et se refusent à mélanger les genres. Les trente dernières années ont, sur ce point, été décisives. Les progrès accomplis par les travaux d'historiens reposent notamment sur le refus, implicite ou explicite, de confondre science et foi, raison et conviction.

IL N'Y A PLUS DE DOUTE SUR SON EXISTENCE

Ce n'est pas une nouveauté. Bien avant la très célèbre *Vie de Jésus* (1863) où Ernest Renan se refusait à considérer Jésus comme un Dieu (il fut révoqué de sa chaire au Collège de France pour avoir qualifié Jésus d'*« homme admirable »*) et jusqu'à aujourd'hui, une lutte sans merci a opposé non seulement croyants et incroyants, mais, au sein de ce dernier groupe, partisans de l'historicité de Jésus et adversaires résolus de son existence, fût-elle strictement humaine. Ce qui a changé, ce sont les termes de l'affrontement. Depuis trente ans, beaucoup d'enjeux se sont déplacés.

Il existe bien encore quelques défenseurs de l'idée que Jésus n'est qu'un mythe, une allégorie instrumentalisée par les premiers membres de la



RMN/JEAN-GILLES BERIZZI

Le Christ à la colonne *d'Antonello de Messine, XVe siècle (Paris, Louvre).*

'1991

R. QUELOZ/FOCUS-COSMOS

Portrait d'Hibernatus en jeune homme

Trouvé par accident dans un glacier du Tyrol à 3 200 m d'altitude, l'homme était momifié, avec ses vêtements et son équipement. Pratiquée quatre ans plus tard, l'analyse de son ADN par des biologistes munichois a permis de vérifier qu'il a vécu à l'Age du bronze, voici cinq mille ans. En exploitant des techniques radiographiques, des chercheurs suisses ont établi en 2007 qu'il est mort d'une hémorragie causée par une flèche. La blessure l'a fait chuter au fond d'une crevasse. C'était un homme de 45 ans. Il mesurait 1,60 m, avait les yeux bleus et les cheveux bruns, longs et bouclés. Il était barbu et arborait de nombreux tatouages. Vêtu de fourrures, d'un bonnet en cuir et de chaussures, il avait avec lui une hache, un arc et douze flèches. **O. P.-V.**

RIA-NOVOSTI

Archives secrètes ?

Contrairement à une opinion commune, il n'y a jamais eu d'ouverture des archives après la chute de l'URSS, ni de re-fermeture de celles-ci depuis. Après une période de vide juridique (1991-1992) au cours de laquelle des documents « sensibles » ont été déclassifiés (par exemple sur le massacre par les Soviétiques, en 1940, de plus de 20 000 Polonaises à Katyn), une législation, semblable à celle qui existe dans la plupart des pays, a été mise en place. Elle prévoit une déclassification progressive des documents. Mais la loi est rarement appliquée et un grand nombre de fonds restent inaccessibles : archives du FSB (ex-KGB), archives dites « présidentielles », regroupant les fonds des plus hautes instances du Parti (Politburo)… **N. W.**

CARRAVALLET/ROGER-VIOLLET

Napoléon III réhabilité

Longtemps campé en dictateur taciturne, « Napoléon le Petit » bénéficie depuis les années 1990 de la bienveillance des historiens. Dans son Louis Napoléon le Grand *(1990), Philippe Séguin souligne la filiation entre gaullisme et bonapartisme.* **G. S.**

secte chrétienne (par exemple Michel Onfray), mais il s'agit de philosophes qui spéculent et on peut considérer qu'aujourd'hui ce débat est largement dépassé dans les milieux scientifiques. Les doutes sur l'existence de Jésus ne sont pas davantage fondés que ceux que l'on pourrait formuler à propos de nombre de personnages de l'Antiquité.

Un mouvement existe même pour réintroduire dans le débat les rares textes non chrétiens qui semblent justifier l'historicité de Jésus, et notamment le passage des *Antiquités juives* de Flavius Josèphe (XVIII, 63-64), appelé *Testimonium Flavianum* dont on ne possède que des copies et qui a longtemps été tenu pour apocryphe. Quel que soit le texte primitif de Josèphe – impossible à reconstituer –, on peut considérer comme certain, notamment grâce à l'enquête très minutieuse de Serge Bardet (Éditions du Cerf, 2002), que Flavius Josèphe mentionnait Jésus comme l'un des prétendus prophètes ou messies de son temps. En somme, la question de l'historicité n'agite plus guère que des non-historiens et relève donc bien davantage du débat idéologique que de la controverse scientifique.

La nouveauté la plus marquante réside sans doute dans une connaissance de plus en plus précise de ce qu'était la Palestine au temps de Jésus

QUE RETENIR DES ÉVANGILES ?

Un autre point traditionnel d'achoppement de l'histoire de Jésus est de savoir ce qu'il faut retenir des Évangiles. Comment concilier les informations contradictoires puisées dans ceux de Matthieu, Marc et Luc (les Évangiles synoptiques) ? Il y a bien là encore une arrière-garde fondamentaliste argumentant sans relâche pour défendre une chronologie nouvelle de la naissance de Jésus et de la mort d'Hérode, avec pour seul but de sauver le témoignage de l'Évangile de Luc qui établit une concordance entre la naissance de Jésus à Bethléem et un recensement ordonné par les Romains.

Une affirmation impossible à tenir sauf à triturer les textes et à considérer comme nulles et non avenues les pratiques administratives romaines les mieux établies : l'accord existe entre les historiens pour dire que Jésus est né vers 5-4 av. J.-C. (Hérode étant mort en 4 av. J.-C.) alors que le premier recensement romain en Judée (et non pas en Galilée, ce qui signifie que la famille de Jésus n'est pas concernée) remonte à 6 de notre ère. Les exégètes chrétiens expliquent très bien cette erreur par l'insertion tardive de ce détail à des fins purement théologiques ; elle ne jette pas de doute sur l'historicité de Jésus. Ce qui n'empêche pas les fondamentalistes de défendre coûte que coûte le renseignement donné par Luc pour sauver l'indéfendable.

De leur côté, les historiens non chrétiens ont renoncé à utiliser les contradictions des textes pour leur dénier toute valeur ; ils considèrent au contraire que ces contradictions elles-mêmes doi-

vent être expliquées. Comme toute autre source, la littérature chrétienne primitive doit être replacée dans son contexte pour en mettre en évidence l'intérêt et les limites. Car l'enjeu principal, certes pas nouveau lui non plus mais qui a pris un essor inédit, reste bien de cerner le Jésus historique. En commençant par mieux comprendre dans quel milieu il vivait.

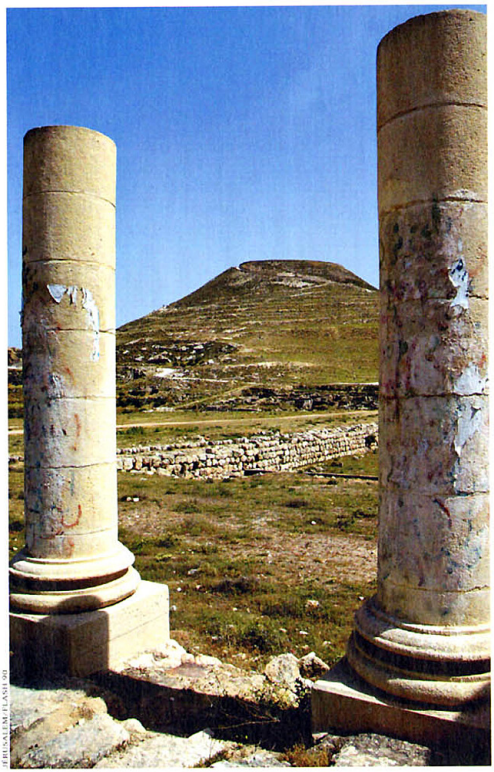
UNE PROVINCE DE L'EMPIRE ROMAIN

La nouveauté la plus marquante des trente dernières années réside sans doute en effet dans une connaissance de plus en plus précise de ce que fut la Palestine au temps de Jésus. Entre l'époque de la révolte des Maccabées (169-160 av. J.-C.), famille originaire de Judée qui prit la tête de la révolte des Juifs pieux contre les tentatives d'hellénisation, et la seconde grande révolte juive menée par Bar Kokhba contre les Romains entre 132 et 135 ap. J.-C., l'histoire de la Judée a été d'une part réinsérée dans l'histoire du Proche-Orient hellénisé, d'autre part « sécularisée ».

On n'écrit plus l'histoire de la Judée au temps de Jésus dans la seule perspective de comprendre les débuts du christianisme, mais comme celle d'une province de l'Empire romain. Exégètes du Nouveau Testament et spécialistes du christianisme primitif ont dû cesser de considérer la Judée comme un monde à part (ce qui ne revient pas à nier ses spécificités), de même qu'ils ont mieux mesuré l'importance cruciale des crises du judaïsme pour comprendre le milieu où naît, s'éduque, prêche et meurt Jésus.

Dans la longue quête du Jésus historique, les travaux essentiels n'ont pas manqué depuis trente ans comme en témoignent les ouvrages particulièrement stimulants de Daniel Marguerat, Enrico Novelli, Jean-Michel Poffet (par exemple *Jésus de Nazareth. Nouvelles approches d'une énigme*, 1998), de l'historien allemand Gerd Theissen sur le milieu judéen (*Histoire sociale du christianisme primitif : Jésus, Paul, Jean*, 1996), ou des enquêtes monumentales de savants américains comme Raymond Brown (1994, traduit en français en 2005 : *La Mort du Messie. Encyclopédie de la passion du Christ*). En réinsérant Jésus dans son milieu social et culturel, en mettant en évidence une certaine banalité des mouvements messianiques et eschatologiques dans la Judée du début du Ier siècle de notre ère, les historiens se sont donné les moyens de mieux comprendre sa personnalité sans pour autant banaliser son discours ni ses actes.

C'est ainsi que l'on peut voir aujourd'hui un prêtre catholique comme John Paul Meier soutenir qu'il est tout à fait probable que Jésus ait eu des frères et des sœurs, et qu'il a pu être marié. Ce que l'auteur du *Da Vinci Code* voudrait faire passer pour des « révélations » iconoclastes voire sacrilèges pour attirer le chaland n'étaient déjà plus que de banales évidences pour nombre d'historiens, y compris chrétiens !



Le site d'Hérodion, une colline à quelques kilomètres de Jérusalem où a été découvert en 2007 la tombe du roi Hérode.

LE CONTREPOINT

En 2006, l'*Évangile de Judas*, *un manuscrit du IIIe siècle découvert en Égypte, est publié par Flammarion. Sans connaître le contenu de ce texte mutilé et obscur, la presse multiplie les titres accrocheurs : n'allait-on pas vers une réhabilitation de Judas ? La foi et l'Église n'allaient-elles pas en sortir ébranlées ?*

Rien de si novateur pourtant. Traduction copte d'un original grec rédigé probablement au IIe siècle, ce texte ne fait que rappeler la vision particulière de Judas que partageaient les chrétiens gnostiques d'Égypte. Il est constitué d'une série d'entretiens entre Jésus et ses douze apôtres d'abord, puis devant l'incompréhension de ceux-ci, avec le seul Judas érigé en disciple d'exception.

A l'opposé de son image classique de traître vénal, Judas apparaît comme le dépositaire de la parole occulte du Christ, seule voie d'accès au salut pour les gnostiques.

Maurice Sartre
L'Histoire n° 315, décembre 2006

N° 186, mars 1995

'1992

Avec la création de l'Historial de Péronne, une nouvelle histoire de la Grande Guerre est née.

Pourquoi les hommes font-ils la guerre ?

TURPIN ZEBAR/GAMMA

9 février : l'état d'urgence est décrété en Algérie après la victoire électorale du FIS. *La guerre civile commence.*

ALAIN BUU/GAMMA

20 septembre : 51 % des Français approuvent le traité de Maastricht *C'est la naissance de l'Union européenne.*

GAMMA

3 novembre : Bill Clinton président des États-Unis *Le démocrate sera réélu en 1996.*

Par **Bruno Cabanes**

En 1988, dans un colloque organisé à Nanterre sur « Les sociétés européennes et la guerre de 1914-1918 », Jean-Jacques Becker dessinait les grandes lignes des recherches à venir sur la Première Guerre mondiale : « *En définitive, l'histoire de la Grande Guerre est inséparable de celle des "cultures" des peuples concernés.* […] [Ce sont elles, peut-être, qui] *pourront nous fournir l'explication du grand mystère, du seul qui n'ait jamais encore été véritablement percé : pourquoi les peuples les plus avancés matériellement de la planète ont-ils accepté jusqu'au bout de participer à cet extraordinaire drame, dont le monde à vrai dire ne s'est jamais remis ?* »

Après l'étude du déroulement militaire et diplomatique du conflit, commencée dès les années 1920, puis les grandes thèses des années 1970 sur l'histoire sociale de la guerre et sur les opinions publiques, l'accent est désormais mis sur les « cultures de guerre ». Une approche qu'incarne l'Historial de la Grande Guerre, inauguré à l'été 1992 à Péronne dans l'ancien quartier général allemand de la bataille de la Somme (1916).

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Bruno Cabanes est maître de conférences à l'université Yale (États-Unis). Il a notamment publié* La Victoire endeuillée *(Le Seuil, 2004). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1995.*

DR

LA TROISIÈME GÉNÉRATION

Un lieu de mémoire, un musée, un centre de recherche : c'est dans cette association que tient d'abord l'originalité du projet porté, à l'origine, par le conseil général de la Somme et par un groupe d'historiens venus de plusieurs pays : Jean-Jacques Becker, Jay Winter, Gerd Krumeich, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, bientôt rejoints par d'autres. Sans le poids de la mémoire de 14-18 dans cette région dévastée par les combats, l'Historial de la Grande Guerre n'aurait jamais vu le jour. Or, justement, les années 1990 voient une nette recrudescence de l'intérêt pour la Première Guerre mondiale.

Des succès d'édition comme *Les Champs d'honneur* de Jean Rouaud (prix Goncourt 1990), *Un long dimanche de fiançailles* de Sébastien Japrisot (1991) ou *La Chambre des officiers* de Marc Dugain (1998) l'attestent : c'est toute une jeune génération de romanciers, précédés par Claude Simon et Pierre Bergougnioux, qui reviennent à la Grande Guerre comme à la source de leur histoire familiale – Jean Rouaud en souvenir de son grand-oncle Joseph, mort à l'âge de 21 ans des suites de ses blessures, Marc Dugain en hommage à son grand-père, « gueule cassée » de la guerre. Un phénomène comparable a lieu à l'étranger, par exemple en Angleterre avec les deux grands succès *Regeneration* de Pat Barker (1991) et *Birdsong* de Sebastian Faulks (1993). Le renouveau de l'historiographie est inséparable de ce tournant mémoriel qu'on associe parfois à la disparition des derniers témoins – Lazare Ponticelli, décédé le 12 mars 2008, était le dernier combattant acteur et témoin de la Grande Guerre en France – et à l'arrivée à l'âge adulte d'une troisième génération, celle

de leurs petits-enfants. Ce sont eux surtout qui viennent renouer avec une période tragique où se mêlent histoire familiale et histoire mondiale.

UNE GUERRE TOTALE

Cette nouvelle histoire de la Grande Guerre, comment la définir ? On a parfois dit qu'il s'agissait d'approcher le conflit au plus près des combattants. Mais là n'était pas la nouveauté. A dire vrai, depuis les années 1970, l'histoire de la Première Guerre mondiale avait déjà été abordée dans la perspective des simples soldats. C'est le moment où paraissaient, en 1977, la thèse de Jean-Jacques Becker sur l'opinion publique française lors de l'entrée en guerre et celle d'Antoine Prost sur les anciens combattants – pour ne prendre que deux exemples français. L'histoire culturelle du premier conflit mondial est sans doute plus ancienne encore : dès 1921, dans la *Revue de synthèse*, Marc Bloch publie un article pionnier sur les « fausses nouvelles » de la guerre.

Si la perspective initiée dans les années 1990 est neuve, c'est d'abord parce qu'elle tend à atténuer la division traditionnelle entre le monde des soldats et celui des civils, pour explorer ce qui les unit : les « cultures de guerre ». Ce qui intéresse maintenant les historiens, c'est d'exhumer les mécanismes de mobilisation et de démobilisation à l'œuvre durant la guerre, aussi bien sur le front qu'à l'arrière.

Les recherches récentes montrent bien comment le premier conflit mondial trouve sa source dans les violences de guerre de la fin du XIXe siècle : guerre des Boers (1899-1902), guerre russo-japonaise (1904-1905), conflits balkaniques (1912-1913). En comparaison, la Grande Guerre marque toutefois le franchissement d'un seuil de violence, comme l'affirment les historiens depuis une vingtaine d'années, sans qu'il soit d'ailleurs aisé de définir précisément cette notion.

Violence des combats tout d'abord, qu'une nouvelle « histoire militaire », plus attentive au saccage des corps et à la prise en charge médicale des combattants, s'efforce de restituer dans leur globalité. Violence contre les populations civiles, massacrées lors des invasions, soumises au blocus, frappées par les bombardements, exterminées lors du génocide arménien. Violence des images et des mots également, dont l'historiographie actuelle inventorie soigneusement les thématiques, comme la sacralisation du combat national et la déshumanisation de l'ennemi.

Ainsi, à la suite des travaux de John Horne et Alan Kramer en 2001, il apparaît clairement désormais que les exactions commises par les troupes d'invasion à l'été 1914 – connues sous l'expression « atrocités allemandes » – sont une réponse d'une violence inouïe à l'agression supposée des soldats allemands par des « francs-tireurs » belges et qu'elles ont été elles-mêmes déterminantes dans la mobilisation des opinions alliées, pendant presque toute la guerre. « *L'expérience culturelle de la guerre totale en 1914-1918 peut constituer une objection de* »

« La guerre de 1914 est une objection de taille pour les tenants de la régression de la violence dans les sociétés européennes » (Stéphane Audoin-Rouzeau)

DEGEORGE/ROGER-VIOLLET

Une tranchée dans la Marne en 1915. Par sa durée, son ampleur et sa brutalité, la Grande Guerre précipite la fin d'un monde.

'1992

ALAIN BUU/GAMMA

Comment la culture vint à la télé

Arte naît d'une volonté politique : celle du président François Mitterrand et du chancelier Helmut Kohl, décidant de concert, en novembre 1988, de lancer une chaîne franco-allemande à vocation culturelle et européenne. Celle-ci prend place sur le câble le 31 mai 1989, mais elle demeure réservée, à l'époque, à quelques privilégiés. Au printemps 1992, à l'instigation de Jean-Noël Jeanneney, secrétaire d'État à la Communication, le gouvernement saisit l'occasion de la déconfiture de la Cinq, organisme privé, pour attribuer à la chaîne culturelle, dénommée Arte depuis quelques mois, le réseau hertzien laissé vacant. Ainsi s'enrichit sur les ondes l'offre de programmes de qualité – en particulier de documentaires historiques. Ainsi est affirmée la contribution de la télévision à la vie culturelle du pays. ***O. G.***

ANTONIO RIBEIRO/GAMMA

Rio : la nouvelle histoire de la Terre

Le deuxième sommet de la Terre qui se tint à Rio de Janeiro en juin 1992 sous l'égide de l'ONU rassembla dirigeants mondiaux et 1 500 ONG pour un programme ambitieux de lutte mondiale contre les changements climatiques, pour la protection de la diversité biologique et l'élimination des produits toxiques dangereux. Placer les questions écologiques au rang de préoccupations internationales était chose nouvelle. L'histoire a accompagné cette prise de conscience. L'Histoire du climat depuis l'an mil *d'Emmanuel Le Roy Ladurie date de 1966. Pierre Alexandre donne en 1987* Le Climat en Europe au Moyen Age. *Quant aux catastrophes naturelles, elles deviennent à leur tour objet d'histoire à partir des années 1990. En 1991, dans la revue* Sources, *l'historien Serge Briffaut peut écrire :* « La catastrophe naturelle ponctue l'histoire des sociétés ; phénomène d'interface, elle nous parle avant tout d'un dialogue entre un système social et un écosystème. » ***J. B.***

DR

Tous des monstres ?

Christopher Browning a analysé les motivations d'un bataillon hambourgeois de la police chargé en 1942 de mettre en œuvre la Solution finale par fusillade en Pologne. Surprise : ces hommes n'étaient pas spécialement antisémites ni préparés à tuer des civils désarmés. ***É.H.***

taille pour les tenants du recul irréversible de la violence dans les sociétés européennes », conclut Stéphane Audoin-Rouzeau.

LA BRUTALISATION DES SOCIÉTÉS

Entre le « procès de civilisation » de Norbert Élias et la « brutalisation » de George Mosse, les historiens de la Grande Guerre se rangent clairement derrière le second, dont l'œuvre majeure, *Fallen Soldiers*, parue en 1990, consacre le premier conflit mondial comme la matrice de la violence extrême du XX^e^ siècle et de ses totalitarismes.

Ces travaux ont conduit à réévaluer l'empreinte de la Grande Guerre sur l'ensemble du siècle : industrialisation des massacres et indifférence accrue à la vie humaine, essor de la mort de masse et mutation des formes du deuil, totalisation du conflit et participation de l'ensemble des sociétés, femmes et enfants compris, à l'effort de guerre. C'est la Première Guerre mondiale qui fait basculer l'Europe moderne dans l'ère des génocides, voit l'essor de la question des réfugiés, invente le « soldat inconnu ». La lente déprise de la violence initiée dans les années 1920 – cette « démobilisation culturelle » qui constitue un champ de recherche particulièrement fructueux depuis quelques années – est une parenthèse vite refermée.

La Grande Guerre a fait basculer l'Europe moderne dans l'ère des génocides, de la mort de masse et de la guerre totale

ILLUSTRATION

CONTRAINTE OU CONSENTEMENT ?

Le conflit lui-même a suscité des débats nouveaux, notamment sur le degré d'intériorisation par les combattants des « cultures de guerre » produites pendant le conflit. En découle une opposition entre les historiens qui soulignent le « consentement » à la guerre et ceux qui mettent en avant les « contraintes » disciplinaires pesant sur les soldats. En somme, deux interprétations opposées d'un même problème central : pourquoi les combattants ont-ils tenu si longtemps ?

Si légitime soit-il dans la perspective d'une étude des modalités de l'engagement et des rapports d'autorité, ce débat s'est changé en polémique franco-française sur le patriotisme des Français en 14-18 et leur rapport à l'autorité militaire. A l'étranger, son impact est resté d'ailleurs très limité. Là-bas, les regards se portent surtout sur le front oriental, sur le front balkanique, sur la guerre hors d'Europe : des espaces sur lesquels nos connaissances demeurent, en l'état, assez limitées.

De manière plus générale, les historiens des années 1990 se donnaient pour objectif d'écrire

Carte postale de 1914. On mesure mieux aujourd'hui la souffrance des civils lors de la Grande Guerre. Page de gauche : réfugiés arméniens en 1915 près de Port-Saïd.

N° 225, octobre 1998

une véritable histoire comparée du premier conflit mondial. L'historial de Péronne en tire l'une de ses originalités : on a choisi d'y présenter ensemble les objets français, allemands et anglo-saxons. Pour autant, l'histoire du premier conflit mondial reste largement ancrée dans des histoires nationales, dans des lieux de mémoire nationaux. La véritable histoire globale de la Grande Guerre est à venir.

L'EXTRAIT

Après la guerre, les violences militantes «se multiplièrent. *La guerre, en quelque sorte, se poursuivait. Son lexique était toujours en vigueur, ainsi que la volonté d'anéantir totalement l'adversaire. L'indifférence croissante à l'égard de la mort de masse est un signe de cette brutalité, mais elle n'est pas facile à démontrer. Par exemple, le meurtre de 49 Juifs, en 1903, à Kichinev, avait provoqué un scandale international. […] Mais personne ne prêta la moindre attention (excepté les juifs eux-mêmes) aux pogroms russes de 1919 où périrent près de 6 000 Juifs. […] Les années 1914-1918 avaient donné une grande leçon de brutalité, non seulement à travers l'expérience du combat au front, mais aussi à travers les relations entre officiers et soldats, ou tout simplement, entre hommes. […] Ce que l'on a parfois appelé le processus de civilisation ne sortit pas indemne de ces tensions. »*

George L. Mosse, De la Grande Guerre au totalitarisme, *Hachette Littératures, 1999*

Ville de Vénissieux
www.ville-venissieux.fr

Médiathèque Lucie Aubrac

8 mai 2008

Commémoration du 8 mai 1945

Dénomination de la médiathèque Lucie-Aubrac

& lecture-spectacle à 11h

mise en scène par Claudia Stavisky
en partenariat avec le Théâtre des Célestins

entrée libre
04 72 21 45 54
2/4 av. Marcel -Houël

Célestins

vénissieux

On le croyait tout-puissant, à la tête d'un État centralisé. Le Roi-Soleil pratiquait en fait l'art du compromis.

Louis XIV n'est plus un roi absolu

Avril : le téléphone mobile fait son entrée sur le marché français
Aujourd'hui plus de 8 Français sur 10 en possèdent un.

M. BARET/RAPHO

13 septembre : poignée de main entre Rabin et Arafat à Washington
La rencontre officialise la reconnaissance mutuelle d'Israël et de l'OLP.

G. MERILLON/GAMMA

7 décembre : mort de Félix Houphouët-Boigny
Il dirigeait la Côte d'Ivoire depuis 1960, mais était de plus en plus contesté.

R. MELLOUL/CORBIS

Par **Joël Cornette**

« *Voilà ce que je pourrais faire ; voici ce dont je me contenterai.* » Il suffit de lire Louis XIV lui-même dans les Mémoires qu'il rédigea (ou fit rédiger) pour son fils, le Dauphin, pour prendre la mesure de la distance qui sépare le désir (ou l'utopie) politique d'un pouvoir absolu et la réalité de son application sur le terrain. En 1856, dans *L'Ancien Régime et la Révolution*, Alexis de Tocqueville écrivait que *« l'Ancien Régime est là tout entier : une règle rigide, une pratique molle. Tel est son caractère ».*

Membre du comité de la rédaction de L'Histoire, *Joël Cornette faisait paraître en 1993* Le Roi de guerre *(Payot). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1990.*

DR

Il y a trente ans, cette « règle rigide » du pouvoir louis-quatorzien régnait encore souverainement sur le territoire historiographique du grand siècle : l'histoire de l'État se confondait, en grande partie, avec l'histoire de ses institutions. Il était encore possible, héritage d'une longue tradition, jacobine et « lavissienne », de décrire le fonctionnement de l'« absolutisme » (une expression considérée comme allant de soi, et pourtant inconnue au temps du Roi-Soleil) en une suite de chapitres au déroulement attendu.

LE MODÈLE D'ERNEST LAVISSE

Véritable modèle, le *Louis XIV* d'Ernest Lavisse (1842-1922), *« instituteur national »* suivant un mot de Pierre Nora, constitue, en quelque sorte, l'archétype de cette histoire d'un absolutisme centré sur la toute-puissance de l'État à l'image de la table des matières de ce maître livre : « le gouvernement économique », « le gouvernement politique », « le gouvernement de la société », « le gouvernement de l'intelligence », « le gouvernement de la religion ». Et Lavisse ne pouvait s'empêcher d'admirer le souci de centralisation et le *« sens de l'État »* qui animaient la politique de Colbert, le Contrôleur général des Finances du Roi-Soleil (de 1665 à 1683), décrit en ministre impeccable. Cette histoire traditionnelle, devenue canonique, a longtemps été la matrice de nombre d'analyses du pouvoir politique de la France d'Ancien Régime.

Il est aujourd'hui impossible de partager cette conception d'une action effective et positive de l'État royal. C'est en effet toute l'histoire de la monarchie qui a été profondément renouvelée depuis trente ans, à tel point que nous pouvons, en 2008, nous permettre de réécrire l'histoire de l'absolutisme, notamment au moment de son affirmation la plus éclatante, la période que l'on appelle le règne « personnel » de Louis XIV, à partir de 1661. Le jeune roi a 23 ans et Mazarin, le tuteur écrasant, vient de mourir.

Si l'on voit aujourd'hui autrement l'absolutisme, c'est d'abord parce que l'on connaît mieux ce que l'historien Daniel Dessert a appelé en 1984 le système « fisco-financier ». Ce système est apparu sans doute au temps d'Henri III (1574-1589) et il s'est durci dans les années 1630, plus particulièrement en 1635, l'année de l'intervention directe

de la France dans la guerre de Trente Ans. Cette année-là, faute d'argent frais (les impôts « normaux » étaient bien trop faibles pour financer une armée monstre, démesurée par rapport à ses moyens), l'État royal a eu recours, plus que de coutume, à des financiers s'engageant à avancer au Trésor une somme fixée par avance, somme qu'ils récupéraient, augmentée d'un fort intérêt, en prélevant eux-mêmes les rentrées fiscales (gabelle, aides, taille...). Ce nouveau système, une fois mis en place, n'a cessé de se fortifier.

LA DÉVORANTE « POMPE AUX FINANCES »

Pour alimenter la dévorante « pompe aux finances », les financiers ont eu recours à la « bonne société » du royaume, tous ordres confondus : des bourgeois, des nobles, et même des gens d'Église, souvent dissimulés sous un voile opaque de prête-noms et d'hommes de paille. Comme l'explique Françoise Bayard (*Le Monde des financiers au XVII^e siècle*, Flammarion, 1988), par l'intermédiaire des financiers, « *l'État réussit ce tour de force inouï de faire payer volontairement les riches* », même s'il est vrai que cette participation volontaire leur a permis de récupérer généralement leur capital tout en faisant de beaux profits.

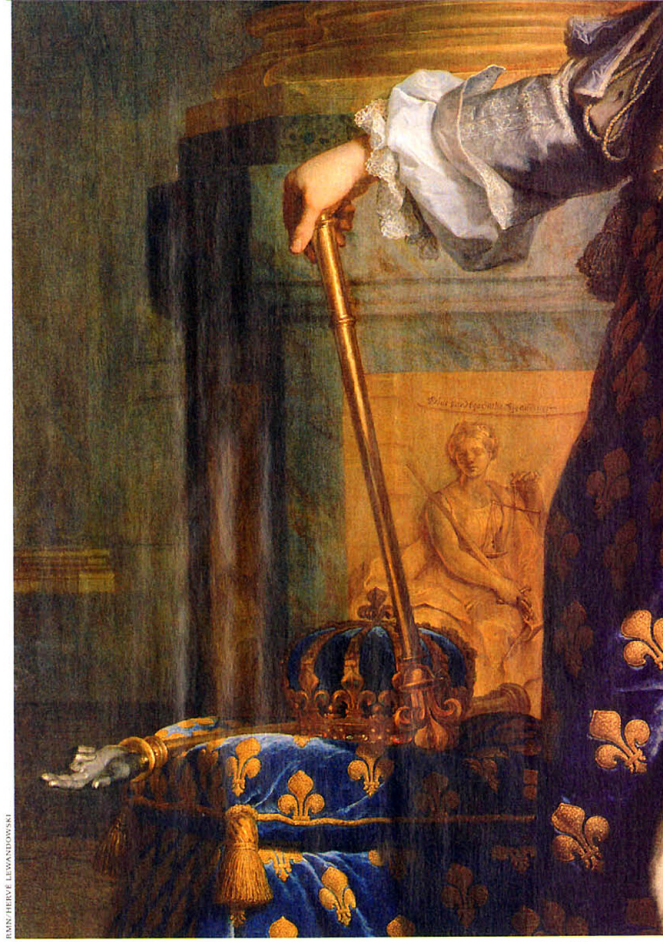
Voilà, en tout cas, qui change radicalement notre manière d'envisager le fonctionnement de l'absolutisme : en apparence, Louis XIV a bien domestiqué la noblesse et, à l'issue de la grande révolte nobiliaire et parlementaire de la Fronde (1648-1652), réduit à l'obéissance les villes, les provinces et les élites du royaume. En fait, il continue d'en dépendre totalement puisque la plupart des grandes et moins grandes fortunes ont placé une part de leurs intérêts dans le devenir de la monarchie : leur destin mutuel est ainsi lié, comme dans le Languedoc des années 1670, dans une « joyeuse collaboration ». Nous savons en effet que les classes dirigeantes de Toulouse et des principales villes de la province, c'est-à-dire les officiers de finances, les financiers et derrière eux les prêteurs, les membres des États, récupéraient à leur profit près de 40 % du produit de l'impôt « direct ».

Fondement de l'absolutisme, la « réduction à l'obéissance » fut en fait une servitude volontaire, et intéressée, qui liait les fortunes privées au devenir de l'État

Fondement et matrice de l'absolutisme, la « réduction à l'obéissance » fut donc en fait une servitude totalement volontaire et particulièrement intéressée, qui liait les fortunes privées au devenir de l'État royal.

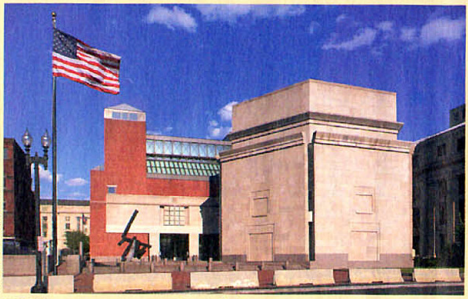
LA RECHERCHE DU CONSENSUS

L'histoire administrative, elle aussi, a été considérablement modifiée. Loin d'une histoire figée des institutions qui décrirait un État abstrait en ne s'attachant qu'à la lettre des ordonnances et des édits, de nombreuses études ont centré l'analyse sur le fonctionnement et les pratiques de la



RMN/HERVÉ LEWANDOWSKI

Le sceptre à fleur de lis, la main de justice et la couronne impériale : autant d'emblèmes de l'absolutisme, représentés par Hyacinthe Rigaud sur ce portrait officiel de Louis XIV (détail, 1701, Paris, Louvre).



JAMES P. BLAIR/CORBIS

L'Holocauste a son mémorial
Le 22 avril, Bill Clinton inaugure à Washington, sur le Mall, le musée-mémorial de l'Holocauste. L'émotion considérable suscitée par la diffusion du feuilleton Holocauste *avait incité en novembre 1978 le président Carter a créer une commission présidée par l'écrivain Elie Wiesel, survivant d'Auschwitz et prix Nobel de la paix. Elle suggéra l'érection d'un mémorial fédéral, ce que le Congrès accepta à l'unanimité en 1980. Doté de moyens considérables, le mémorial est non seulement un musée, avec une exposition permanente, mais aussi un centre de formation et de recherche. Il a élargi son propos en s'intéressant à tous les génocides et prétend aider à les prévenir.* **A. W.**

LOUIS MONIER/GAMMA

Bourdieu best-seller
Avec La Misère du monde, *le sociologue signe un best-seller inattendu, qui l'installe comme l'intellectuel pourfendeur de l'injustice sociale. A partir d'entretiens, l'ouvrage dépeint non la pauvreté, mais la souffrance sociale des employés, policiers ou instituteurs.* **P. B.**

Vendée-Vengé ?
Le bicentenaire de la guerre de Vendée provoque, outre des cérémonies commémoratives, le retour aux interprétations militantes. Il est vrai que, par son caractère de résistance ouverte à la Révolution, elle se prête à ces excès. Les hostilités avaient été ouvertes dès 1985 avec la thèse soutenue par Reynald Secher, ardemment appuyé par Pierre Chaunu. Il employait le terme de « génocide » à propos des violences commises par les troupes républicaines sur le territoire vendéen en révolte depuis l'application de la levée en masse de mars 1793. La polémique a eu la vertu de fixer le bilan de cet épisode terrible : 170 000 morts environs (Blancs et Bleus confondus). Et d'établir que le terme de « génocide » pour désigner cette guerre civile est historiquement injustifié. **F. L.**

CHOLET. DAGLI ORTI/THE ART ARCHIVE

machine administrative. Sont ainsi mis en lumière les rapports « réels » entre gouvernants et gouvernés, entre roi et sujets, entre Paris et provinces, entre capitale et périphéries, entre centralisation et décentralisation.

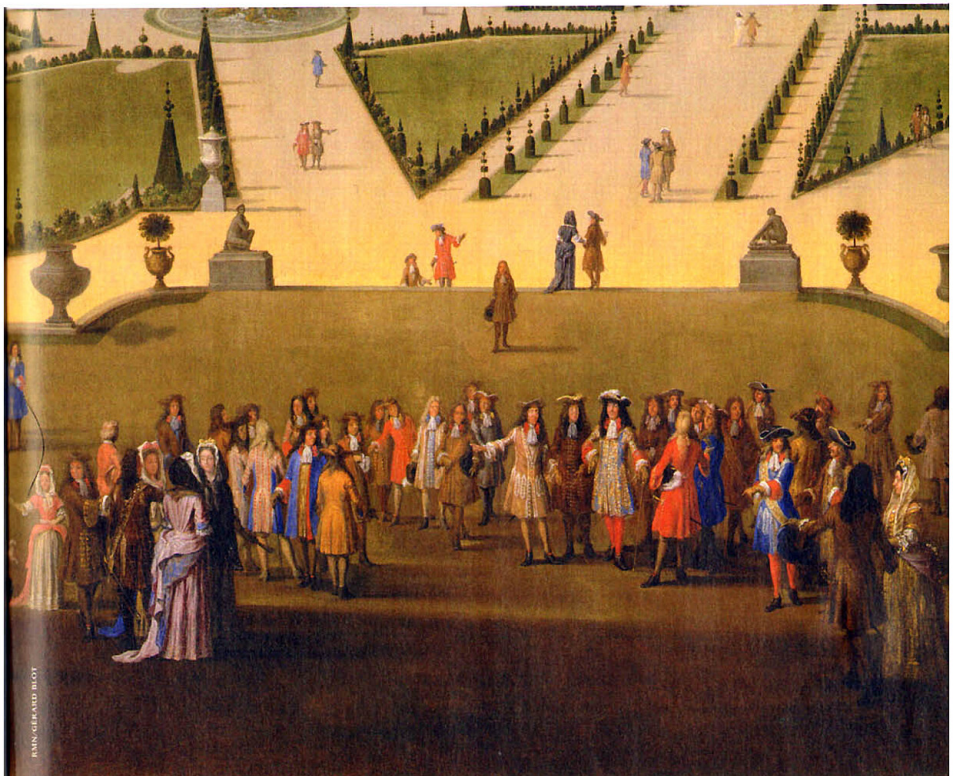
Gravitant autour des ministres de Louis XIV (Colbert, Louvois, Pontchartrain…), tout un monde composite d'administrateurs, de marins, de financiers, de robins, de gens de lettres, d'hommes de science, travaillent dans l'orbite et l'ombre de ministres à la fois protecteurs et possessifs : « *cet homme est à moi* » est une expression qui revient souvent dans leur correspondance.

Le fonctionnement de l'État royal ne gagne donc rien à être trop « contemporanisé ». La monarchie louis-quatorzienne n'est pas vraiment une « monarchie administrative ». Ce sont tous ces réseaux imbriqués de parentèles, de clientèles et d'amitiés entremêlées, des relations hiérarchiques d'homme à homme héritières de l'âge féodal, qui ont garanti la continuité de l'État et l'application concrète, sur le terrain, des décisions du roi. Sur le terrain, précisément, en Franche-Comté, par exemple, une province conquise par les armes (1668 et surtout 1674) devenue la généralité de Besançon, la recherche d'un consensus est restée une constante de l'action des intendants (les représentants directs du roi dans les provinces dotés de pouvoirs supérieurs à ceux des officiers du lieu) : la monarchie a été avant tout une monarchie contractuelle, souple, en recherche permanente de compromis, d'équilibre entre le pouvoir local et le pouvoir central. Beaucoup de subdélégués, choisis par les intendants, étaient issus de familles locales déjà bien établies ; leur charge se transmettait de génération en génération. L'intendant dans ses différentes fonctions cherchait l'entente avec les sujets du roi. Il défendait souvent les intérêts des habitants de sa généralité, quand il intervenait, par exemple, contre des pressions trop fortes des receveurs.

Colbert ou Louvois sont des ministres protecteurs et possessifs qui n'hésitent pas à dire : « cet homme est à moi »

LA NOBLESSE N'A PAS ÉTÉ DOMESTIQUÉE

Dans tous les cas, il fallait faire taire les mécontents, veiller à une équitable répartition de l'impôt en fonction des facultés contributives de chaque communauté, assurer la subsistance alimentaire dans une économie agricole toujours fragile, rallier les élites par des postes et des faveurs, stimuler le commerce et l'activité industrielle en facilitant le développement des forges, régler, par la négociation plus que par le conflit ou la répression, tous les différends, en laissant notamment au Parlement une large autonomie de décision et de réglementation. A terme, ce qui est en jeu dans cette pratique de terrain, c'est une réduction progressive, paisible et consentie, à l'obéissance. Nous sommes très loin, on le voit, d'un prétendu absolutisme « louis-quatorzien » dont l'autorité et la brutalité



RMN/GERARD BLOT

Les Jardins de Versailles *par Étienne Allegrain au XVII^e siècle. On sait aujourd'hui que Louis XIV n'a pas régné sur une cour centralisée. (château de Versailles et de Trianon).*

L'EXTRAIT

*« **Un roi qui parlait de cette hauteur,** mais avec cette modération et cette bonne grâce obtenait de tous l'obéissance, l'exactitude et le zèle. Il n'y a pas de doute que c'est Louis XIV qui, pendant tout son règne, a gouverné la France. La médiocrité de son esprit fut tributaire du génie de ses serviteurs, mais ceux-ci ne furent si laborieux, que parce qu'un roi animait le travail et qu'il y présidait en s'y intéressant avec une persévérance inlassable. […] La puissance du Roi s'épanouit en une personne vraiment royale, l'autorité se concentre en une seule main, redoutée, en même temps aimée, bientôt presque adorée. Elle est servie par de grands ministres, par des conseils laborieux et par des agents dressés et dociles […]. Il semble donc qu'il ait été possible à ce moment-là d'achever l'œuvre monarchique depuis si longtemps commencée. »*

Ernest Lavisse*, Louis XIV, *Hachette, 1911

se seraient imposées aux provinces, par la force.

Quant à la noblesse prétendument « domestiquée », nous savons bien à présent que le fonctionnement du système de recommandations et d'influences, qui traverse l'ensemble des élites sociales et politiques, révèle une réalité bien différente de l'image traditionnelle d'un « système de cour » centralisé, dominé par un roi dispensateur unique des faveurs et des bienfaits. Les pratiques clientélaires maintenues, par exemple autour de la maison du prince de Condé, démontrent l'existence de réseaux de fidélité et de circuits d'influence complexes et souterrains, régis par des principes de réciprocité caractéristiques des relations de patronage. Ce clientélisme ne fut nullement éradiqué par l'État « louis-quatorzien », ni par celui de ses successeurs, Louis XV et Louis XVI.

Une conclusion aussi simple qu'inattendue s'impose à la lecture de toutes ces études neuves : Louis XIV n'est plus un roi absolu !

N° 165, avril 1993

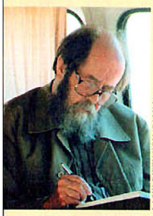
'1994

7 avril : début du génocide au Rwanda
En trois mois, près d'un million de Tutsi sont massacrés.

EPA/CORBIS

6 mai : inauguration du tunnel sous la Manche
Il est ouvert par la reine Élisabeth II et le président Mitterrand.

GAMMA



LAURET DIFFUSION/GAMMA

21 juillet : retour d'Alexandre Soljenitsyne à Moscou
Le romancier russe vivait exilé aux États-Unis depuis vingt ans.

Une exposition a mis sur le devant de la scène une histoire longtemps restée taboue.

Esclaves, les chaînes se brisent

Par **Olivier Pétré-Grenouilleau**

Le 5 février 1994, l'exposition intitulée « Les anneaux de la mémoire » ferme ses portes à Nantes. Depuis le 5 décembre 1992 et pendant quatorze mois, 300 000 personnes sont venues la visiter. Une page de l'histoire nantaise se tourne. Dans la ville qui fut au XVIII[e] siècle la capitale française de la traite négrière, le sujet était en effet devenu pratiquement tabou. En 1994, avec les 200 ans de la première abolition française de l'esclavage (par la Convention), la France entre dans l'ère de la commémoration.

Mais plus de commémoration ne veut pas forcément dire plus d'histoire. Chacun recherche ce qui l'intéresse, et rejette le reste : l'histoire n'est plus conçue que de manière instrumentale, en fonction des besoins du présent. D'où de brusques et inattendus retournements. C'est ainsi que fleurissent les publications sur des trafics dont on ne semblait pas devoir parler. Notamment les traites « orientales » (que l'on appelle encore parfois à tort « musulmanes », comme si la religion, et non l'intérêt, en avait été le moteur), qui alimentèrent en esclaves noirs le monde musulman. Des traites dont on enfle maintenant parfois l'ampleur, passant du tabou à la stigmatisation. Comme si les « anneaux de la mémoire » devaient indéfiniment s'entrechoquer, les chaînes se défaire pour se reformer autrement.

Et pourtant, les connaissances sur le sujet ont, depuis une trentaine d'années, fait un bond spectaculaire. Du point de vue quantitatif – celui qui fit, le premier, l'objet de toutes les attentions –, on est ainsi passé d'évaluations peu sûres à des dénombrements et à des études systématiques. C'est le cas de la question des profits de la traite atlantique, qui s'élèvèrent, en moyenne annuelle, entre 4 % et 10 % pour les armateurs européens.

Olivier Pétré-Grenouilleau vient de publier L'Histoire de l'esclavage *(Plon). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1997.*

C. HÉLIE/GALLIMARD

LES CHIFFRES DE LA TRAITE NÉGRIÈRE

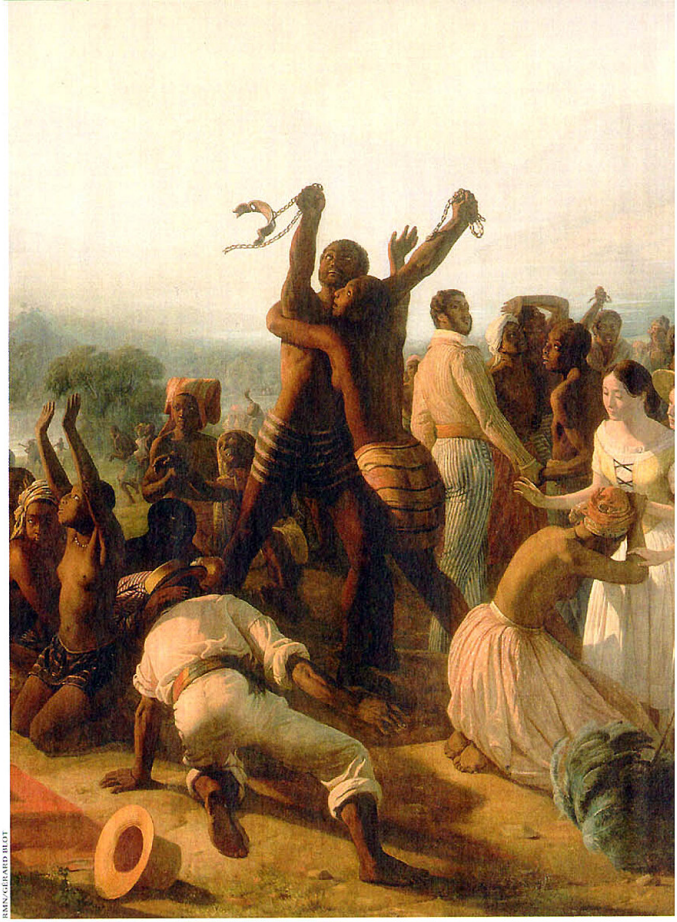
Sur le plan démographique, on sait maintenant qu'environ 11 millions d'Africains furent déportés par la traite atlantique entre le milieu du XV[e] siècle et le milieu du XIX[e]. C'est d'abord vers le Portugal et certaines îles, comme Madère et Sao Tomé (les premiers centres atlantiques dédiés à la production de sucre à l'aide du travail servile), que furent déportés les Africains de la traite occidentale, avant que le Brésil (XVI[e] siècle) et les Caraïbes (à partir du XVII[e]) ne s'orientent à leur tour vers le système de la grande plantation. Grâce à de nombreuses monographies, on peut scruter l'évolution du trafic à des niveaux régionaux (entre telle région africaine et telle région américaine), voire locaux.

Sans bénéficier d'autant de sources et d'autant d'intérêt de la part des chercheurs, notre connaissance des traites orientales a également progressé. En 1967, Tadeusz Lewicki indiquait qu'entre 12 et 19 millions d'esclaves noirs auraient transité par le seul marché égyptien durant le XVI[e] siècle.

Vingt ans plus tard, grâce à de nombreux recoupements, Ralph Austen estime que les différentes traites orientales (transsahariennes et à l'est du continent) ont, au total, conduit à la déportation d'environ 17 millions de personnes, entre le VII[e] siècle et le début du XX[e]. Estimation encore du niveau de l'ordre de grandeur, mais, elle aussi, considérablement affinée. Seules les traites internes à l'Afrique noire restent peu étudiées, à l'exception de celles précédant de peu l'ère coloniale.

Aussi doit-on désormais parler de traites au pluriel. De traites diverses, vers les Amériques, l'océan Indien, le monde musulman et l'Afrique noire, qui ne se résument pas à l'idée du « triangle » atlantique. Serge Daget, le grand spécialiste du sujet en France, publiait dès 1985 un ouvrage intitulé les *Traites négrières en Afrique*. Cette idée est aujourd'hui bien établie.

Ce chantier quantitatif n'est nullement achevé. Il continue de susciter des recherches. Et alimentera sans doute toujours des controverses. Parfois inutiles et même dommageables lorsque, par exemple, on utilise les données avancées par les historiens afin de se demander quelle traite serait la plus condamnable, oubliant que toute traite l'est évidemment, au-delà de l'analyse chiffrée. Malgré son dynamisme, le champ des études quantitatives est cependant amené à marquer le pas. Ou, du moins, à être concurrencé par d'autres domaines de recherche. Bien menée, l'analyse chiffrée conduit en effet, d'elle-même, à poser de nouvelles questions.



RMN-GRAND PALAIS

Détail de L'Abolition de l'esclavage dans les colonies françaises *de François Auguste Biard, 1849 (châteaux de Versailles et de Trianon).*

On étudie désormais l'« African Agency », c'est-à-dire le rôle joué par les Africains dans l'histoire des traites et de l'esclavage

EN AFRIQUE ET EN TERRE D'ISLAM

Une approche plus sociale et culturelle des traites négrières a permis, entre autres, le développement d'un champ de recherche nouveau, tellement important depuis quelques années qu'il est devenu quasiment autonome : celui que les Anglo-Saxons définissent autour de la notion d'« *African Agency* ». L'objet en réside dans l'étude des rôles joués par les Africains dans l'histoire des traites et de l'esclavage. Ces travaux s'intéressent aux opérations de traite à l'intérieur du continent souvent menées par des Africains, mais aussi aux révoltes sur les points d'embarquement des esclaves ou celles, mieux connues et étudiées, à bord des navires. Sans oublier, aux Amériques mêmes, la vie des esclaves, qui ont constitué des sociétés originales.

De même, plusieurs ouvrages ont récemment conduit à éclairer d'un jour nouveau le phénomène des traites et de l'esclavage en pays d'Islam. Avec son dernier ouvrage, *Le Sujet et le mamelouk*, en partie consacré à l'esclavage, Mohammed Ennaji ouvre des pistes qui peuvent stimuler la recherche francophone. Il relie l'esclavage à la manière dont le pouvoir a été conçu et représenté en terre d'Islam. Piste d'autant plus intéressante qu'on y trou-

'1994

MINISTÈRE DE LA CULTURE/DRAC LYON

Naissance de l'art à Chauvet

Le 18 décembre, trois spéléologues mettent le pied dans une grotte des gorges de l'Ardèche. Le premier à y pénétrer, Jean-Marie Chauvet, lui donnera son nom. Ils découvrent un enchaînement de salles aux dimensions de cathédrale. Le sol calcifié laisse deviner des traces de pas d'homme et même d'enfant, des crânes d'ours ont été déposés sur des rocs. Sur les parois, à la lumière de leurs torches, les spéléologues distinguent des fresques d'une qualité exceptionnelle : des lions, des chevaux, des rhinocéros… La maîtrise du trait est du niveau des plus belles découvertes. Quand les scientifiques entreprennent leur étude, sous la direction de Jean Clottes, la datation révèle que ces représentations sont vieilles de plus de 30 000 à 32 000 ans, soit 15 000 ans plus anciennes que celles de Lascaux. Dès cette époque, les artistes de la Préhistoire possédaient la maîtrise de leur art, puisant sans doute dans une tradition déjà ancienne. ***S. N.***

R. CAPA © 2001 BY C. CAPA/MAGNUM

Les 50 ans du D-Day

Le débarquement du 6 juin 1944 est loin d'avoir toujours suscité une fièvre commémorative. Le pouvoir politique ne délégua longtemps que des seconds couteaux, préférant laisser aux grands soldats le soin de célébrer l'événement. De Gaulle refusa de participer aux cérémonies de 1964, jugeant qu'Overlord avait avant tout été une opération anglo-américaine. 1984, de ce point de vue, marque un tournant. Les plus hautes personnalités, de Ronald Reagan à la reine Élisabeth, répondent à l'invitation de François Mitterrand, contribuant à médiatiser, à l'échelle de l'univers, le souvenir du D-Day. Dix ans plus tard, l'amitié franco-américaine est célébrée par Bill Clinton et François Mitterrand. Ce dernier, s'adressant à l'Allemagne, souligne que les ennemis d'hier sont réconciliés – en 2004, le chancelier Gerhard Schröder sera invité à la commémoration. ***O. W.***

Vichysto-résistant

Avec Une jeunesse française, *le journaliste Pierre Péan revient sur la jeunesse de François Mitterrand. Y est dessiné le portrait d'un homme ambigu, tour à tour étudiant nationaliste, fonctionnaire de Vichy puis résistant. Le livre en troubla plus d'un.* ***J.-B. T.***

DR

vait des esclaves dans tous les secteurs de la vie économique et sociale : les mines, la récolte des dattes, la pêche des perles, la construction et l'entretien des infrastructures d'irrigation ; mais aussi dans l'« administration », l'esclave pouvant jouer un rôle militaire et politique important. Entièrement dépendant de son maître et à l'abri donc de toute influence extérieure, il constituait le plus fidèle des fidèles, et devenait ainsi un atout dans la compétition entre les puissants. Selon Mohammed Ennaji, une filiation pourrait ainsi être établie entre les rapports maître-esclave et ceux entretenus entre le prince et le sujet.

L'ENRICHISSEMENT DE L'EUROPE

Autre thème largement renouvelé, celui des profits et de la façon dont ils ont été utilisés par les armateurs européens. Quelle a été l'influence de ces gains dans le développement économique, et notamment industriel, de l'Europe ? Pendant longtemps, on a calculé des taux de profit moyen annuels de la traite en les mettant en rapport avec l'ensemble des richesses produites par tel ou tel pays (en fait, de l'Angleterre, puisqu'on pensait que ce qui était valable pour ce pays l'était pour toute l'Europe). En oubliant qu'un gain n'est pas automatiquement et totalement investi dans le secteur productif.

Espagnols et Portugais, premiers à se lancer dans la traite, furent les derniers à connaître un décollage industriel

BRIDGEMAN GIRAUDON

Peu à peu, on s'est mis à distinguer ce qui relève de la dynamique sociale (de la réussite des négociants négriers) et ce qui renvoie à la dynamique économique plus générale (celle de l'enrichissement et du développement national). Des personnes peuvent s'enrichir sans que leur réussite individuelle constitue la cause du développement de leur pays. C'est ainsi que les Espagnols et les Portugais, les premiers parmi les Européens de l'Ouest à se lancer dans le commerce colonial et la traite, furent aussi quasiment les derniers à s'industrialiser véritablement. En France, le phénomène fut surtout sensible à partir de la monarchie de Juillet (1830-1848), à une époque où la traite métropolitaine n'existait plus. Rien de comparable avec le cas de l'Angleterre, seule puissance européenne à connaître un « décollage industriel » dès la fin du XVIII[e] siècle.

DU CÔTÉ DES ABOLITIONNISTES

L'histoire de l'abolitionnisme a, elle aussi, beaucoup évolué. Pendant longtemps, on en a cherché le moteur principal du côté des philanthropes, de l'intérêt de l'Angleterre industrielle, des motivations religieuses, de la résistance des esclaves ou encore de considérations géostratégiques. L'étude comparée des abolitionnismes, à l'échelle interna-

LE CONTREPOINT

La Grande-Bretagne aussi *cultive la mémoire de l'esclavage. Second pays (après le Danemark) à avoir aboli la traite en 1807, elle commémore ce bicentenaire en inaugurant, à Liverpool, le 23 août 2007, le Musée international de l'esclavage – première institution de ce genre. La localisation n'est pas due au hasard : Liverpool a été le premier port britannique pour le commerce négrier – ses navires ont transporté 1,5 million d'esclaves (sur les 3 millions déportés par les négriers britanniques) ; et le conseil municipal a demandé pardon en 1999 pour sa participation à la traite.*

Le parcours du musée met en avant trois aspects : la vie en Afrique de l'Ouest, avant l'arrivée des Européens ; la traversée de l'Atlantique et la vie dans les plantations américaines ; l'héritage de l'esclavage – le racisme et les discriminations dont les Noirs ont souffert, mais aussi leurs apports à la vie et à la culture des États-Unis et de l'Europe. Il s'agit là, semble-t-il, de rendre avant tout justice aux victimes des traites.

Héloïse Kolebka

tionale, permet de mieux comprendre un mouvement dont les modalités furent diverses selon les pays, tout en renvoyant, au moins dans le monde occidental, à une série d'éléments communs : l'abolitionnisme est un mouvement lourd, inséparable du processus de démocratisation de nos sociétés ainsi que de l'affirmation de l'individu capable de se mobiliser pour de grandes causes – création de sociétés abolitionnistes, pétitions, discussions parlementaires, etc.

L'histoire des traites et des esclavages constitue ainsi l'un des secteurs les plus dynamiques de la recherche. On y est passé (un peu plus tard que dans d'autres domaines de l'histoire) du primat du quantitatif et de l'économique à des approches de plus en plus diverses et complexes.

Il reste évidemment beaucoup à faire. Notamment préférer à une histoire encore trop « explicative », destinée à fournir l'impossible (à savoir des explications monocausales à des phénomènes compliqués), une histoire plus « *compréhensive* » (Max Weber), c'est-à-dire plus attentive à la manière dont les acteurs du jeu historique percevaient le monde. Il reste aussi à établir plus de liens entre recherche académique et grand public, la première ne valant que si elle est largement diffusée et partagée. Car si une société ne peut se passer ni de mémoire ni d'histoire, peut-être a-t-elle besoin de plus d'histoire pour réussir à comprendre et à dépasser les clivages hérités du passé.

N° 280, octobre 2003

Actualité d'hier, histoire d'aujourd'hui

Débat à Lille

Vendredi 23 mai à 20h

Créé par *L'Histoire* et *Le Magazine Littéraire*, un nouveau cycle de débats autour de Jean-François Kahn, proposés chaque mois dans une ville différente.

Qu'est-ce que l'Histoire, sinon l'actualité d'hier, et l'actualité sinon l'Histoire d'aujourd'hui. De même que l'actualité d'hier aurait été moins tragique si elle avait tenu compte de l'actualité d'avant-hier, de même l'Histoire d'aujourd'hui s'épargnerait, sans doute, bien des drames si elle tirait plus lucidement les leçons de l'Histoire d'hier.

Michel Winock,
professeur émérite
d'histoire contemporaine
à Sciences-Po Paris

Les acquis de Mai 68, pour le meilleur ou pour le pire ?

Avec ***Daniel Cohn-Bendit,***
journaliste
et député européen

Jean-François Kahn,
journaliste, fondateur
de *l'Evénement*
du Jeudi et de *Marianne*

Henri Guaino,
conseiller spécial
de Nicolas Sarkozy

Conception graphique : Ludovic Dufour

Avec
Marianne
l'Histoire
Le Magazine Littéraire

Au Nouveau Siècle
8 place Mendès-France
59800 Lille
Métro "Rihour"

Inscription :
www.actualitedhier.fr

Renseignements :
relations.exterieures@histoire.presse.fr

'1995

Le président Chirac reconnaît la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs.

Vichy aussi, c'est la France

Par **Jean-Pierre Azéma**

1er janvier : l'Europe à Quinze
L'Autriche, la Finlande et la Suède entrent dans l'Union.

C. ROSEBOWSKY/HOA QUI

4 novembre : assassinat de Yitzhak Rabin
Le Premier ministre israélien est abattu par un extrémiste juif.

D. TURNLEY/CORBIS

PETER TURNLEY/CORBIS

14 décembre : signature des accords de Dayton
Ils mettent fin à la première phase de la guerre civile en Yougoslavie. La Bosnie est indépendante

Le dimanche 16 juillet 1995, à 11 heures, le président Chirac, fraîchement élu, commémorait la grande rafle de juillet 1942, dite « rafle du Vél' d'Hiv », près de l'emplacement de ce vélodrome démoli en 1959, dans le XVe arrondissement de Paris. A la tribune bleutée, cernée de tricolore, sur l'esplanade ingrate qui surplombe le quai de Grenelle, près du bronze de Walter Spitzer, rescapé des camps d'extermination, représentant une famille de sept personnes accablées, il prononçait, en vingt minutes, un discours aux mots percutants, à propos de ces « *heures noires* [qui] *souillent à jamais notre histoire* » : « *Oui, la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français.* »

Jean-Pierre Azéma travaille sur la France de Vichy et sur la Résistance. Son premier article dans L'Histoire *date de 1980.*

F. MEYS-OPALE

C'était reconnaître officiellement que, si les nazis avaient programmé en zone occupée une grande rafle de Juifs étrangers, les autorités françaises en avaient été complices.

12 884 JUIFS RAFLÉS A PARIS LES 16 ET 17 JUILLET 1942

De fait, 4 500 policiers et gendarmes français, par équipes de trois, avaient quadrillé Paris et sa banlieue. Munis de fiches recopiées sur le fichier dit de la préfecture de police, ces « agents capteurs » devaient faire vite, sans commentaires inutiles. La traque d'enfants à partir de 2 ans, de femmes de moins de 55 ans et d'hommes de moins de 60 débuta le 16 juillet à 4 heures du matin dans les cris, les supplications, les coups, voire les suicides.

Le lendemain, à 17 heures, la préfecture de police comptabilisait 12 884 arrestations. Une cinquantaine d'autobus de la TRCP (l'ancêtre de la RATP) avaient, depuis les commissariats, mené au camp de Drancy les célibataires et les couples sans enfant de moins de 16 ans. Les autres, 8 160 hommes, femmes et enfants, furent parqués – il n'y a pas d'autre terme – au vélodrome d'Hiver avant leur transfert dans les camps du Loiret, puis dans celui de Drancy. Ils y connurent entre trois et six jours d'enfer, dans l'angoisse, la chaleur, le manque d'eau, d'hygiène, de soins médicaux.

Sans doute, en 1941, la police française avait-elle déjà arrêté, interné, raflé des Juifs étrangers et également français. D'autres rafles allaient viser en août les Juifs étrangers de zone Sud. Mais l'ampleur et les modalités de la rafle des 16 et 17 juillet, le fait que ne survécurent que quelques dizaines de victimes en firent le symbole de la complicité inexpiable de Vichy plus encore que de la barbarie nazie.

Dès 1978, dans la mouvance négationniste, Darquier de Pellepoix avait proféré dans *L'Express* des accusations contre René Bousquet, le désignant comme le responsable de la rafle du Vél' d'Hiv. Cela incitait alors Serge Klarsfeld, au nom de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, à entamer, en les médiatisant, des procédures judi-

Jacques Chirac rend hommage aux victimes de la Rafle du Vél'd'Hiv, le 16 juillet 1995.

ciaires pour crimes contre l'humanité à l'encontre de René Bousquet, secrétaire général à la police et de son bras droit pour la zone Nord, Jean Leguay. Faisant aussi parler les archives, il publiait chez Fayard en 1983 et 1985 *Vichy-Auschwitz. Le rôle de Vichy dans la Solution finale*, un réquisitoire de référence.

« Ces heures noires souillent à jamais notre histoire [...] la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français » (Jacques Chirac)

Déjà, Robert Paxton et quelques autres avaient souligné que Pétain, au lieu d'adopter un profil bas vis-à-vis de l'occupant, avait, en octobre 1940, choisi la collaboration politique, pour des raisons géopolitiques, mais, surtout, pour mener à bien sa « Révolution nationale », qui devait lutter prioritairement contre le communisme tout en imposant un antisémitisme d'État contre « *l'influence juive* ». Bientôt, le régime était passé de l'exclusion des Juifs français à la complicité dans la déportation des Juifs en principe étrangers. C'était, pour Laval, relancer la collaboration d'État et, pour Bousquet, élargir le champ d'action de la police française. La prégnance de l'antisémitisme fit le reste.

Le 2 juillet 1942, les SS obtinrent de Bousquet ce qu'ils cherchaient dans l'immédiat : les forces de maintien de l'ordre françaises, censées plus efficaces, arrêteraient les Juifs étrangers de zone sud comme de zone Nord. Laval en rajoutait dans l'indicible en se déclarant indifférent au sort des enfants arrêtés, ce qui incita Eichmann à programmer leur déportation.

Si le souvenir de cette tragédie resta vivace, sa mémoire évolua. Le 27 février 1949, le président Vincent Auriol avait cru pouvoir sceller la réconciliation des Juifs et de la France, dans la grande synagogue de la Victoire, à Paris, selon les rites du « culte républicain des morts », avant d'inaugurer sous le porche un monument dédié aux « *martyrs de la Résistance et de la déportation, ainsi qu'à toutes les victimes de la barbarie allemande* ».

Mais, pour nombre de Juifs nés après la guerre, eux qui avaient vibré à la guerre des Six-Jours en 1967 et plus encore à celle du Kippour, en 1973, les cent cinquante années d'assimilation républicaine avaient été annulées par Vichy. Et ils dénonçaient l'occultation de la spécificité du martyre juif. Annette Wieviorka a souligné qu'en Israël, comme aux États-Unis, la Shoah tendait à relayer la religion dans l'affirmation de la judéité. D'ailleurs la revendication identitaire des descendants de victimes n'était pas le propre des Juifs : les années 1990 virent la montée en puissance de « *mémoires offensives* » (Pierre Nora) réclamant la reconnaissance de « crimes » du passé, notamment la mise en esclavage et la traite des Noirs, obtenant même le vote de « lois mémorielles » sur le modèle de la loi Gayssot réprimant le négationnisme du génocide juif.

On ne s'étonnera pas que, en juillet 1992, le cinquantième anniversaire de la rafle du Vél' d'Hiv ait donné lieu à un heurt de mémoires. Une pétition,

'1995

MICHEL EPCHTEIN/AFP

Très Grande Bibliothèque
Le 14 juillet 1988, François Mitterrand annonce la création d'une très grande bibliothèque « d'un genre entièrement nouveau ». *Le 30 mars 1995, il inaugure le majestueux bâtiment réalisé par l'architecte Dominique Perrault sur le site de Tolbiac, dans le XIIIe arrondissement de Paris. Après un démarrage compliqué par les critiques des traditionalistes et l'adaptation malaisée à l'informatique, la Bibliothèque nationale de France s'installe heureusement dans le paysage culturel du pays.* ***J.-N. J.***

DR.

L'opium des intellectuels
Quatre ans après l'implosion de l'Union soviétique, François Furet s'emploie dans un essai devenu vite un best-seller à rendre raison de l'« illusion communiste », *dont tant d'Occidentaux, et lui-même à un moment donné, ont été victimes. La haine de la bourgeoisie, le besoin de croyance, les leurres de l'antifascisme, un certain goût pour la puissance d'État, l'héroïsme des combattants de Stalingrad, la conviction d'être dans le sens de l'histoire aussi bien au nom de la science que de la morale, François Furet analyse au scalpel les motivations de cet extraordinaire fourvoiement au long du XXe siècle et les diverses phases de la* « désintoxication intellectuelle ». ***M. W.***

STEPHANE COMPOINT

Le phare des phares
Le phare des phares dressé sur l'île de Pharos dans les années 297-280 av. J.-C. au large d'Alexandrie, détruit par un séisme en 1303, avait disparu à la fin du XVe siècle. Mais il en restait nombre de blocs en remploi dans le fort. Plusieurs campagnes de plongée dans les eaux troubles de l'ancien port permirent à Jean-Yves Empereur et à son équipe de repérer plus de 2 000 blocs architecturaux et nombre d'éléments du décor sculpté qui l'accompagnait. Haut d'environ 135 mètres, cette tour à étages se composait d'une base carrée légèrement pyramidale, surmontée d'une tour octogonale, elle-même couronnée par une petite tour ronde où se trouvait une statue divine dédiée à Ptolémée Ier et son épouse par l'architecte Sostrate de Cnide. ***M. S.***

rédigée par une quinzaine de militants de l'ultra-gauche, regroupés dans un comité « Vél' d'Hiv 42 », réclamait que le président de la République en personne condamne solennellement non seulement la politique antisémite de Vichy mais le régime lui-même, rappelant que Willy Brandt s'était agenouillé dès 1970 devant le monument aux morts du ghetto de Varsovie.

Le président François Mitterrand, fort agacé, (Claude Lanzmann, le soutenant, parla de « *chantage* »), s'y refusa, arguant que ce n'était pas à la République de faire repentance. Il en fit une affaire personnelle, tandis que ses adversaires lui reprochaient de retarder les procédures judiciaires visant notamment René Bousquet (à qui il était resté longtemps lié), comme de faire fleurir, chaque année depuis 1987, la tombe de Philippe Pétain, bref d'en appeler à la fin des affrontements mémoriels.

« Garder le souvenir de la manière dont a été traité le problème juif, ne pas s'en laisser distraire » (Stéphane Hessel)

La journée de commémoration du 16 juillet 1992 devint confuse quand les militants sionistes d'extrême droite du Betar et quelques autres huèrent François Mitterrand ; Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, prit alors la parole « *à titre privé* » pour fustiger Vichy (« *il y a pire que le bourreau : son valet* »). Et si un Bernard Kouchner déclarait « *comprendre sans les excuser un certain nombre de réactions* », Robert Badinter tança vertement les contestataires : « *En pensant à ce qui s'est passé là, vous m'avez fait honte… les morts vous écoutent…* »

ANDRE ZUCCA, BHVP/ROGER-VIOLLET

François Mitterrand eut beau instituer, le 3 février 1993, « une journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous [et non « par »] l'autorité de fait dite "gouvernement de l'État français" 1940-1944 » – une formulation convenue –, puis inaugurer le monument de Walter Spitzer, une guerre mémorielle sourde continuait.

LA CENTRALITÉ DE LA SHOAH

Jacques Chirac, ès qualités, trancha : lui qui avait été plus marqué par la guerre d'Algérie que par les années noires de l'Occupation reconnut sans ambages la responsabilité de Vichy dans les persécutions et la déportation des Juifs de France. Mais il fit plus : en rompant délibérément avec la tradition établie par de Gaulle à l'été 1944, il mit en cause « *l'État* », l'État tout court – et non « l'État français » –, et mieux (ou pire), « la France ».

En 1994, 57 % des Français avaient estimé que « *la France d'aujourd'hui* » ne devait pas « *se sentir coupable de ce que le régime de Vichy a fait* ». Ils firent une exception pour sa politique antisémite, puisque 72 % en juillet 1995 approuvaient Jac-

© BIBLIOTHÈQUE HISTORIQUE DE LA VILLE DE PARIS

© DR

© DR

© DR

LE CONTREPOINT

***Plus de 6 000 enfants juifs ont été déportés** de France en 1942. La responsabilité des autorités françaises est directement engagée dans cette décision. A la suite d'entretiens avec des chefs de la SS, Laval proposa que les enfants âgés de moins de 16 ans soient également raflés, alors que les nazis n'en avaient fait aucune mention. Le 21 juillet, Eichmann donnait son feu vert à leur déportation.*
Comment expliquer l'attitude de Vichy ? En conseil des ministres du 10 juillet, Laval déclara qu'elle était dictée « dans une intention d'humanité ». En fait, les autorités françaises ne savaient que faire des enfants, avant tout étrangers ; la profonde xénophobie des hommes de Vichy leur fit choisir le pire.

D'après Michaël R. Marrus*, L'Histoire *n° 22, avril 1980

A gauche, trois prises de vue du camp de Drancy en 1942. A droite, photo du vélodrome d'Hiver le 17 juillet 1942. Ces bus ont probablement servi à la rafle.

ques Chirac d'avoir « *parlé de la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs de France* ».

Le Front national réagit avec vigueur (Jean-Marie Le Pen l'accusa de régler ainsi sa « *dette électorale* » aux Juifs). Mais la classe politique, gauche et droite républicaine confondues, approuva la démarche du président.

Ce discours effaçait des années de non-dits officiels sans clore le débat. Certains n'admettaient pas qu'on parlât globalement de « la France », ni *a fortiori* de « faute collective », un grief qui n'avait pas été retenu à propos du peuple allemand. D'autres estimèrent qu'en se focalisant sur Vichy on banalisait l'action des nazis. Plus encore, la centralité de la Shoah, surtout si elle est moins travail de mémoire que « devoir de mémoire », bref une vision judéocentrique de la guerre, peut sembler discutable.

Pierre Messmer, qui s'était battu à Bir Hakeim, déclarait dans le documentaire de Pierre Beuchot, *La Résistance à l'épreuve du temps* (2004) : la Shoah, devenue « *un fixateur* », risque d'« *effacer la guerre, la Résistance intérieure* »... ; Stéphane Hessel, déporté résistant, rétorquait : « *Il est indispensable de garder le souvenir de la manière dont a été traité le problème juif, de ne pas s'en laisser distraire.* »

N° 30, janvier 1981

'1996

Clovis a 1 500 ans. Et la polémique commence.

« France, qu'as-tu fait de ton baptême ? »

29 janvier : la Fenice est détruite par un incendie
Inauguré en 1792, l'opéra de Venise sera reconstruit à l'identique et inauguré le 14 décembre 2003.

QUAGLIA-SIPA

20 mars : la « vache folle »
Les scientifiques britanniques admettent l'hypothèse d'un lien entre la maladie de Creutzfeld-Jakob et l'encéphalopathie spongiforme bovine.

ALAIN LE BOT/GAMMA

20 mai : sept moines français égorgés en Algérie
Les religieux, enlevés le 27 mars, ont été tués par des membres du GIA.

GAMMA

Par **Laurent Theis**

Rien ne semblait, quelques mois plus tôt, devoir faire de l'année 1996 un moment de vive et parfois virulente controverse nationale autour d'un personnage hors d'âge et de propos : le roi Clovis. Sans doute le prurit commémoratif à l'œuvre depuis 1985, avec le tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes qui avait pris des proportions inattendues, avait mis la puce à l'oreille des éditeurs et des publicistes. Quant aux pouvoirs publics, depuis dix ans, ils avaient pris l'habitude de se mêler de célébrations réputées historiques. On s'avisa donc que Clovis aurait été baptisé à Reims par l'évêque Rémi le jour de Noël 496, selon une chronologie traditionnelle dont les rares historiens de cette haute époque savaient depuis longtemps qu'elle était erronée, et sans que même le lieu du baptême fût absolument certain.

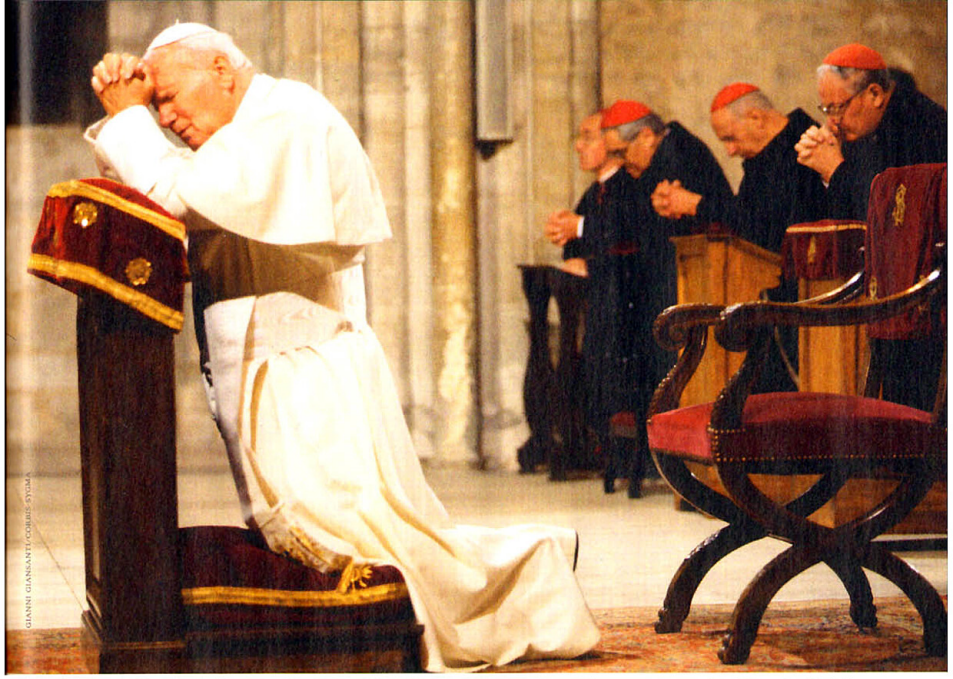
Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Laurent Theis a notamment publié* Clovis, de l'histoire au mythe *(Complexe, 1996). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1979.*

DR

« UN CHEF DE BANDE BIGAME ET MEURTRIER »

A la différence du millénaire capétien, en 1987, et du bicentenaire de la Révolution française, le 1 500e anniversaire du baptême de Clovis tarda à se mettre en route. Sans doute une allusion du président Jacques Chirac, en visite au Vatican en janvier, aux origines chrétiennes d'une France jadis réputée fille aînée de l'Église – catholique s'entend – parut-elle, rétrospectivement, prémonitoire. Reste que c'est en mars que Clovis commença à faire publiquement parler de lui, avec la parution de sa biographie par Michel Rouche, spécialiste incontesté des premiers siècles du Moyen Age ; la création par décret du Premier ministre Alain Juppé d'un « Comité pour la commémoration des origines : de la Gaule à la France » ; enfin la confirmation de la venue en France du pape Jean Paul II en septembre. Le point d'orgue de cette visite serait une messe pontificale célébrée à Reims avec pour thème principal le baptême de Clovis.

Dès lors les images d'Épinal « clovissiennes » – l'adjectif apparut bientôt par nécessité –, conservées en mémoire par les Français les moins jeunes (le vase de Soissons, le serment de Tolbiac, la pieuse Clotilde et le baptême), et les quatre lignes consacrées à Clovis dans les manuels scolaires de cinquième cédèrent la place à une masse montante puis à une vague déferlante de publications de toutes sortes : près d'une vingtaine de livres, de plus en plus engagés ou polémiques, des dizaines d'articles, parfois de dossiers, dans la presse écrite, de nombreuses émissions radio et télédiffusées. Le 30 août, dans un mémorable « Bouillon de culture », Bernard Pivot mit aux prises deux dévots du baptisé de 496, Michel Rouche et Michèle Laforest, et deux contempteurs du *« chef de bande bigame et meurtrier »* selon l'un, Pierre Bergé, tandis que l'autre, Dominique Jamet, se demandait *« à qui profite le chrême »*. Ultime gageure, on put voir un téléfilm sur Clovis.



GIANNI GIANSANTI/CORBIS-SYGMA

Jean Paul II à la cathédrale de Reims le 22 septembre 1996. Le pape, finalement, se fit discret sur le baptême de Clovis.

C'était souligner, de façon caricaturale, la double nature de Clovis : à la fois religieuse et de droit divin, en tant que premier roi catholique, mais aussi nationale, donc acceptable par la République, comme conquérant et rassembleur de royaumes et de peuples dont sortirait la France. Aussi la commémoration de l'événement de 496 dégénéra-t-elle en une de ces querelles par lesquelles, traditionnellement, les Français transportent dans l'histoire, y compris la plus reculée et la plus obscure, les affrontements du temps présent, en l'occurrence celui, déjà séculaire, relatif à la laïcité.

Premier roi catholique pour les uns, Clovis est pour d'autres le conquérant et le rassembleur de royaumes et de peuples dont allait sortir la France

ÉMOI CHEZ LES ANTICLÉRICAUX

Pour les tenants les plus en flèche de cette dernière, et même pour de plus modérés, la République se fourvoyait en patronnant, et en finançant pour une part, des manifestations dont les promoteurs tendaient à enraciner dans le christianisme et dans l'Église catholique non seulement les origines mais l'identité de la France. *L'Humanité* pouvait ainsi dénoncer *« un coup de force contre l'histoire »*, *L'École émancipée « une nouvelle manipulation révisionniste de l'histoire »*, et le Comité Laïcité République *« la récupération de Clovis comme un instrument de propagande vaticane »*.

De fait certains propos antérieurs, ceux de Léon XIII déclarant en 1896, lors du 1400e anniversaire, d'esprit très clérical et auquel les autorités publiques avaient refusé de prendre part, que *« c'est dans ce baptême mémorable de Clovis que la France a été elle-même comme baptisée »*, ceux, en 1980, de Jean Paul II rappelant la France aux *« promesses de son baptême »*, étaient de nature à enflammer le débat, en assimilant le baptême de Clovis à un baptême de la France, formule reprise en titre d'articles ou de livres, et en mot d'ordre par le Front national. André Burguière, dans *Le Nouvel Observateur*, pouvait ainsi ironiser sur un *« détournement de fonts »*. La présence du pape à Reims pour célébrer le premier fils aîné de l'Église un 22 septembre, jour même de la proclamation de la république en 1792, fut présentée, sinon ressentie, comme une provocation, en dépit des déclarations apaisantes de Gérard Defois, 94e successeur de Rémi au siège de Reims, répétant qu'on *« ne peut en aucun cas dire que le baptême de Clovis signifie le baptême de la France »*. Certains virent dans le zèle à célébrer la conversion du roi des Francs une revanche cléricale et intégriste sur le bicentenaire laïque et républicain de 1789, *« Jean Paul II contre Jean-Paul Goude »*, écrivit drôlement Yves Stavridès dans *L'Express*.

Surtout, et les milieux enseignants s'émurent particulièrement en tant que gardiens de l'école laïque, la loi de séparation des Églises et de l'État paraissait battue en brèche. Au point que le comité chargé de la commémoration, averti le 12 septem-

'1996

Saint Louis a-t-il existe ?

*C'est par cette question provocatrice que Jacques Le Goff ouvre cette année-là sa monumentale biographie d'une personnalité qui disparaît sous la masse des louanges et des légendes. On s'étonna qu'un historien des constructions imaginaires adopte une démarche biographique qu'il semblait avoir longtemps méprisée. Mais son livre est tout sauf une biographie traditionnelle : usant tour à tour de la déconstruction (par types de source) et de la recomposition thématique, il fait de « son » Saint Louis un nouveau modèle d'écriture de l'histoire et contribue ainsi à revaloriser le genre biographique, qui avait jusque-là prospéré à l'écart des grands courants de la « nouvelle histoire ». **P. B.***

Cherche intellectuel désespérément

Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Il n'est pas de meilleur moyen de semer la discorde dans un débat que cette question. C'est dire si le Dictionnaire des intellectuels français *(Le Seuil) de Jacques Julliard et Michel Winock était attendu. L'accueil fut à la hauteur des espérances. Personnes, groupes, lieux, revues, moments… On polémiqua autour de l'absence de l'un ou de la présence de l'autre. En quelques mois, l'ouvrage s'impose comme le livre de référence. A propos, qu'est-ce qu'un intellectuel ? Les auteurs reprennent la définition sartrienne (celui qui se mêle de ce qui ne le regarde pas), l'exemple sartrien (non le savant qui fabrique la bombe mais celui qui engage ses collègues à signer contre la bombe) et ajoutent une précision : est intellectuel celui qui use dans son action publique d'une notoriété acquise dans un autre domaine. Par exemple ? Zola. **P. A.***

An Mil, et après ?

Dominique Barthélemy, dans une série d'articles, lance la polémique : l'institution féodale n'a pas surgi alors d'un seul coup, non plus que le servage ; la mutation de l'An Mil n'a pas eu lieu.

bre par le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale de « *l'actuelle sensibilité de l'opinion de certains enseignants à l'égard de tout ce qui touche à Clovis* », se mit en devoir de constater que « *les principes posés par l'article 2 de la loi du 9 juillet 1905 ne sauraient interdire des activités liées à la commémoration de Clovis* »… On respira ! Aux laïcards ou réputés tels, les adeptes de l'orthodoxie clovissienne répliquèrent que l'État soviétique, en 1988, avait célébré avec faste le millénaire du baptême de saint Vladimir, et que François Mitterrand, à la fin de son mandat, avait approuvé le projet de commémoration officielle de Clovis, à quoi l'institut François-Mitterrand et son président Roland Dumas opposèrent un vigoureux démenti. Pour finir, le président de la République n'assista pas à la messe papale à Reims, Jean Paul II se fit discret sur le baptême, et le podium sur lequel il prononça péniblement son homélie, dont le financement sur fonds publics avait été annulé le 18 juin par le tribunal administratif de Châlons, fut payé sur deniers privés.

Historiquement attesté mais mal documenté, le personnage de Clovis se prêtait à tous les anachronismes

LES SECRETS D'UNE COMMÉMORATION RÉUSSIE

Tout le bruit suscité autour de ce « *Franc symbolique* » (*Télérama* du 18 septembre) et même l'empoignade qui s'ensuivit eurent l'heureuse conséquence de raviver les études historiques sur un sujet qui n'avait été sérieusement traité, depuis un siècle, que par la biographie de Godefroid Kurth, parue en 1896 et constamment rééditée, et, en 1964, par Georges Tessier dans son essai publié dans la collection « Les 30 journées qui ont fait la France ». Quelques bons livres et les actes d'un grand colloque international organisé en septembre 1996 à Reims (« Clovis, histoire et mémoire », sous la direction de Michel Rouche) portent la trace de ce renouveau.

L'écho stupéfiant, et parfois troublant, rencontré par cette commémoration, au moins égal à celui de 1989 et beaucoup plus strident, peut s'expliquer, sommairement, par deux considérations. D'une part, elle apportait une réponse à la crise morale et identitaire d'une partie de la population en quête d'un discours cohérent sur la nation. L'anniversaire capétien de 1987 avait fait valoir que la France existait depuis mille ans ; lui reconnaître cinq cents ans d'existence supplémentaires procurait un surcroît de réassurance dans le passé : « *La France vient du fond des âges ; elle vit* », écrivait de Gaulle. D'autre part, le personnage de Clovis, à la fois historiquement attesté mais faiblement documenté, saisi et transfiguré par l'idéologie et par le mythe dès son premier historien Grégoire de Tours à la fin du VI^e^ siècle, se prêtait, par sa plasticité même, à l'anachronisme, qui est le secret des commémorations réussies.

Ne vit-on pas de bons esprits affirmer gravement que Clovis s'était converti au terme d'une démarche sincère et profonde, qu'il était un homme

LA MISE AU POINT

Vers 480, Clovis succède à son père Childéric, *roi des Francs saliens. Il s'assure bientôt le monopole du pouvoir entre l'Escaut et la Loire, et entretient, quoique païen, de bons rapports avec les autorités catholiques, d'autant mieux qu'il a épousé Clotilde, une princesse burgonde de confession chrétienne. Il cherche aussi à contrôler la vallée du Rhin, dont le cours moyen est occupé par un peuple allié, les Francs dits « ripuaires ». Clovis se porte à leur secours alors qu'ils sont menacés par les Alamans. En 496 ou 497 s'engage une bataille très dure pour la défense de la place forte de Zulpich, autrement dit Tolbiac, au point que le roi aurait invoqué l'assistance du Christ et promis de se convertir s'il l'emportait.*

Quelque temps plus tard, passant par Saint-Martin de Tours, haut lieu du christianisme gallo-romain où les miracles qui s'y opèrent l'impressionnent, et à la veille d'une campagne contre les Wisigoths d'Aquitaine, il aurait pris un engagement définitif, et reçoit à Noël de cette année-là – 498 ? – le baptême par immersion des mains de l'évêque Rémi, vraisemblablement à Reims, en présence de plusieurs évêques. Le roi des Francs devient alors, parmi les rois « barbares » d'Occident, le seul roi catholique. Les autres sont des chrétiens de confession arienne, donc hérétiques aux yeux de l'Église romaine. ***L. T.***

complexe, prudent et tenace, possédant une vision de l'avenir nourrie par sa foi personnelle, qu'il avait délibérément évité la confusion du trône et de l'autel à la différence des autres chefs barbares, convertis à l'arianisme, l'hérésie réputée totalitaire… bref, lui prêter des pensées et un comportement comme on fait de Napoléon ou du général de Gaulle, dont il était transformé en contemporain ?

La dernière bataille de Clovis fut celle du catholicisme traditionnel et de la laïcité militante. Comme le soulignait Marcel Gauchet à la fin de cette année agitée, elle signalait, par sa véhémence même, le dépérissement de l'un et de l'autre.

N° 199, mai 1996

Sur ce vitrail de la cathédrale de Chartres, daté du XIIIe siècle, Clovis se fait baptiser par saint Rémi.

La publication du *Livre noir* a lancé le dernier grand débat public sur les régimes communistes.

Le communisme, dépôt de bilan

1er mai : le travailliste Tony Blair Premier ministre
Son programme audacieux de réformes libérales-sociales offre à la gauche européenne un nouveau modèle.

A. BUU/GAMMA

17 mai : chute du président Mobutu
Le Zaïre devient la République démocratique du Congo.

KEYSTONE

2 juin : début du gouvernement Jospin
Ce sera le plus long gouvernement de gauche de la Ve République.

MEHDI SIMON/GAMMA

Par **Nicolas Werth**

Le 7 novembre 1997 – quatre-vingts ans jour pour jour après le coup d'État qui porte les bolcheviks au pouvoir en Russie – paraît à Paris, aux éditions Robert Laffont, un gros « pavé » de plus de 800 pages, *Le Livre noir du communisme*. Cet ouvrage collectif rassemblant une dizaine de contributions d'ampleur inégale connaît, d'emblée, un succès de librairie spectaculaire, équivalent à celui d'un bon Goncourt : en trois mois, plus de 200 000 exemplaires sont vendus en France, autant en Italie, un peu plus encore en Allemagne. On comptera au total plus de 30 éditions en langues étrangères, y compris en chinois, en coréen et en russe. Plus important, *Le Livre noir* suscite ce qui, avec le recul du temps, apparaît comme le dernier grand débat public sur le communisme. Un débat bien plus vaste que celui provoqué, huit ans plus tôt, par la chute du mur de Berlin !

Directeur de recherche au CNRS (IHTP), spécialiste de l'URSS, Nicolas Werth a participé au Livre noir du communisme *(Robert Laffont, 1997). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1981.*

DR

UN BILAN IMPLACABLE

Pourtant, le livre est austère, académique, avec force notes de bas de page et, pour la partie concernant le communisme soviétique (publiée en livre séparé dans plusieurs pays), de nombreuses sources inédites. Cinq ans après l'implosion de l'URSS et l'ouverture des archives soviétiques, des universitaires reconnus ont dressé le bilan le plus précis et le plus complet possible, à la lumière de l'immense documentation désormais déclassifiée, des victimes de la répression communiste, tant en URSS que dans les « démocraties populaires ». Pour les victimes des régimes communistes asiatiques (Chine, Cambodge, Vietnam, Laos, Corée du Nord), d'Amérique latine (Cuba, Nicaragua), d'Afrique (Éthiopie, Angola, Mozambique), pour laquelle les archives manquent encore, les auteurs ont mobilisé une immense bibliographie.

Il n'y avait là à vrai dire aucune « révélation » : depuis longtemps les preuves avaient été accumulées des innombrables crimes commis par les régimes communistes. La force du livre réside dans la démonstration implacable, et chaque fois contextualisée, que *« le communisme au pouvoir fut partout antidémocratique et répressif, même s'il ne fut pas partout ni constamment massacreur »* (Nicolas Werth, Jean-Louis Margolin, *Le Monde*, 14 novembre 1997).

Le Livre noir ne confondait pas toutes les histoires. Les auteurs s'étaient attachés à établir les variantes entre des régimes communistes nés de sociétés et de contextes parfois très différents, à partir d'un certain nombre de paramètres : le niveau d'« imprégnation à la violence » des sociétés, qui n'était évidemment pas le même en Tchécoslovaquie et en Russie ; la présence ou non d'une tradition socialiste et marxiste pré-léniniste ; l'existence de liens plus ou moins forts entre communisme et nationalisme (la pérennité du communisme asiati-

En 1991 à Berlin, on déboulonne la grande statue de Lénine érigée sur la place Lénine (devenue la place des Nations-Unies).

que est ainsi largement liée à sa captation réussie de la volonté de sauvetage national de peuples longtemps soumis au défi de l'Occident – ou du Japon).

Au-delà de ces différences, les auteurs ont dégagé le « noyau dur » du communisme, constitué par des pratiques politiques fondées sur de larges et terribles séquences répressives, voire, à certains moments, massivement criminelles, sur l'exclusion de catégories sociales ou ethniques entières, sur une « culture politique de guerre civile », sur un certain nombre de mythes modernisateurs porteurs d'une violence extrême contre un « vieux monde » à abattre.

« Le communisme au pouvoir fut partout antidémocratique et répressif, même s'il ne fut pas partout ni constamment massacreur »

DÉJÀ LÉNINE

Dès sa publication, *Le Livre noir*, comme on pouvait s'y attendre, suscite, en France, de nombreuses critiques. Le cas soviétique est bien sûr en première ligne. L'extrême gauche ressert l'argument éculé d'un communisme sanglant à son corps défendant, explicité déjà en 1956 par Khrouchtchev au XX[e] congrès du PCUS : *« L'emploi ou le non-emploi de la violence pour passer au socialisme dépendent moins du prolétariat que de la résistance opposée par les exploiteurs. »*

Les faits sont pourtant têtus. Et la démonstration faite, archives inédites à l'appui, que les bolcheviks, emmenés par Lénine, tout en instrumentalisant la violence sociale « d'en bas », ont d'emblée mis en œuvre une violence politique spécifique, bien avant le développement de la guerre civile entre Rouges et Blancs : officialisation de la notion d'« ennemi du peuple » ; création, dès le 7 décembre 1917, d'une police politique, la Tcheka, dont les pouvoirs sont sans commune mesure avec ceux de l'Okhrana tsariste ; généralisation de la pratique des otages ; mise en place d'un système de camps de concentration. En outre, loin de s'exercer uniquement à l'encontre des « ennemis de classe », il est établi que la violence politique bolchevique a durement frappé les masses ouvrières et paysannes dès lors qu'elles s'opposaient au nouveau régime. Même si le contexte historique n'est pas le même en 1917-1921 et en 1929-1930, lorsque Staline engage sa *« révolution d'en haut »* (l'expression est de l'historien américain Robert Tucker), il n'y a pas de coupure essentielle entre léninisme et stalinisme. Les crimes du stalinisme sont inscrits bien plus qu'en filigrane dans le léninisme ; ils lui sont consubstantiels. Une démonstration inacceptable pour l'extrême gauche.

DÉNOMBRER LES VICTIMES

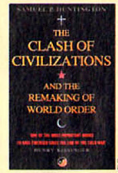
Plus « technique », une autre salve contre *Le Livre noir* consiste à reprocher aux auteurs d'avoir *« manipulé les chiffres de morts, que l'on peut facilement additionner pour affirmer l'identité d'un processus »* (Alain Blum, *Le Monde*, 18 novembre

'1997

J. HERMIANZ/CORBIS SYGMA

L'affaire Aubrac

Un journaliste, Gérard Chauvy, publie un ouvrage dédié à deux résistants médiatiques, Lucie et Raymond Aubrac. Pointant les contradictions émaillant les témoignages successifs du couple, il suggérait, sans l'ombre d'une preuve, qu'ils portaient une responsabilité dans l'arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943. L'affaire fit grand bruit. Acceptant de s'expliquer lors d'une table ronde organisée par Libération, *les Aubrac furent blanchis de cette grave accusation. Les historiens, pourtant, se divisèrent. Les uns estimèrent que la table ronde avait tourné au pugilat et que ces héros avaient enduré une épreuve inutile et cruelle. D'autres pensèrent que certaines interrogations subsistaient.* L'Histoire *s'engagea. Cet épisode cliva durablement le milieu des historiens. Il marque sans doute la fin d'une histoire de la Résistance qui, jusqu'alors, accordait la part belle aux témoins.* **O. W.**



DR

Le choc des civilisations

Pour Samuel Huntington, politologue conservateur de Harvard, le monde actuel connaît une recrudescence des conflits ethniques et religieux. Ce sont ses conclusions qui font polémique : l'équilibre de la puissance serait en train de basculer d'Occident vers l'Asie, entraînant un inévitable « choc des civilisations ». **B. C.**

histoire

RADIO FRANCE

Naissance de la chaîne « histoire »

Le 14 juillet 1997, les 150 000 abonnés du câble ou du satellite peuvent découvrir une nouvelle chaîne de télévision thématique : « histoire ». Dirigée par Philippe Chazal et forte d'un comité scientifique présidé par Jean-Noël Jeanneney, « histoire » a pour ambition de fonctionner comme une chaîne généraliste. Magazines, documentaires, films, fictions, débats, journaux, aucun genre télévisuel n'est délaissé. Son slogan : « La télé remue-mémoires ». La qualité est au rendez-vous : « De l'actualité à l'histoire » animé par Marc Ferro ou « Le magazine de l'histoire » présenté par Patricia Martin (photo). La chaîne diffuse pour la première fois les enregistrements des procès Barbie (70 heures), Touvier (50 heures) et Papon (80 heures). « Histoire » prouve, avant la vague des docufictions, que l'histoire est une discipline bien vivante qui a sa place à la télévision. **D. M.**

1997). Et cela pour parvenir à un chiffre-choc : 85 millions de victimes. C'était en effet là le chiffre qui s'étalait, à la seule initiative de l'éditeur, sur le bandeau publicitaire de l'ouvrage.

L'addition prêtait à polémique sans doute. Mais une relecture à froid dix ans plus tard met en évidence le sérieux de la méthode. Qu'il s'agisse de l'URSS (dont je fus chargé), des démocraties populaires ou des communismes asiatiques, les auteurs ont inscrit chacune des expériences dans son contexte spatial et temporel, distingué les différentes phases de répression, fait la part des violences sociales latentes et des politiques de terreur initiées d'en haut, tenté de reconstruire l'ensemble des processus de répression, en dégageant ce qui faisait le cœur du projet à long terme et ce qui apparaissait comme de l'improvisation et de la fuite en avant. Dans cette démarche, les différentes catégories de victimes sont bien individualisées. Loin des chiffres chocs, c'est catégorie par catégorie qu'ont été estimés les chiffres de victimes du communisme soviétique : fusillés à l'issue d'une procédure extrajudiciaire, morts en déportation, morts au Goulag, morts de faim à la suite de famines où la responsabilité du régime est avérée.

Le débat le plus médiatisé restait à venir. Dans l'introduction de l'ouvrage, Stéphane Courtois se risquait à comparer communisme et nazisme, « *génocide de classe* » et « *génocide de race* » : « *La mort de faim d'un enfant de koulak ukrainien délibérément acculé à la famine "vaut" la mort d'un enfant juif du ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi.* » Si la phrase fait scandale, c'est moins par son contenu que par ce qu'elle suggère : la mémoire de la Shoah (ravivée par l'ouverture du procès de Maurice Papon quelques semaines plus tôt à Bordeaux) servirait à occulter celle de la terreur communiste.

Loin des chiffres chocs, c'est pays par pays, et catégorie par catégorie qu'a été estimé le nombre des victimes

PEUT-ON COMPARER NAZISME ET COMMUNISME ?

La mise en équivalence entre « *génocide de classe* » et « *génocide de race* » n'était sans doute guère rigoureuse. Dans l'exemple choisi, deux événements, deux politiques, deux crimes de masse très différents sont amalgamés : d'une part la « *liquidation des koulaks en tant que classe* », c'est-à-dire l'expropriation, puis la déportation, en 1930-1932, de plusieurs millions de paysans et d'individus jugés « hostiles » au régime ; d'autre part, la famine ukrainienne, qui a frappé l'ensemble de la paysannerie kolkhozienne, déjà collectivisée, de cette république soviétique et a fait des millions de victimes.

Il n'en reste pas moins que, s'inscrivant dans une immense littérature historique et théorique sur la question, la comparaison entre communisme et nazisme est parfaitement légitime. Les arguments avancés pour l'interdire restent bien pau-

Des détenus au travail sur le chantier de construction du canal mer Blanche-Baltique en 1930.

LE CONTREPOINT

Que reste-t-il à découvrir sur les crimes de masse en URSS ? *Si l'on connaît mieux les mécanismes de prise de décision et de mise en œuvre, le nombre et les catégories de victimes, on sait encore peu de chose des* « perpetrators », *des « agents ordinaires » de la répression. Les dossiers des fonctionnaires de la Sécurité d'État, y compris ceux des premiers tchékistes dont les crimes ont été commis il y a quatre-vingt-dix ans, restent totalement inaccessibles. Autres « terres vierges » : les lieux mêmes d'enfermement, de répression, des massacres de masse. Les milliers de camps du Goulag, à l'exception de quelques-uns, ont disparu sans laisser de traces dans les immensités sibériennes. A peine 10 % des sites des massacres de masse ont été répertoriés, moins de 5 % ont été fouillés. Très peu de fosses communes ont été mises au jour. Seule l'association Mémorial œuvre, avec des moyens dérisoires, à l'inventaire et à l'étude de ces indices, ô combien fragiles, qui attestent de la matérialité du crime de masse.* ***N. W.***

vres : « *Il y aura toujours une différence*, écrit Jean-Marie Colombani, le directeur du *Monde*, dans un long éditorial le 5 décembre 1997, *entre celui qui s'engage en croyant à un idéal relié, par la réflexion, à l'espérance démocratique, et celui qui repose sur l'exclusion et qui fait appel aux pulsions les plus dangereuses de l'individu.* »

En réalité, c'est dans les pays de « l'autre Europe », qui expérimentèrent dans leur chair la terreur des deux régimes, nazi et communiste, que l'écho et les discussions suscités par *Le Livre noir du communisme* furent les plus approfondis. Là, quelques témoignages d'exception – tel celui de Margarete Buber-Neumann, communiste allemande qui a comparé, dès 1949, son expérience du Goulag et du camp nazi de Ravensbrück – y avaient fait comprendre, depuis longtemps, tout ce qui reliait, mais aussi singularisait, les deux grands totalitarismes européens du XX^e^ siècle.

N° 247, octobre 2000

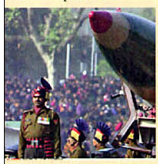
20 janvier : Vaclav Havel réélu
L'homme de la « révolution de velours » est président de la République tchèque depuis 1990.

RUE DES ARCHIVES/SUD Z.

6 février : assassinat de Claude Érignac
Nommé en Corse deux ans plus tôt, le préfet aurait confié qu'il partait vers une « mission impossible ».

JACQUES POSTEL-GAMMA

Mai : l'Inde procède à cinq essais nucléaires
Le Pakistan en fait autant quinze jours plus tard.


AJIT KUMAR/AP/SIPA

La commémoration de l'édit de Nantes rappelle que l'Occident eut ses fanatiques.

Tuer au nom de Dieu

Par **Joël Cornette**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, Joël Cornette a récemment publié un Louis XIV *aux Éditions du Chêne (2007).*

DR

« *Le XXIe siècle sera religieux ou ne sera pas.* » Si souvent citée – mais sans doute jamais prononcée en ces termes –, la phrase attribuée à André Malraux prophétise le retour de Dieu au cœur même de la société et de la politique. Et il est vrai que, depuis la fin du millénaire, il n'est guère de moment où la violence confessionnelle, la fureur des « guerriers de Dieu », ne s'est inscrite aussi dramatiquement au cœur de l'actualité. Des images d'une barbarie que l'on voulait croire d'un autre temps ont resurgi dans notre univers quotidien.

Un autre temps, précisément, est celui des guerres de Religion qui ensanglantèrent la France du XVIe siècle, entre 1562 et 1598. Depuis trente ans, les historiens de cette période d'extrême cruauté ont beaucoup travaillé. Les publications ont culminé en 1998 à l'occasion des 400 ans de l'édit de Nantes. Sur fond de guerre civile en Algérie, on se remettait à réfléchir sur la nature, les formes et les ressorts du fanatisme, cette force agissante « au nom de Dieu ».

RETOUR SUR LA SAINT-BARTHÉLEMY

Voyez la Saint-Barthélemy, cet affreux massacre des protestants dans le Paris effervescent d'août 1572 : femmes éventrées, hommes assommés, nouveau-nés assassinés, vieillards poignardés. « *On ne rencontrait que des gens qui fuyaient, et d'autres qui les poursuivaient en criant "Tue ! Tue !"* », rapporte un témoin, ajoutant que « *ni le sexe ni l'âge n'obtenaient merci* ». Voilà bien la violence absolue à l'œuvre, parce que cette violence est apparue au peuple et à la bourgeoisie de Paris comme une nécessité supérieure, le signe que la vengeance de Dieu se réalisait : le temps de la délivrance était advenu et avec lui le Jugement dernier enfin accompli dont les Parisiens étaient les instruments.

Sur la Saint-Barthélemy, beaucoup a été dit et écrit. Denis Crouzet est un de ceux qui sont allés le plus loin. Dans *Les Guerriers de Dieu* (1990), il explique que la Saint-Barthélemy est « *une grande geste mystique, qui prend sa source dans une hallucination collective de la présence de Dieu ; une présence qui se détecte dans la croix que les violents portent rituellement sur eux, en eux, dans le cadavre de l'amiral de Coligny* [le chef des huguenots] *miraculeusement frappé, et surtout dans ce qui est le seul vrai point d'origine de la grande déferlante massacrante, l'aubépine qui refleurit au petit matin* ».

A l'aube du 24 août 1572, c'est-à-dire juste avant le déchaînement de cette violence collective et panique, on avait vu en effet refleurir dans le cimetière des Saints-Innocents une aubépine desséchée depuis quatre ans. Pour les contemporains, il s'agissait là d'une preuve manifeste de la présence physique du Christ, car les épines de l'aubépine étaient considérées comme une image de la couronne christique. Plusieurs sources rapportent

Elle est la Pieta des temps modernes. Cette photographie d'une femme en pleurs après le massacre de Bentalha par des islamistes, en Algérie, en 1997, a fait le tour du monde.

que dès que l'aubépine se mit à fleurir des enfants, symboles de l'innocence et de la pureté, se précipitèrent vers la maison de Coligny pour saisir et traîner son cadavre, tandis que les cloches carillonnaient à toute volée, et que tous accouraient en criant : « *Miracle ! Miracle !* »... Cet imaginaire collectif, ferment d'une violence « hallucinée », n'est pas le seul moteur de la Saint-Barthélemy.

« On ne rencontrait que des gens qui fuyaient et d'autres qui les poursuivaient en criant "Tue ! Tue !". Ni le sexe ni l'âge n'obtenaient merci »

UN MASSACRE POLITIQUE

Une analyse plus politique est possible. Les historiens ne cessent de s'interroger sur les raisons de la mise à mort de l'amiral Coligny qui a précédé le massacre populaire : une vendetta des Guises ? Il est vrai que le coup de feu destiné à tuer l'amiral le 22 août fut tiré de la fenêtre de l'hôtel particulier d'un client du duc de Guise. Celui-ci n'avait jamais pardonné à Coligny d'avoir été le commanditaire supposé de la mort de son père, François de Guise, en février 1563. C'est ce qu'avoua sous la torture Poltrot de Méré, le gentilhomme huguenot qui l'avait blessé mortellement alors qu'il commandait le siège d'Orléans. Quant au massacre, décidé au soir du 23 août, des « huguenots de guerre », l'élite protestante présente à Paris pour le mariage de Marguerite de Valois et d'Henri de Bourbon, Denis Crouzet y a vu un « crime d'amour » de Catherine de Médicis et de son fils pour éviter une violence plus grande encore. Cette thèse quelque peu déroutante a suscité bien des débats : ce serait en effet par amour de son peuple et afin de le préserver d'une nouvelle guerre civile que le roi a accepté d'ordon-

1998

Rendez-vous à Blois

Créés en 1998, à l'initiative de Jack Lang, maire de Blois à la recherche d'un événement pour sa ville, et de Francis Chevrier, qui avait lancé le Festival de géographie de Saint-Dié, Les Rendez-Vous de l'histoire se sont imposés comme le « congrès annuel » de la discipline. Manifestation scientifique et populaire, ce festival accueille tous les ans en octobre durant quatre jours près de 25 000 participants. Débats, expositions, projections, Blois est le cadre d'échanges privilégiés entre tous les passionnés d'histoire : universitaires, enseignants, éditeurs ou amateurs. Elie Wiesel était le président de la première édition consacrée à « Crime et pouvoir » : le ton était donné. **O. T.**

DR

COSTA-LEBEDEV

Mussolini et les Juifs

L'Italie redécouvre l'antisémitisme des années 1930, longtemps occulté par l'étude du régime fasciste. En 1938, Mussolini et une poignée d'idéologues proclament que les Juifs n'appartiennent pas à la race italienne. Des lois antisémites sont adoptées. En quelques mois, les 45 000 Juifs d'Italie deviennent des parias : les plus jeunes sont exclus de l'enseignement public ; les adultes sont radiés du parti fasciste et victimes d'interdictions professionnelles – fonction publique, professions libérales, métiers de la culture, etc. En transformant les Juifs en des « contre-modèles de l'homme nouveau fasciste », *le Duce veut relancer la révolution fasciste dans un climat de fascination pour le totalitarisme nazi. A partir de l'automne 1943, une fois la république sociale proclamée, les Juifs sont considérés comme* « appartenant à une nationalité ennemie en temps de guerre » ; *7 656 Juifs présents en Italie périrent dans les camps de la mort.* **M.-A. M-B.**

Dreyfus, le retour

Le 13 janvier 1998, dans la crypte du Panthéon, Lionel Jospin rend hommage à Alfred Dreyfus, « un homme dont la volonté républicaine d'intégration et d'ascension sociale a été brisée » *et poursuit :* « Après le "J'accuse…" de Zola, l'affaire enfla au point d'éclater en une affaire d'État qui, par les clivages essentiels qu'elle mit au jour et les rassemblements qu'elle facilita, fut un épisode déterminant dans l'affermissement de la République. » *Service minimum. On avait oublié seulement le rôle qu'avait joué dans cette affaire Georges Clemenceau, lequel avait ouvert* L'Aurore, *son journal, à Zola, et trouvé le titre du brûlot.* **M. W.**

L'ILLUSTRATION

ner la mort des chefs protestants. Mais nul dans l'entourage du souverain n'avait imaginé qu'une seconde Saint-Barthélemy prendrait le relais de la première, au petit matin du 24 août. Une Saint-Barthélemy « populaire », que rien ni personne n'a pu contrôler…

Ces « matines sanglantes » d'août 1572 permettent aussi de s'interroger sur la nature et le fonctionnement du pouvoir royal. La thèse de la responsabilité directe de Catherine de Médicis a été diffusée dans des textes polémiques contemporains comme *Le Discours merveilleux de la vie, actions et comportements de la reine Catherine de Médicis* (1575), virulent pamphlet protestant qui la décrit comme *« un vrai patron de tyrannie »*. C'est Catherine de Médicis qui aurait tout commandité, renouant ainsi avec les figures les plus noires des reines maléfiques comme Frédégonde et Brunehaut, ou pis encore, Jézabel, l'épouse phénicienne d'Achab, roi d'Israël, la souveraine idolâtre et assassine de l'Ancien Testament. Inversement, pour justifier un tel acte, les apologistes de Charles IX invoquent la nécessité d'une défense de la souveraineté du roi : répondant à une situation d'exception par une justice d'exception, le roi et Catherine de Médicis ont installé une logique de la raison d'État, bien avant que la théorie n'en ait été entreprise. C'est en effet Giovanni Botero qui a fait entrer l'expression « raison d'État » dans la sphère politique en 1589 quand il publia *Della ragione di Stato* (*De la raison d'État*), traduit en français en 1599.

Souvent présenté comme instituant la tolérance, l'édit de Nantes a surtout contribué à sacraliser l'État

RMN-BULLOZ

LE PARADOXE DE L'ÉDIT DE NANTES

C'est toute la relation entre religion et politique qui peut être aujourd'hui relue à la lumière des guerres de Religion et de l'acte qui y mit fin : l'édit signé par Henri IV à Nantes, le 30 avril 1598. Bien sûr, l'édit de Nantes n'est pas la séparation de l'Église et de l'État. C'est une paix d'Ancien Régime, une paix du roi qu'il convient de resituer dans la lignée de toutes celles qui l'avaient précédée. Si les protestants sont désormais tolérés dans le royaume, ils ne sont pas pour autant traités à égalité car, dans tous les cas, l'édit privilégie l'Église catholique : *« Ordonnons que la religion catholique, apostolique et romaine sera remise et rétablie en tous lieux et endroits de ce royaume et pays de notre obéissance »* (art. 3).

A l'occasion des commémorations du quadricentenaire, d'autres études ont cependant donné à ce texte une autre portée. Pierre Joxe, qui fut ministre de l'Intérieur – et donc ministre des Cultes – en 1988, au temps de François Mitterrand, a mis en

valeur dans *L'Édit de Nantes. Une histoire pour aujourd'hui* (avec Thierry Wanegffelen et Jean-Sylvestre Coquin) l'étonnant paradoxe de ce texte fondateur : communément présenté comme fondant ou préparant la tolérance, l'édit a contribué à la fois à extirper quasiment la Réforme de France et à fonder, autour de la religion d'État, l'absolutisme et son aboutissement – une religion royale, qui culmine en religion solaire avec Louis XIV et Versailles.

HENRI IV AU-DESSUS DE TOUS LES PARTIS

Ces travaux en ont rejoint d'autres d'Élie Barnavi ou d'Arlette Jouanna en 2007. Tous ont montré qu'en institutionnalisant la concorde entre les confessions déchirées Henri IV, soutenu par les « Politiques », impose une concorde contrôlée par le pouvoir politique. C'est là une révolution : l'imposition de la diversité religieuse sous une même monarchie et l'autonomisation de la raison politique par rapport aux passions religieuses. En même temps, Henri IV resacralise l'État. Car cet État royal « henricien » est un État de raison conçu à la fois comme absolu et arbitral, situé au-dessus de tous les partis, de toutes les confessions, de tous les particularismes : en soumettant ainsi le religieux à la loi civile, l'État absolu apparaissait plus que jamais comme l'unique garant de l'intérêt commun. Contre toutes les factions, toutes les opinions, toutes les pulsions mortifères.

L'HOMME COUPÉ EN DEUX

Régulateur et contrôleur de la religion, l'édit de Nantes marque ainsi une étape importante dans l'histoire de la distinction entre le sujet politique, qui doit obéir à la loi, et le croyant, libre de ses choix religieux privés, comme si l'homme se coupait en deux : une moitié privée et une moitié publique. Désormais les actions et les actes « civils » sont soumis sans exceptions à la loi de l'État. Mais la conviction est libre : la liberté de conscience est acquise. Lorsqu'en 1685 Louis XIV révoque l'édit de son grand-père, il provoque l'indignation de Vauban : *« Les rois sont bien maîtres des vies et des biens de leurs sujets, mais jamais de leurs opinions parce que les sentiments intérieurs sont hors de leur puissance. »*

PARIS, RENÉ-GABRIEL-OJÉDA

LE CONTREPOINT

***Les guerres de Religion** ont constitué la matrice de la modernité politique européenne. D'abord, face au renforcement de l'État, elles ont permis l'émergence de courants révolutionnaires. Ce fut le cas en Allemagne, où s'est allumée la première guerre religieuse, aux Pays-Bas, en Angleterre et en Écosse, puis, surtout, en France avec la Ligue des Seize, la fraction la plus extrême du camp catholique, qui peut être considérée comme le premier véritable parti de l'histoire de l'Occident. Ensuite, c'est l'horreur des guerres de Religion qui a donné naissance à une véritable tolérance religieuse. Dans un premier temps celle, purement utilitaire, du « tiers parti » des « Politiques » (laissons-les vivre car à force de chercher à en venir à bout nous risquons de nous perdre tous), puis celle, à fondement éthique, des humanistes (laissons-les vivre car il est immoral de forcer les consciences). Enfin, c'est dans la tourmente des guerres de Religion que la distinction du spirituel et du temporel s'est épanouie en une première forme, balbutiante encore, de laïcité.*

Élie Barnavi, L'Histoire n° 289, juillet-août 2004

Henri IV en Hercule gaulois peint par Nicolas-Bernard Lépicié en 1772 (Pau, Musée national du château).

N° 126, octobre 1989

'1999

Quelle date pour commémorer la guerre d'Algérie ? La querelle ravive les enjeux du conflit.

La guerre d'Algérie en face

24 mars : l'Otan lance des frappes sur la Serbie
Depuis mars 1998, la communauté albanaise du Kosovo subit les violences de Belgrade.

GAMMA

7 juillet : 60,8 millions de Français
C'est le résultat du recensement de l'année sur la population.

B. BARBEY/MAGNUM

31 décembre : Poutine au pouvoir
Après la démission de Boris Eltsine, Vladimir Poutine est nommé président par intérim. Début d'un règne de neuf ans.

RUE DES ARCHIVES/AGIP, Z.

Par **Guy Pervillé**

Jusqu'à la loi du 18 octobre 1999, la guerre d'Algérie n'avait pas droit au nom de « guerre ». Auparavant régnaient les euphémismes : « événements », « opérations de maintien de l'ordre »... Pourtant, depuis le milieu des années 1990, une véritable « explosion mémorielle », traduite par une augmentation spectaculaire du nombre de publications sur la guerre d'Algérie, a conduit à une remise en cause générale de la politique de l'oubli et à une conversion des pouvoirs publics à une politique de la mémoire.

Professeur à l'université de Toulouse-Le-Mirail, Guy Pervillé a notamment publié La Guerre d'Algérie *(Puf, « Que sais-je ? », 2007). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1983.*

DR

LA FIN DE L'AMNÉSIE

Cette évolution accélérée résulte de plusieurs causes générales. D'une part, un phénomène de relève des générations : les anciens d'Algérie deviennent de plus en plus majoritaires parmi les anciens combattants comme parmi les responsables politiques. De plus, ils vieillissent, ce qui accroît leur désir de témoigner et de transmettre leur mémoire aux jeunes générations.

D'autre part, à la suite des procès Barbie (1987), Touvier (1994) et Papon (1997), mais aussi des déclarations du président de la République Jacques Chirac sur la responsabilité de la France dans la déportation des Juifs, la contradiction entre un devoir de mémoire de plus en plus exigeant en faveur des héros et des victimes de la Seconde Guerre mondiale et un devoir d'oubli réservé à ceux de la guerre d'Algérie devient de moins en moins supportable.

Enfin, il ne faut pas sous-estimer, depuis 1992, la réactualisation de la mémoire de la « première guerre d'Algérie » par la rechute de ce pays dans la violence.

Ces différents facteurs ont contribué à un désaveu officiel de la politique de l'oubli par les pouvoirs publics français, avec l'accord unanime des forces politiques représentées au Parlement. En octobre 1997, le procès de Maurice Papon, jugé pour son rôle dans la déportation des Juifs de Bordeaux entre 1942 et 1944, fournit à Jean-Luc Einaudi l'occasion de mettre en cause les responsabilités de l'accusé, préfet de police de Paris en 1961, dans la répression de la manifestation algérienne du 17 octobre qui aurait causé plusieurs centaines de morts.

Il s'ensuivit une cascade de déclarations des ministres de la Culture, de l'Intérieur, de la Justice et du Premier ministre Lionel Jospin en faveur de l'ouverture des archives pour permettre aux chercheurs de faire la lumière sur ce triste épisode de notre histoire.

LA DATE DU 19 MARS DIVISE

L'idée qu'il fallait *« mettre le langage officiel en conformité avec le langage courant »* en appelant la guerre d'Algérie par son nom avait déjà été exprimée en septembre 1996 par Jacques Chirac. Plusieurs propositions de loi en ce sens furent déposées en 1998 à l'Assemblée nationale et au Sénat par les groupes de gauche et par ceux de l'opposi-

Des combattants du FLN faits prisonniers par les soldats français (sans lieu, ni date).

tion. La loi relative à l'emploi officiel de l'expression « guerre d'Algérie » fut finalement votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 10 juin 1999, par le Sénat le 5 octobre, et publiée au *Journal officiel* du 18 octobre.

Jusqu'en 1999 le conflit n'avait pas droit officiellement au nom de « guerre ». Régnait encore l'euphémisme « opérations de maintien de l'ordre »…

La suite logique de ce vote unanime devait être l'organisation d'une commémoration. De nombreuses propositions de loi furent déposées, mais l'unanimité se brisa sur le choix d'une date : alors que les partis de gauche proposaient le 19 mars 1962, date du cessez-le-feu en Algérie, au lendemain des accords d'Évian, la majorité des opposants de droite se prononçait contre. En effet, le 19 mars est la date qui divise le plus. Comme le signale la proposition socialiste : « *Pour les uns, soldats, leurs familles et leurs amis, cette date correspond à la fin d'une guerre cruelle où nombre de leurs camarades sont tombés.* […] *Pour les autres, elle correspond à l'accélération des drames vécus et au basculement dans les déchirements. Pour nos compatriotes français d'Algérie rapatriés, c'était l'abandon de leur terre natale et de leurs racines. Pour les harkis, qui n'envisageaient pas d'autre avenir que dans la France, cette fidélité fut un choix lourd de conséquences pour lesquels ils ont payé un lourd tribut.* » Le 19 mars est donc susceptible de rallier une large majorité, mais pas l'unanimité des Français.

Le texte de synthèse des partis de gauche en faveur du 19 mars fut voté le 22 janvier 2002 par la majorité des députés, et transmis au Sénat, mais laissé en sommeil dans l'attente des élections. Les victoires de Jacques Chirac et de sa nouvelle majorité au printemps 2002 aboutirent à un décret, le 26 septembre 2003 : une « Journée nationale d'hommage aux morts pour la France pendant la guerre d'Algérie et les combats du Maroc et de la Tunisie » était fixée au 5 décembre, jour de l'inauguration du mémorial des Anciens Combattants d'Algérie, au quai Branly, à Paris, un an plus tôt. Mais la Fédération nationale des anciens combattants en Algérie (Fnaca) persiste à réclamer l'abrogation du décret, et maintient la commémoration du 19 mars. Les associations hostiles à cette date demandent quant à elles aux autorités de la boycotter pour faire du 5 décembre la seule commémoration nationale officielle de la guerre d'Algérie…

DES HISTOIRES CONCURRENTES

C'est dire que la guerre d'Algérie n'est pas encore une histoire apaisée. Elle est devenue depuis la fin des années 1990 un enjeu de polémiques, relayées dans la presse et les médias. La responsabilité des soldats français dans les pratiques de torture, le drame vécu par les harkis après 1962, le bilan des victimes de la guerre sont autant de questions qui ont, beaucoup moins que les témoins survivants, divisé les historiens.

L'emploi de la torture par des officiers de l'armée française n'est pas une révélation. Mais le

très incertaines qui ont varié entre 10000 et 150000, mais n'a jamais été recensé.

D'autres épisodes dramatiques de la guerre sont encore très mal connus et trop peu reconnus. Suivant ses partis pris, chacun accorde son attention aux victimes dont il se sent solidaire, par exemple celles de l'OAS (l'Organisation armée secrète créée en 1961 et qui regroupe les partisans de l'Algérie française), ou celles du FLN en 1962, et non à celles de l'autre camp.

LA GUERRE EST-ELLE FINIE ?

Malgré les progrès de la recherche historique, l'Algérie et la France peinent à dépasser leurs mémoires antagonistes de la guerre.

Depuis 1990, en Algérie, la Fondation du 8 mai 1945 et, en France, l'association « 17 octobre 1961 contre l'oubli » réclament la reconnaissance française de « crimes contre l'humanité » commis en Algérie. Lors de sa visite à Paris, le 14 juin 2000, le président Bouteflika a demandé à la France une déclaration de repentance pour tous les crimes commis par elle en Algérie de 1830 à 1962. La négociation d'un traité d'amitié franco-algérien, annoncée en 2003 par le président Chirac, pouvait donc faire espérer aux Algériens que leur revendication de repentance avait des chances d'aboutir. Le 27 février 2005, le discours prononcé à Sétif par l'ambassadeur de France en Algérie, qui reconnut pour la première fois que la répression à Sétif en mai 1945 avait été *« une tragédie inexcusable »*, fit croire à la presse algérienne que la France allait céder.

Mais, peu après, la loi du 23 février 2005 rendait hommage aux Français et Français musulmans d'Algérie en des termes incompatibles avec l'esprit du traité d'amitié. Le président Bouteflika, le 8 mai 2005, somma la France de reconnaître qu'elle avait commis des « crimes contre l'humanité » en Algérie. Son intransigeance fit échouer les tentatives de relance du président Chirac. Puis le nouveau président Nicolas Sarkozy rejeta l'exigence algérienne de repentance.

Ainsi, la difficulté de choisir une date commémorative n'est qu'un symptôme : le plus difficile reste de s'accorder, entre Français, puis entre Français et Algériens, sur un message susceptible de dépasser les affrontements par une véritable réconciliation. L'échec du traité d'amitié franco-algérien a prouvé que les conditions sont encore loin d'être réunies. Pour cela, il faut que toute l'histoire se fasse, en Algérie aussi.

JEAN-MARIE BOURDON/CORBIS SYGMA

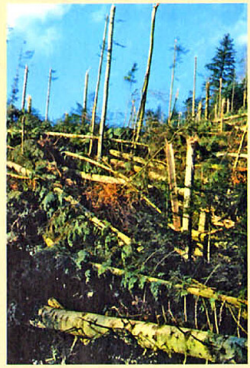
La situation des harkis réfugiés en France après 1962 pose toujours problème. Ici manifestation à Paris, en octobre 1997. A gauche : soldats du FLN, 1961.

LE CONTREPOINT

Existe-t-il encore des zones d'ombre, *des tabous à propos de l'histoire de la guerre d'Algérie ? Oui, bien sûr. Si l'on se situe sur le plan de la violence, l'historien doit travailler sur l'utilisation du napalm par l'armée française, les expériences nucléaires au Sahara et les radiations dont ont été victimes les populations civiles, les disparus de la « bataille d'Alger » en 1957, ou les chiffres de morts de la répression d'août 1955 (à la suite du massacre de 71 Européens dans le Constantinois, les Algériens avancent le chiffre de 12000 tués). Sur un autre plan, il faudra se pencher sur les refus de cette guerre dans la société française, ou sur son coût économique… Pour les Algériens, une question reste essentielle, celle du ralliement d'une partie du « monde indigène » à l'Algérie française : pourquoi des milliers de paysans musulmans ont-ils choisi de devenir harkis ? Et pourquoi d'autres indigènes, les Juifs d'Algérie, ont-ils massivement choisi la France, et n'ont pas répondu aux appels du FLN ?* ***Benjamin Stora***

N° 181, octobre 1994

1999



Tempête sur la France
Les deux vagues de tempête du 26 au 28 décembre, avec des vents à 170 km/h, ont fait une centaine de morts en Europe. La France n'avait rien connu d'aussi violent depuis 1949. De tels ouragans peuvent toutefois être rapprochés d'épisodes équivalents vers la fin du XIXe siècle. Difficile donc de savoir s'il s'agit d'une conséquence du réchauffement de la planète. Celui-ci en revanche est indubitable. Les historiens ont contribué à la démonstration en établissant la chronologie des phases d'optimums et de refroidissements depuis l'An Mil. L'augmentation d'au moins 1°C des températures moyennes annuelles, en France, au cours des 107 dernières années, représente un événement considérable. ***E. L. R. L.***

L'histoire culturelle est née
Quel est le point commun entre l'histoire des notes de bas de page et l'étude de la mélancolie dans les armées napoléoniennes ? Les deux appartiennent à l'histoire culturelle. En 1999, des historiens français créent l'Association pour le développement de l'histoire culturelle, donnant ainsi un toit commun à des questionnements multiples. Car l'histoire culturelle privilégie l'objet dans une conception large de la « culture » : des produits culturels (livre, cinéma, etc.), des vecteurs (médias, intellectuels, galeries), des pratiques (lecture, cinéphilie…) ou des politiques (démocratisation/décentralisation…). Elle promeut également un regard, qui peut s'exercer sur n'importe quel objet, centré sur les notions de représentation, de circulation, d'appropriation. ***E. L.***

Notre site
Dans l'éditorial du numéro de novembre 1999, un post-scriptum annonce : « L'Histoire est désormais présente sur Internet. » Alors que le Web en France en est à ses balbutiements, le site de L'Histoire propose, en plus d'articles, un index général et un portail animé par Michel Deverge, guide des ressources historiques. ***O. T.***

14 juin 2000 la correspondante du *Monde* à Alger, Florence Beaugé, a mis le feu aux poudres en racontant l'histoire de Louisette Ighilahriz. Cette militante du FLN disait avoir été torturée pendant la bataille d'Alger de 1957. Florence Beaugé a également recueilli les témoignages du général Massu, reconnaissant pour la première fois que la torture avait été une erreur et que la France aurait pu l'éviter, du général Bigeard qui persistait à nier en bloc et du général Aussaresses, qui reconnaissait avoir pratiqué la torture et des exécutions sommaires (dont celle du chef FLN d'Alger Larbi Ben M'hidi) sans vouloir s'en repentir.

En décembre 2000, la soutenance de la thèse de Raphaëlle Branche, saluée par *Le Monde*, qui mettait au premier plan la torture employée par l'armée française, inspira des réponses indignées dont un Livre blanc signé par plus de 500 officiers généraux.

En ce qui concerne le bilan humain de la guerre, on a renoncé aux estimations qui circulaient il y a encore trente ans. Contrairement à ce qui est encore dit en Algérie, la guerre n'a pas fait un million de morts algériens ni un million et demi. Grâce à l'étude démographique de la population algérienne, on en arrive à 250000 ou 300000 morts dans la population musulmane, du fait des deux camps. Les bilans officiels des morts algériens comptabilisés par l'armée française et par le ministère algérien des Anciens Moudjahidin sont proches de 150000. Du côté français, on compte environ 25000 morts et près de 65000 blessés militaires, mais aussi 2788 civils français d'Algérie tués du 1er novembre 1954 au 19 mars 1962, et environ 2000 tués sur plus de 3000 enlevés après le cessez-le-feu.

L'image du FLN est écornée. Le mythe d'un soulèvement algérien national a été lui aussi mis à mal

Le mythe d'un soulèvement algérien national et unanime a été lui aussi mis à mal. On sait que la guerre fratricide entre les deux partis nationalistes algériens, le Front de libération nationale (le FLN, fondé en 1954) et le Mouvement national algérien (le MNA, créé par le pionnier du nationalisme algérien Messali Hadj), a fait en France près de 4300 tués et 9000 blessés et environ 6000 tués et 4000 blessés en Algérie.

C'est également l'image du FLN qui est écornée. On sait que celui-ci a usé du terrorisme autant que de la guérilla comme arme essentielle de son combat, qu'il a tué plus de civils que de militaires, et beaucoup plus de civils musulmans (16378 jusqu'au cessez-le-feu) que d'Européens. Quant au nombre de « traîtres » assassinés après le 19 mars 1962 contrairement aux clauses d'amnistie des accords d'Évian, il a fait l'objet d'estimations

Les rendez-vous de l'Histoire

Chaque mois, L'Histoire vous propose des événements culturels : conférences, colloques, expositions, cinéma, théâtre, privilèges abonnés...

ARRAS DÉBAT

Jeudi 1er mai à 15h30
entrée libre dans la limite des places disponibles

Actualité d hier, histoire d aujourd hui

Dans le cadre du nouveau cycle « Actualité d'hier, histoire d'aujourd'hui ». Avec Jean-François Kahn, chaque mois, dans une ville différente, assistez aux rencontres « Actualité d'hier, histoire d'aujourd'hui »

Le roman-feuilleton dans le combat républicain

Débat animé par **Jean-François Kahn**, *journaliste, fondateur de l'hebdomadaire* Marianne

Avec **Daniel Compère**, *maître de conférences à l'université Paris III – Sorbonne Nouvelle*

et **Dominique Jamet**, *journaliste et écrivain*

Rencontre organisée dans le cadre du 7e Salon du livre d'expression populaire et de critique sociale

Salle des Concerts, Théâtre d'Arras, 62000 Arras

renseignements : www.colresdupresent.com / 03 21 15 35 87

Rejoignez le cercle privilégié des abonnés de l'Histoire voir p.137

PARIS CONFÉRENCE

Mardi 13 mai à 18h30
entrée libre

Dans le cadre du cycle « Une histoire mondiale de la colonisation » de l'Université populaire du musée du Quai Branly

De Brazzaville à Bandung : vers une nouvelle distribution du monde ?

Par **Marc Michel**

Spécialiste d'histoire coloniale, il est notamment l'auteur de Décolonisation et émergence du tiers-monde *(Hachette Supérieur, rééd. 2005)*

Musée du Quai Branly, théâtre Claude Levi-Strauss, 37, quai Branly, 75007 Paris

Accès Théâtre par le hall d'entrée du musée, niveau jardin bas

renseignements : www.quaibranly.fr / 01 56 61 71 72

PARIS CINÉMA

L'Histoire et Alsace Cinémas Distribution convient 150 abonnés à la projection en avant-première du film

Mardi 6 mai
à 20 heures

Et puis les touristes

Un film de **Robert Thalheim**

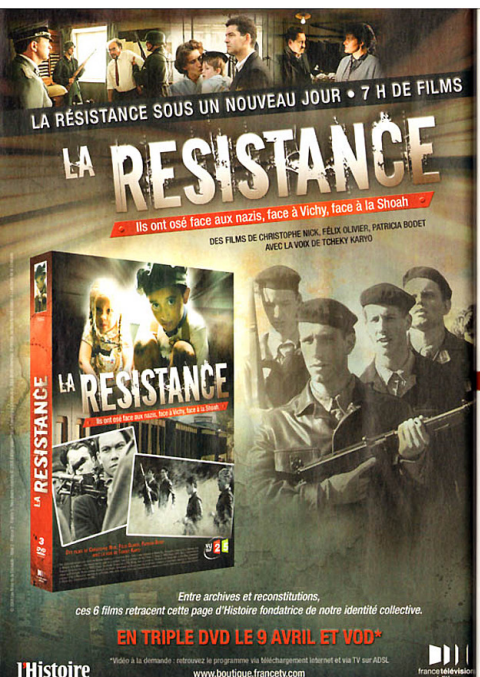
La projection sera suivie d'un débat organisé par L'Histoire, *avec* **Robert Thalheim,** *réalisateur du film, et* **Annette Wieviorka,** *directrice de recherche au CNRS*

Les 75 premiers abonnés inscrits recevront une invitation pour 2 personnes. Précisez vos nom, prénom, adresse postale et téléphone par courriel

Avec Alexander Fehling, Ryszard Ronczewski, Barbara Wysocka. Durée : 1h22. Festival de Cannes 2007, compétition officielle, Un Certain regard. Festival du film d'histoire de Pessac 2007, Prix du jury. Nominé au Deutscher Filmpreis, LOLA pour le meilleur long métrage.

Inscriptions : privilege-abonnes@histoire.presse.fr

Sortie nationale en salles 14 mai 2008 / www.etpuislestouristes-lefilm.com



Les rendez-vous de l'Histoire

Chaque mois, L'Histoire vous propose des événements culturels : conférences, colloques, expositions, cinéma, théâtre, privilèges abonnés...

BnF

PARIS CONFÉRENCE

Mardi 27 mai à 18h30
entrée libre

Cycle de conférences « Les brûlures de la colonisation » co-organisé avec la Bibliothèque nationale de France

Les indigènes de l'empire dans l'Exposition coloniale de 1931

Par **Michel Pierre**

Spécialiste d'histoire coloniale, il a publié avec Catherine Hodeir 1931. L'exposition coloniale *(Complexe, 1991)*

BNF
Site François-Mitterrand, grand auditorium, hall est, quai François-Mauriac, 75013 Paris
Métro
Quai de la Gare ou Bibliothèque François-Mitterrand
Bus
89 et 62

renseignements : 01 53 79 49 49/www.bnf.fr

D'autres informations sur www.histoire.presse.fr

MULHOUSE

MULHOUSE CONFÉRENCE

Mercredi 28 mai à 19h30
entrée libre

L'Histoire, l'association « Rencontres de la Décapole » et le Musée historique de Mulhouse vous convient au cycle de conférences consacré aux « Leaders charismatiques »

Charles de Gaulle. Les défis de l'histoire

Par **Serge Berstein**

Professeur émérite à Sciences-Po Paris, président d'honneur de la Société d'histoire moderne et contemporaine. Il est notamment l'auteur de Le Gaullisme *(La Documentation française, 2006)*

Salle de la Décapole, Musée historique, place de la Réunion, 68100 Mulhouse

renseignements : 03 89 33 79 10

Le « bug » de l'an 2000 n'a pas eu lieu… Le XXIe siècle sera celui d'Internet.

Internet, qu'est-ce que ça change ?

Par **Jean-Noël Jeanneney**

11 mai : un milliard d'Indiens
Le sub-continent compte désormais un sixième de l'humanité.

E. PETERS-GAMMA

6 juin : loi sur la parité
Le Parlement français garantit l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats et aux fonctions électives. Très discutée, cette loi devait garantir la représentation égalitaire des femmes en politique. En 2007, elles sont 18 % des députés.

A. DUCLOS-GAMMA

20 septembre : le mandat présidentiel à cinq ans
73 % des Français l'ont approuvé par référendum.

J.-B. VERNIER/CORBIS-SYGMA

ENGLISH HERITAGE, LONDRES / NATIONAL MONUMENTS RECORD / TOPHAM PICTURE LIBRARY

Les bureaux du quotidien britannique The Morning Post *à Londres en 1920.*

Jean-Noël Jeanneney est conseiller de la direction de L'Histoire. *Il fait partie du comité de rédaction depuis le numéro 1. Spécialiste de l'histoire politique et des médias, il a publié* Quand Google défie l'Europe *(Mille et Une Nuits, 2e éd. 2006).*

Au moment où s'ouvre le XXIe siècle, la révolution d'Internet s'affirme, annonçant sur notre planète des bouleversements vertigineux : l'équivalent de leur intensité ne peut se trouver – et encore ! – qu'avec l'invention de l'imprimerie, plus d'un demi-millénaire en arrière. Les effets rapides de cette prodigieuse nouveauté, fruit d'inventions en cascade, née de la rencontre de ressources publiques et d'investissements marchands, nous sont désormais familiers – quant à la circulation des messages entre les humains, la promptitude et la généralisation de la diffusion des nouvelles, avérées ou fantasmatiques, l'accès à une multitude de données de toute nature et de toutes qualités.

La croissance du nombre des internautes tout autour de la planète témoigne à elle seule, avec la sécheresse des chiffres, d'une mutation dont la promptitude est impressionnante. Dans le monde entier il y avait, en l'an 2000, moins de 400 millions d'internautes et, selon les dernières estimations, ce chiffre a bondi à 1,4 milliard au début de 2008 (sur une population de 6,5 milliards environ). En France on dénombrait 8,5 millions d'internautes en 2000, soit 11 % de la population de plus de 11 ans. En 2007 on a atteint (la source est Médiamétrie) un total de 31 millions, soit un « taux de pénétration » de près de 60 %.

Quelle peut être, quelle doit être, quelle sera la réaction des hommes sagaces et sages devant ce phénomène capital ? On pourrait dresser une petite anthologie de l'affrontement binaire qui se joue un peu partout, depuis une dizaine d'années, entre les enthousiastes et les moroses, les thuriféraires d'une civilisation qu'Internet illuminerait de ses rayons splendides et les esprits chagrins, nostalgiques des temps antérieurs et annonçant les pires catastrophes culturelles, les pires décervelages sous l'effet de ces technologies perverses.

En l'an 2000, il y avait moins de 400 millions d'internautes dans le monde. Ce chiffre a bondi et atteint en 2008 1,4 milliard, le quart de la population mondiale

L'évocation, de plus en plus répandue depuis le début de ce siècle, d'une bibliothèque universelle rendant disponible sous forme numérique la totalité des livres produits par l'humanité illustre fort bien cela. En faisant bon marché de l'invraisemblance qu'on y parvienne à vue humaine, on voit comment d'aucuns rêvent à la chance que s'effacent d'un coup les obstacles matériels s'opposant à un accès égal à ce splendide héritage collectif, tandis que d'autres gémissent à l'idée que risquent de disparaître les livres sur papier et la relation spécifique que chacun peut entretenir avec eux.

En vérité il ne faut s'abandonner à aucun fatalisme. Les conséquences de l'émergence d'Internet pour l'avenir apparaissent, depuis une décennie, comme profondément marquées d'incertitude, en termes civiques, économiques, sociaux, culturels et religieux. Et l'action politique portée par les citoyens prend ici sa pleine noblesse. Pour répondre à cinq défis, cinq enjeux qui ont commencé de se dessiner vers l'an 2000 – et que l'historien au travail éprouve, à sa place, de façon aiguë : vrac, vitesse, vérité, validation, variété.

Le *vrac* est le péril primordial. Sans fil d'Ariane, l'immensité de l'offre d'informations submerge l'intelligence. Le tout rejoint le rien. La question centrale est donc celle du principe d'organisation et de hiérarchisation des données. Toute autorité proposant un système dont elle affiche les règles aidera à se retrouver dans un désordre infini, surtout si elle est en concurrence avec d'autres et stimule ainsi la lucidité.

La *vitesse* de circulation ajoute ses effets dangereux à ceux-là. Atout merveilleux pour l'efficacité du travail comme pour les curiosités promptement satisfaites, elle menace aussi, si l'on n'y prend garde, la maturation indispensable aux analyses pertinentes et aux synthèses réfléchies. L'historien a appris à se réjouir du temps gagné, dans sa recherche au quotidien, mais tout autant à prendre garde aux facilités trompeuses des réponses immédiates qui souvent, trop aisées, érodent l'esprit critique et empêchent tout recul salutaire.

La *vérité*, en effet, risque d'être plus aisément malmenée par Internet que par les autres canaux au travers desquels cheminait précédemment la communication entre les hommes. La rumeur trouve sur la Toile un champ privilégié pour déployer son dynamisme délétère. Le Figaro de Beaumarchais, qui l'évoquait si bien, aurait été lui-même sidéré de voir quel parti inédit peuvent trouver sur Internet les multiples perversités, jalousies et légèretés qui l'ont portée en tout temps. Les États-Unis, attachés plus que d'autres peuples à une liberté d'expression sans entraves, tendent à faire confiance aux échanges contradictoires pour que dans le domaine des affirmations mensongères la bonne monnaie chasse la mauvaise. Notre vieux continent est payé pour savoir qu'il n'en est pas toujours ainsi, loin de là. Et il arrive qu'on s'y inquiète de l'essor des encyclopédies qui font appel au savoir de tous en comptant que puisse naître une vérité indubitable par correction collective des erreurs.

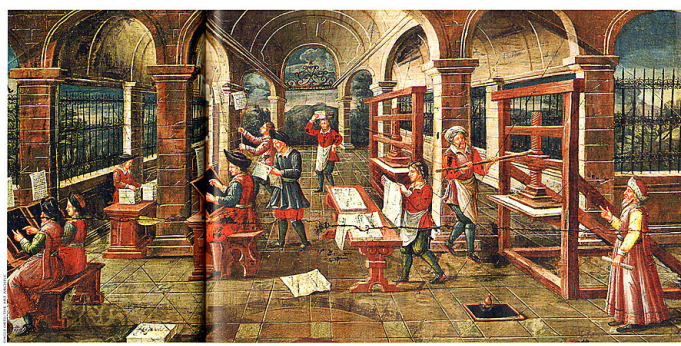
Il est frappant que même Wikipédia, fondée sur ce principe, ait dû se résoudre récemment à mettre en place une surveillance assurée par des compétences reconnues. Dans l'ordre intellectuel il faut donc que soit posée sans relâche la question cruciale de la *validation* de ce qui circule sur la Toile. Non qu'il soit question – sauf dans le cas de perversions sexuelles et racistes, ou d'incitation au terrorisme – de pratiquer une censure blâmable

2000

Le grand Bleu
La couleur, jusque-là sujet privilégié des philosophes (Aristote, Diderot, Wittgenstein) ou des artistes eux-mêmes (mais pas des historiens d'art), devient avec Michel Pastoureau objet de l'histoire sociale. Bleu. Histoire d'une couleur (Le Seuil) ou l'histoire d'un renversement. Car les débuts du bleu furent difficiles. Bien que largement diffusé dans la nature, les hommes l'ont fabriqué et maîtrisé difficilement. Les premières peintures pariétales l'ignorent. Pour les Romains, qui préfèrent le rouge, il est la couleur des Barbares. Jusqu'au XIIe siècle, en Occident, le bleu est une couleur de second plan, sans fort pouvoir symbolique. En quelques décennies, tout change, et voici le bleu à la mode. Sa vogue dans le vêtement, favorisée par le progrès des teintures et le développement de la culture de la guède, se fait envahissante. La Vierge s'habille de bleu dans les images, contribuant à le valoriser. Le bleu devient la couleur emblématique des rois de France. Dans la littérature, le voilà associé aux notions de joie, d'amour, de loyauté, de paix et de réconfort. Les siècles suivants voient le triomphe du bleu. J. B.

Zeugma, ville engloutie
Son nom, qui signifie « pont de bateaux », indique bien la fonction de cette ville-frontière, prospère à l'époque hellénistique puis romaine, avant d'être victime de la fatalité entre les Empires romain et perse : point privilégié de traversée de l'Euphrate. Depuis l'automne 2003, le site, en Turquie, est partiellement noyé par la retenue du barrage de Birecik. Les fouilles menées en toute hâte ont permis de sauver une partie des peintures murales et des mosaïques d'un riche quartier résidentiel. Deux d'entre elles nous apportent une preuve de plus de l'hellénisation culturelle de cette région araméophone : elles représentent l'une une scène d'une comédie de Ménandre, « le rapes entre femmes », l'autre la naissance d'Aphrodite. F. C.

Le péplum ressuscité
Le péplum agonisait lorsque Ridley Scott refit La Chute de l'Empire romain *(Anthony Mann, 1964).* Gladiator *avait tout pour plaire : du sang, de la sueur et des larmes. Il plut. C. A.*



Une révolution culturelle qui oblige à réviser les gestes et les notions que nous associons depuis toujours à l'écrit

dont la nature même de l'outil, constitué en réseaux planétaires, rend d'ailleurs la pratique ardue (mais cependant pas impossible, si l'on considère quelques exemples étrangers, par exemple la Chine). L'essentiel est que les utilisateurs éprouvent le besoin que leur soit proposé un jugement de qualité explicite sur ce qui leur est offert. Le label des « marques » s'avère donc plus précieux que jamais. Libre à chacun de proposer ses écrits sur Internet, mais l'intervention des comités de rédaction et de sélection qui assurent aux revues leur renom et leur cayonnement scientifiques se révèle plus que jamais indispensable : pour les utilisateurs de toutes sortes et au premier chef ceux qui doivent se faire les médiateurs entre la connaissance et les citoyens – je pense aux journalistes et aux enseignants.

Au demeurant une chose est de garantir contre tels ou tels mensonges, déviations, fariboles ou absurdités, une autre d'appeler à voir rabattus sur une moyenne banale l'ensemble des créations qui s'offrent sur la Toile ou qui naissent de ses procédés. La *variété* dans la création, valeur cruciale, peut paraître menacée par le principe qui, dans les moteurs de recherche, Google en tête, se fonde sur le nombre des consultations d'un site, pour chacun des sujets concernés, afin de déterminer l'ordre de la liste. Le critère sélectif du succès antérieur de l'information ou de l'œuvre proposée pousse sans relâche à surévaluer le banal aux dépens de la nouveauté féconde.

Par ailleurs, l'aspiration à une gratuité fallacieuse – toute création ayant son prix – peut tarir des sources précieuses. Et enfin la domination des pays riches risque d'appauvrir les cultures de ceux dits « du Sud » qui sont moins développés. Ce n'est pas succomber à un excès d'optimisme que de penser qu'à condition d'être lucides sur ce danger d'uniformisation les États ou les institutions notamment internationales sont à même de le diminuer.

Internet est à la fois le moteur et le reflet d'une mondialisation qui a connu un si puissant développement depuis le passage d'un siècle à l'autre. Moteur par toute l'énergie de ce qu'elle offre à l'imagination et à la créativité des hommes, reflet aussi par cette ambivalence qu'elle manifeste entre la tendance à l'uniformisation des comportements et des mœurs et d'autre part les chances qu'elle confère, pour le meilleur et pour le pire, au renforcement des sentiments nationaux, des passions religieuses, des solidarités régionales ou partisanes, des affinités de toute nature. Une ambivalence dont l'histoire doit rendre compte dès à présent, en attendant d'aider à comprendre de quel côté tourneront les choses, au profit ou aux dépens de la beauté et des valeurs de la démocratie. En sachant que l'une et l'autre ne l'emporteront que grâce au refus farouche de toute fatalité imposée par la technique.

LE CONTREPOINT

***L'invention de l'imprimerie** n'a pas modifié les structures fondamentales du livre, composé, après comme avant Gutenberg, de cahiers, de feuillets et de pages, réunis dans un même objet. […] En brisant le lien ancien noué entre les textes et les objets, entre les discours et leur matérialité, la révolution numérique oblige à une radicale révision des gestes et des notions que nous associons à l'écrit. […] La lecture face à l'écran est une lecture discontinue, segmentée, attachée au fragment plus qu'à la totalité. N'est-elle pas, de ce fait, l'héritière directe des pratiques permises et suscitées par le codex ? Celui-ci invite, en effet, à feuilleter les textes en prenant appui sur leurs index ou bien "à sauts et à gambades" comme disait Montaigne. […]*

« Toutefois, la similitude morphologique ne doit pas faire illusion. La discontinuité et la fragmentation de la lecture n'ont pas le même sens lorsqu'elles sont accompagnées par la perception de la totalité textuelle enserrée dans l'objet écrit et lorsque la surface lumineuse qui donne à lire les fragments d'écrits ne rend plus immédiatement visibles les limites et la cohérence du corpus dont ils sont des extraits. »

Roger Chartier, Écouter les morts avec les yeux.
Leçon inaugurale du Collège de France, *Fayard*, 2008

Une imprimerie du XVIe siècle (Dibi, musées des Beaux-Arts). L'invention de l'imprimerie, contrairement à la révolution numérique, n'a pas modifié les structures du livre.

Collections n° 20, octobre-décembre 2005

Le 11-Septembre a braqué les projecteurs sur l'islam. Pour le meilleur et pour le pire.

Le nouveau visage de Mahomet

RUE DES ARCHIVES/RCA

7 janvier : George W. Bush est le 43e président des États-Unis
Il remporte de manière très contestée l'élection présidentielle sur le candidat démocrate Al Gore.

SILVIO AVILA/REUTERS

26 janvier : premier forum social mondial de Porto Alegre, au Brésil
La manifestation concentre tous les mouvements anti-mondialisation.

SEAN ADAIR/REUTERS

11 septembre : des avions suicide frappent l'Amérique
L'événement est un traumatisme mondial.

Par **Gabriel Martinez-Gros**

En 1978, *L'Orientalisme* d'Edward Said conduisait le procès radical de la recherche menée depuis deux siècles en Occident sur les civilisations non européennes. L'auteur y attaquait la collusion de l'Europe savante avec le colonialisme et l'impérialisme. Cette collusion se traduisait par la création d'un objet irréel, l'Orient, indifféremment étendu du Japon à l'Afrique, paré de tous les fatalismes et de tous les charmes du déclin, et dont l'existence n'avait pour but que de réserver, par contraste, à l'Occident le privilège du progrès.

Gabriel Martinez-Gros a publié avec Lucette Valensi L'Islam en dissidence. Genèse d'une confrontation *(Le Seuil, 2004). Son premier article dans* L'Histoire *date de 2001.*

DR

Le propos était globalement juste : au cours du XIXe siècle surtout, l'Occident construisit un monde en noir et blanc, opposant son propre dynamisme à l'archaïsme indistinct du reste du monde. Mais le schéma qu'Edward Said dénonçait, il se contentait de l'inverser en dressant un tiers-monde non moins indistinct contre l'hégémonie politique et culturelle de l'Occident. La suite montra vite que sa thèse souffrait du travers qu'elle reprochait à l'orientalisme : une occultation volontaire d'acteurs réels. L'auteur, américain d'origine chrétienne palestinienne, nous entretenait d'abondance des Arabes opprimés, parfois des Indiens colonisés ; rarement des Turcs ou des Iraniens ; de l'islam presque jamais.

La chose ne choqua pas dans un monde encore baigné dans les luttes tiers-mondistes et la cause palestinienne. La religion ne semblait pas devoir y tenir un rôle majeur. Tout changea dès l'année suivante lorsque Khomeyni proclama le 1er février 1979 à Téhéran la République islamique. Les femmes furent couvertes de noir et l'Occident apprit des mots nouveaux : « tchador », « ayatollah », « charia », « fatwa » tirés des vieux grimoires du Moyen Age et que des jeunes gens révolutionnaires semblaient manier comme une langue d'avenir.

A la fin de cette même année 1979, lorsque les troupes soviétiques vinrent prêter main-forte à Kaboul à un pouvoir « progressiste » soutenu par l'URSS contre des insurgés inspirés par l'islam, beaucoup virent là simplement un nouvel épisode de la guerre froide. Ce que nul n'imaginait, c'est que cette guerre d'Afghanistan survivrait à l'Union soviétique ; ni qu'une nouvelle géopolitique était née et que, trente ans plus tard, l'islamisme éclipserait la cause palestinienne, parfois jusque dans les camps palestiniens.

LA NAISSANCE DU JIHADISME

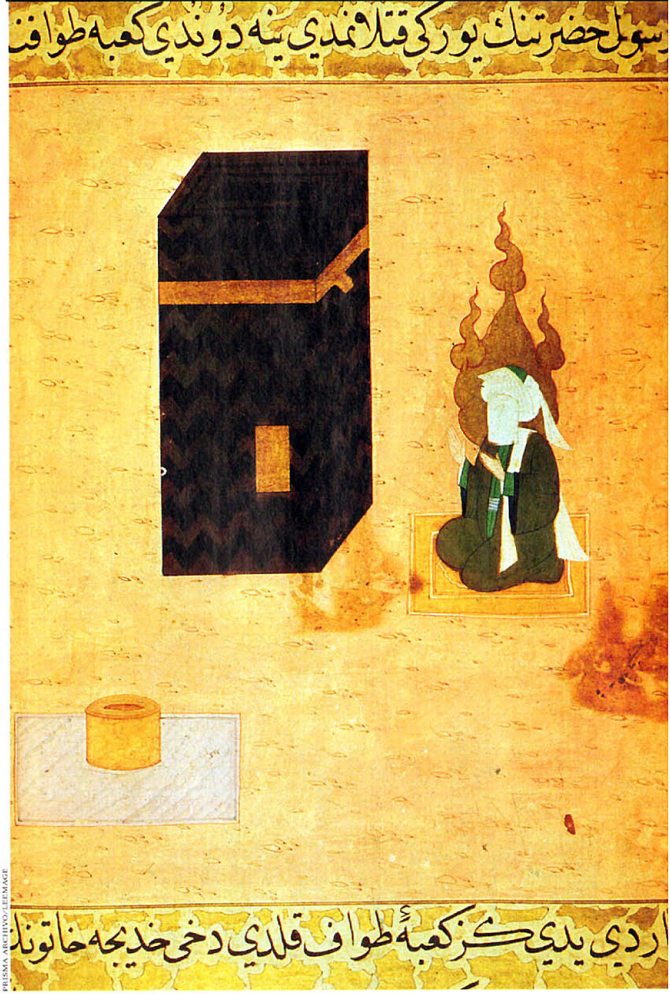
L'ampleur du retournement tient d'abord à une illusion d'optique. Accaparée par le président égyptien Nasser, par le parti Baas au pouvoir en Syrie et en Irak ou par le FLN algérien, membres historiques du camp « anti-impérialiste », l'opinion négligeait en général de considérer qu'une large part du monde musulman partageait depuis 1945 le combat anticommuniste de l'Occident. C'est ainsi que

les partis musulmans participèrent au massacre des communistes indonésiens (1965-1966), que les Pakistanais s'allièrent aux Américains contre le « neutralisme » indien ou que le mouvement islamiste des Frères musulmans soutint le président Anouar el-Sadate, au début de son mandat, dans les années 1970-1973, contre la vieille garde des nassériens marxisants.

La guerre d'Afghanistan fut la dernière, et sans doute la plus spectaculaire de ces collaborations anticommunistes entre l'Occident et l'islam conservateur. La victoire de 1989-1991 (l'effondrement de l'URSS) défit une alliance tactique que seule justifiait la communauté d'ennemis, communistes et tiers-mondistes. L'itinéraire politique d'Oussama ben Laden, animé par un anticommunisme très profond et par la haine des « sans-Dieu », entré dans le combat anticommuniste afghan pour en sortir champion du jihad antioccidental, fut celle de tout un pan de l'Islam.

La brutalité de ce renversement d'alliances ébranla les jugements et les analyses à la mesure des contradictions apparentes de cet islamisme nouveau. Né de la droite extrême de l'échiquier politique musulman, le jihadisme reprend cependant des thèmes de la gauche tiers-mondiste naufragée : l'anti-impérialisme, le « souci des déshérités » – de la même façon que le fascisme de l'entre-deux-guerres nourrissait sa rhétorique du vocabulaire de l'anarchisme ou du socialisme de la génération précédente.

Le discours islamiste s'attache cependant pour l'essentiel à des valeurs conservatrices et d'abord à la loi religieuse, dont le jihad est conçu comme un aspect. Il étend ce jihad à toutes les terres où l'islam est confronté à l'infidélité, qu'il s'agisse des Philippines chrétiennes, de la Thaïlande bouddhiste, de l'Inde laïque ou hindouiste, de la Chine communiste, de l'Afrique « païenne » ou chrétienne. Il rompt ainsi les solidarités supposées du tiers-monde où se situait encore Edward Said.



PRISMA ARCHIVO-LEEMAGE

Des travaux s'attaquent aux origines de l'islam. Ils soulignent ce qu'il doit aux monothéismes juif et chrétien ainsi qu'à la vieille spiritualité arabe et païenne

UN INTÉRÊT NOUVEAU POUR L'ISLAM

Cette exaltation de tous les combats de l'islam tend à renouveler l'intérêt pour son histoire, souvent ramenée, il est vrai, aux injures subies dont on se promet la vengeance : ainsi la disparition du califat ottoman, « assassiné » en 1924 par la coalition des Alliés victorieux de la Première Guerre mondiale et des laïcs turcs emmenés par Mustafa Kemal ; ou encore la perte d'al-Andalus, « reconquise » par les Espagnols (XI^e^-XV^e^ siècle). Les récents attentats contre l'Espagne sont conçus par les jihadistes comme les premiers

Le prophète Mahomet priant devant la Kaaba à La Mecque. Miniature du XV^e^ siècle.

N°260, décembre 2001

Les archives retrouvées

*Pierre Mollier, responsable des fonds du Grand Orient de France, nous a ouvert les archives de la Franc-Maçonnerie tout juste restituées par les Russes qui les détenaient depuis 1945. Notre numéro de l'été 2001 s'est vendu à 100 000 exemplaires. Un record ! **G. S.***

SUZANNE HELD/AKG

La fin des bouddhas de Bamiyan

*En mars 2001, les talibans décident la destruction des deux bouddhas géants excavés dans la falaise de Bamiyan en Afghanistan. Œuvres du VIe siècle, les deux Bouddhas avaient déjà fait l'objet de vandalisme de la part des musulmans qui supportent mal le bouddhisme, religion idolâtre par excellence à leurs yeux. Mais l'artillerie d'un Nâdir Shah, au XVIIIe siècle, n'était que grenaille pour ces colosses. Même en mars 2001 leur dynamitage fut difficile car les statues faisaient corps avec la roche. Les bouddhas de Bamiyan étaient depuis longtemps intégrés au « musée imaginaire » occidental. Aujourd'hui circulent des projets peu réalistes de reconstruction. Et l'on recherche le troisième bouddha, couché celui-là, et repéré par un pèlerin chinois. **P. C.***

M. LÉGION D'HONNEUR - HERITAGE IMAGES/LEEMAGE

Napoléon empoisonné ?

*Depuis des décennies, la rumeur enfle selon laquelle Napoléon aurait été empoisonné à Sainte-Hélène. Le 1er juin 2001, une conférence de presse réunit les partisans de cette thèse autour de l'homme d'affaire canadien Ben Weider, commanditaire d'une série d'analyses toxicologiques sur des cheveux réputés être ceux de l'Empereur. Des médecins légistes y confirment la présence d'arsenic. Mais, pour étalonner ces analyses, il serait indispensable de connaître la teneur normale des cheveux en arsenic au XIXe siècle, époque à laquelle on en trouvait dans nombre de produits de la vie quotidienne. La thèse de l'empoisonnement est loin d'être démontrée. **T. L.***

Notre ancêtre Toumaï

*Le plus ancien fossile appartenant à la lignée humaine a été mis au jour par Michel Brunet au Tchad. Son âge a pu être calculé : 7 millions d'années, à 200 000 années près… **O. P.-V.***

NATURE/SPA

pas de sa reconquête par l'islam. Ce nouvel historicisme aiguise l'antichristianisme, la lutte éternelle contre les « croisés », plus encore que l'antisémitisme déjà largement manié par la « gauche » tiers-mondiste à l'occasion du conflit avec Israël. Mais il a aussi brutalement ressuscité l'opposition du sunnisme et du chiisme.

Il donne au mouvement sa galerie de martyrs, souvent tombés dans la lutte contre les dictatures « socialistes », comme Sayed Qotb, dirigeant des Frères musulmans, référence intellectuelle majeure de l'islamisme sunnite, pendu sous Nasser en 1966. Il renforce enfin la sacralisation de la personne et de la génération du Prophète.

Dans le même temps, pourtant, des travaux neufs s'attaquent aux origines de l'islam. En 1977, *Hagarism* de Patricia Crone et Michael Cook soutient la thèse d'une mise en forme tardive du Coran, et souligne ce qu'il doit aux influences des monothéismes juif et chrétien. En 2002, *Les Fondations de l'islam* d'Alfred-Louis de Prémare insiste sur l'indistinction dans l'esprit des musulmans, bien après la mort du Prophète (632), entre ses propres propos (les *hadith*) et le texte du Coran, supposé dicté par Dieu. En 1997, *Le Seigneur des tribus* de Jacqueline Chabbi relève l'emprise d'une vieille spiritualité arabe et païenne dans la pratique sacrée de l'islam.

L'exaltation par les jihadistes de tous les combats de l'islam tend à renouveler l'intérêt pour son histoire

Toutes ces recherches visent à faire entrer dans l'histoire cette première génération de l'islam qui en a été retirée par l'exégèse traditionnelle. Il s'agit de replacer le corpus sacré (Coran et *hadith*) dans le contexte de l'Arabie du VIIe siècle, là où le dogme commande de voir une parole littéralement et éternellement vraie. Certains penseurs musulmans, comme l'Iranien Soroush ou l'Égyptien Nasr Abu Zayd, ont eux aussi emprunté cette voie réformatrice. Force est de constater qu'ils n'ont guère ébranlé jusqu'ici la tradition orthodoxe musulmane, dont l'islamisme s'est fait le défenseur.

RENAISSANCE D'UNE HISTOIRE ET D'UNE IDENTITÉ PROPRES À L'ISLAM

Depuis le 11 septembre 2001 surtout, l'islamisme a très largement occupé l'information et la réflexion sur l'islam, et il en a donné une image profondément négative. On en a tardé à voir que l'islamisme est aussi une forme de modernité, et que ce courant, indiscutablement réactionnaire, n'en accompagne pas moins une transformation majeure du monde musulman.

Les démographes en particulier nous le disent : la baisse de la fécondité, commencée dans les pays émergents depuis 1970 environ, s'engage un peu plus tardivement dans le monde musulman, mais elle adopte alors un rythme singulièrement rapide. A la seule exception de l'Afrique sahélienne, qui n'a pas encore amorcé le mouvement, le nombre d'enfants par famille est passé en moyenne entre 1980

ERICH LESSING/AKG

et 2010 de plus de 6 à moins de 3 en terre d'Islam. La fécondité de la Tunisie ou de l'Azerbaïdjan est inférieure à celle de la France ; les jeunes couples iraniens, turcs, et bientôt indonésiens, algériens ou marocains ont ou auront moins d'enfants que leurs homologues américains. Le lent évanouissement du fantasme du « péril démographique » – et migratoire – fera sans doute plus que de longs discours bien intentionnés pour apaiser la perception de l'islam en Occident. Cette évolution glisse aussi une contradiction entre un discours islamiste encore généralement populaire et ses conséquences violentes auxquelles répugnent des classes moyennes en plein essor.

Quoi qu'il en soit, résigné à l'occidentalisation globale ou engagé dans le discours islamiste, le monde musulman semble avoir abandonné les territoires du tiers-mondisme où voulait le situer Edward Said. L'islamisme nous horrifie. Force est de constater qu'il aura contribué à rétablir à nos yeux, et à ceux des musulmans eux-mêmes, une histoire et une identité propres de l'islam, sans doute à terme et au total moins névrotiquement attachées et affrontées à l'Occident que « l'anti-impérialisme » d'antan. L'assertion peut paraître paradoxale. Un signe pourtant : à l'exception de l'Algérie et de l'Afrique noire musulmane, le débat sur la « repentance » coloniale n'agite guère aujourd'hui le monde islamique.

GAMMA

Oussama ben Laden (à droite, affiche de 2002) est devenu pour le monde le symbole d'un fondamentalisme agressif. A gauche : une page du Coran (XIIe siècle, Marrakech).

LA POLÉMIQUE

La représentation du Prophète *est-elle interdite en islam ? Il n'existe aucune interdiction franche à ce sujet. Mais la figuration humaine suscite de fortes réserves (comme dans tous les monothéismes, catholicisme excepté) : le peintre et plus encore le sculpteur sont soupçonnés de vouloir imiter la vie, dont Dieu seul a le secret. Toutefois en Iran au XIVe siècle, comme dans l'Empire ottoman au XVIe, Mahomet est peint à visage découvert. La première peinture représentant le Prophète se trouve dans un manuscrit de Rashîd ad-Dîn (1302), commandé par Ghazan, Mongol converti à l'islam : Mahomet y est montré accueillant l'apparition de l'ange Gabriel qui lui dicte le Verbe. A partir du XVIe siècle néanmoins, Mahomet apparaît le plus souvent voilé. Aujourd'hui, dans le monde musulman, beaucoup s'insurgent contre le seul fait de représenter le Prophète. Sans parler de le caricaturer, comme l'ont montré la polémique et les procès suscités par la publication par le journal danois* Jyllands-Posten *le 30 septembre 2005 de douze dessins satiriques.* **H. K.**

Voilà trente ans qu'on pronostique régulièrement la fin de l'empire américain.

Le déclin américain : un fantasme ?

Par **Justin Vaïsse**

P. WAZAN/REUTERS

23 février : enlèvement d'Ingrid Betancourt par les FARC
Elle était candidate à la présidence colombienne.

GAMMA

21 avril : Le Pen au deuxième tour de l'élection présidentielle
La gauche est assomée ; Jacques Chirac est réélu avec plus de 80 % des voix.

LE BRUN/GAMMA

2 juillet : ouverture de la Cour pénale internationale à La Haye
On y jugera les auteurs de génocides, crimes contre l'humanité et crimes de guerres.

L'arrogance précède la ruine, et l'orgueil précède la chute. C'est peut-être cette formule biblique qui résume le mieux le sort de la puissance américaine en cette année 2002, même si la « chute » et la « ruine » apparaissent, pour les États-Unis, bien relatives. Ce qui est certain, c'est qu'un sentiment de toute-puissance s'est alors emparé de l'administration de George W. Bush ; une sorte d'*hubris* qui la conduit à considérer qu'elle a les moyens, non seulement d'envahir l'Irak afin d'en finir une fois pour toutes avec le danger que représente Saddam Hussein, mais également de stabiliser et démocratiser la région, ce qui doit lui permettre de changer toute la donne politique au Moyen-Orient et de brusquer le processus historique d'adaptation du monde arabe à la modernité. Rien de moins.

Justin Vaïsse a récemment dirigé, avec Denis Lacorne, La Présidence impériale, de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush *(Odile Jacob, 2007). Son premier article dans* L'Histoire *date de 2004.*

BRUN-SIRS

UN SENTIMENT DE TOUTE-PUISSANCE

D'où vient ce sentiment démesuré de toute-puissance ? D'abord de la victoire dans la guerre froide contre l'empire soviétique qui s'est écroulé en 1989. Ensuite de l'euphorie procurée par plusieurs années de croissance économique soutenue grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (ordinateurs, Internet) où les États-Unis occupent une place de leader. Entre 1992 et 2002, le PIB américain fait un bond de 67 % (contre 53 % pour l'Union européenne et 26 % pour le Japon), tandis que le PIB par habitant connaît une hausse de 48 %. Bref, les Américains sont naturellement enclins à considérer que leur modèle reste le meilleur.

Paradoxalement, les attentats de 2001 n'ont pas atténué ce sentiment de toute-puissance. Le 11 septembre 2001, Al-Qaida réussit à frapper par surprise le World Trade Center et le Pentagone : pour la première fois de leur histoire, les États-Unis sont attaqués sur leur propre sol. Pourtant, loin de démoraliser les Américains, ce drame suscite un élan de patriotisme et de détermination à détruire leurs ennemis. Le pays est certain de son bon droit et confiant dans sa puissance internationale. L'intervention victorieuse en Afghanistan, d'où Al-Qaida a préparé les attentats, et où selon beaucoup d'observateurs les Américains devaient s'enliser comme les envahisseurs britanniques et soviétiques avant eux, s'achève, au bout de quelques semaines, sur une victoire militaire éclatante. Kaboul est pris les 12-13 novembre 2001.

C'est dans l'euphorie de la victoire, en 2002, quand plus rien n'apparaît impossible aux yeux de Washington, que l'invasion de l'Irak est décidée par l'administration Bush. Les alliés européens et les grandes puissances renâclent ? On se passera de l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU. La Turquie refuse de laisser l'armée américaine utiliser son territoire pour envahir par le nord ? On

GORAN TOMASEVIC/REUTERS

Le 9 avril 2003, à Bagdad, un soldat américain recouvre la statue de Saddam Hussein du drapeau des États-Unis.

organisera l'invasion en passant par le sud. Pendant quelques mois, rien ne semble ébranler cette confiance démesurée.

La prise de Bagdad se fait en un temps record, et cette nouvelle victoire est saluée par un George Bush atterrissant, le 1er mai 2003, sur le pont d'un porte-avions, comme une « mission accomplie ». La confiance est telle qu'on parle de réprimander les alliés qui se sont opposés à l'opération : « *Punir la France, ignorer l'Allemagne, pardonner à la Russie* », aurait déclaré Condoleezza Rice, alors conseillère de sécurité du président. Et l'on suggère surtout que d'autres « États-voyous » de la région pourraient bientôt subir le même sort que l'Irak : la Syrie et l'Iran, par exemple.

La prise de Bagdad se fait en un temps record mais la guerre ouvre une nouvelle ère de doutes. L'euphorie aura été de courte durée

L'euphorie est de courte durée. Avec l'invasion de l'Irak, les déboires commencent. Le démantèlement de l'État, conjugué au manque de troupes d'occupation, empêche d'établir l'ordre à Bagdad. Un mouvement d'insurrection s'affirme, les attentats meurtriers se multiplient, puis une guerre civile entre sunnites et chiites démarre. La puissance américaine, qui était apparue comme indestructible de 2001 à 2003, est remise en cause.

Le grand bénéficiaire en est l'Iran de Mahmoud Ahmadinejad, débarrassé par les États-Unis de ses ennemis taliban et irakien, qui peut manipuler plusieurs conflits régionaux à son avantage (Palestine, Liban, Irak) et poursuivre son enrichissement illicite de l'uranium devant le conduire à l'arme nucléaire. Plus généralement, l'image de l'Amérique se détériore considérablement, érodant son *soft power* – le pouvoir d'attraction et donc l'influence diffuse qu'elle exerce sur le reste du monde. C'est peut-être que le sentiment d'omnipotence de 2002 était largement fondé sur une illusion : l'idée que la puissance militaire pouvait à elle seule régler les problèmes de l'Amérique, qu'elle pouvait imposer au monde un ordre nouveau, et démocratiser les sociétés.

LES MONTAGNES RUSSES DE LA CONFIANCE

Est-ce à dire que les États-Unis sont, après l'Irak, et avec la montée en puissance d'autres pays comme la Chine, un empire sur le déclin ? Un peu de recul historique s'impose. Depuis qu'au milieu du XXe siècle il est devenu clair que l'Amérique était la puissance dominante, on a maintes fois pronostiqué son déclin – et les Américains eux-mêmes se sont vus tantôt tout-puissants, tantôt promis à la chute, en une sorte de montagnes russes de perception de leur propre puissance.

En 1957, le lancement par les Soviétiques du Spoutnik, le premier satellite dans l'espace, les a plongés dans une phase de doute profond quant à leur capacité à rivaliser avec les Soviétiques, tant sur le plan éducatif et scientifique que sur le plan militaire et même économique. Au début des années 1960 cependant, avec John F. Kennedy,

2002

BRIDGEMAN-GIRAUDON

Tours, capitale de la cuisine

C'est à l'initiative de Jack Lang, alors ministre de l'Éducation nationale, qu'est fondé à Tours un Institut européen destiné à coordonner les recherches sur l'histoire et les cultures de l'alimentation au niveau international. Il réunit historiens, sociologues, anthropologues, économistes, archéologues, linguistes, en relation étroite avec des professionnels de la restauration, y compris les chefs les plus prestigieux. Colloques, revues (Food and History), *master européen (habilité à l'université de Tours) témoignent de l'intensité de la demande et de l'activité des chercheurs ainsi mis en réseau. L'objectif est annoncé : obtenir le classement de la cuisine française au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco ! M. S.*

AFP

Le frère de Jésus ?

Une inscription en araméen, gravée sur un ossuaire en pierre du Ier siècle, « Jacques, fils de Joseph, frère de Jésus », ferait pour la première fois explicitement référence à la famille du Christ. C'est l'hypothèse jugée « très probable » *par André Lemaire (EHESS), auteur de ce décryptage. Cette découverte a cependant suscité des réserves dans le monde scientifique. Jésus était en effet un prénom courant à l'époque, comme Jacques ou Joseph, et si l'on admet que le Christ était déjà célèbre parmi les siens au Ier siècle, l'usage courant de ces prénoms était une raison de l'identifier plus précisément. L'apôtre Paul, par exemple, ne parle jamais de Jésus, mais du Christ Jésus. Pour des raisons mercantiles, l'inscription pourrait être l'œuvre d'un faussaire et avoir été ajoutée sur un ossuaire ancien. Des analyses ont jeté des doutes sur l'authenticité de la patine, mais en l'état de la science il est impossible d'arriver à des conclusions définitives. F. B.-C.*

Victor Hugo l'universel

La France mais aussi des admirateurs du monde entier célèbrent le bicentenaire de sa naissance. Plus que le poète, c'est le défenseur des valeurs humanistes devenu icône universelle qui est célébré. J.-B. T.

leur moral était regonflé à bloc : le projet Apollo allait leur permettre d'envoyer un homme sur la Lune, la pauvreté allait être vaincue, on avait confiance dans la possibilité de faire du Sud-Vietnam un pays modèle tout en repoussant les infiltrations communistes ; bref, c'est un autre moment d'*hubris* comparable à celui de 2002-2003.

Mais dès la fin des années 1960, l'Amérique accuse le coup : aux troubles intérieurs des années 1965-1968 (émeutes urbaines dans plusieurs villes, contestation étudiante, assassinats politiques), à l'enlisement au Vietnam et à la dévaluation du dollar en 1971, succèdent le scandale du Watergate qui contraint Nixon à la démission en 1974, les chocs pétroliers (1973, 1979) et les avancées de l'URSS en Afrique et en Asie. Dans les années 1970, à nouveau, certains observateurs pronostiquent le déclin inéluctable du pays. L'arrivée en 1981 de Ronald Reagan (*« America is back »*) renverse la tendance : l'Amérique se réarme, se réforme et reprend confiance en elle.

En 1987, un anglais nommé Paul Kennedy dénonce la « surextension impériale » et prédit le déclin de l'Amérique, comme d'autres civilisations

LA MENACE JAPONAISE…

De 1987 à 1993, c'est-à-dire au moment même où l'Amérique est en train de gagner la guerre froide, une nouvelle vague de « déclinisme » s'abat sur elle, précipitée par les mauvaises nouvelles économiques – ainsi lors du « lundi noir », le 19 octobre 1987, le Dow Jones perd 508 points. Cette fois, le prophète de malheur s'appelle Paul Kennedy. Dans son livre publié en 1987, *Naissance et déclin des grandes puissances*, le Britannique prédit que l'Amérique, comme les puissances dominantes du passé et notamment l'empire britannique, souffre de *« surextension impériale »*. Les États-Unis ont plus d'engagements extérieurs qu'ils ne peuvent en financer et des pays plus efficaces sur le plan économique, comme l'Allemagne et surtout le Japon, risquent de les laisser sur le bord du chemin.

M. FORSYTH - HOA QUI

Surtout, en cette fin des années 1980, les Américains redoutent la montée en puissance du Japon. On se souvient mal de la fascination mêlée de crainte qu'inspirait alors cet archipel ultradynamique qui commençait à dominer l'Amérique dans certains secteurs industriels et dont la monnaie puissante permettait par exemple à Sony de racheter des symboles de l'industrie américaine comme Colombia Pictures ou CBS Records. Mais finalement, au cours des années 1990, tandis que l'archipel nippon s'enfonce dans le marasme, les États-Unis restructurent leur industrie et renouent

LE CONTREPOINT

Toutes les sociétés sont menacées d'effondrement. *Cinq facteurs y concourent : 1) Les dommages environnementaux dus à l'homme. Autrement dit, le fait que des peuples détruisent involontairement les ressources environnementales dont leur civilisation dépend pour leur survie. L'exemple emblématique est l'île de Pâques. 2) Un changement climatique. L'arrivée du petit âge glaciaire à partir du XIVe siècle a joué un rôle essentiel dans l'effondrement du Groenland norvégien. 3) Les ennemis. De nombreuses sociétés sont tombées sous le coup de conquêtes militaires, à l'image de Rome conquise par les « barbares ». 4) Les civilisations voisines amies. La plupart des sociétés ne peuvent vivre en autarcie. Aujourd'hui, les États-Unis comme l'Europe dépendent de la coopération de pays supposés amis pour leur approvisionnement en pétrole. 5) Les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles d'une civilisation, qui lui permettent ou non de résoudre les problèmes évoqués ci-dessus.*

***Jared Diamond*, L'Histoire n° 316, janvier 2007**

bientôt avec la formidable croissance décrite plus haut… qui conduit tout droit à l'« hyperconfiance » du début des années 2000 !

Essayons d'échapper aux sautes d'humeur du moment. Ne vaut-il pas mieux, pour évaluer la puissance américaine, s'attacher à des indicateurs de plus long terme ? Sur le plan économique, les États-Unis représentent, selon les modes de calcul, entre 20 et 30 % du PIB mondial, et cela de façon très régulière depuis les années 1960. Ils importent certes beaucoup de produits manufacturés, mais restent dominants dans les secteurs économiques d'avenir. Leur démographie est dynamique et équilibrée, bien plus que celle de la Chine par exemple. Leur système universitaire continue d'attirer les cerveaux du monde entier, qui contribuent volontairement à leur croissance économique. Et malgré les déboires en Irak et au Moyen-Orient, leur puissance militaire et leur positionnement géopolitique restent inégalés.

Il ne fait pas de doute que les États-Unis connaîtront, comme par le passé, des trous d'air économiques et des revers géopolitiques. Il ne fait pas de doute non plus que la montée en puissance de pays comme la Chine ou l'Inde leur oppose une concurrence nouvelle. Mais, à l'horizon de quelques décennies, un déclin américain n'est pas l'hypothèse la plus probable. On risque plutôt de voir se poursuivre cette oscillation entre une confiance excessive et un pessimisme injustifié, avec toutes les conséquences politiques qui en résultent.

Collections n°7, janvier-mars 2000

Les éditions PIE Peter Lang et le Conseil général de la Moselle

présentent

Robert Schuman et les Pères de l'Europe
Cultures politiques et années de formation

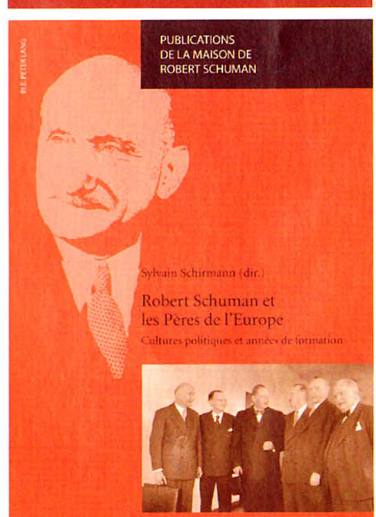
Une vingtaine d'historiens européens renouvellent les axes de recherche sur les héritages, les expériences et les engagements des Pères de l'unité européenne.

Env. 361 pages
ISBN 978-90-5201-423-4
Prix : € 38,90 HTVA

P.I.E. Peter Lang, Bruxelles
info@peterlang.com ; www.peterlang.com

Maison de Robert Schuman
8-12 Rue Robert Schuman, F-57160 Scy-Chazelles
Tél : (+33) 3-87-60-19-90 Fax : (+33) 3-87-60-29-74
maison-robert-schuman@cg57.fr

À paraître en mai 2008



19 mars : début de la guerre en Irak
Les forces américaines et leurs alliés, sans la France, attaquent le régime de Saddam Hussein, suspecté de posséder des armes de destruction massive et de servir de refuge aux islamistes d'« Axe du Mal ».

© AFP/GABRIEL BOUYS

21 mai : dernier vol commercial du Concorde
Créé en 1976, il avait été, avec le Tupolev Tu-144 soviétique, le seul avion de ligne supersonique.

© AFP/ERIC FEFERBERG

Août : l'Europe subit la canicule
La vague de chaleur, inhabituelle par son intensité, son étendue et sa durée, fait 70 000 morts en Europe.

© REUTERS/VOLT VT STEPHEN

Best-seller mondial, le *Da Vinci Code* doit une partie de son succès à ce héros universel.

Léonard de Vinci superstar

Par **Patrick Boucheron**

Le *Da Vinci Code* de Dan Brown est un roman. Comme tous les romans. Il repose sur ce que les critiques littéraires appellent un « pacte de croyance ». L'auteur prétend vrai ce qu'il a inventé et son lecteur, parce qu'il a envie de jouir des délices de la fiction, joue le jeu en faisant semblant d'y croire, le temps de sa lecture. Par son habileté à s'adresser à tous les habitants du village global, depuis l'Arizona jusqu'à Yokohama, combinant les bribes d'une culture universelle pour produire un récit haletant, Dan Brown manifestait une sorte de génie. Mais en plaçant ici où là des effets de réel, extrapolant à partir de faits avérés pour produire une interprétation ésotérique du monde, il ne faisait qu'user des procédés littéraires les plus traditionnels (et parfois les plus éculés) pour faire croire vrai le mensonge romanesque.

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Patrick Boucheron est spécialiste du Moyen Age italien. Il est maître de conférences à l'université Paris-I.*

UN ROMAN QU'ON CROIT VRAI

Or voici le mystère du *Da Vinci Code* – le seul, peut-être, avec les chiffres récls de ses ventes, objets dérivés compris : certains ont vraiment cru lire dans ce roman la révélation d'une histoire occultée. Au point d'obliger le Vatican à réagir à sa « thèse » centrale (un enfant est né des amours de Jésus et Marie-Madeleine), de devoir canaliser les touristes du *Da Vinci Tour* venant visiter les lieux de ce grand jeu de piste (depuis l'église Saint-Sulpice de Paris jusqu'au couvent de Santa Maria delle Grazie à Milan où Léonard peignit la Cène) et aussi d'ouvrir un second marché, également lucratif : celui des livres décodant le *Da Vinci Code*.

Devant un tel engouement de masse, les médiévistes parleraient volontiers de « déplacement du champ du croyable ». Mais ce sont les historiens d'une manière générale qui doivent s'interroger : que se passe-t-il dans l'espace public mondialisé pour que s'estompe de manière si troublante la frontière que l'on pensait mieux assurée entre histoire et fiction ? Et pourquoi ce phénomène de désabilisation du régime de vérité, que l'on associe généralement à Internet, s'est-il manifesté par la publication de l'objet culturel le plus traditionnel qui soit : un livre ? On aurait tort de prendre cette question à la légère : peut-être que la fiction romanesque a désormais supplanté le récit historien pour diffuser sur une large échelle une forme nouvelle de vérité historique, qu'elle soit solidement assurée (*Les Bienveillantes*) ou largement contrefaite (*Da Vinci Code*).

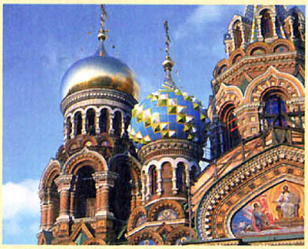
Il appartient aux historiens de l'ésotérisme et de la théorie des complots (comme Pierre-André Taguieff dans *La Foire aux illuminés. Ésotérisme, théorie du complot, extrémisme*, 2005) d'expliquer le succès de thèmes comme la conspiration de la société secrète du Prieuré de Sion : encore confinés dans les années 1970 dans certains cercles d'extrême droite, ces thèmes trouvent avec le *Da Vinci Code* une audience mondiale et s'installent dans les consciences comme une évidence.

Détail de la Cène de Léonard de Vinci. Le roman de Dan Brown en fonde sur l'hypothèse que le personnage à droite du Christ n'est pas un homme mais Marie-Madeleine. Une belle histoire. (Milan, couvent Santa Maria delle Grazie.)

'2003

PROD. DR: WDR X-FILME CREATIVE POOL - DR

Naissance de l'« ostalgie »
Entre février et août 2003, le Good Bye Lenin! *de Wolfgang Becker a fait plus de 6 millions d'entrées en République fédérale et est devenu l'objet d'un véritable culte à l'Est. Si ce film parle à tous, c'est qu'il raconte l'histoire à travers les destins des individus. Christiane Kerner, militante communiste de RDA, tombe dans le coma en 1989 et se réveille dans une nouvelle Allemagne capitaliste. Pour lui éviter un choc fatal, son fils Alex recrée dans sa chambre une sorte de RDA idéale. Avec* La Vie des autres, Good Bye Lenin *participe d'une « culture de la réconciliation » entre l'Est et l'Ouest. Le film constitue une illustration de la phrase prononcée en novembre 1989 par Willy Brandt :* « Ainsi grandit ensemble ce qui s'appartient mutuellement. » ***S. K.***


MEDIACOLORS/ANDIA-FR

Retour à la Russie des tsars
Des dizaines de chefs d'État et de gouvernement font le voyage à Saint-Pétersbourg pour célébrer son tricentenaire. En mai 1703, Pierre le Grand lançait en effet la construction d'une ville nouvelle dans les marécages inhospitaliers du nord de l'Empire russe : Saint-Pétersbourg devenait la capitale des tsars et devait ouvrir le pays au monde moderne. Sous les règnes d'Élisabeth Ire (1741-1762) et de Catherine II (1762-1796), sa cour devint la plus flamboyante d'Europe. Tout change avec la révolution d'octobre 1917. Les soviets font de Moscou leur capitale ; Saint-Pétersbourg devenu Petrograd en 1914 est rebaptisé Leningrad. Après la Seconde Guerre mondiale, la ville se provincialise. Tout en conservant de beaux restes comme le musée de l'Ermitage, dont les collections ont commencé à être réunies sous Catherine II. Rien ne fera sortir l'ancienne capitale de son engourdissement, pas même la Perestroïka. Elle retrouve tout de même son nom en juin 1991. ***G. S.***

Shoah par balle
Le père Patrick Desbois s'est donné pour mission de localiser en Ukraine, ville par ville, les fosses communes où, entre 1941 et 1944, les Juifs tombèrent sous les balles des Einsatzgruppen et des unités de la Waffen SS. ***G. S.***

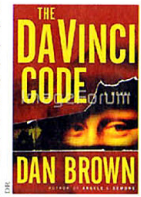
S. GUZOUNOFF-CIRIC

ASTROLOGIE, MYSTIQUE ET KABBALE JUIVE

Dan Brown a pour cela usé d'un sésame : un personnage bien réel celui-là, celui de Léonard de Vinci. Certes, l'intrigue principale de son roman ne porte pas sur l'artiste de la Renaissance, mais sur la figure de Jésus-Christ, et l'idée que toute l'histoire de l'Église est celle d'une odieuse occultation de la vérité du christianisme. Mais c'est bien Léonard qui donne la clé de l'énigme : en « décryptant » la *Cène*, le professeur Langdon, héros du roman, comprend le grand secret du mariage entre Jésus et Marie-Madeleine (au lieu de Jean, il faudrait voir, dans le tableau, la représentation de Marie-Madeleine). Du point de vue du marketing mondial, on pourrait dire du thriller ésotérico-religieux de Dan Brown qu'il vend du Jésus, mais avec Léonard en produit d'appel.

Ce choix est évidemment tout sauf hasardeux : d'abord, parce que la notoriété de l'ingénieur florentin est mondiale et qu'il est le seul, peut-être, à incarner des valeurs universelles aussi consensuelles que le génie individuel et l'espérance collective, la curiosité scientifique et l'idéal d'art absolu ; ensuite, parce qu'il a toujours prêté le flanc à la surinterprétation occultiste. Le goût des cours de la Renaissance pour l'hermétisme, et le climat culturel de l'Académie néoplatonicienne à Florence qui, de Marsile Ficin à Pic de La Mirandole, mêle astrologie, mystique antique et kabbale juive, ne sont pas pour rien dans cet embrigadement de Léonard dans les rangs de l'occultisme. Mais il faut également tenir compte du comportement extravagant composé par celui qui se présentait déjà à ses contemporains comme une énigme fascinante. *« Il y a quelque chose de surnaturel dans l'accumulation débordante chez un même individu de tant de qualités »*, écrivait à son sujet au XVIe siècle Giorgio Vasari.

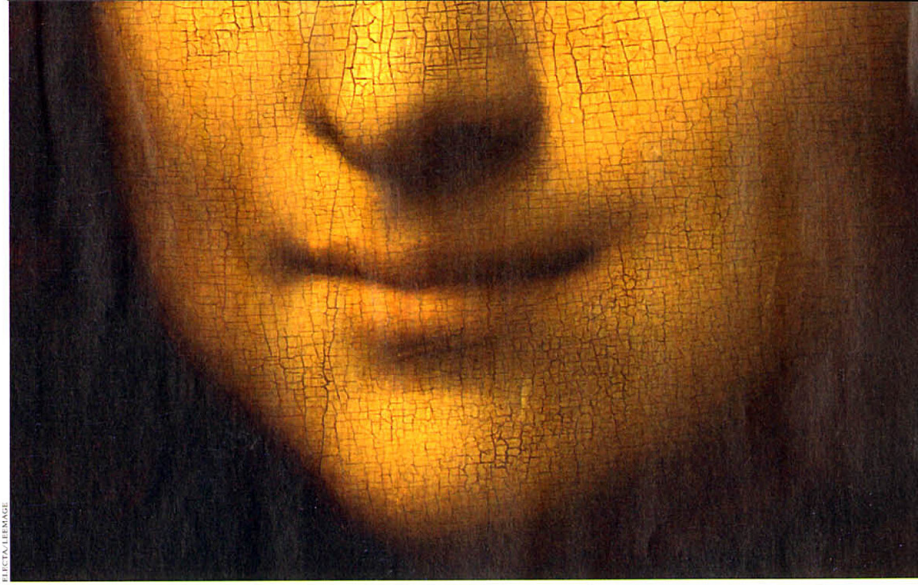
Un thriller ésotérico-religieux qui vend du Jésus, avec Léonard en produit d'appel



DR

Aussi associe-t-on volontiers le mystère à Léonard. Encore tout récemment, les dépêches d'agence s'affolaient d'un nouveau *scoop* : *« Le mystère Mona Lisa enfin levé ! »* On avait en effet découvert une notation marginale d'un érudit florentin qui faisait allusion au portrait que le marchand Giocondo avait commandé à Léonard pour voir représentée sa femme Lisa. La découverte a son importance pour les spécialistes (l'érudit en question est Agostino Vespucci, secrétaire de Machiavel…). Mais pas là où on l'annonce : on sait, depuis Vasari, que la Joconde est le portrait de Lisa Giocondo. On peut méditer sur l'énigme de la beauté. Mais il n'y a pas de mystère de la Joconde, sinon pour ceux qui font commerce de l'alimenter.

Est-ce à dire que les historiens savent tout de Léonard ? Évidemment non : tandis que la curio-



FLECTA-LEEMAGE

Détail de La Joconde. *On sait depuis Vasari qu'il s'agit du portrait de Lisa Giocondo.*

L'EXTRAIT

« *La Joconde, c'est la grâce, la grâce d'un sourire.* *Or le sourire, c'est éphémère, ça ne dure qu'un instant. Et c'est ce sourire de la grâce qui fait l'union du chaos du paysage qui est derrière* [...]. *Il s'agit donc d'une méditation sur une double temporalité, et nous sommes là au cœur du problème du portrait, puisque le portrait est inévitablement une méditation sur le temps qui passe.* [...]
» *Ce qui m'a beaucoup frappé quand je travaillais sur* La Joconde, *c'est que je travaillais en même temps sur tout Léonard de Vinci et donc sur les cartes géographiques qu'il a réalisées à la même époque, et un soir j'ai eu une sorte d'illumination* [...] *en regardant ces cartes : j'ai perçu que le paysage de* La Joconde *en arrière-plan, avec son lac très élevé et son val aquatique et marécageux dans la partie gauche, était pratiquement la prise en vue cavalière d'une carte de la Toscane que Léonard de Vinci réalise aussi en 1503-1504.* [...] *Le paysage représenté derrière elle, c'est la Toscane immémoriale.* »

Daniel Arasse*, Histoires de peinture, *France-Culture-Denoël, 2004

sité du public semble insatiable et la demande sociale toujours plus pressante, la recherche léonardienne avance à tout petits pas.

6 000 FEUILLETS À ÉTUDIER

Depuis trente ans, guère de découvertes majeures, mais quelques ajustements. Les historiens des sciences ont réévalué (globalement à la baisse) son apport. Les spécialistes des techniques le situent mieux dans le portrait de groupe des ingénieurs de la Renaissance. Les historiens du pouvoir insistent davantage sur le rôle qu'a eu Léonard comme metteur en scène des fastes de la fête princière. On redécouvre aussi son activité de musicien, que l'on sait mieux relier à ses ambitions mathématiques. Quant à son œuvre dessinée, elle est soumise à l'inlassable exégèse des historiens de l'art, mais aussi à la lente et patiente entreprise d'édition de ses manuscrits. Aussi étonnant que cela puisse sembler, il faut rappeler cette vérité d'évidence : si Léonard reste relativement mal connu, c'est d'abord parce que rares sont les historiens qui travaillent sur lui. Et s'ils sont rares, c'est parce qu'il n'y a guère plus d'une dizaine de personnes dans le monde ayant la compétence suffisante pour appréhender de première main, dans leur totalité et leur complexité, les quelque 6 000 feuillets que Léonard a laissés à la postérité.

De là, peut-être aussi, l'infatigable disponibilité du personnage pour toutes les appropriations collectives. Chaque époque eut son Léonard : l'âge classique vénérait le peintre de l'idéal ; le romantisme idolâtrait le prophète de la modernité ; l'ère industrielle célébrait l'ingénieur inventeur de l'automobile, du char d'assaut et du roulement à billes. La révolution informatique a fait de Léonard une icône, parce que celui qui s'est voulu artiste universel semble avoir préfiguré tout ce que la culture multimédia porte en elle d'utopie, d'innocence et d'élan enfantin. Mais ce n'est pas tout : « *Leonardo était un grand féministe* », déclare le professeur Langdon dans le *Da Vinci Code*. Ajoutons qu'il était aussi végétarien, adepte des médecines douces, et certainement aussi du commerce équitable. Décidément, le roman a de beaux jours devant lui.

N° 299, juin 2005

La France décide enfin de se doter d'un musée de l'immigration.

Immigrés, leur histoire est aussi la nôtre

15 mars : la France refuse le voile
Les travaux exemplaires de la Commission Stasi débouchent sur le vote de la loi sur l'interdiction de porter le voile à l'école.

ALEJANDRO OTA

1er mai : l'Europe à 25
Dix nouveaux États-membres entrent dans l'Union, dont huit en provenance d'Europe centrale et orientale.

JARBEPE/SIPA

26 décembre : un tsunami dévaste la plupart des côtes de l'océan Indien
La catastrophe fait près de 300 000 morts.

CS. VIDLER/EURASIA PRESS/CORBIS

Par **Pap Ndiaye**

Bonne nouvelle : la France est un grand pays d'immigration. C'est entendu, beaucoup de Français le savent depuis longtemps. Parmi eux, un sur quatre a au moins un grand-parent né à l'étranger, et il suffit de se promener dans les rues. Pourtant, la représentation que la société française s'est longtemps donnée d'elle-même excluait sa part immigrée. Le contraste est fort avec les États-Unis, nation construite sur l'immigration. En témoignent les tribulations de la Cité nationale d'histoire de l'immigration, enfin décidée en cette année 2004 et inaugurée de manière si étrange et si discrète trois ans plus tard, par contraste avec le musée implanté à Ellis Island au large de New York, haut lieu de la mémoire nationale américaine inauguré en 1990. Au vrai, il y a trente ans, l'histoire de l'immigration n'existait pratiquement pas.

Certes, des sociologues et des militants associatifs s'intéressaient à la question. On les trouvait notamment autour de la revue *Hommes et migrations*, issue d'une association d'entraide créée en 1947 par le père blanc Jacques Ghys. L'histoire y tenait peu de place, puisqu'il s'agissait surtout de décrire les conditions de vie contemporaines des immigrés et d'améliorer leur sort. Du côté des historiens, ceux de droite étaient attachés à valoriser l'identité du pays et n'avaient que faire de migrants étrangers supposés s'assimiler dans la nation. Et ceux de gauche travaillaient sur le monde ouvrier sans s'appesantir sur ses divisions. A quelques exceptions près.

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, Pap Ndiaye est spécialiste de l'histoire des minorités aux États-Unis. Il publie La Condition noire *(Calmann-Lévy). Son premier article dans* L'Histoire *date de 2002.*

DR

UN SUJET MILITANT

La situation changea au milieu des années 1970 : la France de Valéry Giscard d'Estaing, comme la plupart des pays européens, décida l'arrêt de l'immigration de travail et le regroupement familial, encore encouragé après 1981. L'histoire de l'immigration prit son essor grâce à Pierre Milza, Jeannine Ponty ou Ralph Schor en même temps qu'on commençait à recueillir les souvenirs d'immigrés, à construire une histoire « par le bas ».

Progressivement, l'immigration est devenue un sujet d'histoire. Un sujet militant, d'ailleurs, puisque l'essor du Front national à la même époque, faisant de la dénonciation de l'immigration son fonds de commerce électoral, encouragea par réaction les travaux des historiens montrant combien la France avait été un grand pays d'immigration. Des thèses furent ainsi entreprises dans les années 1980, et les premiers ouvrages de synthèse parurent alors. Un livre joua un rôle fondateur : *Le Creuset français* de Gérard Noiriel, publié en 1988. Il synthétisait des monographies, théorisait l'histoire de l'immigration et rompait avec le discours assimilationniste sur l'identité française – celui de Fernand Braudel dans *L'Identité de la France* (1986). Le livre a été discuté, par-

KEYSTONE

Arrivée d'immigrés en provenance du Maghreb dans le port de Marseille, 1955.

fois critiqué, mais il posait avec force les grands paradigmes sur lesquels l'histoire de l'immigration s'est construite.

La France est un grand pays d'immigration. Pourtant, la représentation qu'elle s'est longtemps donnée d'elle-même excluait sa part immigrée

TOUS LES IMMIGRÉS NE SONT PAS DES OUVRIERS

Depuis vingt ans, l'histoire de l'immigration a beaucoup changé. Elle a pris son autonomie par rapport à l'histoire ouvrière dont elle était issue. Tous les immigrés en effet n'ont pas été des ouvriers : certains possédaient des petits commerces, d'autres ont exercé des professions libérales, artistiques, etc. « *Mon rêve, c'était ça. Je voulais devenir un grand sportif. J'avais commencé avec les copains de la rue. Mais à force de regarder les matchs à la télé française, j'ai eu envie de tenter ma chance. Et puis, j'avais un oncle à Paris, alors… Je suis parti tout seul, comme un aventurier* », confie Ismaël Hajji, Marocain, dont le témoignage a été recueilli à la Cité nationale de l'immigration. Ces mondes professionnels ont commencé d'être explorés.

En ce qui concerne les politiques migratoires, on ne s'intéresse plus seulement aux règlements et aux lois, mais aussi aux rouages administratifs des différents services de l'État, autrement dit aux pratiques plutôt qu'aux textes : la création de la carte d'identité pendant la Première Guerre mondiale, celle de l'Office national d'immigration en 1945, les accords avec différents pays récemment décolonisés dans les années 1960, puis les politiques de restriction de l'immigration à partir de 1974. Du coup, on a redécouvert les moments les plus sombres, ceux des enfermements, des expulsions ou des déportations (pendant la guerre). D'autres travaux, parfois venus des sociologues, se sont attachés aux luttes des immigrés, comme celles des Maliens des foyers Sonacotra, dans les années 1970, ou celles des sans-papiers aujourd'hui.

LES « INDIGÈNES » DE LA RÉPUBLIQUE

Le dernier changement, le plus significatif sans doute, a concerné les migrations coloniales ou postcoloniales (venues des régions anciennement colonisées par la France), en particulier l'Afrique. On n'en parlait guère dans les recherches des années 1980, plus volontiers centrées sur les migrants européens, vagues souvent antérieures à la Seconde Guerre mondiale. L'étude des migrants postcoloniaux, algériens, marocains, tunisiens ou subsahariens, relevait de l'histoire coloniale (qui à vrai dire n'en traitait guère) ou de la sociologie.

Mais voilà que dans les dernières années du siècle une demande sociale s'est fait jour du côté des enfants d'immigrés nord-africains, en même temps que l'histoire coloniale connaissait un renouvellement de ses approches. Les premiers travaux ont concerné l'immigration maghrébine : elle a été profondément marquée par les relations de domination, les représentations « racialisées » issues de la colonisation et de la guerre d'Algérie.

N° 193, novembre 1995

2004

© M. SIMON/J.-F. BERNARD

Un nouveau centre pour les archives

Le 10 mars 2004, la décision de construire aux Tartres, au cœur de l'agglomération de Plaine Commune (Seine-Saint-Denis), un nouveau centre pour les Archives nationales était annoncée officiellement. Conçu par l'architecte Massimiliano Fuksas, il devrait être inauguré en 2011. Le combat de l'association Une Cité pour les archives nationales, créée en janvier 2001 et réunissant archivistes, historiens, généalogistes, était couronné de succès. Celle-ci avait attiré l'attention des pouvoirs publics par un manifeste sur la catastrophe patrimoniale menaçant les archives et par l'organisation, le 5 novembre 2001, d'un colloque placé sous le haut patronage de Jacques Chirac. Des personnalités qui exerçaient ou avaient exercé les plus hautes responsabilités politiques – Valéry Giscard d'Estaing, Lionel Jospin, Pierre Messmer, Pierre Mauroy… – s'étaient exprimées pour la première fois sur ce que représentaient pour elles les archives. **A. W.**

PRODUCTION: CONSTANTIN FILM PRODUCTION/DR

Qui va oser jouer Hitler ?

Il fallait oser rendre Hitler humain et pathétique. D'autres l'avaient déjà fait dans des livres, mais bien peu à l'écran – et l'on sait que l'image en mouvement a une tout autre portée dans l'ordre de l'émotion. Oliver Hirschbiegel s'y est risqué avec succès dans La Chute (Der Untergang) *en resserrant la focale sur la règle théâtrale des trois unités : le lieu (le bunker à Berlin), le temps (les douze derniers jours du Führer), l'action (l'agonie du IIIe Reich). Dans le rôle principal, Bruno Ganz est saisissant de vérité, jusque dans le tremblement mal maîtrisé de sa main. La bonne idée était de raconter ce huis clos habilement mis en scène du point de vue de Traudl Junge, la dernière secrétaire de Hitler. L'ensemble des personnages offre un concentré étonnant de fanatisme.* **P. A.**

De quoi est morte Agnès Sorel ?

La paléopathologie, l'étude des maladies du passé à partir de restes minéraux et organiques, a permis à l'équipe de Philippe Charlier de déterminer les causes de la mort de la favorite de Charles VII en 1450 : empoisonnement au mercure. **D. B.**

JOSSE/LEEMAGE

Surtout, contrairement aux précédentes générations migrantes, leurs enfants et petits-enfants nés en France ont été appelés « immigrés de la deuxième génération », voire de la « troisième génération », manière de les renvoyer à leurs origines supposées, de ne pas les considérer comme français. La question nationale s'est donc posée, ce qui supposait de réincorporer le passé colonial dans l'étude de ces migrations.

Il reste en revanche beaucoup à faire sur l'histoire des populations noires de France, à commencer par les processus migratoires qui les virent s'installer en grand nombre à partir du début des années 1960, *via* des accords intergouvernementaux pour les uns, et le Bumidom (Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'outre-mer) pour les autres.

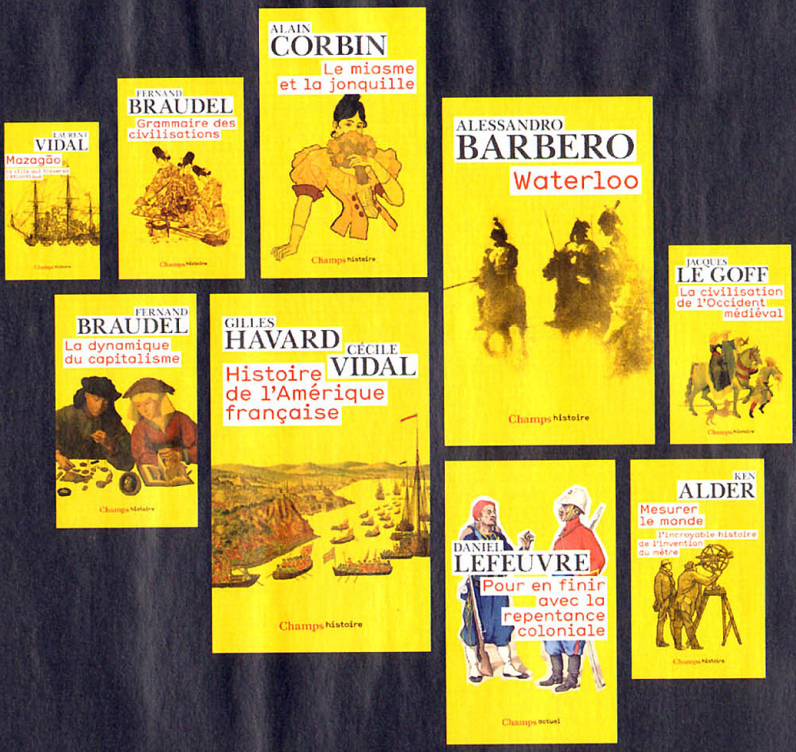
On découvre aujourd'hui que la France fut aussi une terre d'émigration ; on s'intéresse à l'histoire des pays d'accueil

L'histoire de l'immigration a été incontestablement l'un des domaines d'étude les plus dynamiques de ces vingt-cinq dernières années, suscitant recherches novatrices, débats, engagements aussi, tant il est vrai que la question de l'immigration reste politiquement sensible. Elle a aussi contribué au regain de l'histoire coloniale et amorcé, de manière plus timide, l'histoire des minorités visibles en France. De nouvelles pistes s'annoncent : on découvre aujourd'hui que la France fut aussi une terre d'émigration, ce qui replace le cas français dans un ensemble de dynamiques migratoires plus large ; on s'intéresse à l'histoire des pays d'accueil, ce qui suppose des formes de collaboration plus étroites avec les historiens étrangers. En dépit, ou plutôt à cause des restrictions sévères à l'immigration, des stéréotypes de « l'étranger inassimilable » réinventés à chaque époque, particulièrement dans les moments de crise économique, l'histoire de l'immigration rappelle que la société française est aux couleurs du monde, riche de sa diversité.

LE CONTREPOINT

J'ai découvert l'importance de l'immigration italienne *en France en travaillant, dans les années 1970, à ma thèse sur les relations franco-italiennes au XIXe siècle. L'histoire de l'immigration n'était pas encore un champ en soi. A la même époque, Jeannine Ponty s'intéressait aux Polonais. L'immigration commençait à être vue comme un problème. Nous avons essayé de montrer que l'intégration des immigrés européens ne s'était pas faite sans heurt. Je l'évoque dans* L'Histoire *en 1979, dans un article sur la tuerie, méconnue, d'Aigues-Mortes qui a fait de nombreuses victimes italiennes en 1893. Dans les années 1990, avec la montée du FN, je suis revenu sur ces questions.* Voyage en Ritalie *m'a permis d'y mêler de l'ego-histoire : mon père était un immigré italien.* **Pierre Milza**

1978 - 2008



Champs

Trente ans d'histoire en poche.

Flammarion

2005

R. MAZIN/PHOTONONSTOP

Versailles-chantier

En ce début de millénaire, le château du Roi-Soleil est plus tendance que jamais. Le public vient de découvrir une première tranche restaurée de la galerie des Glaces ; la cour d'entrée a été repavée, les menuiseries et les fenêtres repeintes en jaune d'or, la toiture redorée. Comme il y eut le Grand Louvre dans les années 1980, le Grand Versailles est en train de voir le jour. Le chantier gigantesque, lancé en 2003 par Jean-Jacques Aillagon, s'achèvera en 2015 – voire 2020. Parmi ses objectifs : mieux gérer l'afflux des visiteurs (4,5 millions en 2005) et revenir à l'état dans lequel se trouvait le château à la fin de l'Ancien Régime. Reste qu'en 2006 une rivale inattendue va parvenir à éclipser le Roi-Soleil dans son propre château : Marie-Antoinette. L'ouverture au public de son domaine (Petit Trianon et hameau de la Reine) coïncide en effet avec la sortie du film de Sofia Coppola, vecteur d'une véritable « Marie-Antoinette-mania ». F. D.

PROD. DB. - CHIC - HBO - RDF

Rome en série

Home Box Office (HBO) dévoile sur le petit écran américain les premiers épisodes (il y aura 2 fois 12 épisodes de 52 minutes) d'une nouvelle série intitulée Rome. *Conçue par John Milius* (Conan le Barbare), *Bruno Heller et W. J. Mac Donald, elle raconte les guerres civiles à Rome, la prise du pouvoir par César après l'élimination de Pompée et de Cicéron, son assassinat par Brutus, la lutte sans merci entre ses héritiers, Marc-Antoine et Octave. Jeu sanglant auquel participe Cléopâtre. D'un réalisme inhabituel* (« Rome ressemblait plus à des villes comme Mexico ou Calcutta qu'à des ensembles de marbre blanc » *si l'on en croit Bruno Heller), d'une violence surprenante, d'un érotisme cru, cette série réconcilie historiens et amateurs de films à l'antique. Que demander de plus ? C. A.*

EDR

La Commune par Tardi

Avec Le Cri du peuple, *adapté du roman de Jean Vautrin, Jacques Tardi s'attaque à la Commune de 1871. Dans cette fresque policière et politique, l'auteur de* C'était la guerre des tranchées *fait revivre le Paris du peuple et de la révolte…* O. T.

devait être « *enseignée à nos enfants de nos écoles* », pour garder « *intact le souvenir de l'épopée de la plus grande France* ».

Ce chant du cygne ne fut guère entendu. Du reste les débats à l'Assemblée et au Sénat se déroulent devant les bancs vides : le texte est adopté en présence de 42 députés. Mais la loi publiée provoque une réaction en chaîne des historiens, alertés notamment par Claude Liauzu, et hérissés par cette injonction du politique dans l'enseignement. Le tollé amène le Premier ministre, Dominique de Villepin, à saisir le Conseil constitutionnel. Qui considère, le 31 janvier 2006, que ce deuxième alinéa de l'article 4 a un caractère réglementaire : il pourra ainsi être supprimé de la loi sans nouveau débat.

L'AVEUGLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE COLONIALE

L'idéologie des droits de l'homme rend aujourd'hui incompréhensible l'attitude des hommes d'État qui ont pu assumer la colonisation

Les passions s'échauffent, un ouvrage collectif, *La Fracture coloniale* (La Découverte), dirigé, toujours en 2005, par Pascal Blanchard, Nicolas Bancel et Sandrine Lemaire, contre-attaque sur un autre terrain, dénonçant sans ambages « *la longue occultation* » *(sic)* du passé colonial français. Le raisonnement est implacable : la République coloniale persiste dans son aveuglement. Elle refusait hier aux colonisés la dignité de citoyens. Elle applique aujourd'hui les schémas coloniaux à ces catégories de population issues de l'ancien empire. Le mal des banlieues n'a pas d'autre cause. Au mois de janvier, un appel des « Indigènes de la République » dénonçait « *comment des stéréotypes hérités du passé dictent les pratiques d'aujourd'hui* ».

Lorsque au mois de novembre 2005, les banlieues s'enflamment, journalistes et politiques n'ont plus qu'à conclure : Noël Mamère, dans une tribune de *Libération*, accuse le gouvernement Villepin-Sarkozy de pratiquer « *une forme d'apartheid qui n'ose pas dire son nom* ». Noël Bouttier, le 15 décembre 2005 dans *Témoignage chrétien*, explique, lui, comment « *la révolte populaire de novembre a été "polluée" par des visions coloniales : le ministre de l'Intérieur se voyait le pacificateur alors que certains jeunes entendaient laver l'affront subi par leurs ancêtres* ». La colonisation est un crime. La République a voulu le cacher. Les historiens ont été complices de la raison d'État. Aujourd'hui le refoulé explose… Les choses sont-elles si simples ?

VOUS AVEZ DIT OCCULTATION ?

Peut-on, en effet, parler d'« occultation » du passé colonial français ? On disposait, il y a trente ans, de solides histoires de la colonisation qui ne cachaient rien des épisodes sinistres. Il y avait bien encore dans les bibliographies la grande *Histoire des colonies françaises* d'Hanotaux et Martineau, qui avait fait autorité sous la III[e] République et qui se faisait fort, celle-là, de glorifier les « aspects positifs de la colonisation ». Mais Charles-André

'2005

19 avril : élection de Benoît XVI
Joseph Ratzinger, pape allemand, remplace Jean Paul II.

30 mai : les Français disent non au traité constitutionnel européen
Après l'échec de la CED (Communauté européenne de défense) en 1954, c'est la deuxième fois que les Français bloquent la construction d'une Europe politique.

26 septembre : désarmement complet de l'IRA, après 36 ans de conflits armés
Une commission internationale confirme ce désarmement.

Les guerres coloniales ont recommencé.

Colonisation : le retour du refoulé

Par **Michel Winock**

En 1992, Daniel Rivet, historien du Maghreb colonisé, écrivait dans la revue *Vingtième siècle* qu'avec le recul qui refroidit inéluctablement les passions « *on est enfin sorti de la dialectique de la célébration et de la condamnation du fait colonial qui a si longtemps et si profondément biaisé l'écriture de son histoire* » (n° 33). Avec confiance, le même auteur en appelait à une perception de la colonisation débarrassée également « *du complexe d'arrogance ou du réflexe de culpabilité* ». L'année 2005 montre, treize ans après cet article, que les passions brûlent encore.

Professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris, Michel Winock vient de publier La Naissance de la Ve République *(« Découvertes », Gallimard). Il est fondateur de* L'Histoire.

EXIGER QU'ON ENSEIGNE « LE RÔLE POSITIF DE LA PRÉSENCE FRANÇAISE »

Le 23 février de cette année-là est promulguée la loi « *portant reconnaissance de la nation et contribution nationale en faveur des Français rapatriés* ». L'objet de cette loi est l'indemnisation des rapatriés d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, ainsi que des harkis, les supplétifs musulmans qui s'étaient mis au service de la France pendant la guerre d'Algérie. Dans sa ferveur, le législateur a exigé dans son article 4 que « *les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit* ».

Dans l'exposé de son rapport à l'Assemblée en 2004, Christian Kert a insisté sur le souci pédagogique du projet de loi : « *En politique et en histoire, il est des héritages auxquels il ne faut pas renoncer : l'œuvre française outre-mer est de ceux-là.* » De manière plus emphatique, son collègue Michel Diefenbacher exaltait « *la grande aventure conduite outre-mer par la France* », laquelle

En 1904, à Fort Crampel, au Congo français, des Congolais transportent vers Brazzaville des matériaux de klois (bambous) destinés au paiement de l'impôt indigène.

Julien, titulaire de la chaire d'histoire de la colonisation à la Sorbonne, dès 1964, dans son *Histoire de l'Algérie contemporaine*, ne dissimulait rien des monstruosités de la conquête ni des défaillances des gouvernements. Le récit qu'il donne des incendies, des massacres, des enfumades, des emmurements, qui furent la méthode de guerre de Bugeaud et de tant d'autres chefs militaires, est impitoyable : *« Ces abus ne purent se produire qu'avec la complicité tacite des autorités. Un virtuose de la razzia comme La Moricière, un paranoïaque comme Montagnac, un massacreur professionnel comme Yûsuf, eurent toute licence pour appliquer leurs méthodes et cela sans encourir le moindre blâme de Bugeaud. »*

En 1979, le second tome écrit par Charles-Robert Ageron, élève de Julien, et comme lui militant anticolonialiste mais opposé à une histoire manichéenne, n'était pas plus bienveillant avec la politique française en Algérie : qu'on lise ainsi le sabotage du « statut de l'Algérie » par le truquage des élections à l'Assemblée algérienne de 1948. Depuis, l'histoire critique des colonies s'est étendue et approfondie. La dernière grande synthèse en date, *Histoire de la France coloniale*, dirigée par Charles-Robert Ageron, rien moins que complaisante, réfute, par son existence même, l'idée, avancée par les auteurs de *La Fracture coloniale*, d'un *« refus d'intégrer le passé colonial »*.

UNE HISTORIOGRAPHIE DE COMBAT

Qu'est-ce qui a changé alors en ce début du XXIe siècle ? Sans aucun doute de nouvelles archives et de nouvelles approches ont approfondi la connaissance du fait colonial. Lorsque *L'Histoire*, en 2007, titre : « Les crimes oubliés de la colonisation », ce n'est pas, reconnaissons-le, parce qu'on aurait entendu parler là pour la première fois de la grande manifestation de Sétif qui, en mai 1945, aboutit dans le Sud algérien à une terrible répression. Personne n'avait vraiment oublié non plus la répression de Madagascar de mars 1947. Avec le recul, l'ouverture des archives, on pouvait cependant en avoir une meilleure appréciation. Quant à la guérilla au Cameroun, de 1955 aux années 1960, il s'agissait d'un épisode largement méconnu ou oublié.

La nouveauté, c'est surtout une manière un peu différente de voir les choses. Après les années de la décolonisation et les polémiques, parfois violentes, qui les traversaient, les spécialistes de la colonisation ont voulu écrire une histoire dépassionnée, celle que Daniel Rivet appelait de ses vœux dans l'*Histoire de la France coloniale*, de Charles-Robert Ageron, *« au-delà des affrontements stériles de naguère entre chantres et détracteurs de la colonisation »*. Or, depuis quelques années, à côté de recherches fécondes qui refusent la logique imbécile d'une comptabilité en partie double (positif/négatif), nous assistons au retour d'une historiographie de combat. La colonisation n'apparaît plus comme un épisode d'une longue chaîne de guerres, de conquêtes, de massacres, d'impérialismes. Elle est un crime en soi, irrémissible.

L'idéologie des droits de l'homme qui s'est substituée largement à la théorie marxiste rend aujourd'hui incompréhensible l'attitude des hommes d'État qui, quoique républicains, libéraux ou démocrates, ont pu assumer cette entreprise de domination de l'homme sur l'homme, fût-ce dans un dessein prétendument civilisateur. On est sensible aux modes de domination même les plus insidieux des « indigènes », pour lesquels le droit français inventa en 1881 un statut spécial permettant une répression spécifique. Prenant le parti des victimes ou le point de vue de leurs descendants, des historiens se font justiciers, au risque d'oublier les principes de leur discipline. Le débat ne fait que commencer.

CHAMUSSY/SIPA

Manifestation des « Indigènes de la République » à l'occasion du 60e anniversaire de la répression du 8 mai 1945 à Sétif.

LE CONTREPOINT

***L'Italie n'a consenti que très tardivement** à porter un regard critique sur son passé colonial. Conquise en 1911-1912, la Libye fut le terrain d'une terrible guerre de soumission entre 1922 et 1932, au moyen de déportations, de bombardements massifs et de terreur à l'encontre des civils. En Éthiopie, ces moyens furent réédités à plus grande échelle, la guerre d'annexion de 1935-1936 se prolongeant par plusieurs années d'opérations de « police coloniale ». Massacres de populations civiles, usage de bombes à gaz toxiques, exécution du clergé copte, liquidation des sorciers et conteurs : ces atrocités furent dénoncées devant la Société des nations en 1935-1936 puis oubliées. À partir des années 1970, grâce au démarrage de la recherche historique, le mythe du « gentil Italien » fut peu à peu battu en brèche. En 1996, le ministre de la Défense reconnut enfin l'usage de « bombes aériennes et de projectiles d'artillerie chargés d'ypérite », mettant fin à plus de cinquante ans de mensonge d'État.*

Marie-Anne Matard-Bonucci

N° 302, octobre 2005

Pierre Vidal-Naquet et Jean-Pierre Vernant nous ont fait entrer dans la tête des Grecs.

Pourquoi les Grecs déchaussent leur pied droit

Par **Maurice Sartre**

25 janvier : victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes
Le parti islamiste et le Fatah ne parviennent pas à s'entendre sur un gouvernement de coalition.

SHAWN BALDWIN/CORBIS

7 octobre : assassinat d'Anna Politkovskaïa
La journaliste russe dénonçait dans ses articles les crimes en Tchétchénie, la corruption du pouvoir et les mensonges de Poutine.

RIA NOVOSTI/SIPA

30 décembre : mise à mort de Saddam Hussein
L'exécution de l'ancien dictateur irakien, filmée, est vue dans le monde entier.

SIPA

Pourquoi, diable, le Thébain Épaminondas, contre toute la tradition, décida-t-il un jour d'aligner ses meilleurs soldats sur le flanc gauche de son armée ? Était-ce seulement pour décontenancer l'ennemi ? De fait, cela lui valut la victoire à Leuctres (371 av. J.-C.) et à Mantinée (362 av. J.-C.) contre les Spartiates. Et pourquoi donc des Platéens, fuyant leur cité assiégée en 427 av. J.-C., sortent-ils chaussés du seul pied gauche ? Thucydide affirme que leur pied droit laissé nu adhérait mieux que la sandale et devait les empêcher de glisser dans la boue ! Admettons. Mais pourquoi le pied droit ?

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, *Maurice Sartre a publié* Histoires grecques *(Le Seuil, 2007) et avec Annie Sartre-Fauriat* Palmyre *(Gallimard, « Découvertes », 2008).*

LES PETITS AGOS DU SUD

D'ÉTRANGES HABITUDES

Et que dire des chlamydes noires des éphèbes athéniens ? Pourquoi les jeunes gens revêtent-ils un manteau si sombre lors de la procession qui les ramène à Athènes après leur séjour aux confins du territoire ? Est-ce comme on le dit en souvenir des voiles noires du navire qui ramenait Thésée de Crète après son combat contre le Minotaure ? On sait que le héros athénien avait promis à son vieux père Égée de faire mettre une voile blanche s'il revenait vivant, une noire dans le cas contraire. L'oubli du changement de voile à l'approche du Pirée provoqua la mort d'Égée, qui, de désespoir, se jeta dans la mer qui porte son nom. Deuil qu'auraient célébré les éphèbes.

Produits de l'imagination de poètes ? Fantaisies de généraux en mal d'originalité ? La disparition en 2006 de Pierre Vidal-Naquet, puis quelques mois plus tard de Jean-Pierre Vernant, suivant de peu celles de Nicole Loraux et de Pierre Lévêque, nous invite à mesurer combien a changé, grâce à eux notamment, notre regard sur le monde grec. Certes, ils avaient eu d'illustres précurseurs comme Henri Jeanmaire, Louis Gernet ou Angelo Brelich, mais ils surent donner une telle cohérence à leur approche, une telle force à leurs démonstrations, une telle rigueur à leur méthode que plus personne ne peut aujourd'hui considérer comme marginale l'étude historique de l'imaginaire grec.

Car c'est bien dans la tête des Grecs que nous convient ces historiens nourris de sociologie, d'anthropologie autant que de philologie et d'archéologie. Des études ponctuelles avaient ouvert la voie, plutôt du côté des sociologues que des philologues et des historiens. Des esprits curieux avaient trouvé étrange cette habitude des Grecs à ne chausser qu'un pied, dans certaines circonstances. Et Hérode Atticus, le milliardaire athénien du IIe siècle de notre ère, avait beau faire changer à ses frais les chlamydes noires contre des chlamydes blanches, il n'en fallait pas moins comprendre pourquoi si longtemps elles avaient été autres.

Il est vrai que les Grecs avaient singulièrement contribué à nous égarer, d'une certaine manière. En

Ce sarcophage grec en forme de pied date du IVe-IIIe siècle av. J.-C. Il a été retrouvé en Italie et est conservé à Reggio de Calabre, au Musée national.

reliant la mort d'Égée aux chlamydes noires, ils nous donnaient une explication quasi rationnelle, qui aurait pu paraître suffisante à beaucoup. Chacun sait bien que l'histoire est un mythe – même les Grecs le savaient ! – mais le mythe n'est-il pas fait pour justifier les comportements d'allure irrationnelle ?

Thucydide affirme que le pied droit laissé nu adhérait mieux que la sandale et devait les empêcher de glisser dans la boue. Mais pourquoi le pied droit ?

DES MYTHES POUR EXCLURE LES FEMMES

Nicole Loraux a montré de façon très éclairante en 1981 dans *Les Enfants d'Athéna* comment les Athéniens ont élaboré des mythes complexes pour justifier l'exclusion des femmes du politique (ce qui n'est que partiellement vrai), quitte à inventer des histoires irrationnelles. Les femmes, majoritaires d'une voix, auraient voté pour choisir Athéna comme déesse tutélaire d'Athènes, au détriment de Poséidon ; de là venait que les Athéniens (hommes) leur avaient ôté le droit de vote. Le mythe de l'autochtonie va dans le même sens puisque le premier Athénien, Érichtonios, non seulement surgit de la terre, mais n'a été engendré que par son père seul, Héphaïstos : le premier Athénien, né sans mère, est élevé par une déesse, Athéna, elle-même née du crâne de son père ! Aristote pouvait alors expliquer savamment que, dans la procréation, seul le mâle émet un sperme qui à lui seul engendre, la science venant en quelque sorte à l'appui du mythe.

Dans d'autres cas, les Grecs s'employèrent à nous donner une explication rationalisante. On l'a vu avec Thucydide et son histoire de pied qui ne glisse pas dans la boue : rationnel mais pas jusqu'au bout car il n'explique pas pourquoi c'est le pied gauche qui reste chaussé. Le même Thucydide justifie le choix traditionnel de placer les troupes d'élites à droite par le fait que la ligne de combat se déplace toujours vers la droite. Dans la ligne d'hoplites, chacun est protégé sur son flanc droit par la partie gauche du bouclier de son voisin : il se serre naturellement contre lui, ce qui provoque un écart du voisin sur la droite, et de toute la ligne à la suite. Les deux armées se contournent par la droite où se situe donc la clé du combat. Explication mécanique, là encore peut-être vraie, mais insuffisante. Pourquoi Épaminondas le Thébain rompt-il avec cette pratique ? Et pourquoi gagne-t-il ?

C'EST DE LA DROITE QUE VIENT TOUT CE QUI EST BON

Le génie de cette école – car c'en fut une – fut d'aller plus loin, et de nous montrer que ni les explications rationalisantes ni les mythes ne suffisaient à nous faire comprendre les pratiques grecques. Lorsque les Platéens fuient avec un pied déchaussé, le droit, ils établissent un contact avec la terre nourricière, avec les forces vives de la nature, et ils le font avec le pied droit car c'est de la droite que vient tout

2006

MICHEL DENACE/ARTEDIA/© ADAGP 2006

Ces arts qui n'ont pas de nom

Inauguré par Jacques Chirac, le musée du Quai-Branly, musée des Arts et Civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, rassemble, dans une architecture spectaculaire signée Jean Nouvel, les collections d'ethnologie du musée de l'Homme et de celui des Arts d'Afrique et d'Océanie de la porte Dorée ; 3 500 objets sont exposés en permanence. Et les débats ont commencé : le statut des « arts premiers », terme qui renvoie à une conception évolutionniste de la culture ; l'étrange absence d'histoire, notamment coloniale ; les questions liées à la restitution de certains objets, en particulier les restes de dépouilles maories réclamées par les Néo-Zélandais. ***P. N.***

PROD DB/TESSALIT/DR

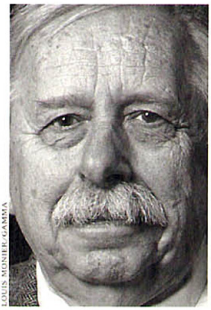
La France et ses indigènes

L'œuvre du réalisateur franco-algérien Rachid Bouchareb rendait hommage à tous les soldats originaires d'Afrique, baptisés « troupes coloniales », et qui donnèrent leur vie pour la France pendant la Seconde Guerre mondiale. Le film a été un grand succès populaire en France, avec 3 millions d'entrées en salles. Indigènes *a aussi amélioré la vie de 80 000 anciens combattants qui ont vu leur pension revalorisée. Une œuvre de fiction a ainsi permis de faire bouger l'histoire.* ***B. S.***

750 000 exemplaires

Nul n'aurait misé 10 kopecks sur un tel cheval : un premier roman de plus de 1 000 pages, racontant les horreurs de la guerre vues par un officier SS pervers, homosexuel, incestueux. A l'arrivée, deux prix, une polémique qui dura des mois, 750 000 exemplaires, des dizaines de traductions. ***P. A.***

DR



LOUIS MONIER/GAMMA

ce qui est bon. Le partage symétrique du monde n'est pas un acquis biologique mais une construction idéologique, le reflet d'une pensée et d'une conception du monde : en haut, à droite, le bon, le beau, ce qui relève des sentiments élevés ; en bas, à gauche, le mauvais, le laid, les bas sentiments. Les rares exceptions s'expliquent souvent aisément.

Or, en choisissant la gauche pour placer ses troupes d'élite et son poste de commandement, Épaminondas va à l'encontre de cette vision du monde. S'appuyant sur des textes très éclairants, Pierre Vidal-Naquet montre que les philosophes pythagoriciens – dont la présence est assurée à Thèbes précisément au temps d'Épaminondas – ont fait circuler d'autres modèles. Comment parler de haut et de bas, de droite et de gauche dans un monde qui serait sphérique comme ils le pensaient ? Épaminondas profite sans aucun doute de l'effet de surprise, mais c'est aussi toute une vision de l'espace du politique qui se transforme.

Quant aux chlamydes noires, elles prennent un singulier relief lorsqu'on les rapproche des récits mythiques relatifs aux éphèbes. N'y a-t-il pas aux origines de l'éphébie le combat du Thébain Xouthos (le blond) contre l'Athénien Mélanthios (le Noir) ? Partout dans ce combat aux marges du territoire – on se livre un combat de champions pour la possession d'un canton frontalier – les allusions au noir, au sombre (jusque dans le surnom de Dionysos ou dans certains toponymes) s'attachent aux éphèbes, de la même manière que leurs semblables de Sparte sont invités à vivre la nuit et à se cacher le jour. Lorsqu'on a compris, comme Pierre Vidal-Naquet l'a définitivement montré, que l'éphébie n'est rien d'autre à l'origine qu'un rite d'initiation, c'est-à-dire un rite d'inversion du monde pour ceux qui le subissent, on comprend aisément que tout ce qui est noir leur est associé alors que la lumière, le plein jour est réservé aux citoyens. Les chlamydes noires ne sont que l'un des éléments d'un ensemble, et le mythe de Thésée n'a qu'une valeur étiologique relative.

En choisissant la gauche pour placer ses troupes d'élite, Épaminondas transgresse une tradition bien établie

Ces quelques exemples, trop vite exposés, donnent la mesure du bouleversement auquel nous invite ce courant novateur. Certes, cela n'invalide pas d'autres approches, mais en nous ouvrant la tête des Grecs, Nicole Loraux, Jean-Pierre Vernant et Pierre Vidal-Naquet nous permettaient d'explorer des champs immenses, que l'on ne fait encore qu'entrevoir.

JEAN-LOUIS ATLAN

HANNAH GRAF

ARTURO PATTEN-GRAF

LE CONTREPOINT

« *Il n'y a pas à chercher l'Atlantide* ni dans les profondeurs du temps, ni dans celles de la mer. » *Pour Pierre Vidal-Naquet, dans un dernier livre qu'il porta en lui toute sa vie* (L'Atlantide. Petite histoire d'un mythe platonicien, *2005), le* Critias, *où Platon raconte ce mythe, est un bien mauvais guide. Combien, en cherchant à retrouver le continent englouti, se sont égarés en Méditerranée ou au-delà du détroit de Gibraltar ! En fait, le récit du combat contre les Atlantes, qui a précipité leur chute, met en scène le conflit qui traverse la cité athénienne au lendemain de la guerre du Péloponnèse et de la défaite athénienne (404 av. J.-C.). La fiction dramatise deux parts d'Athènes en lutte avec elle-même : l'Athènes de la tradition (dont rêve Platon) et l'Athènes impérialiste, condamnée à succomber par la violence qui la fit prospérer.* **Hervé Duchêne**

De gauche à droite : Pierre Lévêque, Nicole Loraux, Jean-Pierre Vernant et Pierre Vidal-Naquet. Grâce à ces historiens, disparus à quelques mois d'intervalle en 2006-2007, notre regard sur le monde grec a changé.

Collections n° 21, octobre-décembre 2003

Les idées de Mai 68

Un numéro exceptionnel qui retrace l'aventure intellectuelle de Mai 68.

EN VENTE EN KIOSQUE

L'Europe devient un acteur de l'histoire. Du coup, on se met à relire son passé autrement.

Europe : naissance d'un personnage historique

6 mai : Nicolas Sarkozy est élu président de la République
Le candidat UMP l'emporte contre Ségolène Royal, avec 53,6 % des voix.

O. FRANKEN/CORBIS

31 juillet : inculpation de Douch, ancien responsable khmer rouge
C'est la première inculpation en vue du procès des responsables du génocide cambodgien.

P. AVENTURIER/GAMMA

27 décembre : Benazir Bhutto assassinée
L'ex-Premier ministre du Pakistan, leader de l'opposition, était candidate aux législatives de 2008.

MK CHAUDRY/EPA/CORBIS

Par **Yves Saint-Geours**

Membre du comité de rédaction de L'Histoire, Yves Saint-Geours a été ambassadeur en Bulgarie. Il dirige aujourd'hui le Grand Palais. Son premier article dans L'Histoire date de 2000.

J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le 25 mars 2007, le traité de Rome a eu 50 ans. Le 1er janvier de la même année, avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie à l'Union européenne, s'est clos, pour quelque temps sans doute, un chapitre de l'histoire du continent. Ce chapitre avait été ouvert avec la déclaration Schuman du 9 mai 1950 et l'appel à une Communauté européenne du charbon et de l'acier (future CECA), et rouvert, sur des bases nouvelles, avec la chute du mur de Berlin, en 1989. S'ouvrait alors de nouveau la perspective d'une unification politique qu'en 1978 on n'osait pas (plus) imaginer.

Il y a trente ans, on « *avançait masqué* », comme allait le dire Jacques Delors : peu à peu, d'initiative en initiative, de transfert de souveraineté en transfert de souveraineté, s'étendaient les domaines des politiques européennes communes. J'ai ainsi vécu le lancement du programme Erasmus, comme responsable en 1989-1990 de l'Agence nationale française du programme : il s'agissait de permettre à des étudiants d'aller suivre les cours dans une université d'un autre pays de l'Union. En vingt ans, un million et demi d'étudiants européens se sont ainsi déplacés, dont plus de 200 000 Français. Le traité de Rome n'incluait pas l'éducation (compétence des États suivant le principe de subsidiarité) ; c'est en se raccrochant à la formation professionnelle (elle incluse dans le traité) que le programme fut lancé à la fin des années 1980. Son succès fut tel que l'enseignement supérieur figura dans le traité de Maastricht de 1992. Ce fut la force de cette construction, issue d'une volonté politique par le haut et du militantisme de quelques-uns résolus à faire avancer pas à pas l'intégration. Ce fut (cela reste ?) aussi sa faiblesse, faute d'une appropriation par les citoyens.

L'EUROPE, QUEL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE ?

Il y a trente ans, on parlait d'Euratom (pour l'énergie atomique) ou de Marché commun, mais ces « communautés européennes » restaient, aux yeux des citoyens et de la plupart des politiques, un ensemble économique de l'ouest de l'Europe. On étudiait peu l'Europe, on l'enseignait encore moins. Elle faisait bâiller quelques rares étudiants ! On rappelait mollement le souvenir des ancêtres, Victor Hugo et d'autres, qui avaient rêvé l'unité politique du continent. On citait Churchill qui, dans son discours du 19 septembre 1946 à Zurich, avait évoqué les « États-Unis d'Europe ». Mais, les six puis neuf États (après le premier élargissement, en 1973) qui composaient les Communautés étaient surtout préoccupés par la gestion de leurs excédents agricoles.

On avait encore à l'esprit les sarcasmes du général de Gaulle pendant la campagne présidentielle de 1965 : « *On peut sauter sur sa chaise comme un*

cabri en disant l'Europe, l'Europe, l'Europe… mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien… » ; ou ses remarques désenchantées de 1970 rapportées (inventées ?) par André Malraux, dans le contexte de la permanence des blocs : « *S'il faut regarder mourir l'Europe, regardons : ça n'arrive pas tous les matins. – Alors, la civilisation atlantique arrivera, répondait Malraux* » (*Les Chênes qu'on abat,* 1971). C'était aussi le temps où le secrétaire d'État américain Henry Kissinger pouvait ironiser sur une Europe introuvable (« *quel numéro de téléphone ?* »). Bref, le « *doux commerce* » prôné par Montesquieu, repris par Jean Monnet, s'il avait consolidé la paix, n'avait pas encore transformé l'être mythologique (la princesse Europe enlevée par Zeus-taureau) en un personnage historique !

DES CENTAINES D'ANGLAIS DANS LES CONSEILS MUNICIPAUX

Les choses changèrent grâce à l'action déterminée d'hommes d'État. En France, deux présidents de la République (François Mitterrand et Jacques Chirac) ont incarné, chacun à sa façon, cette forte permanence. Mais l'essentiel vint de grands événements. La fin des régimes autoritaires en Europe occidentale bien entendu (Grèce et Portugal en 1974, Espagne en 1975). Surtout, l'effondrement du bloc soviétique en 1991.

Les jalons de cette nouvelle aventure sont connus. Ils passent par des « approfondissements » : 1) 1979 : l'élection du Parlement au suffrage universel direct. Simone Veil en fut, à Strasbourg, la première présidente. 2) 1986 : l'Acte unique qui lance la réalisation du « grand marché intérieur » pour la fin 1992 ; il inclut la recherche et consacre l'existence du Conseil européen comme instance suprême de pilotage. 3) Le traité de Maastricht surtout qui, en 1992, redonne un horizon politique en créant l'Union. Celle-ci rassemble des compétences économiques, permet une coopération en matière de politique extérieure et de défense, comme en matière de justice ; et elle adopte la monnaie unique, l'euro.

Une superpuissance européenne ? Dessin de Michael Kœlsch paru dans la presse américaine et repris par Courrier international *en juin 2003.*

En moins de cinquante ans une entité politique d'un genre totalement nouveau surgit du temps long de l'histoire

Parallèlement, ont lieu des élargissements, cinq au total, dont celui, massif, de 2004-2007, qui permit l'entrée de douze pays dont dix de l'ancien bloc communiste.

Approfondissements et élargissements provoquent nécessairement un débat intense qui porte sur l'efficacité des institutions, sur la légitimité démocratique de l'ensemble… et sur les limites de l'Europe. Après Maastricht, ces questions sont au cœur des laborieuses négociations en vue des traités d'Amsterdam, de Nice, du texte « *établissant une constitution pour l'Europe* » (rejeté en 2005 par les citoyens néerlandais et français), enfin du traité dit « simplifié » de Lisbonne. On comprend aisément pourquoi, en passant de 6 à 27, la question de l'efficacité a pu se poser. S'agissant des limites et de la démocratie, c'est encore plus vrai.

Mais un énorme pas est franchi. L'Europe est bien devenue un acteur de l'histoire. Au terme des traités existe en effet une « Union européenne », avec une « citoyenneté ». On y vote – des centaines

2007

A. FAIDY/CIT'IMAGES

L'immigration entre au musée

En octobre 2007, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration ouvre ses portes à Paris, dans le Palais de la porte Dorée, avec une double ambition : faire connaître deux siècles d'immigration en France et faire reconnaître le rôle des immigrants dans l'histoire du pays. Rude tâche. Comment faire collection avec des traces éphémères, ordinaires, qui témoignent d'un univers souvent précaire ? Quelle place donner à la mémoire ? Comment faire vivre l'immigration dans un lieu marqué par la colonisation ? L'exposition permanente « Repères » apporte une première réponse, en construisant un subtil équilibre entre histoire et récits de vie, art contemporain et archives, chronologie et approches thématiques. D'autres chapitres suivront, le débat reste ouvert. L'immigration est une histoire à suivre. **M. A.**

MP/LEEMAGE

Romulus et Rémus : un mythe ?

En novembre 2007, Francesco Rutelli, alors ministre de la Culture en Italie, annonçait la découverte de la grotte de Romulus et Rémus sur le Palatin. A 16 mètres de profondeur, près des ruines de la maison d'Auguste, une sonde munie d'une microcaméra avait révélé l'existence d'une pièce voûtée ornée de mosaïques. A-t-on trouvé la grotte que les Romains vénéraient comme le lieu mythique de la première enfance de leur fondateur, centre des cérémonies des Lupercales célébrées chaque année le 15 février ? Certains spécialistes, et non des moindres, expriment de sérieux doutes. Selon Fausto Zevi, il s'agit d'une salle de réception de palais, non d'un lieu de culte. S'il a raison, la découverte garde un intérêt majeur mais perd son côté vertigineux. **C. V.**

Pauvre Hatshepsout !

Une molaire dans une boîte portant le nom de la reine égyptienne, morte en 1482 av. J.-C., a permis d'identifier une momie trouvée en 1903 comme étant la sienne. Grosse femme d'une cinquantaine d'années, elle est morte d'un cancer des os. **O. P.-V.**

FARABOLA/LEEMAGE

d'Anglais viennent d'être élus conseillers municipaux en France –, on y circule librement avec sa seule carte d'identité, on peut s'y faire soigner plus aisément, des mandats d'européens peuvent être lancés pour arrêter des mafieux. Une « Charte des droits fondamentaux » a été adoptée. Une politique régionale a été mise en place (de plus en plus perceptible et qui rapproche les citoyens), une politique de sécurité et de défense, voire une politique culturelle. Enfin, une monnaie unique (l'euro) adoptée par 15 des 27 pays.

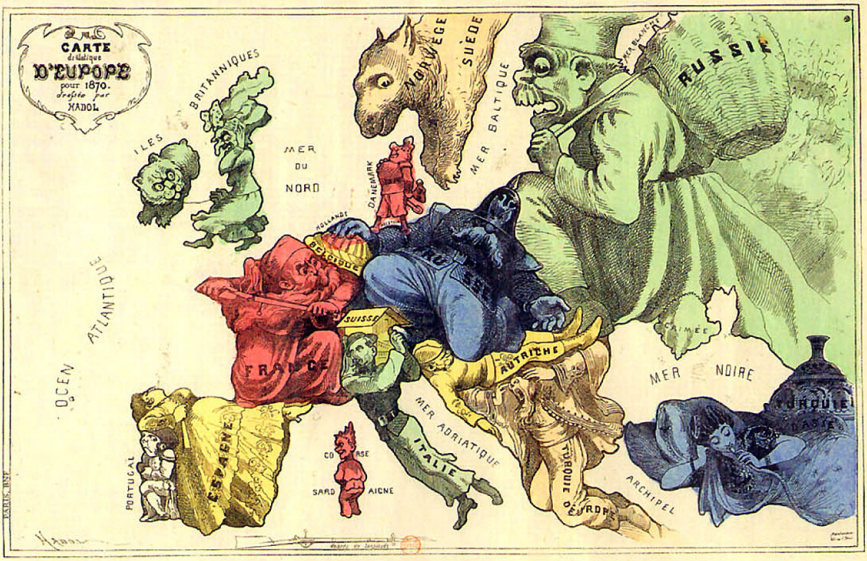
VALEURS COMMUNES

Pourtant, l'Europe politique demeure une chimère pour beaucoup. Elle n'a pas su empêcher une terrible guerre dans les Balkans entre 1991 et 1999. Elle semble incapable de se faire entendre au Proche-Orient. Les différences d'appréciation nationales apparaissent clairement. Bien des États de l'est de l'Europe, qui ont adhéré presque simultanément à l'Otan, voient mal ce que peut être une Europe de la défense. Le Royaume Uni n'est pas dans l'espace Schengen, n'a pas adopté l'euro, reçoit des compensations au titre de la Politique agricole commune (le « chèque britannique ») et a une dérogation au regard de la Charte des droits fondamentaux.

En 1648, les traités de Westphalie ont ouvert l'ère des États-nations : une parenthèse qui se ferme peut-être aujourd'hui

Plus profondément, l'Europe peine à définir ses limites, l'histoire et la géographie étant instrumentalisées au service de telle ou telle vision, pour ou contre l'entrée de la Turquie par exemple. Elle semble ignorer ses capacités, paraît souvent incertaine de ses intérêts, a du mal à concilier ses objectifs avec ses instruments. Elle ne s'est pas dotée d'un mythe, d'un récit collectif, à même de créer un patriotisme européen (le patriotisme étant suivant la belle formule de Romain Gary *« l'amour des siens et le nationalisme, la haine des autres »*). *« Un patriotisme qui ne serait pas la somme des patriotismes nationaux. »*

Pour autant, si l'on y réfléchit bien, au regard du temps long de l'histoire, s'est construite, en quelque cinquante ans, une entité d'un genre totalement nouveau, issue, comme l'expliquent bien Jacques Lévy (*L'Europe, une géographie*, 1997) ou Edgar Morin (*Penser l'Europe*, 1987), d'une extrême diversité (langues, structures familiales, religions…), « co-présente » dans un espace très réduit. On y est « condamné aux autres », ce qui en fait une terre de conflits, d'échanges et, bientôt, d'une indispensable « communauté de destins ». L'Europe est aujourd'hui la rencontre entre cet espace et un projet. Ce projet, même si la discussion est ouverte sur son contenu social, est foncièrement démocratique. Du coup, c'est moins la géographie qui délimite l'Europe que la politique et les valeurs en commun. Comme l'écrit Zaki Laïdi, l'énigme de la puissance européenne, c'est la *« norme sans la force »* (2005).



Guère d'entente entre les nations qui constituent l'Europe à la veille de la guerre de 1870, comme le souligne cette carte française.

LE TÉMOIGNAGE

Envisager l'Europe comme un bloc, *réfléchir à une longue durée européenne, considérer l'histoire du continent de haut : c'est le point de départ du livre que nous avons consacré, avec Jean-Michel Gaillard, à* l'Histoire du continent européen, de 1850 à la fin du XX^e^ siècle *(Le Seuil, 1998). Voir les choses ainsi change tout. D'un point de vue européen, la séquence 1914-1945 peut être considérée comme une guerre civile de trente ans – notons que l'expression de « guerre de trente ans » se trouvait déjà chez Raymond Aron et dans la bouche de De Gaulle, mais ils la réservaient aux relations franco-allemandes. Là réside un des problèmes majeurs de l'Europe – son identité repose sur un imaginaire belliqueux ; mais aussi, peut-être, sa chance, car la « guerre civile » va finalement accoucher de la réconciliation par la volonté politique de quelques hommes. La construction européenne reposait ainsi forcément sur une élite. D'où sa lenteur et les résistances de ceux qui se trouvent à la marge.*

Anthony Rowley

Rendons justice à l'Europe. Elle a réglé la sortie des dictatures, et consolidé la réconciliation franco-allemande. Elle a su, pour une grande part, régler pacifiquement les problèmes de la sortie du communisme – qui a vécu aux confins de l'Europe, à l'Est, le sait ; j'étais moi-même ambassadeur en Bulgarie de 2004 à 2007. Elle a apporté à cet ensemble paix, stabilité et développement économique. Ce n'est pas rien !

On a coutume d'évoquer la guerre de Trente Ans (1618-1648) et les traités de Westphalie qui y mettent fin comme un tournant dans l'histoire de l'Europe : celui de l'avènement des États territoriaux, futurs États-nations, qui ont marqué l'histoire du continent pendant les trois cent cinquante dernières années. Entre 1914 et 1945, l'Europe a connu une nouvelle « guerre de trente ans » qui peut apparaître aujourd'hui comme une sorte de vaste guerre civile. Car, de la diffusion des monastères cisterciens à l'implantation des universités, des Lumières à l'opéra, de l'apparition de l'imprimerie à l'extension de l'art baroque, c'est *grosso modo* un même ensemble qui est concerné. L'Europe doit aujourd'hui écrire une nouvelle page, celle qui succède, dans une certaine mesure, à « la fin des territoires ».

Les chantiers sont immenses : défense, énergie, environnement et la capacité à maintenir la paix, y compris religieuse, en Europe même (les Balkans) ou au sein de nos sociétés. Et les questions se posent sans réponse définitive : les frontières, les valeurs (laïques ?), le système économique et social, le rapport au monde. N'est-ce pas naturel après si peu de temps ? L'Europe n'est pas encore une puissance au sens classique du terme ; mais, potentiel acteur global, elle incarne peut-être, si elle est unie, un autre type de puissance.

N° 201, juillet-août 1996

Dans trente ans, à quoi ressemblera le métier d'historien ?

L'histoire a un avenir...

2 janvier : le prix du baril de pétrole atteint 100 dollars
C'est son plus haut niveau dans l'histoire.

B. LOWY-CORBIS

17 février : proclamation de l'indépendance du Kosovo
La Serbie et la Russie refusent de reconnaître le nouveau pays.

I. LICHFIN

14 mars : des manifestations au Tibet sont violemment réprimées par le régime chinois
L'événement relance le débat sur le boycott des Jeux olympiques.

G. BAKER/AFP-SIPA

Par **Pierre Assouline**

Lancée un matin comme une boutade, lors d'une conférence de rédaction préparatoire à ce numéro, la question a rebondi jusqu'à se développer en une véritable réflexion : comment les historiens qui font *L'Histoire* voient-ils l'avenir de leur métier ?

1. La crise de la recherche. Passons vite sur la dégradation des conditions matérielles des universitaires et la surcharge des tâches administratives, pénalisantes pour la qualité de la recherche. Comment demeurer insensible aux sirènes américaines ? « *Avec dix ans de moins, je serais sans doute parti* », confie Maurice Sartre. « *Les universitaires trouveront-ils encore le temps de se rendre aux archives et de produire des ouvrages de recherche fondamentale ?* » s'inquiète Olivier Wieviorka.

Chargé des essais de sciences humaines chez Gallimard (et ancien du comité de rédaction de *L'Histoire*), Éric Vigne ne dit rien d'autre dans *Le Livre et l'éditeur* (Klincksieck, 2008), lorsqu'il oppose le « *livre de savoir* » (long, profond, durable) et l'« *ouvrage de connaissance* » (bref, synthétique, général), le second s'imposant pour des raisons économiques et médiatiques aux dépens du premier. Les éditeurs poussent les auteurs sur cette pente. Les médias aussi. Qui prendra le temps d'écrire encore des livres savants ?

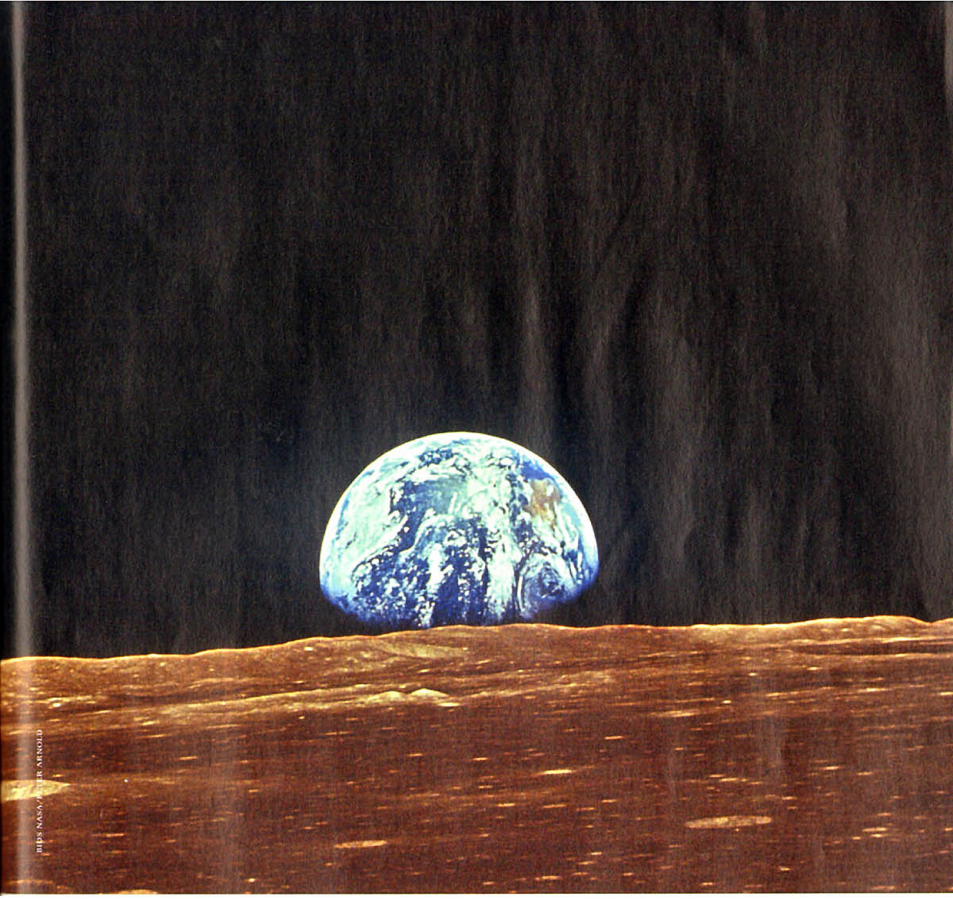
Le vrai problème est peut-être la crise des vocations. Tous les universitaires le disent : les amphithéâtres d'histoire se vident. Est-ce parce que les débouchés universitaires se rétrécissent ? Aura-t-on besoin d'historiens demain ? Et saura-t-on encore les recruter parmi les meilleurs ? Optimiste ou inquiet, chacun répond avec son tempérament. Mais, au fond, personne ne le sait.

Journaliste et écrivain, Pierre Assouline est membre du comité de rédaction de L'Histoire. *Son dernier roman :* Le Portrait *(Gallimard, 2007). Son premier article dans* L'Histoire *date de 1979.*

P. ASSOULINE

2. Quel sera l'impact de la globalisation sur la discipline historique ? Le phénomène est déjà visible dans nos universités, où l'on constate l'accroissement du nombre des étudiants étrangers et des échanges internationaux. Ce qui a pour avantage de nous amener à repenser nos méthodes d'enseignement en les frottant à celles d'autres pays et d'« *inciter nos étudiants à choisir pour sujet de recherche des thèmes plus exotiques que l'histoire de France* », souligne Olivier Wieviorka.

La mondialisation, c'est aussi la prépondérance de l'anglais, qui va s'accentuer, ils en sont tous persuadés. En histoire ancienne, la bibliographie, qui avait été longtemps dominée par l'allemand, l'italien et le français, le sera désormais par l'anglais, en raison notamment de l'arrivée des « nouveaux » (Japonais, Turcs, Grecs...), fait remarquer Maurice Sartre. Olivier Postel-Vinay n'est pas inquiet : « *L'anglais va devenir la* lingua franca *de l'histoire, comme elle est devenue celle des sciences dures puis de l'économie.* » Selon lui, tout le monde devrait y gagner, les chercheurs français et allemands, dont les travaux bénéficieront d'une plus grande visi-



Lever de Terre, vu de la Lune.

bilité, et les historiens étrangers, qui auront une audience accrue chez nous.

La globalisation économique et culturelle, c'est aussi celle des enjeux historiques, « *ce qui conduira à une intensification de la pratique des regards croisés, plus prometteuse que celle des regards en coin* », se réjouit Olivier Postel-Vinay. « *Regards croisés autant que regards inversés* », précise Philippe Joutard, qui se réjouit que la diaspora huguenote de la fin du XVII[e] siècle, pour ne prendre que cet exemple, puisse retrouver sa dimension mondiale. Tout comme les mouvements révolutionnaires de la fin du XVIII[e] siècle. Une manière de relativiser la vision que nous avons de notre histoire nationale et de la « désexceptionnaliser ». Pap Ndiaye, lui, préfère parler de la *world history* : « *Le plus grand changement à venir concerne notre manière d'envisager les sujets d'histoire* », affirme-t-il en guettant la création en France de chaires d'histoire coloniale et d'histoire de l'esclavage qui embrassent l'histoire de plusieurs continents.

Tous sont d'accord : le plus grand changement à venir concerne sans doute notre manière d'envisager l'histoire, d'un point de vue mondial

Michel Winock le dit autrement. « *L'échelle mondiale donne un horizon nouveau à ce que Paul Veyne appelle, dans* Comment on écrit l'histoire *sur le modèle de la "géographie générale", l'"histoire générale". Si je prends, par exemple, comme objet d'étude les populismes, j'analyse tous ceux que je connais, je cherche les invariants et les singularités, pour définir une notion générale du populisme qui va nous éclairer sur celui qui nous intéresse particulièrement. Exactement comme le géographe qui, nous dit Paul Veyne, pour étudier le glacier de Talèfre dans le massif du Mont-Blanc, rassemble ses connaissances sur tous les glaciers du monde.* »

Collections n° 38, janvier-mars 2008

2008

B. CANNOGIANA

« La Chine m'inquiète »

Alors que le pays est mobilisé pour les Jeux olympiques d'été, toutes les fragilités du pays apparaissent, en particulier les difficultés du pouvoir central à contrôler ses provinces (on le voit douloureusement au Tibet actuellement), l'autonomie de l'armée, les oscillations du gouvernement entre modernisation et régression. Le paradoxe est que la Chine, en pleine démonstration de force, se trouve aujourd'hui dans une phase de régression. Le régime se maintient surtout grâce à son exceptionnelle croissance économique. Lorsque l'économie ralentira (ce qui paraît inévitable), passant de 12 % par an à 5 ou 6 %, des troubles risquent de surgir. Un avenir différent pourrait s'ouvrir, pas forcément démocratique. ***J.-L. D.***

REUTERS

www.massviolence.org

Une encyclopédie en ligne qui rassemble les connaissances sur les violences de masse du XX^e^ siècle et les rende accessibles gratuitement : tel est l'objectif du site www.massviolence.org. A l'origine du projet, l'historien et politologue Jacques Sémelin, spécialiste de la question des meurtres de masse et génocides, en particulier à travers une histoire comparée des massacres : la Shoah, l'Ex-Yougoslavie (1991-1995), le Rwanda (1994). Le site (en anglais) présente des index chronologiques par pays et des études de cas. Le contexte, les responsables, les victimes, les témoins, les mémoires et la qualification des faits (en particulier celle de génocide) sont examinés. Nouvelle publication de Sciences Po, animée à partir du Ceri (Centre d'études et de recherches internationales), l'encyclopédie dispose d'un comité scientifique international. Chaque article doit être validé, les contributions spontanées des internautes étant exclues pour assurer la rigueur du contenu. ***H. K.***

Amours élyséennes

Le samedi 2 février, Nicolas Sarkozy épouse Carla Bruni à l'Élysée. Ce n'est pas le premier président à se marier en cours de mandat. Gaston Doumergue, dit « Gastounet », avait épousé le 1^er^ juin 1931 (à douze jours de la fin de son mandat) son amour d'enfance, la veuve Jeanne Marie Joséphine Gaussal. ***D. P.***

SIPA

Il faudra sans doute renoncer au travail du chercheur solitaire. La multiplication des dépôts d'archives, des langues employées, des sources utilisées, incite à réunir les efforts. C'est une autre manière de travailler qui exige la mise en place de réseaux de travail et de financement. Faute de quoi, on aura une glose mondiale sur des histoires locales. Pap Ndiaye est optimiste : *« Le métier d'historien est pluraliste. Les changements à venir n'invalideront pas forcément les manières classiques de faire de l'histoire. »* Voire.

3. Que changera Internet ? Avec la Toile, les historiens disposent d'un outil formidable. *« Qui dira le bonheur de disposer à domicile de corpus infinis de textes et d'images ? »* rêve Philippe Joutard. D'autres se font plus techniques : *« L'hypertexte rendra bientôt obsolète la note de bas de page »*, annonce Patrick Boucheron. *« Le risque est que seules les informations présentes sur la Toile apparaissent désormais comme fondements des travaux des chercheurs,* nuance Maurice Sartre. *Et que les découvertes vraies qui n'y apparaîtraient pas (le résultat de fouilles, des inscriptions nouvelles) soient écartées du débat. »* L'antiquisant se dit confiant sur la capacité des chercheurs à trier le bon grain de l'ivraie. Mais les étudiants et le public ? *« C'est là le vrai danger : car la Toile met tous les auteurs à égalité de crédibilité… »*

Sur la Toile les thèses, le papier pour le plaisir. Quitte à introduire un peu de la démarche du romancier dans la méthode historique

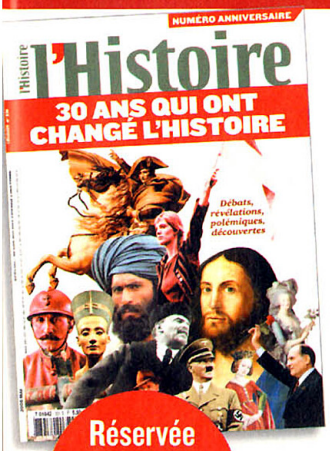
Quelle sera demain la valeur ajoutée de l'historien de métier ? Le recul que lui donnent ses connaissances et sa méthode critique, bien sûr. Marc Bloch le disait déjà à propos du risque représenté par l'abondance des sources sur la Première Guerre mondiale. Mais sera-t-il encore entendu ?

4. Y aura-t-il encore des livres d'histoire ?

L'enjeu est de taille. La question des livres – et des revues – se pose avec force. Maurice Sartre est pragmatique : *« Depuis le temps qu'on annonce le déclin (Aristophane déjà…), on devrait être revenus à l'Age de pierre (non taillée). »* Michel Winock a une autre vision : sur la Toile les thèses lourdes, le papier pour le plaisir – quitte à introduire un peu de la démarche du romancier dans la méthode historique. Pour une histoire plus incarnée peut-être : *« L'historien se distingue du romancier par l'authenticité des faits qu'il rapporte, par son refus d'inventer des personnages ou de laisser libre cours à son imagination. Toutefois, s'attacher au sort des individus, saisir ce qui leur est propre et ce qui dépend d'un ensemble dont ils font partie, c'est aussi faire œuvre de romancier. »*

Patrick Boucheron franchit un pas supplémentaire. A la lumière du succès des *Bienveillantes*, il se demande si ce ne sera pas carrément demain à la fiction de *« prendre en charge le souci historien de notre société »*. On verra bien. Disons que les trente prochaines décennies des historiens français seront mondialisées, comparatistes et « internetisées ». Ou ne seront pas ?

OFFRE D'ABONNEMENT EXCEPTIONNELLE



Réservée aux 50 premières demandes

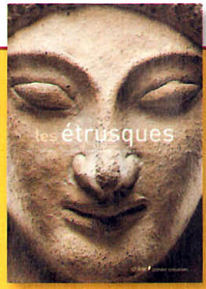
11 numéros de L'Histoire dont 3 spéciaux
~~67€20~~

+

4 numéros des Collections de L'Histoire
~~27€20~~

+

VOTRE CADEAU Les Etrusques
~~45€50~~



Les Etrusques
Plongez au cœur de la civilisation étrusque...

Première civilisation née sur le sol de l'Italie, les Etrusques ont connu leur période de gloire aux VII^e et VI^e siècles avant notre ère. Séduisante et singulière, leur culture intrigue depuis la Renaissance. Collectionneurs, princes, artistes, érudits ont tenté de cerner les origines antiques et glorieuses du Grand-Duché de Toscane. Lentement, la science élucide le mystère étrusque.

A travers une iconographie d'une grande richesse, Jean-Paul Thuillier nous entraîne dans une passionnante exploration de la riche histoire de ce peuple aux origines de Rome.

« Les Etrusques » Éditions Hachette
Jean-Paul THUILLIER
Format : 240 x 340 mm - 240 pages - Prix public 45€50

76€ seulement au lieu de ~~139€90~~
soit plus de 45% d'économie
Tarif étudiant : 68€ soit près de 50% d'économie

En plus, profitez du paiement en 4 fois sans frais !

Bulletin à retourner sous enveloppe affranchie à L'Histoire - Service Abonnements - B 603 - 60732 Sainte Geneviève Cedex

OUI, je souhaite m'abonner à L'HISTOIRE (11 numéros dont 3 spéciaux) + 4 numéros des Collections de L'Histoire et je reçois l'ouvrage « Les Etrusques » des Éditions Hachette.

P331

☐ **Je profite du 4 X sans frais par prélèvement trimestriel de 19€.**
Je suis étudiant(e)/enseignant(e)*, je ne paie que 17€.
Je recevrai par courrier l'autorisation de prélèvements à remplir et à vous retourner pour bénéficier de cette offre exceptionnelle.

☐ **Je préfère régler mon abonnement immédiatement au tarif de 76€ seulement au lieu de ~~139€90~~ soit plus de 45% d'économie.**
Je suis étudiant(e)/enseignant(e)*, je ne paie que 68€.

Je règle à l'ordre de L'Histoire par :
☐ Chèque ☐ Carte Bancaire
Numéro CB : |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_| |_|_|_|_|
Je note aussi les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire, au niveau de la signature |_|_|_|
Expire fin : |_|_| |_|_|

Signature obligatoire :

Voici mes coordonnées :
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
_____
Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : _____
_____
E-mail : _____
* Pour bénéficier de ce tarif préférentiel, merci de nous envoyer un justificatif de votre statut.

Je peux acquérir séparément les numéros normaux au prix de 6€, les numéros spéciaux au prix de 6€40, les Collections de L'Histoire au prix de 6€80 et l'ouvrage "Les Etrusques" au prix de 45€50. Offre réservée à la France métropolitaine, valable uniquement jusqu'au 31/12/2008, dans la limite des stocks disponibles.

l'Histoire Service abonnements : ✆ France : 0825 003 690 (0,15€ TTC la minute) ✆ Etranger : 00 33 3 44 62 52 17 - ✆ Administration : 03 44 62 52 17
E-mail : lhistoire@presse-info.fr

Loi informatique et libertés : vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur les informations vous concernant et vous pouvez vous opposer à leur cession.

ILS ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO

Marianne Amar,
Cité nationale de l'histoire de l'immigration.
Pierre Assouline,
journaliste et romancier.
Jean-Pierre Azéma,
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
Claude Aziza,
maître de conférences émérite à Paris-III.
Antoine de Baecque,
critique et historien du cinéma.
Élie Barnavi,
professeur émérite à l'université de Tel-Aviv.
Jacques Berlioz,
directeur de l'École des chartes.
Daniel Bermond,
journaliste.
Patrick Boucheron,
maître de conférences à l'université Paris-I.
Catherine Brice,
professeur à l'université Paris-XII.
Françoise Briquel-Chatonnet,
directeur de recherche au CNRS.
Bruno Cabanes,
maître de conférences à l'université Yale.
Roger Chartier,
directeur d'études à l'EHESS.
Jacques Chiffoleau,
directeur d'études à l'EHESS.
Pierre Chuvin,
directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul.
Alain Corbin,
professeur émérite à la Sorbonne.
Joël Cornette,
professeur à l'université Paris-VIII.
Alain Decaux,
membre de l'Académie française.
Jared Diamond,
professeur à l'université de Californie.
Jean-Luc Domenach,
directeur de recherches CERI/FNSP.
Hervé Duchêne,
professeur à l'université de Bourgogne.
François Dufay,
journaliste.
Claude Gauvard,
professeur à l'université Paris-I.
Raoul Girardet,
professeur émérite des universités.
Édouard Husson,
maître de conférences à l'université Paris-IV.
Jean-Noël Jeanneney,
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
Philippe Joutard,
professeur à l'université de Provence.
Sandrine Kott,
professeur à l'université de Genève.
François Lebrun,
professeur émérite à l'université Rennes-II.
Thierry Lentz,
directeur de la Fondation Napoléon.
Emmanuel Le Roy Ladurie,
Membre de l'Institut.
Emmanuelle Loyer,
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
Michael R. Marrus,
professeur à l'université de Toronto.
Gabriel Martinez-Gros,
professeur à l'université Paris-VIII.
Marie-Anne Matard-Bonucci,
professeur à l'université de Grenoble-II.
Pierre Milza,
Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
Dominique Missika,
éditice, ancienne directrice de la rédaction de « Histoire ».
Pierre Mollier,
directeur du Service-Bibliothèque-archives-musée du Grand Orient de France.
Pierre Monnet,
directeur d'études à l'EHESS.
Pap Ndiaye,
maître de conférences à l'EHESS.
Pierre Nora,
membre de l'Académie française.
Pascal Ory,
professeur à l'université Paris-I.
Mona Ozouf,
directeur de recherches au CNRS.
Michelle Perrot,
professeur émérite à l'université Paris-VII-Jussieu.
Guy Pervillé,
professeur à l'université Toulouse-Le Mirail.
Olivier Pétré-Grenouilleau,
professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.
Olivier Postel-Vinay,
journaliste scientifique.
Didier Pourquery,
directeur délégué de la rédaction de Libération.
André Rauch,
professeur à l'université Marc-Bloch de Strasbourg.
Jean-Pierre Rioux,
Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale.
Henry Rousso,
directeur de recherches au CNRS.
Anthony Rowley,
maître de conférences à l'IEP de Paris.
Yves Saint- Geours,
président du Grand Palais.
Maurice Sartre,
professeur à l'université de Tours.
Jacques Sémelin,
directeur de recherche au Ceri.
Laurent Theis,
historien et éditeur.
Julien Théry,
maître de conférences à l'université Montpellier-III.
Justin Vaisse,
Senior Fellow à la Brookings Institution de Washington.
Paul Veyne,
professeur honoraire au Collège de France.
Catherine Virlouvet,
professeur à l'université Aix-Marseille-I.
Michel Vovelle,
professeur émérite à l'université Paris-I.
Nicolas Werth,
directeur de recherche au CNRS.
Annette Wieviorka,
directrice de recherche au CNRS.
Olivier Wieviorka,
professeur à l'ÉNS de Cachan.
Michel Winock,
professeur émérite à l'Institut d'études politiques de Paris.

l'Histoire

OJD PRESSE PAYANTE 2006

La rédaction de L'Histoire est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, encadrés, notes, illustrations et légendes.

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite (article L. 122-4 du Code de propriété intellectuelle). Toute copie doit avoir l'accord du Centre français de droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70. Fax : 01 46 34 67 19). L'éditeur s'autorise à refuser toute insertion qui semblerait contraire aux intérêts moraux ou matériels de la publication. Les nom, prénom(s) et adresse de nos abonnés sont communiqués à notre service interne et aux organismes liés contractuellement avec L'Histoire, sauf opposition motivée. Dans ce cas, la communication sera limitée au service de l'abonnement. Les informations pourront faire l'objet d'un droit d'accès ou de rectification dans le cadre légal.

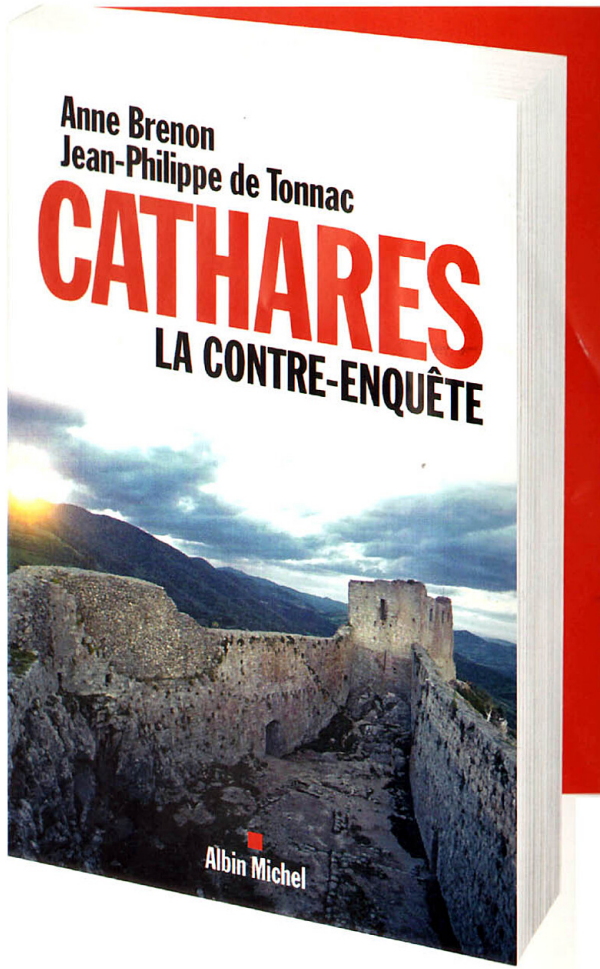
Commission paritaire n° 0408 K 83242. ISSN 0182-2411. L'Histoire est publiée par la SES. Président-directeur général et directeur de la publication : Philippe Clerget.

Dépôt légal 2e trimestre 2008.

© 2008 Société d'éditions scientifiques.

Imprimerie G. Canale & C., Via Liguria 24, 10071 Borgaro (TO), Italie. Imprimé en Italie. Printed in Italy.

Les cathares étaient-ils chrétiens ?



Huit cents ans après le lancement par le pape de la Croisade contre les Albigeois, Anne Brenon, archiviste paléographe et conservateur du patrimoine de France, et Jean-Philippe de Tonnac font enfin toute la lumière sur ce mouvement spirituel sincèrement chrétien et non violent, qui ne put être éradiqué par la prédication et ne le fut finalement, après des décennies d'Inquisition, que par le feu et par le sang.

Un parcours étape par étape dans les grands lieux du Pays cathare, avec cartes et cahier photos pour revivre les épisodes les plus marquants du catharisme avec une des meilleures spécialistes.

ALBIN MICHEL

Quand une œuvre d'art nous ouvre les portes de l'histoire…

Nouvelle collection *Une oeuvre, une histoire*

Un historien de renom s'empare d'une oeuvre célèbre, pour nous faire découvrir au fil d'un court essai un moment d'histoire.

80 pages, 12.90 €
Disponibles en librairie

armand-colin.com

ARMAND COLIN